

CM
CAHIERS
MARXISTES

v z w
ImaVO

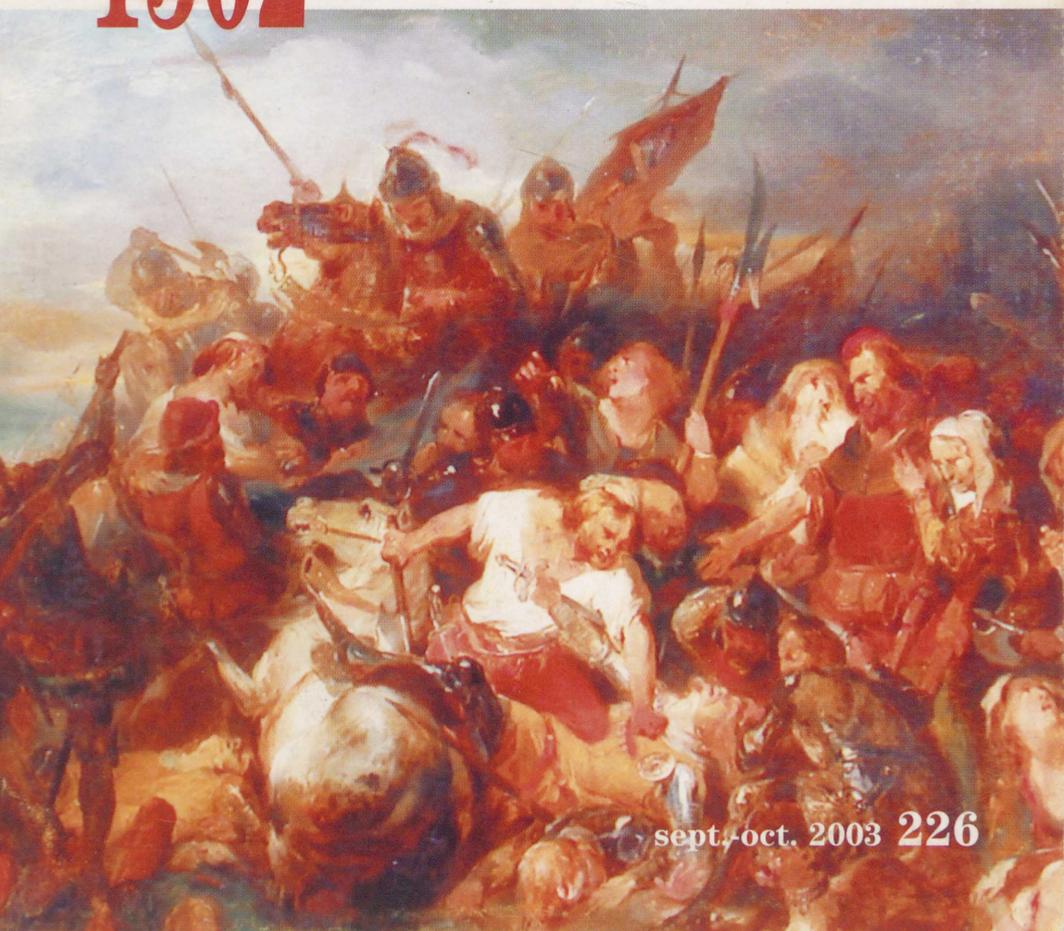


Masereelfonds

TOUDI

Claire Billen - Sergio Boffa - Marc Boone
José Fontaine - Roel Jacobs
Chantal Kesteloot - Véronique Lambert
Serge Lewuillon - Benoît Mihaïl
Philippe Raxhon - Frans-Jos Verdoodt

1302 revisité / herbekeken



sept.-oct. 2003 226

Les Cahiers Marxistes

Référant aux courants marxistes, la revue tend à considérer la société comme totalité ; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

abonnement (5 numéros)
pour la Belgique 30 EUR
pour l'Union Eur. 35 EUR
hors Union Eur. 40 EUR

au compte **001-1047600-76** des
CM av. Derache, 94 b. 6,
1050 Bruxelles,
ou carte VISA/MASTERCARD
Tél/fax : 0032-2-650.49.21.
E-mail : cmarx@ulb.ac.be
www.ulb.ac.be/socio/cmarx

comité de rédaction

Mateo Alaluf, Jacques Aron,
Claire Billen, Francis Bismans,
Yannick Bovy, Albert Carton,
Barbara Delcourt, Pascal Delwit,
Pierre Gillis, Michel Godard,
Serge Govaert, Jean-Jacques
Heirwegh, Rosine Lewin, Jean-
Paul Mahoux, Jacques Moins,
Jacques Nagels, Nadine Plateau,
Maggy Rayet, Claude Renard,
Jean-Maurice Rosier, Christian
Vandermotten, Benoît Verhaegen.

rédacteurs en chef

Pierre Gillis & Michel Godard

secrétariat & mise en page

Thomas Perissino

Sommaire

• Edito		3
• Bibliographie générale		12
• Les historiens francophones à propos de l'importance de la Bataille de Courtrai (1302)	Claire Billen	13 ✓
• L'importance de la Bataille de Courtrai dans l'histoire militaire médiévale	Sergio Boffa	23 ✓
• Le contexte économique et social du conflit franco-flamand	Marc Boone	47
• 11 juillet : de la Bataille des Eperons d'Or à la fête de la Communauté flamande	Véronique Lambert	61
• Les événements de 1302 et leur signification pour le mouvement flamand	Frans-Jos Verdoodt	67
• La question du romantisme néo-flamand à travers l'exemple de la Flandre française	Benoît Mihaïl	77
• Le chagrin des anciens belges	Serge Lewuillon	93
• Le hibou plutôt que le lion	<i>interview de</i> Roel Jacobs	105
• Le regard de l'autre - le mouvement flamand vu par le mouvement wallon	Chantal Kesteloot	117
• 1792 contre 1302	Philippe Raxhon	131
• A chaud, première synthèse	Véronique Lambert	149
• L'image de la Flandre dans le mouvement wallon	José Fontaine	155



Masereelfonds-Brussel

Kazernestraat 33
B - 1000 Brussel
e-mail : brussel@masereelfonds.be
www.masereelfonds.be
tel. - 02/502 38 80
fax - 02/502 41 53

Toudi

rue du Bois-de-l'Ecluse, 4
B - 7830 Graty (Wallonie)
e-mail : josé.fontaine@skynet.be
www.toudi.org
tel. + fax - 02/395.33.70

Imavo vzw

Kazernestraat 33
1000 Brussel
e-mail : imavo.vmt@pi.be
www.imavo.be
tel. - 02/514.00.08

Le *Masereelfonds*, avec le soutien de la revue *Toudi*, a organisé, le 19 octobre 2002 à Courtrai, un colloque intitulé «**Les historiens francophones sur l'importance de 1302 et l'usage de ces événements par le mouvement flamand**».

L'intérêt des contributions réunies a d'emblée attiré l'attention des éditeurs de deux revues dont le format permettait la publication des actes : *Free-Cahiers Marxistes* et *Imavo-VMT*.

C'est ce projet commun qui aboutit à la présente publication jumelle, en français et en néerlandais, sous le titre «**1302 revisité/herbekeken**». Côté francophone, il s'agit du numéro 226 des *Cahiers Marxistes* ; côté flamand d'un volume des éditions Imavo.

La direction scientifique du colloque a été assurée par Chantal Kesteloot, Véronique Lambert et Claire Billen. Ces dernières ont introduit et conclu les débats. Toutes les contributions sont ici publiées, y compris celle de Philippe Raxhon, absent le jour-même par accident. Deux textes de Véronique Lambert et celui d'entretien avec Roel Jacobs, qui avaient servi au lancement du projet dans *Aktief* (revue trimestrielle du *Masereelfonds*) sont republiés. La contribution de José Fontaine est une sorte de *post-scriptum*, et donne un écho partiel mais plus serein du débat final, qui ne le fut pas autant.

1302 revisité / herbekeken

à l'intention des lecteurs et amis des *CM*

Il paraît qu'on «n'apprend plus» la Bataille des Eperons d'Or dans les écoles de Belgique francophone, où il n'y a d'ailleurs en général plus de «manuel» pour en laisser trace. Mais rien qu'à regarder les nouvelles à la télé, depuis 2002 chacun peut savoir désormais que le 11 juillet, fête de la Communauté flamande va avec 1302, le 700^e anniversaire advenu.

Du côté des écoles flamandes, la fête offre évidemment un accrochage pédagogique, mais ce serait plutôt grâce au cours de néerlandais et au passage obligé par l'écrivain Conscience et son *Leeuw van Vlaanderen* que la mémoire se construit.

La rondeur de l'anniversaire a en outre stimulé la production d'ouvrages, plus ou moins commémoratifs, et permis à bon nombre d'historiens de faire connaître leurs travaux les plus récents, à la fois sur l'événement et sur la période même de 1302, et sur l'histoire de l'histoire qui les a travaillés jusqu'à aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que le *Masereelfonds*, avec l'aide de la revue *Toudi*, a organisé le 19 octobre 2002 un colloque intitulé «*Les historiens francophones à propos de l'importance de 1302, et l'usage de cet événement par le mouvement flamand*». Colloque et sujet importants en Flandre, et méconnus à Bruxelles et en Wallonie.

Si, d'accord avec les organisateurs, nous avons demandé aux historiens invités à ce colloque de passer à l'écrit, si nous proposons aujourd'hui – simultanément en français et en néerlandais – à nos lecteurs de prendre connaissance de leurs contributions, c'est avec la conviction forte qu'un travail d'analyse de la mythologie nationale reste nécessaire.

Notre ambition est en l'espèce pacifiste et internationaliste – une vieille affaire assurent les directeurs de conscience médiatiques, mais pourtant pleine d'avenir, l'altermondialisme le redit à chacun. Elle est aussi d'essayer de dépasser des approches positivistes. D'une part celles qui cantonnent le mythe – national entre autres – dans le registre du «faux», alors que sa réalité sociale et historique foisonne et que le travail des ethnologues et des linguistes s'est attelé à l'analyser*. D'autre part celles qui entreprennent un repérage des «nations» selon un registre classificatoire d'identités susceptibles d'avoir existé indépendamment des processus spécifiques qui les ont formées – en Europe, le développement de l'Etat bourgeois au cours du XIX^e siècle, par exemple – c'est-à-dire un registre paradoxalement anhistorique, pétrifié.

Un petit peu de matérialisme historique...

Nos références éditoriales à Marx nous invitent évidemment à signaler au premier chef les contributions des médiévistes **Claire Billen** et **Véronique Lambert**, qui ont introduit et conclu les travaux après les avoir préparés. Manière de nous rappeler d'abord que 1302 a réellement existé. Elles nous mettent spécialement en garde contre l'usage anachronique de la terminologie du XIX^e siècle – nation, Etat, démocratie, classes sociales, à propos d'une réalité du XIV^e siècle structurellement différente.

L'importance de l'événement 1302 pour *«l'histoire urbaine de l'Europe du Nord-ouest»*, d'être ainsi requalifiée n'en est pas pour autant réduite. C'est à l'évaluer que contribuent également **Sergio Boffa** et **Marc Boone**, le premier en analysant la dimension militaire – infanterie/cavalerie, tactiques, armes,... – de la bataille, le second en inscrivant les luttes politiques que l'événement cristallise dans leur logique sociale et économique – où il est question abondamment de fiscalité, de rentes et tributs fonciers ruraux et urbains, et particulièrement de la croissance d'une industrie textile et des métiers.

... et un souci épistémologique

Plusieurs intervenants soulignent que la production de récits à propos de la bataille a commencé pratiquement le 12 juillet, en tout cas dans les années immédiatement suivantes, son importance considérable, extraordinaire aux yeux des contemporains se traduisant rapidement en moult

* Et même du côté des historiens, on ne saurait ignorer un J-P. Vernant, *Mythe et pensée chez les Grecs*, édition de 1965.

chroniques,... grâce auxquelles nous pouvons en parler encore, et avant nous, les premiers historiens, au XIX^e siècle, ont pu s'y intéresser, car c'est un événement d'histoire médiévale des plus documentés.

Tous les intervenants y insistent, entre les opinions des chroniqueurs et les interrogations nationales du XIX^e siècle, il y a un écart structurel : quand bien même les termes ont pareille consonance – la «nation» et «la Flandre», par exemple – les réalités désignées ne se recouvrent pas (et même géographiquement, la différence est considérable).

Plus fort encore, l'événement 1302 permet de montrer que plusieurs générations d'historiens ont, aux XIX^e et XX^e siècles ré-écrit l'histoire avec des hypothèses, ou des lunettes, très sensiblement différentes : «la nation» en cause sera d'abord et longtemps belge – on l'a presque oublié aujourd'hui – avant d'être flamande, et le mouvement flamand lui-même d'ailleurs ne se fera que partiellement et tardivement nationaliste, a- ou anti-belge.

Dans sa conclusion du jour, à chaud, Véronique Lambert en appelait au regard de la sociologie à propos de l'histoire contemporaine. La (re)lecture des contributions nous montre que, dans cette perspective, un travail critique – sur les notions, les concepts,... et leur genèse – est déjà à l'œuvre, des historiens d'aujourd'hui mesurant que la pratique scientifique en histoire est à ce prix : c'est aussi, nous semble-t-il, celui d'un échange avec les sciences humaines. Il est donc déjà porté à crédit.

Continuités et ruptures

Ce travail critique à propos des écrits d'historiens des XIX^e et XX^e siècles sur 1302 ne pouvait passer à côté des autres productions idéologiques contemporaines : la construction de la nation belge après 1830, la genèse de deux nations – flamande et wallonne – bien plus tard, les mouvements qui en ont été porteurs.

C'est sans doute là que la confrontation avec le positivisme et l'idéalisme est la plus nette.

Que mobiliser les symboles, normes et exigences d'identité(s) constitue un danger, l'expérience des peuples l'a certes révélé à l'épreuve cruelle de bien des entreprises de manipulation idéologique qui furent d'abord militaires et massacreuses.

Philosophiquement, l'effet idéologique peut d'ailleurs être rapporté à son ressort essentiel : l'interpellation et «l'instauration en Sujet», c'est ce que visait Althusser sur les pas de Marx, et il est frappant de constater qu'une espèce de psychologie des peuples tient le plus souvent lieu d'argument identitaire.

L'ensemble des travaux ici réunis montre de plus qu'à raisonner en termes d'identité, on ne peut littéralement rien comprendre à ce qui se passe. Déjà qu'on ne saura pas si Pirenne «était» verviétois – selon les données de son acte de naissance, et José Fontaine, rejoint par Philippe Raxhon et Marc Boone – ou gantois – selon Véronique Lambert ! Les questions se bousculent d'être mal posées.

La «nation belge» existait-elle avant 1830 ? Ou est-elle apparue à ce moment-là – on veut une date ! – ou après ? Précisément, pourquoi tant d'efforts politiques, après 1830 – littéraires et imagiers, mais aussi d'historiens qui construisent leur discipline – pour lui donner une consistance, ... mythique, en remontant à 1302 et encore bien plus avant, jusqu'aux Gaulois ? Mouvement toujours récurrent, comme le montre la contribution de **Serge Lewuillon** sur «*les Eburons d'or*» récemment remis en valeur.

Ou de quand date «le mouvement flamand», supposé homogène et qui fut d'abord et pendant des décennies, «belge», comme le rappelle **Frans-Jos Verdoodt** ? Ou encore, quand y a-t-il eu un «mouvement wallon» qui ne fut pas, ou plus «francophone belge» ou «anti-flamand» ? Sur ce point, la contribution de **Chantal Kesteloot** mit à vif «*la passion*» de **José Fontaine** : il s'en réclame dans une sorte de *post-scriptum* au colloque, qui montre en tout cas l'intérêt de ne pas confondre mouvement social, réalité sociale – *in casu*, wallons de Wallonie – et groupements divers, même parfois rassemblés et revendiquant l'étiquette de mouvement(s) et de wallon(s) à des moments successifs, avec des projets différents et portés par des bases sociales diverses. A mélanger le tout, on est forcément dans le registre de «*l'encyclopédie chinoise*» de Borgès, revisitée par Michel Foucault, où il est écrit que «*les animaux se divisent en : (a) appartenant à l'empereur, (b) embaumés, (c) apprivoisés, (d) cochons de lait, (...etc.)*».

Contre les classements simples – dates et étiquettes – et les évidences réputées telles, l'ensemble des contributions réunies ici nous montre une dialectique historique à l'œuvre, avec certes des ruptures, des basculements mais aussi le mouvement lent des contradictions. Celui de l'opposition et de l'articulation belge/flamand, en référence à 1302, est particulièrement instructif.

Démythifier ? Remythifier ?

Une dernière problématique mérite d'être signalée, celle de l'utilité et du recyclage possible ou nécessaire des mythes. Dans un texte d'invitation au colloque, que nous republions, **Roel Jacobs** avait plaidé pour des

reconstructions démocratiques de 1302, et pour des substitutions de mythes (sinon de dates), par exemple en référant à la révolte des Gueux, un peu comme d'autres ont soutenu les utopies contre les idéologies.

A ne considérer que le cas du régionalisme en Flandre française (avec **Benoît Mihaïl**) et celui du projet wallon de célébrer Jemappes 1792 et la république plutôt que 1830 (avec **Philippe Raxhon**), le doute sur la faisabilité demeure, et il faut prendre acte du fait que nulle proposition n'a significativement émergé de 2002 en Flandre.

En notant toutefois que plusieurs intervenants ont souhaité échapper, en matière de fêtes, à la commémoration d'une bataille, l'une et l'autre consubstantielles à la manipulation identitaire (tous les conscrits l'ont appris à leurs dépens), il reste plutôt à penser quelles forces sociales sont aujourd'hui opposées, quelles hégémonies et contre-hégémonies sont et peuvent être mobilisées.

En visant global : par exemple récent, Bush et ses *G*'s en Irak et partout, même Louis Michel n'était pas trop pour. Mais il en a déjà rabattu, sur la compétence universelle de nos tribunaux notamment : pas certain qu'il persévère et que le consensus pacifiste et anti-impérialiste demeure.

En pensant plus local : dès que Ducarme aura appris le néerlandais, on le prévient (pour Michel et Bush), et on lui offre notre ouvrage dans les deux langues. A Bruxelles, déjà, ça peut servir.

Michel Godard

A la base de cette publication : le projet 2002 du *Masereelfonds*

Le *Masereelfonds* a consacré, en 2002, beaucoup d'attention au 700^e anniversaire de la Bataille des Eperons d'Or. On sait que la commémoration de cet événement historique, d'abord célébré par l'écrivain romantique Henri Conscience, a été proclamée jour de fête de la Communauté flamande.

Dans son approche de cette commémoration, le *Masereelfonds* a été guidé par diverses interrogations.

1. L'histoire est-elle une science exacte, ou une interprétation tributaire des opinions et sensibilités d'une époque et conjoncture particulière ? La manière dont nous traitons aujourd'hui l'histoire ne sera-t-elle pas tout autant sujette à critique de générations suivantes – et qui sait, à hilarité – que l'est actuellement la façon d'écrire l'histoire de nos aïeux ?
2. Comment nous y prenons-nous avec la formation des mythes et symboles ? Doit-on comme progressistes dénoncer cette manière non scientifique d'agir ? Ou doit-on accepter que chaque peuple, chaque personne a besoin de mythes et de symboles, et que cela implique de leur donner un contenu positif, en cherchant ceux qui soutiennent et fondent des valeurs démocratiques et progressistes ?
3. Comment concilie-t-on le fait que beaucoup de gens cherchent la sécurité, une identité collective mais ordonnée, la formation d'une communauté, et un objectif de solidarité internationale et de coopération ? Le nationalisme est-il conciliable avec, voire même nécessaire à un véritable engagement progressiste, ou lui est-il par définition opposé ?
4. En tant que fondation culturelle voulons-nous, à côté de la kermesse flamande que les autorités publiques flamandes veulent faire des festivités, stimuler une approche qui soit davantage porteuse de contenu, de critique ? Sur ce point, nous avons pu compter aussi sur le soutien de nos collègues d'autres fondations culturelles.

Une partie du projet consista en l'organisation d'un colloque, où il fut demandé à des historiens allophones, en dialogue avec quelques historiens «flamands», d'examiner l'intérêt historique réel de la Bataille des Eperons d'Or, et où la façon dont ce fait historique fut et est utilisé idéo-

logiquement et politiquement a été comparée aux pratiques d'autres nations ou peuples en matière de faits historiques. Pour ce colloque, le *Masereelfonds* a bénéficié de la collaboration appréciée de la revue *Toudi*.

Le contenu du colloque fut jugé intéressant : les personnes présentes auraient regretté qu'aucun effort ne soit entrepris pour rassembler et éditer les textes des contributions. *Imavo* (éditeur du *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*) et les *Cahiers Marxistes* étaient motivés à rencontrer cette préoccupation, évidemment avec le soutien du *Masereelfonds* et de *Toudi*. Il fut d'emblée choisi de faire de la publication une entreprise bilingue, parce que 1302 ne peut pas être ou rester une affaire exclusivement flamande. Comme un ouvrage bilingue aurait été trop coûteux, les éditions en néerlandais et en français sont séparées, mais se présentent sous la même forme et avec le même contenu.

Contenu

Véronique Lambert, ainsi que Claire Billen et Chantal Kesteloot ont fourni l'apport décisif dans la préparation du colloque. **Véronique Lambert** a situé l'événement 1302 dans son contexte historique, et joua le rôle de rapporteur du colloque : elle sut, de manière admirable, donner séance tenante une très bonne synthèse des contributions variées.

Claire Billen sort 1302 de sa dimension flamande et montre l'importance de l'événement pour l'histoire européenne. Son approche est étayée par les contributions de **Marc Boone**, qui dessine l'arrière-plan socio-économique, et de **Sergio Boffa** qui attire l'attention sur quelques nouveautés militaires importantes de la bataille.

Véronique Lambert décrit brièvement comment un fait historique devient un mythe, tandis que **Frans-Jos Verdoodt** réitère cet exercice de manière plus large, en décrivant en détail l'usage de la formation d'un mythe à propos de la Bataille des Eperons d'Or par le mouvement flamand. **Benoît Mihalil** procède à un examen critique de la formation d'un mythe 1302 dans le néo-romantisme flamand, sur base de l'exemple de la Flandre française. Parallèlement, **Serge Lewuillon** montre que la création de mythes et l'usage, ou plutôt mésusage des faits historiques n'est pas une exclusivité flamande.

Roel Jacobs, dans un entretien, incline à accepter la création de mythes et de symboles comme inévitable. Les efforts ne devraient donc pas tellement être fournis pour contrer ce processus, mais plutôt pour militer en faveur de mythes et symboles qui correspondent davantage à un système progressiste de valeurs, tout en ne perdant pas de vue qu'il s'agit bien de mythes et symboles.

Chantal Kesteloot, lors du colloque-même, fut en conflit avec **José Fontaine** à propos de l'image de la Flandre et du mouvement flamand en Wallonie. Au moment-même, ce fut un dialogue de sourds, dont personne ne fut enrichi en sagesse. C'est pourquoi nous avons choisi de réunir les deux opinions dans la publication, de façon que le lecteur apprécie lui-même la validité et la valeur des arguments. Enfin, **Philippe Raxhon** donne à comparer un essai wallon d'élever une date en symbole, 1792, à commémorer contre 1302 et 1830.

Instantané

Le lecteur attentif remarquera vite que la publication réunit diverses opinions, écoles historiques et approches. Et pourtant l'ensemble est loin d'être complet, bien des interprétations, opinions et approches n'étant pas représentées.

La publication ne reproduit qu'un instantané d'une discussion qui reste à poursuivre sur l'histoire, son usage et sa valeur, sur la formation des mythes et symboles, sur l'identité culturelle et la solidarité internationale. Nous espérons que chaque lecteur appréciera la contribution à cette discussion, et sommes curieux de savoir comment notre manière de voir sera partagée, ou condamnée, par les générations qui nous suivent.

Remerciements

Le projet, le colloque, la publication sont autant de résultats d'investissements et efforts humains. Un témoignage de reconnaissance s'impose, non seulement vis-à-vis des auteurs des contributions ici publiées, mais aussi vis-à-vis de toutes celles et ceux qui ont assumé les tâches de secrétariat, traduction, correction, organisation : Bernard Desmet, Bart De Wilde, Koen Dille, Mirjam Du Fossé, Dirk Lauwers, Rosine Lewin, Thomas Perissino, Guy Quintelier, Monique Verstraete, Marjan Wagemans, Karina Zaman.

Il faut y ajouter la commune de Courtrai et le Fonds Prince Philippe, qui ont soutenu le projet financièrement.

Gerlinda Swillen - *Masereelfonds*

Jan Dumolyn - *Imavo*

José Fontaine - *Toudi*

Michel Godard - *Cahiers Marxistes*

Crédit photographique : l'illustration de couverture est une photo du tableau disparu de Nicaise De Keyser (1836).

Bibliographie générale

Plusieurs auteurs de référence ont participé à un ouvrage collectif édité en français et en néerlandais, et richement illustré :

- R-C. VAN CAENEGEM (dir.), *1302. Le désastre de Courtrai. Mythe et réalité de la Bataille des Eperons d'Or*, Fonds Mercator, Anvers, 2002.

L'ouvrage comprend notamment un chapitre de Marc BOONE :

«Une société urbanisée sous tension. Le comté de Flandre vers 1302», pp. 27-77 qui inclut «Les villes flamandes : puissance économique et ambitions politiques», pp. 44-49.

En matière militaire, la référence est :

J-F. VERBRUGGEN, «La Bataille des Eperons d'Or», pp. 10-25.

A propos de l'idée de nation :

J. TOLLEBEEK, «Le culte de la Bataille des Eperons d'Or de la fin du XVIII^e au XX^e siècle», pp. 194-239.

Un autre ouvrage collectif, en néerlandais, est généralement cité :

- P. TRIO, D. HEIRBAUT et D. Van Den AUWEELE (red.), *Omtrent 1302*, Leuven, 2002.

Il comprend notamment :

J. DUMOLYN et P. STABEL, «Aan de zijlijnen van een conflict ? Gent en het Gentse in 1302».

V. LAMBERT et J. DUMOLYN, «De cruciale decennia in de geschiedenis van een Europese stad. Brugge tussen 1280 en 1302», pp. 37-79.

J. TOLLEBEEK et T. VERSCHAFFEL, «Helden en herdenkers. De geschiedenis van een romantische mythe en een nationaal symbool», pp. 183-205.

V. LAMBERT, «Over carriere, promotie, degradatie en rehabilitatie. 700 jaar Jan Breydel en Pieter de Coninck», pp. 210 et suiv.

Un autre texte de Tollebeek est disponible en français :

- J. TOLLEBEEK, «La Bataille des Eperons d'Or. Le culte de 1302 et la lutte flamande», in A. Morelli (éd.), *Les grands mythes de l'histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie*, Bruxelles, 1995, pp. 205-219.

Côté francophone et wallon, il faut signaler le travail d'anthologie :

- «La Wallonie et ses intellectuels», *Cahiers Marxistes* n°187 – *Toudi* annuel n°7, 1992, et le dossier «Wallonie», *Cahiers Marxistes*, n°157-158, 1988 (avec un bilan théorique de M. GODARD, «La question nationale revient», pp. 68-79).

Les historiens francophones à propos de l'importance de la Bataille de Courtrai (1302)

Claire Billen*

L'effacement d'une référence

Derrière le titre d'allure académique qui était proposé par les organisateurs du colloque du 19 octobre 2002, dont le présent ouvrage constitue les actes, on pouvait identifier une question quelque peu provocatrice, une question qui sonnerait comme : « dites-nous en quoi les événements de 1302 vous concernent ! »

Comme historiens et comme citoyens francophones, il est naturel que ce soient les usages politiques et idéologiques, *a posteriori*, qui ont été faits de la Bataille de Courtrai qui nous donnent le plus spontanément matière à observation et à réflexion. Plusieurs collègues en témoigneront ci-dessous.

Mais les francophones ont peut-être oublié un peu rapidement que jusque dans les années 1960, la Bataille des Eperons d'Or faisait aussi partie de leur histoire officielle. L'enseignement de l'histoire a coïncidé, dans ses évolutions, avec le désarroi quant à la nature de l'Etat belge. Il en a découlé un abandon progressif de l'histoire de Belgique à l'école

* Historienne médiéviste. Professeur à l'Université libre de Bruxelles.

et une désaffection généralisée, dans les programmes scolaires et universitaires, pour l'histoire politique et événementielle qualifiée globalement du titre péjoratif «d'Histoire-bataille».

1302 n'existe plus pour la grande majorité des jeunes adultes francophones d'aujourd'hui. Pour les plus informés, il s'agit d'une référence folklorique, choisie pour donner une date à la fête nationale flamande. Un événement participant aux grands mythes de l'histoire, dont le récit ne manque pas de panache mais dont la portée est limitée et les conséquences insignifiantes.

Intérêt scientifique des commémorations

En historien médiéviste, on ne peut en aucun cas sous-estimer l'importance de 1302.

La littérature récemment parue, grâce aux circonstances de la commémoration, la relecture érudite qui a été produite, ces dernières années, par nos collègues néerlandophones soucieux de désencombrer l'histoire du mouvement flamand de ses clichés et de ses raccourcis abusifs, nous encouragent à refuser toute désinvolture intellectuelle à propos de ce moment ou du moins à propos de l'ensemble des enchaînements historiques, qui scandent la période située entre 1280 et 1320, dont il est un des points forts.

Le grand mérite des travaux en question est d'avoir revisité systématiquement les sources et l'extraordinaire cortège historiographique qui a porté les faits jusqu'à nous, quasi sans discontinuité.

C'est ainsi que le récit romantique de Henri Conscience, essentiel pour l'appropriation nationale et populaire de l'événement, n'apparaît que comme un des très multiples avatars narratifs du conflit franco-flamand. Véronique Lambert a dernièrement fait le point sur la chronologie et la nature des relations successives de la bataille¹. Elle rappelle opportunément que celle-ci a concerné des observateurs médiévaux dans la plupart des régions urbanisées d'Europe occidentale, bien sûr en France et dans les anciens Pays-Bas, mais aussi en Angleterre, en Ecosse, dans l'Empire et en Italie. Elle précise qu'il y a eu évidemment, dès le départ, une interprétation française et une interprétation flamande du déroule-

1. V. LAMBERT, «De guldensporenslag van fait-divers tot ankerpunt van de Vlaamse identiteit (1302-1838): de natievormende functionaliteit van historiographische mythen», *Bijdragen en mededelingen voor de Geschiedenis van de Nederlanden*, 115, 2000, pp. 365-391.

ment de l'action et de sa justification, mais elle montre que les premiers récits ne contiennent pas d'allusion à une quelconque conscience collective flamande qui se serait exprimée au moment de la bataille pour constituer un incitant particulièrement efficace à la combativité de l'armée conduite par la parenté du comte de Flandre. Elle montre enfin que le mythe d'une bataille patriotique et d'un sursaut national a pu se constituer progressivement au départ d'une version des événements racontée dans le *Spiegel Historiae* par le clerc brabançon Louis van Velthem (après 1315). Au détour d'un vers de sa chronique, celui-ci fait allusion à la volonté de détruire la langue thioise qu'aurait eue, selon lui, Gui de Châtillon, le gouverneur envoyé par Philippe le Bel pour administrer la Flandre en son nom. On voit l'usage qui pouvait être fait, par la suite, de cet élément linguistique, alors que l'auteur lui-même ne s'en sert pas pour expliquer l'ardeur des belligérants du parti Dampierre. Ceux-ci sont au contraire présentés comme les outils d'un avertissement divin face à la politique d'autonomie vis-à-vis du Saint-Siège que professait le roi de France. Le texte de van Velthem, comme celui, légèrement plus tardif du moine Bernard d'Ypres (vers 1329), le premier à présenter le combat des Flamands comme une défense des usages et privilèges de leur terre, permettaient l'élaboration des diverses versions ultérieures. Les unes, les plus nombreuses, seraient identitaires flamandes, d'autres illustreraient la gloire de la bourgeoisie, voire plus tard des classes laborieuses, d'autres encore se mettraient au service de l'indépendance de la nouvelle Belgique, face à une France suspectée d'annexionisme.

Mais la fortune littéraire presque instantanée de la Bataille de Courtrai, si elle attire notre attention sur l'importance symbolique de l'événement – un symbole dont tous les partis concernés allaient tenter de maîtriser l'interprétation – ne doit pas dispenser d'une remise en contexte des faits. Les dernières recherches sur la société médiévale de nos régions permettent de voir 1302 comme une occasion magnifique de prélever sur le tissu historique du début du XIV^e siècle une coupe histologique révélatrice².

Un tableau révélateur

1302 correspond à un mouvement d'exacerbation de toutes les contradictions : celles qu'entraînent la logique des rapports féodo-vassaliques entre le souverain d'un Etat en voie de constitution, la France et l'un de ses plus puissants et riches vassaux ; celles que provoquent la dépendance politique et financière des princes par rapport aux villes et à leurs élites ; celles qui sont issues du fonctionnement des organismes urbains

2. R-C. VAN CAENEGEM (dir.), 1302. *Le désastre de Courtrai. Mythe et réalité de la Bataille des Eperons d'Or*, Fonds Mercator, Anvers, 2002.

eux-mêmes ; celles qui résultent de l'essoufflement de la croissance rurale.

A ce moment, grâce notamment à la profusion de sources narratives, on peut voir à l'œuvre l'ensemble des acteurs politiques et sociaux, on identifie assez clairement les intérêts dont ils sont porteurs, les vagues de fond qui les portent à agir, les circonstances qui accélèrent, retardent ou infléchissent leur mouvement.

Rien n'est joué encore, dans l'histoire du comté de Flandre, au moment de la victoire du 11 juillet. Plusieurs affrontements, moins glorieux, seront encore nécessaires pour stabiliser temporairement les relations entre la Flandre et la France*. Néanmoins, la Bataille de Courtrai révèle une fracture essentielle de l'histoire médiévale, et pas nécessairement de l'histoire médiévale flamande. Celle d'un moment où la société urbaine manifeste fortement son hégémonie sur l'ancienne société seigneuriale et féodale. 1302 témoigne que les Etats, pour se constituer, ne pourront le faire qu'en tenant compte des villes, de leur fonctionnement, de leurs intérêts, des forces sociales contradictoires qui les animent.

A l'aune de l'histoire générale, la fin du XIII^e siècle s'affirme en Europe occidentale comme l'aboutissement d'un puissant mouvement d'urbanisation alimenté par la croissance démographique des campagnes et par les performances d'une agriculture qui a conquis la presque totalité des espaces valorisables avec les techniques traditionnelles.

Vers 1300, on compte en Europe une soixantaine de grandes et très grandes villes, c'est-à-dire de localités comptant de plus de 10 000 à 80 000 habitants. Plus de la moitié de ces villes se situent autour de la Mer du Nord (notamment en Flandre) et sur le bassin aval des grands fleuves qui y débouchent, d'une part, à la sortie des cols alpins au Nord de l'Italie, dans le bassin du Pô et en Toscane, d'autre part.

Fonctionnellement, les villes sont des centres d'administration, des places commerciales, des centres de crédit et des lieux de production artisanale. Les richesses qu'elles dégagent, l'argent sonnante et trébuchant qui y circule, les contingents qu'elles peuvent mobiliser sont précieux pour les princes. Dès le XII^e siècle, le poids politique des villes est évident. Peu de traités sont négociés sans leur aval, peu de manœuvres diplomatiques peuvent se dispenser de prendre leurs intérêts en compte.

* *ndlr* : Pour la chronologie, voir *infra* (p. 20) le petit récapitulatif de Véronique Lambert sur « la guerre franco-flamande 1297-1320 ».

Ce qui complique le jeu, et 1302 en est une splendide illustration, c'est que les villes ne sont plus, au tournant des XIII^e et XIV^e siècles, des interlocuteurs univoques. Ce sont des sociétés complexes, fortes et riches mais divisées et fracturées. D'autant plus divisées que les activités artisanales et commerciales y permettent l'ascension sociale, d'autant plus fracturées que la production et notamment la production textile, secteur majoritaire et très concurrentiel, dès la seconde moitié du XIII^e siècle, s'y spécialise et ce faisant divise le travail tout en contractant l'emploi.

Traditionnellement dirigées par une oligarchie dite de patriciens, monopolisant la justice, l'administration et le contrôle de la production destinée au grand commerce et ce grand commerce lui-même, les villes sont travaillées par d'importants mouvements de contestation. Selon leurs animateurs, ceux-ci poussent à l'élargissement du groupe dirigeant et/ou à la modification d'un système fiscal inéquitement basé sur les taxes indirectes, prétendent à un contrôle de la gestion financière³.

Au moment du déclenchement des événements de Courtrai, presque toutes les villes grandes et moyennes de nos régions connaissent, depuis deux ou trois décennies, des tensions dont l'objet porte notamment sur les matières énoncées ci-dessus. C'est déjà le cas en pays liégeois dès 1293-1256, aussi bien qu'à Gand à la même époque. L'énorme majorité des villes voit les producteurs, les gens dits de métier, des citadins sans droits politiques, se manifester comme acteurs revendicatifs. Leur agitation semble s'exacerber, dès les années 1280, dans toute l'Europe du Nord-ouest.

L'un des traits les plus spectaculaires et les mieux connus de la Bataille de Courtrai est non seulement la visibilité de ce groupe, sa force d'organisation, le sérieux de son alliance (temporaire) avec les princes rebelles de la famille Dampierre mais surtout sa contribution décisive aux événements et les concessions politiques qui lui seront faites après la bataille, tout au moins à Bruges.

L'exemple de Bruges a frappé les esprits : c'est de là que les principales actions violentes ont été menées dès avant la bataille, ce sont les meneurs issus des métiers brugeois qui ont obtenu les marques de reconnaissance les plus inédites pour ce milieu, comme l'accession à la chevalerie pour Pierre de Coninck, patron tisserand et ses fils par

3. Rappel des notions essentielles dans M. BOONE, «Les villes flamandes : puissance économique et ambitions politiques» (voir bibliographie générale ; et du même, la contribution dans ce numéro des *CM*, pp. 47 et suivantes).

exemple, ou encore comme la promotion politique du foulon Jean Heem, devenu bourgmestre⁴.

On oublie plus facilement que la plus grande des villes de Flandre, Gand, n'a participé à la Bataille de Courtrai que de façon mineure, par l'intermédiaire d'un contingent proportionnellement restreint, représentant d'un parti en conflit avec les dirigeants de la ville au moment des faits. Les *leaders* des métiers de Gand, calmés par une suite de concessions précédemment obtenues des représentants du roi de France, n'ont pas suivi jusqu'au bout le mouvement impulsé par leurs équivalents de Bruges. La même réserve s'observe de la part de plusieurs autres villes⁵.

L'euphorie de la victoire a évidemment et, temporairement encore, balayé ces fausses notes, si bien que, pendant quelques années, on put croire à l'effacement décisif des anciennes élites, dans les villes flamandes restées au comte.

On ne prête qu'aux riches. La surévaluation du rôle de la Bataille de Courtrai

L'ampleur internationale du conflit à la faveur duquel le commun de Bruges s'est avancé sur le devant de la scène, la médiatisation de la Bataille de Courtrai ont indubitablement exagéré l'effet d'entraînement qu'on lui a attribué de manière exclusive. Beaucoup d'historiens ont attribué à l'exemple donné par les Brugeois, la combativité des gens de métiers dans les villes d'autres principautés des anciens Pays-Bas. Que doivent pourtant les commotions hutoises de 1297-1302 à la Bataille des Eperons d'Or ? Quelle influence a-t-elle pu avoir sur l'émergence de la revendication des métiers à Malines en juin 1302 ?

Quelques années avant la bataille, Valenciennes avait entretenu un conflit ouvert avec son prince, le comte de Hainaut. Les élites comme le com-

4. Le personnage de Jean Breydel, un riche marchand plus qu'un intrépide et pittoresque boucher, n'est pas attesté parmi les participants de Courtrai, à part une vente de fournitures à l'armée de Guillaume de Juliers, l'un des membres de la parentèle Dampierre, acteur de la bataille. Il n'est repérable dans les sources de Bruges qu'après 1302. Ses prises de position politiques, indiscutablement proches du parti des métiers, sont connues à partir de 1309. Pour une mise au point scientifique et récente à propos de ces personnages, à vrai dire parcimonieusement documentés, voir l'article de V. LAMBERT, «Over carrière, promotie, degradatie en rehabilitatie. 700 jaar Jan Breydel en Pieter de Coninck», P. TRIO et al.(dir.), *Omtrent 1302*, Leuven, 2002, pp. 210 et suiv.

5. J. DUMOLYN et P. STABEL, «Aan de zijlijnen van een conflict ? Gènt en het Gentse in 1302», *op. cit.*, pp. 37 et suiv.

mun, observant des voies divergentes, étaient entrés, à cette occasion, dans des combinaisons diplomatiques internationales de grande envergure. Les métiers de Valenciennes, ayant tenu le parti du comte, reçurent en mai 1302 des ouvertures politiques importantes : elles ne peuvent être issues de Courtrai, même si le contexte général devait nécessairement orienter Jean d'Avesnes vers des concessions stabilisatrices.

Ce que l'on veut indiquer ici, c'est la difficulté d'assigner à un événement une signification objective. Il est indéniable que la Bataille de Courtrai a eu un retentissement sans précédent. Elle a intéressé, divisé, passionné les observateurs citadins, princiers et ecclésiastiques bien au-delà des espaces voisins de la Mer du Nord. A-t-elle pour autant été un déclencheur de «révolutions» urbaines ?

La Bataille des Eperons d'Or est surtout un beau cas. Un moment exemplaire dans une période clef de l'histoire du Moyen Age, dans un petit demi siècle de bouleversements qui transformeront définitivement les sociétés citadines les plus développées. En cela, elle fait partie d'un patrimoine historique beaucoup plus vaste que celui qui relève de la seule communauté flamande. Elle appartient de plein droit à l'histoire urbaine de l'Europe du Nord-ouest.

Un peu d'histoire

«Dates et batailles»

**La guerre franco-flamande
(1297-1320)***

Le conflit franco-flamand prend naissance au moment où Gui de Dampierre, comte de Flandre (1278-1305) rompt le contrat féodal qui le lie à Philippe IV Le Bel, roi de France (1285-1314). Cette rupture équivaut à une déclaration de guerre. Les troupes françaises, emmenées par Charles de Valois et Raoul de Nesle envahissent la Flandre le 15 juin 1297. De l'intervention du pape Boniface VIII (1294-1303) résulte une trêve qui durera jusqu'au 6 janvier 1300. Le lendemain, toutefois, les combats reprennent dans toute leur violence.

En mai déjà, le fils de Gui, Robert de Béthune est obligé de se rendre. En compagnie de son père et de son frère (Guillaume de Crèvecoeur), il se rend à Paris où ils seront tout de suite emprisonnés. Les fils cadets du vieux comte, Gui de Namur, Jean de Namur et Henri de Lodi trouvent refuge à Namur. Cette capitulation a pour effet l'annexion de la Flandre au Royaume de France. Elle sera désormais régie par le gouverneur Jacques de Châtillon, l'oncle de Jeanne de Navarre, l'épouse du roi. Le nouveau gouverneur défend une politique qui privilégie les *Leliaards*

royalistes, ce qui accentuera encore le fossé existant entre ceux-ci et ceux qui sont restés fidèles au comte. Les lourdes charges financières provoquent les révoltes populaires sanglantes de Bruges (juillet 1301) et de Gand (mai 1302). Très rapidement, Gui de Namur et Guillaume de Juliers prennent conscience de l'intérêt d'une alliance avec le meneur populaire brugeois Pieter de Coninck. Le loyalisme du peuple par rapport à la dynastie Dampierre devient un fait, surtout après l'entrée des deux princes à Bruges. Guillaume de Dampierre est reconnu comme chef à Bruges, Damme et Aardenburg. A la tête des milices brugeoises, il incendie la résidence du seigneur pro-Français de Sijsele et prend le château de Male. De plus, les Gantois envoient une délégation à Bruges afin de conclure un accord avec les insurgés mais, à leur retour, le vent a tourné et la ville finit par signer un accord avec Jacques de Châtillon. Le gouverneur français se rend alors à Bruges, qu'il occupe en donnant cependant l'occasion aux coupables de s'enfuir.

Le 18 mai 1302, au petit matin, les insurgés, fidèles au comte, infiltrèrent Bruges. Ce n'est pas une entreprise très difficile étant donné

que Châtillon a fait détruire les portes de la ville, les remparts et combler les canaux après la révolte de juillet 1301. Les seigneurs de guerre français et les *Leliaards* sont tirés de leur lit et tués ou emprisonnés aux cris de «*schild en vriend*». Le gouverneur français, en compagnie de quelques autres, a pu s'échapper.

Guillaume de Juliers et Gui de Namur quittent Bruges pour reconquérir la «Flandre flamandophone». Seule Gand reste aux mains des *Leliaards*. Après leur expédition, les Dampierre rassemblent leur armée devant Courtrai, dont le château fort est toujours occupé par une garnison française. Mais Philippe le Bel n'a pas chômé : il a recruté une puissante armée qui atteint les environs de Courtrai ; le 8 juillet, Robert d'Artois campe sur le Pottelberg. Le 11 juillet a lieu la fameuse Bataille des Eperons d'Or au cours de laquelle l'armée française subit une défaite écrasante.

Mais ceci ne signifie en aucun cas la fin du conflit franco-flamand. Trois ans plus tard seulement, en juin 1305, un accord de paix est signé entre la Flandre et la France à Athis-sur-Orge et soumet le comte à de lourdes pressions financières. Quelques sept ans

plus tard, le 11 juillet 1312, le Traité de Pontoise est signé : Lille, Douai, Béthune et Orchies sont livrées à la France en échange de l'annulation d'une rente annuelle de 10 000 livres payables au roi.

La réconciliation définitive entre le comte de Flandre et le roi de France ne prend effet qu'après le décès de Philippe le Bel : le 5 mai 1320, un traité de paix définitif est signé. La Flandre abandonne ses revendications sur les villes du Sud. Le mariage de Louis de Crécy, petit-fils de Robert de Béthune avec Marguerite, fille de Philippe V scellera cette paix. Il faudra attendre 1368 avant que les villes de Lille, Douai et Orchies retournent à la Flandre. Béthune est perdue à jamais et sera annexée au comté d'Artois.

* Tiré de : Véronique LAMBERT, «De Guldensporenslag van fait-divers tot ankerpunt van de Vlaamse identiteit (1302-1838): de natievormende functionaliteit van historiografische mythen», *Bijdragen en Mededelingen betreffende de Geschiedenis der Nederlanden*, 115 (2000), pp. 365-391 ; pp. 367-369.



L'importance de la Bataille de Courtrai dans l'histoire militaire médiévale

Sergio Boffa*

La Bataille de Courtrai (1302), passée à la postérité sous le nom de Bataille des Eperons d'Or, est l'un des engagements qui a suscité le plus d'intérêt auprès des historiens¹. Un tel succès semble pleinement se justifier puisqu'il s'agit de la première victoire d'une troupe de piétons, ne bénéficiant pas du support de cavaliers ou d'hommes de traits, sur une

* Bibliothèque royale de Belgique. Département des Cartes et plans.

Abréviations utilisées dans les notes en bas de page, A.A.A.B. : Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique; A.S.R.A.B. : Annales de la Société royale d'archéologie de Bruxelles; B.C.R.H. : Bulletin de la Commission royale d'histoire; M.G.H., S.S. : *Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*; R.B.P.H. : Revue belge de philologie et d'histoire; R.H.F. : Recueil des historiens des Gaules et de la France.

1. Il en est question dans tous les grands classiques de l'histoire militaire : M-G. KÖHLER, *Die Entwicklung des Kriegswesens und der Kriegführung in der Ritterzeit*, II, Breslau, 1886, pp. 216-249 ; H. DELBRÜCK, *History of the Art of War*, III, Medieval Warfare, Westport, 1990 (traduction de l'édition de 1923), pp. 431-438 ; C. OMAN, *A History of the Art of War in the Middle Ages*, II, Londres, 1991 (reprint de l'édition de 1924), pp. 112-118 ; F. LOT, *L'art militaire et les armées au moyen âge, en Europe et dans le Proche Orient*, Paris, 1946, I, pp. 252-264 ; H-W. KOCH, *La guerre au Moyen Age*, Paris, 1989, pp. 147-151 et J-F. VERBRUGGEN, *The Art of Warfare in Western Europe during the Middle Ages, from the eighth century to 1340*, Woodbridge, 1997.

armée de cavaliers. Un fait remarquable à une époque où les chevaliers sont supposés dominer le champ de bataille².

Cette année, nous fêtons le 700^e anniversaire de cette bataille. Bien que plusieurs colloques et de nombreuses publications aient été consacrés à cet événement, on peut se demander s'il revêt encore un réel intérêt historique ou bien s'il a survécu aux brumes de l'histoire uniquement grâce à sa récupération par le politique et le culturel.

Pour répondre à cette difficile question, nous allons aborder la Bataille de Courtrai de deux manières différentes. Premièrement, nous allons tenter de mettre en évidence les spécificités de la tactique défensive flamande et d'en rechercher l'impact sur l'art de la guerre de l'époque. Ensuite, nous aimerions présenter rapidement quelques grandes controverses qui divisent actuellement le petit monde des spécialistes en histoire militaire médiévale et voir le rôle joué par l'exemple précis que représente la Bataille des Eperons d'Or.

La Bataille de Courtrai

Le résumé des faits

Philippe le Bel ne pardonne pas à Gui de Dampierre d'avoir pris le parti d'Edouard I^{er} dans le récent conflit entre les royaumes de France et d'Angleterre³. Il l'emprisonne et nomme Jacques de Saint-Pol gouverneur de la Flandre. Ce dernier tente d'imposer son autorité sur le comté à l'aide d'une imposante troupe armée. Cette «occupation» n'est pas du goût des puissantes villes flamandes qui y voient, avec raison, une attaque

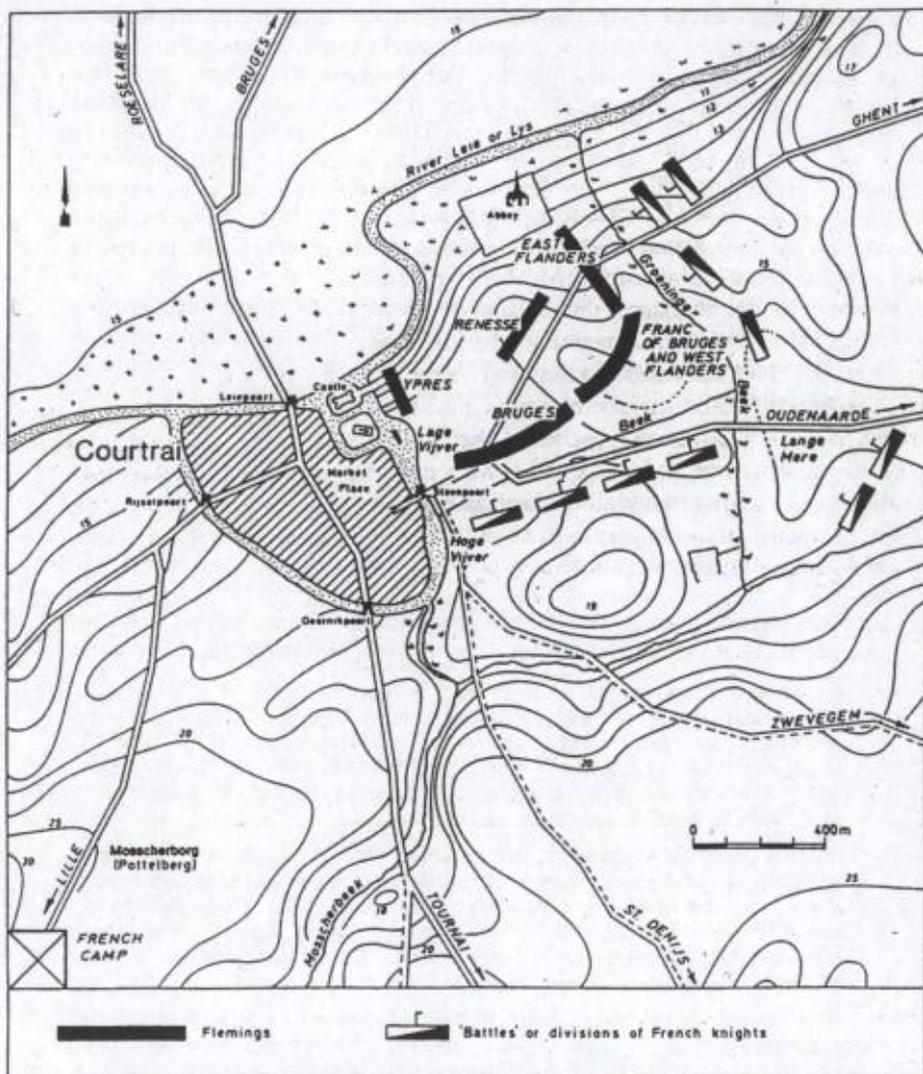
2. Bien qu'au Moyen Âge les termes «cavalier» et «chevalier» soient souvent interchangeables, il ne faut pas oublier que des combattants de basse extraction se battaient parfois à cheval et que, dans le courant du XIV^e siècle, il sera de plus en plus fréquent de voir les hommes d'armes démonter et se battre à pied. Pour cette raison, nous préférons employer le terme de «cavalier» à celui de «chevalier» dans le reste de notre article.
3. La Bataille de Courtrai a fait l'objet de nombreuses études. D'un point de vue strictement militaire, les travaux de F. Funck-Brentano, J-F. Verbruggen et de K. de Vries nous sont les plus utiles : F. FUNCK-BRENTANO, *Mémoire sur la Bataille de Courtrai (1302, 11 juillet) et les chroniqueurs qui en ont traité, pour servir à l'historiographie du règne de Philippe le Bel*, Paris, 1891 ; J-F. VERBRUGGEN, *De slag der Guldensporen. Bijdrage tot de geschiedenis van Vlaanderens Vrijheidsoorlog (1297-1305)*, Anvers, 1952 (traduit en anglais *The Battle of the Golden Spurs (Courtrai, 11 July 1302). A Contribution to the History of Flanders' War of Liberation, 1297-1305*, Woodbridge, 2002) ; J-F. VERBRUGGEN, «La Bataille des Eperons d'Or», in R-C. van Caenegem (éd.), 1302, pp. 10-25 et K. de VRIES, *Infantry Warfare in the Early Fourteenth Century. Discipline, Tactics, and Technology*, Woodbridge, 1996, pp. 9-22.

directe contre leur pouvoir. La tension monte entre les *Leliaards*, partisans du roi de France, et les *Klauwaards*, défenseurs de l'autonomie flamande⁴. Finalement, le 18 mai 1302, les Brugeois se révoltent et tuent plusieurs dizaines de Français dans un épisode devenu célèbre sous le nom de Matines Brugeoises. Cet événement marque le début d'un soulèvement général des villes de Flandre. Les révoltés, aux ordres de Gui de Namur et de Guillaume de Juliers, marchent sur Courtrai où le roi de France vient de terminer la construction d'une forteresse. Ils y arrivent le 26 juin 1302 et sont favorablement accueillis par les bourgeois, mais la petite garnison française qui contrôle le château refuse de se rendre. Bien que leur nombre ne dépasse guère les 300 hommes⁵, ils n'ont pas peur de résister à une armée flamande dont les effectifs avoisinent les 10 000 combattants.

Philippe le Bel réagit rapidement. Il rassemble une imposante armée, composée d'environ 3 000 cavaliers et de 4 500 piétons⁶. Cette glorieuse chevalerie était considérée comme la plus puissante de l'époque (*il fiore della cavalleria del Mondo*)⁷. Au soir du 8 juillet, les Français arrivent à Courtrai et établissent leur camp au Pottelberg. Pendant trois jours, ils hésitent et temporisent. Plutôt que d'attaquer directement le gros des troupes ennemies qui bénéficient d'un net avantage positionnel, Robert d'Artois ordonne quelques assauts contre la ville : le 9 juillet, les Français attaquent vainement la porte de Tournai et, le lendemain, sans remporter plus de succès, la porte de Lille.

Les Flamands se sont probablement ordonnés dans les champs dès l'arrivée de leurs ennemis. Ils occupent une position très forte. Leur flanc

4. La meilleure description des relations entre le royaume de France et le comté de Flandre sous le règne de Philippe le Bel est toujours F. FUNCK-BRENTANO, *Les origines de la guerre de Cent ans. Philippe le Bel en Flandre*, Paris, 1897. Sur le contexte général de cette époque, voir aussi F. BLOCKMANS, *1302, vóór en na*, Anvers, 1943 ; H. NOWE, *La Bataille des éperons d'or*, Bruxelles, 1945 et J.-F. VERBRUGGEN et R. FALTER, *1302, Opstand in Vlaanderen*, Tielt, 2002.
5. Selon la *Chronique artésienne*, la garnison du château de Courtrai se compose d'un châtelain, 12 chevaliers, 49 écuyers, 220 arbalétriers, de quelques gens de métiers et d'une trentaine d'autres personnes (*Chronique artésienne* (1295-1304), nouvelle édition et *Chronique tournaisienne* (1296-1314) publiée pour la première fois d'après le manuscrit de Bruxelles, éd. par F. Funck-Brentano, Paris, 1899 (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*, 25), pp. 44-45).
6. Côté flamand, il s'agit pour la plupart de miliciens combattant à pied. Le nombre des arbalétriers ainsi que celui des chevaliers sont négligeables puisqu'ils ont été estimés chacun à moins de 500 (J. DE SMET, «Les effectifs brugeois à la Bataille de Courtrai en 1302. Note critique», in R.B.P.H., 8, 1929, pp. 863-870 ; F. LOT, *L'art*, I, pp. 261-264 ; J.-F. VERBRUGGEN, *The Art*, p. 190, *The Battle*, pp. 152-194 et pp. 182-194).
7. Giovanni VILLANI, «Historie Fiorentine», éd. par L. Muratori, *Scriptores rerum italicarum*, XIII, Rome, 1728, col. 9-1002, cit. col. 386 et 388.



Plan of the battle of Courtrai

gauche est accolé à la ville de Courtrai, le droit au monastère de Groeninge et leur dos est protégé par la Lys. Le front du flanc droit est derrière le Groeningebeek et le front du flanc gauche derrière le Grote Beek. Leurs rangs sont suffisamment éloignés de ces deux cours d'eau pour que les arbalétriers et les bidauts français (des soldats légèrement armés) ne puissent les atteindre avec facilité, mais suffisamment proches pour que les cavaliers ennemis n'aient pas assez de place pour gagner leur élan au moment de la charge. Si ces différentes défenses naturelles gardent les troupes flamandes, la Lys leur enlève tout espoir de retraite.

Le 11 juillet 1302, vers midi, la bataille est engagée. Les arbalétriers français commencent par harceler les rangs flamands. Leurs archers et arbalétriers tentent de répondre aux tirs français, mais ils ne sont pas assez nombreux pour remporter ce duel d'hommes de traits. Ils doivent reculer sous la pression des arbalétriers et des bidauts supportés par leur infanterie. Alors que les Français s'apprêtent à franchir le Groeningebeek et le Grote Beek, Robert d'Artois les rappelle car il a peur que ceux-ci subissent une contre-attaque flamande dans une position où la cavalerie française ne pourrait pas les secourir (je suis Verbruggen ici plutôt que de Vries). Il désire peut-être aussi profiter d'un flottement momentané dans les rangs flamands pour faire charger sa cavalerie. Les chevaliers partent à l'assaut, croisent leur infanterie en retraite et franchissent les cours d'eau sans rencontrer de réel problème. Face à cette seconde attaque, les archers flamands se réfugient rapidement derrière leur troupe, non sans avoir d'abord coupé les cordes de leurs armes avant de les jeter. Les Français chargent, mais les rangs flamands tiennent bon. A quelques endroits la rupture menace, mais Jean de Renesse, à la tête de la réserve, vient secourir les positions en difficulté. L'élan des cavaliers est brisé. La garnison du château aux ordres de Jean de Lens tente une sortie afin de soutenir l'assaut de ses compatriotes mais elle est trop peu nombreuse et rapidement repoussée par les milices de la ville d'Ypres spécialement disposées pour la contrer. Le combat est acharné et indécis, mais les Français sont progressivement repoussés vers les ruisseaux. Robert d'Artois comprend le péril et décide de s'engager dans la mêlée avec ses propres hommes. Cette dernière charge n'aura pas d'effet. Le chaos règne dans les rangs français. Ils sont acculés aux deux cours d'eau et, sans possibilité de manœuvre ou de fuite, ils sont systématiquement massacrés. Les pertes françaises sont énormes puisque l'on estime que 40 à 50 % de la chevalerie française est tombée⁸. Les

8. P. CONTAMINE, *La guerre au Moyen Age*, 5^e éd., Paris, 1999, p. 416 et J-F. VERBRUGGEN, *The Art*, p. 194. Il nous est difficile de suivre le raisonnement présenté par J-F. Verbruggen : « Les Français perdirent plus de 63 ducs, comtes, princes et /.. »

Flamands, par contre, ne compteraient que quelques centaines de morts⁹.

L'explication de la défaite française

Plusieurs explications ont été avancées pour expliquer la défaite française : la présence de fossés et des deux cours d'eau, la qualité du commandement, la disproportion des effectifs ou le moral des combattants. Nous allons rapidement passer en revue ces différents points afin de déterminer dans quelle mesure ils ont pu influencer le résultat de cette rencontre.

La vision traditionnelle du déroulement de la Bataille de Courtrai, dont F. Funck-Brentano fut le plus grand inspirateur, nous présente souvent les chevaliers français chargeant l'ennemi tête baissée, bousculant leur propre infanterie et culbutant dans quelques fossés creusés traîtreusement par les Flamands, dans le Groeninge et dans le Grote Beek. Cette explication, qui tire son origine de la version « française » de l'événement, est fortement critiquée par H. Pirenne¹⁰. Outre une tradition littéraire ambiguë, d'autres éléments nous permettent d'affirmer que ces accidents de terrain ne peuvent être la cause de la défaite française. Les Français sont présents sur le champ de bataille trois jours avant le début des combats. Leurs éclaireurs ont donc tout le temps nécessaire pour explorer le terrain. Les Français connaissaient aussi l'existence de ces fossés comme nous le prouvent les travaux dirigés par un certain Pierre

..I. *bannerets. Un banneret commandait 20 nobles. On peut en déduire qu'au moins 1260 nobles, la fleur de la noblesse française, périrent à Courtrai*. Non seulement le nombre d'hommes d'armes qui composaient les différentes routes est variable et difficile à estimer. De plus, rien ne prouve qu'ils furent massacrés jusqu'au dernier (J-F. VERBRUGGEN, *La Bataille*, p. 25). Par contre, l'explication de cet auteur sur le taux exceptionnel de mortalité est fort intéressante : « *Quand la force et la cohésion de ces fantassins sont encore inconnues des chevaliers, ceux-ci poussent leur charge à fond, tous ou en partie, et ils subissent des pertes effroyables (...) Une fois qu'ils connaissent la valeur de leurs adversaires, les chevaliers adoptent une nouvelle tactique, ainsi en Flandre de 1302 à 1304. Plus d'attaque frontale générale, plus de mêlée, mais bien des feintes, des assauts simulés en front, suivis d'attaque de flanc et de dos* » (J-F. VERBRUGGEN, *L'art militaire*, p. 494).

9. J-F. VERBRUGGEN, *The Art*, p. 194.

10. H. PIRENNE, « La version flamande et la version française de la Bataille de Courtrai », in B.C.R.H., 4^e sér., 17, 1890, pp. 11-50 et H. PIRENNE, « La version flamande et la version française de la Bataille de Courtrai. – Note supplémentaire », in B.C.R.H., 5^e sér., 2, 1892, pp. 85-123.

l'Orrible¹¹. Par ailleurs, nous sommes presque à la mi-juillet, une époque à laquelle ce genre de petits ruisseaux doivent avoir peu de débit. Quoi qu'il en soit, plusieurs chroniqueurs nous apprennent que les cavaliers les franchissent sans trop de problèmes. Ils ne deviennent un réel obstacle qu'en fin de bataille lorsque les troupes françaises reculent sous la pression ennemie. La Lys aurait joué le même triste rôle si l'armée flamande avait été mise en déroute.

Plusieurs chroniqueurs avancent une nette supériorité des troupes flamandes (G. Guiart) ou françaises (L. van Velthem, G. Villani, *Chronicon Comitum Flandrensium*). Nous savons cependant avec quelle prudence il faut traiter ce genre d'information. Selon les estimations des plus sérieux historiens, les Flamands disposent d'une relative supériorité numérique puisqu'ils sont estimés à plus de 10 000 combattants alors que l'armée française se composerait seulement de 3 500 cavaliers et 4 500 piétons, soit en tout environ 8 000 hommes. Cette différence ne doit pas jouer en faveur des Flamands car s'ils sont plus nombreux de quelques milliers d'hommes, les Français sont des guerriers professionnels et l'on considérerait à l'époque qu'un chevalier équivalait à plusieurs hommes de pied¹². Par contre, il est important de rappeler que si tous les Flamands participent à l'action, la réserve française ne fut jamais engagée. De même, ils attaquent en deux phases, la première avec leur infanterie et leurs hommes de traits et la seconde avec leur cavalerie. Ils affrontent donc successivement les Flamands avec une partie réduite de leur effectif total¹³. Il s'agit là d'un choix tactique volontaire dont les conséquences n'ont pas été mises en évidence jusqu'à présent.

Les Flamands comme les Français sont commandés par des chefs de guerre expérimentés. Chez ceux-là, nous trouvons Gui de Namur, Guillaume de Juliers et Jean de Renesse et chez ceux-ci, Robert d'Artois et quelques nobles dont Godefroid de Brabant. Les milices communales flamandes ont sans aucun doute considérablement bénéficié d'être com-

11. Robert d'Artois lui verse l'importante somme de 13 livres 10 sous 10 deniers parisis, pour paier a ceus qui remplissoient les fossiés devant les batailles Monseigneur (F. FUNCK-BRENTANO, *Mémoire*, p. 80). Nous ne comprenons pas pourquoi K. de Vries interprète ce passage comme l'achat par Robert d'Artois d'un plan localisant les fossés creusés par les Flamands (K. DE VRIES, *Infantry*, p. 15).

12. Le comte d'Artois aurait exprimé l'idée qu'une centaine de cavaliers seraient de même valeur qu'un millier d'hommes à pied (Lodewijk VAN VELTHEM, *Voortzetting van den Spiegel Historiaal (1248-1316)*, éd. par H. vander Linden, W. de Vreese, P. de Keyser et A. van Loey, 3 vol., Bruxelles, 1906-1938, II, p. 300, v. 1769-1772).

13. Sans nous expliquer comment il arrive à cette conclusion, J.-F. Verbruggen estime que seulement 1 800 chevaliers participèrent au premier assaut (J.-F. VERBRUGGEN, *La Bataille*, p. 17).

mandées par des chevaliers qui connaissaient parfaitement la façon de combattre de l'armée française et les moyens de profiter de ses faiblesses. Leur positionnement sur le champ de bataille et le choix d'une tactique défensive n'est pas le fruit du hasard mais de leurs judicieux conseils. Les Français étaient eux aussi placés sous les ordres de grands capitaines. Nous n'acceptons pas les sévères critiques émises à l'encontre de Robert d'Artois (par Pirenne et Nowe, e.a.). Sagement, il hésite à attaquer une position ennemie qu'il reconnaît comme forte. Il ordonne le retrait de ses piétons non pas parce qu'il craint qu'ils ne remportent la journée, mais parce qu'ils approchent d'une zone où ils seront exposés à une contre-attaque ennemie sans pouvoir bénéficier d'un soutien de la cavalerie. La mort de Robert d'Artois n'est pas non plus un événement décisif pour l'issue de la bataille. Il est vrai que la capture ou la disparition du chef influence le moral des troupes. A Courtrai cependant, la bataille est déjà perdue quand il est abattu par l'ennemi. Sa mort ne joue aucun rôle dans l'issue de cette bataille.

Le moral est excellent dans les deux camps. Les Français ne doutent pas de la victoire. On les présente même souvent trop sûrs d'eux (de Vries, notamment). Pourquoi devrait-il en être autrement ? Ils n'ont jamais été vaincus par une troupe issue du commun et ils ont, les années précédentes, remporté plusieurs succès, dont la Bataille de Furnes (20 août 1297), contre ces mêmes Flamands¹⁴. Contrairement à une idée souvent exprimée, je ne pense pas qu'il s'agit d'un désavantage voire d'une erreur. N'étant pas acculés par l'ennemi, si les Français avaient douté de la victoire, ils auraient simplement abandonné la garnison du château de Courtrai à son triste sort et se seraient retirés. Le simple fait qu'ils acceptent bataille est un signe de leur bon moral et de leur confiance. Les Flamands aussi ont un excellent moral. Selon Giovanni Villani, les Flamands étaient d'une farouche détermination¹⁵. Il va sans dire que cha-

14. On trouvera mention d'un nombre impressionnant de petits et de grands engagements dans le récit de la *Chronique artésienne* ou dans les *Annales Gandenses* (*Annales Gandenses*, nouvelle édition par F. Funck-Brentano, Paris, 1896 (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*, 18) et *Annales Gandenses*, éd. Hilda Johnstone, Londres, 1951. Dans cet article, il sera fait référence à l'édition de F. Funck-Brentano bien plus facile à trouver dans les bibliothèques belges).
15. Giovanni VILLANI, *Historie*, col. 386. Voir aussi les *Grandes chroniques*, VIII, p. 204 ; la *Rijmkroniek van Vlaenderen*, p. 800 et Jean DE BRUSTHEM, *Chronique*, éd. par S. Balau, in *Chroniques liégeoises*, II, Bruxelles, 1931, pp. 1-138, spéc. p. 60. Gilles le Muisit et la *Chronicon comitum Flandriensium* sont de rares témoignages à prétendre que les Flamands n'avaient pas un excellent moral (Gilles le MUISIT, «Chronicon», éd. par J.-J. de Smet, in *Recueil des chroniques de Flandre*, II, Bruxelles, 1841, pp. 115-448, spéc. p. 195 et *Chronicon comitum Flandriensium*, éd. par J.-J. de Smet, in *Recueil des chroniques de Flandre*, I, Bruxelles, 1837, pp. 34-257, spéc. p. 169).

cun des deux camps estime que Dieu est à ses côtés¹⁶.

Ayant passé ces divers points en revue, on se rend compte qu'il n'existe aucun élément laissant présumer de la victoire de l'une ou de l'autre force. Ce sont bien les choix tactiques et stratégiques des commandements respectifs et les aléas de la bataille qui ont décidé du vainqueur. Les Flamands ont remporté la partie «à la régulière» sans que la chance n'ait influencé notablement le cours de la bataille.

L'influence de la tactique défensive utilisée par les Flamands à la Bataille de Courtrai

Une tactique originale flamande ?

Il n'a pas fallu attendre le XIV^e siècle pour voir l'infanterie se distinguer. A Tinchebray (1106), Legnano (1176), Bouvines (1214) ou plus généralement pendant les guerres qui opposent Anglais et Ecossais dès la fin du XIII^e siècle, elle accomplit déjà de hauts faits d'armes. Dans ces rencontres, les hommes de pied se sont néanmoins retrouvés du côté des vaincus ou c'est une charge de cavalerie qui décida du sort de la bataille. Pendant les guerres entre l'Ecosse et l'Angleterre, principalement à la Bataille de Falkirk (1298), les archers commencent à jouer un rôle de plus en plus important sur le champ de bataille. Cependant, une masse d'hommes de traits insuffisamment soutenue par de l'infanterie est facilement dispersée par une charge de cavalerie. Une bonne coordination des trois armes (infanterie/archers/cavalerie) permet de s'assurer de la victoire contre tout ennemi dont les troupes ne seraient pas équilibrées¹⁷.

A Courtrai, les Flamands qui ne disposaient pas d'hommes de traits ou de cavaliers en nombre suffisant ont dû développer une tactique originale pour résister à la charge des cavaliers français¹⁸. C'est en cela que la Bataille de Courtrai est particulière. Elle montre qu'une ligne compacte d'infanterie, dont les flancs sont protégés contre tout débordement, peut non seulement résister au choc des cavaliers, mais aussi les

16. Par exemple, Lodewijk VAN VELTHEM, *Voortzetting*, II, p. 304, v. 1856-1859 (pour les Flamands) et *Récits d'un bourgeois de Valenciennes*, pp. 114-115 (pour les Français).

17. C. OMAN, *A. History*, II, pp. 73-108.

18. L'article du baron de Maere d'Aertrycke ne nous est d'aucune utilité car son auteur projette des conceptions stratégiques et tactiques contemporaines à une époque où elles n'avaient pas cours (M. DE MAERE D'AERTRYCKE, «Aperçu tactique et stratégique concernant les batailles de Groeninghe et de Mons-en-Pévèle», in *Annales de la Fédération archéologique et historique de Belgique*, XVI^e congrès, Bruxelles, 1902, pp. 394-407).

repousser à condition qu'il n'y ait pas de bonne coordination entre les cavaliers et les hommes de traits dans l'armée adverse.

Comme les Flamands continuent à se battre à pied, le gros de leur troupe se composant de milices urbaines, ils adoptent encore une tactique défensive dans les différentes rencontres qui suivent Courtrai¹⁹. C'est ainsi qu'ils remportent la confuse Bataille d'Arques (1303), les Français étant à nouveau incapables de rompre les rangs Flamands²⁰. Cette seconde victoire consécutive, remportée dans des conditions bien moins favorables qu'à Courtrai, est sans doute due, selon les *Annales Gandenses*, aux hésitations des Français, influencés par leur récente défaite à Courtrai, à charger la formation flamande²¹.

A Mons-en-Pévèle (1304), les Français choisissent le champ de bataille. Les Flamands, qui ne bénéficient plus de la protection d'éléments de terrain, sont obligés de défendre leurs flancs et leur arrière à l'aide de chariots dont l'une des roues était enlevée²². Ils repoussent ainsi les cavaliers français. Malheureusement, ils décident de passer à la contre-attaque, abandonnent leur bonne position défensive et, après un succès initial où Philippe le Bel risque sa vie, sont mis en déroute²³.

La défaite de Mons-en-Pévèle n'est qu'un signe avant-coureur des inconvénients de la tactique défensive flamande. La Bataille de Cassel (1328) en souligne clairement les faiblesses. Les Flamands, retranchés sur une colline, attendent vainement les assauts ennemis. En effet, les Français, forts de leur expérience précédente, refusent d'attaquer et se

19. Les armées flamandes et françaises s'affrontèrent régulièrement pendant la guerre de Flandre. Malheureusement, les chroniqueurs, s'ils mentionnent ces accrochages, sont souvent avares en détails. C'est pourquoi la courte analyse qui suit prend principalement en compte les Bataille d'Arques, de Mons-en-Pévèle et de Cassel pour lesquelles nous sommes les mieux informés. J-F. VERBRUGGEN analyse les batailles menées par les milices flamandes dans «Vlaamse gemeentlegers tegen Franse ridderslegers in de 14^{de} en 15^{de} eeuw», in *Revue belge d'histoire militaire*, 24, 1981, pp. 359-382.

20. Le résultat de cette journée est mitigé, mais nous pouvons considérer les Flamands comme vainqueurs puisqu'ils restent maîtres du champ de bataille (J-F. VERBRUGGEN, *The Art*, pp. 194-197 et K. de VRIES, *Infantry*, pp. 23-31).

21. *Annales Gandenses*, pp. 40-41.

22. *Chronique artésienne*, pp. 84-85 et *Annales Gandenses*, pp. 69-70.

23. J-F. VERBRUGGEN, «De slag bij de Pevelenberg (18 aug. 1304)», in *Bijdragen voor de geschiedenis der Nederlanden*, 6, 1952, pp. 169-198 ; J-F. VERBRUGGEN, «De slag bij de Pevelenberg (18 aug. 1304)», in *Het Leger - De Natie*, 7, 1952, pp. 258-262 et 338-342 ; J-F. VERBRUGGEN, *The Art*, pp. 198-203 et K. de VRIES, *Infantry*, pp. 32-48.

contentent d'assiéger la position. Après trois jours d'attente, les Flamands qui commencent à manquer de vivres tentent leur va-tout et déclenchent une attaque surprise contre le campement français. Ils ont pour objectif la mise à mort du roi, une idée sans doute imaginée suite à leur succès momentané à la bataille de Mons-en-Pévèle²⁴. Cette fois-ci l'attaque tourne court et c'est le massacre des Flamands.

Les caractéristiques de la tactique flamande sont simples. Pour tenter de réduire l'efficacité des arbalétriers et des cavaliers français, les Flamands doivent exploiter au mieux le terrain. Tant à Courtrai (la Lys, la ville et le monastère) qu'à Mons-en-Pévèle (des chariots), les Flamands ont leur arrière et leurs flancs protégés naturellement ou artificiellement contre tout mouvement tournant. Leurs ennemis n'ont donc d'autre choix que d'affronter les rangs flamands de face. Le principal danger est donc la percée ennemie. C'est pour cela, du moins à la Bataille de Courtrai, qu'une réserve mobile aux ordres de Jean de Renesse est chargée de soutenir les endroits de la ligne de front où la rupture menace. Afin de briser ou de ralentir la charge des cavaliers et de garder à distance les hommes de traits ennemis, ils se retranchent derrière des fossés naturels ou artificiels (Furnes²⁵, Courtrai et Mons-en-Pévèle). A Cassel, afin de diminuer l'impact des charges de cavalerie, ils se positionnent au sommet d'une colline. Lorsque les Flamands n'ont pas la possibilité de choisir l'endroit du combat ni le temps de le préparer, ils adoptent une formation circulaire qui n'est pas sans rappeler les *schiltrom* écossais (à Arques et peut-être, selon certains chroniqueurs, à Mons-en-Pévèle²⁶). Ils combattent à pied, se tiennent en formation serrée et, grâce à un excellent moral, ne cèdent pas sous les assauts de la cavalerie. Les hommes des premiers rangs sont armés de lances pour arrêter la charge. Ensuite, les hommes équipés du célèbre *goedendag* assomment les chevaux et abattent les cavaliers. La combinaison de ces deux armes est d'une redoutable efficacité.

Bien qu'à Courtrai, à Arques et à Mons-en-Pévèle les cavaliers français se soient montrés incapables de rompre les rangs ennemis, les Flamands, après une première victoire, n'ont plus été capables de s'imposer clairement sur le champ de bataille. En effet, l'utilisation d'une tac-

24. Selon l'auteur de la *Chronique artésienne*, une partie du commun de la ville assiégée de Lille aurait proposé un plan semblable le 23 septembre 1304 (*Chronique artésienne*, p. 91).

25. Les Flamands s'étaient déjà retranchés derrière un cours d'eau à la Bataille de Furnes en 1297 (*Chronique artésienne*, p. 15).

26. Jean DE PARIS, «Memoriale temporum», éd. par J.-D. Guigniaut et N. de Wailly, in R.H.F., 21, Paris, 1855, pp. 630-676, spéc. p. 643.

tique défensive ne fonctionne que si l'ennemi accepte le combat. Ne disposant pas de troupes montées, ils manquent de mobilité non seulement pour effectuer des manœuvres stratégiques destinées à acculer l'ennemi au combat, mais aussi pour appliquer une tactique offensive sur le champ de bataille²⁷. Les Français l'ont bien compris et ils seront particulièrement prudents avant de lancer un assaut contre les positions flamandes. Dans certains cas, en septembre 1302 par exemple, la prudence des Français est telle qu'ils refusent d'attaquer les Flamands et préfèrent éviter la bataille.

Les Français ont rapidement compris que la charge n'est pas le moyen pour bousculer les rangs ennemis et qu'il est important de disloquer la formation adverse avant de l'assaillir. Lors de la Bataille de Mons-en-Pévèle, ils les harcèlent plutôt que d'attaquer²⁸ tandis qu'à Cassel, ils ravagent les environs afin de forcer les Flamands à descendre de leur colline et protéger leurs biens²⁹. Curieusement, les Français n'ont jamais utilisé massivement les hommes de traits. Pourtant, leurs capitaines semblent en avoir perçu l'intérêt puisque tant à Mons-en-Pévèle, avec des perdriaus et des espringales, qu'à Cassel, ils utilisent des machines de guerre pour bombarder les positions flamandes. Si les Français avaient disposé d'un nombre plus important d'hommes de traits, un scénario semblable à la Bataille de Falkirk aurait bien pu se reproduire à Courtrai. Les Français adaptent donc progressivement leur tactique envers un adversaire qu'ils méprisent probablement toujours autant mais qu'ils prennent bien plus au sérieux que lors de leur première rencontre.

27. Les Anglais rencontreront les mêmes difficultés à forcer l'ennemi à combattre lorsqu'ils adopteront une formation défensive composée d'archers et d'hommes d'armes démontés (C-J. ROGERS, «Edward III and the Dialectics of Strategy, 1327-1360», in C-J. Rogers (éd.), *The Wars of Edward III: Sources and Interpretations*, Woodbridge, 1999, pp. 265-283).

28. Il est même possible qu'ils aient simulé quelques retraites avec l'espoir d'être poursuivis par les Flamands. Selon G. Guiart, une tactique semblable aurait été suggérée par Raoul de Nesle juste avant la Bataille de Courtrai (Guillaume GUIART, «La branche des royaus lignages», éd. par N. de Wailly et L. Delisle, in R.H.F., 22, Paris, s.d., pp. 171-300, spéc. pp. 238-239, v. 15.014-15.036. Voir aussi Giovanni VILLANI, *Historie*, col. 386).

29. «Chronicon Flandriae inde a Liderico 1^o usque ad mortem Joannis ducis Burgundiae et comitis Flandriae», éd. par J-J. de Smet in *Recueil des chroniques de Flandre*, I, Bruxelles, 1837, pp. 267-367, spéc. p. 344.

L'influence de la Bataille de Courtrai sur la tactique du début du XIV^e siècle

Il ne fait aucun doute que le résultat inattendu de la Bataille de Courtrai fut un sujet de discussion non seulement en France et dans les Pays-Bas, mais aussi chez tous ceux que les choses de la guerre intéressaient. Sans surprise, pour la plupart des chroniqueurs du XIV^e siècle, les événements de 1302 sont d'une importance capitale. C'est ainsi qu'ils se retrouvent mentionnés dans des œuvres françaises, anglaises, allemandes, autrichiennes, suisses, italiennes et bien sûr des Pays-Bas³⁰. Dans la plupart de ces textes, il est plus volontiers fait référence à Courtrai qu'à Crécy (1347) ou Poitiers (1356). Cette bataille sera telle-ment connue que Melis Stoke, qui écrit pourtant au début du XIV^e siècle, juge inutile de rappeler ces événements dans sa chronique, les lecteurs en étant suffisamment instruits («*Te telne, wat hem daer na gheval: / Wat si daden, weet men wel*») ³¹. Même si les sources de l'époque proposent différents récits de la bataille et expliquent la victoire flamande pour diverses raisons, il est fort probable que les hommes de guerre de l'époque en aient tiré quelques enseignements. Il est malheureusement impossible de quantifier cette influence.

Il est curieux de remarquer que la disposition des troupes et le déroulement du second jour de la Bataille de Bannockburn (1314) sont fort similaires aux événements de 1302. Une imposante armée anglaise composée principalement de cavaliers est sûre de remporter une victoire facile face à une plus petite troupe à pied écossaise, mais au très fort moral. Robert Bruce choisit un terrain extrêmement favorable aux Ecossais. Ses arrières et ses flancs sont protégés par des terrains boisés ou marécageux et son front est placé derrière un large fossé, le Bannockburn. Il fait

30. Voir Petrus DE LANGTOFT, *Chronico Rhythmico*, éd. par F. Liebermann, in M.G.H., S.S., 28, Hanovre, 1888, pp. 647-662, spéc. pp. 659-660 et *Historical Poems of the XIVth and XVth Centuries*, éd. par Rossell Hope Robbins, New York, 1959, pp. 9-13; *Political Songs of England*, éd. par T. Wright, Londres, 1839 (Camden Society, VI), pp. 187-195 et L. DE BAECKER, *Chants historiques de la Flandre, 400-1650*, Lille, 1855, pp. 161-172; «*Annales Lubicensis*», éd. par I-H. Lappenberg, in M.G.H., S.S., XVI, Hanovre, 1859, pp. 411-429, spéc. p. 418; Otto von STIERMARKEN, «*Ottokar Österreichische Reichschronik*», éd. par J. Seemüller, in M.G.H., *Deutschen Chroniken*, V-2, Hanovre, 1893, pp. 848 et suiv.; Jean de WINTERTHUR, «*Chronicon*», éd. par F. Baethgen, in M.G.H., S.S., Nova series, III, Berlin, 1924, pp. 31-32; Giovanni VILLANI, *Historie*, col.382-391; Willem PROCURATOR, *Chronicon*, éd. par Pijnacker Hardwijk, Amsterdam, 1904 (Werken uitgegeven door het Historisch Genootschap te Utrecht, 3^e sér., 20), pp. 63-65.
31. Melis STROKE, *Rijmkroniek van Holland*, éd. par W-G. Brill, Utrecht, 1885 (Werken uitgegeven door het Historisch Genootschap te Utrecht, n.s., 40 et 42), p. 183.

même renforcer toutes ces défenses naturelles par des tranchées et fossés creusés tout au long du champ de bataille afin de s'assurer que les cavaliers anglais ne puissent charger à pleine puissance les rangs écossais. Après les escarmouches du premier jour, les Écossais attendent fermement l'assaut ennemi. Leur cavalerie démonte et combat aux côtés du commun. Leurs rangs sont compacts. Les combattants n'ont pas le droit de quitter la formation avant la fin de la bataille. Le combat commence par un court échange de tirs, un échange dominé par les Anglais. Ensuite les cavaliers anglais chargent, mais l'assaut n'est pas assez puissant pour traverser les lignes ennemies. Bien qu'ils aient réussi à traverser tranchées et fossés sans trop de problèmes, lorsque les cavaliers tentent de se regrouper et de reculer, ces obstacles deviennent insurmontables. C'est bientôt la débandade et le massacre des plus malchanceux³². La disposition des Flamands et des Écossais, leurs choix tactiques et le déroulement des batailles de Courtrai et de Bannockburn sont fort semblables. Cela n'a pas échappé à plusieurs contemporains dont l'auteur de la *Vita Edwardi II* :

*Siquidem a saeculo recordor inauditum talem exercitum coram peditibus tam subito dispersum, nisi cum flos Franciae coram Flandrensibus apud Courtrai cecidit, ubi nobilis ille comes Artagensis Robertus occubuit*³³.

Il est malheureusement impossible de savoir s'il s'agit d'un simple hasard, d'une situation semblable fruit de la pratique militaire de l'époque ou d'une intention de la part de Robert Bruce d'imiter une stratégie ayant fait ses preuves. Après avoir étudié une importante série de batailles d'infanterie de la première moitié du XIV^e siècle, K. de Vries en présente les caractéristiques principales :

- Ils combattent principalement, voire exclusivement, à pied.
- Ils affrontent souvent des troupes mixtes (cavaliers et piétons).
- Ils ont souvent des effectifs plus réduits que ceux de leur ennemi.
- Ils choisissent le champ de bataille favorable et le «préparent» si nécessaire.

32. Sur la Bataille de Bannockburn, voir W-M. MACKENZIE, *The Battle of Bannockburn : A Study in Mediaeval Warfare*, Glasgow, 1913 ; J-E. MORRIS, *Bannockburn*, Cambridge, 1914 ; K. de VRIES, *Infantry*, pp. 66-85 et P. ARMSTRONG, *Bannockburn 1314, Robert Bruce's Great Victory*, Oxford, 2002 (Osprey, Campaign, 102).

33. «Monachi cujusdam Malmesberiensis vita Edwardi II», éd. par W. STUBBS, in *Chronicles of the Reigns of Edward I. and Edward II.*, II, Londres, 1883 (*Rerum Britannicarum Medii Aevi Scriptores*), pp. 155-294, cit. p. 206. Voir aussi Thomas GRAY OF HETON, *Schalachronica*, éd. par J. Stevenson, Edinbourg, 1836 (Maitland Club, 40), p. 142 et Geoffrey LE BAKER, *Chronicon*, éd. E.M. Thompson, Oxford, 1889, pp. 7-9.

- Ils adoptent habituellement une tactique défensive.
- Ils s'ordonnent en une ligne compacte ou en une formation circulaire lorsque leurs flancs ne sont pas protégés.
- Ils s'arrangent, en fonction du terrain, de manière à ne subir qu'un assaut de face.
- Ils sont commandés par des chefs de guerre expérimentés³⁴.

Les dispositions tactiques choisies par les chefs flamands tant à la Bataille de Courtrai que lors des rencontres ultérieures ressemblent aux caractéristiques générales mises en évidence par K. de Vries. Il ne s'agit pas d'un simple hasard puisque les possibilités tactiques d'une troupe ne possédant pas de réelle mobilité sont réduites. Il est néanmoins indéniable que ce sont les capitaines flamands qui les premiers ont réussi à mettre en place et à utiliser pleinement ce dispositif tactique. Nous savons que la Bataille de Courtrai a bénéficié d'une exceptionnelle publicité dans les textes de l'époque. On peut donc se demander dans quelle mesure les idées mises en œuvre par les Flamands ont été imitées et adaptées par les autres chefs de guerre de l'époque. Il nous est malheureusement impossible de répondre à cette importante question.

La Bataille de Courtrai et les débats contemporains

La stratégie médiévale : sièges, chevauchées et batailles rangées

Bien que les historiens aient toujours reconnu l'importance de la guerre de siège dans l'art de la guerre médiéval, leur intérêt pour ce type d'opération militaire a toujours été moindre que celui pour les batailles rangées³⁵. Pourtant, ces batailles étaient rares ; tellement rares que certains spécialistes estiment que l'affrontement direct était généralement évité.

34. Il s'agit des batailles de Courtrai (1302), Arques (1303), Mons-en-Pévèle (1304), Loudon Hill (1307), Kephissos (1311), Bannockburn (1314), Morgarten (1315), Boroughbridge (1322), Cassel (1328), Dupplin Moor (1332), Halidon Hill (1333), Laupen (1339), Morlaix (1342), Staveren (1345), Auberoche (1345), Vottem (1346), Crécy (1346), Neville's Cross (1346) et La Roche-Derrien (1347). Les conclusions sont développées dans K. DE VRIES, *Infantry*, pp. 191-197.

35. C'est ainsi que les ouvrages de H. Delbrück, de C. Oman et de F. Lot parlent en majorité de batailles rangées. J. Bradbury est un des premiers historiens à avoir centré ses recherches sur la guerre de siège. Pour une mise au point sur l'historiographie de la guerre de siège, voir B-S. BACHRACH, «Medieval Siege Warfare: a Reconnaissance», in *The Journal of Military History*, 58, 1994, pp. 119-133.

La stratégie médiévale paraît bien avoir été dominée par deux principes généraux : la crainte de la bataille rangée, de l'affrontement en rase campagne, et ce qu'on a pu appeler le «*réflexe obsidional*», autrement dit «*une réaction automatique qui consistait à répondre à une attaque en allant s'enfermer dans les points forts du pays en état de résister*». D'où l'aspect que prennent la grande majorité des conflits médiévaux : progression très lente des attaquants, défense obstinée des attaqués, opérations limitées dans le temps et dans l'espace, «*guerre d'usure*», «*stratégie des accessoires*», où chaque combattant ou groupe de combattants, souvent de façon incohérente et discontinue, «*cherche d'abord un profit matériel immédiat*»³⁶.

A défaut de batailles rangées, la chevauchée, une forme particulière de guerre économique, représentait le choix stratégique par excellence pour l'agresseur³⁷. Depuis quelque temps, cette vision traditionnelle de l'art de la guerre médiéval est remise en cause. C.-J. Rogers, grand spécialiste des campagnes d'Edouard III d'Angleterre, pense que la bataille était activement recherchée comme moyen de terminer rapidement un conflit. En effet, à partir de la seconde moitié du XIV^e siècle, les Anglais sont passés maîtres dans l'exploitation d'une tactique défensive basée sur la combinaison d'hommes de traits et d'hommes d'armes démontés. Ce système n'est cependant pas universel et fonctionne seulement si l'adversaire accepte de livrer combat. Les chevauchées dirigées par le roi d'Angleterre ou par ses lieutenants ne sont qu'un moyen de faire pression sur l'ennemi et ont pour objectif de forcer l'adversaire à combattre³⁸. Nous partageons cette analyse et, dans un article consacré aux guerres dans le duché de Brabant, nous avons montré qu'il ne s'agit pas d'une conception de la guerre propre à Edouard III³⁹.

36. P. CONTAMINE, *La guerre*, p. 365. L'expression «*réflexe obsidional*» et la citation utilisée par P. Contamine se trouvent dans C. GAIER, *Art et organisation militaires dans la principauté de Liège et dans le comté de Loos au Moyen Age*, Bruxelles, 1968, p. 204.

37. H.-J. HEWITT, *The Organization of War Under Edward III, 1338-62*, Manchester, 1966, pp. 99-100 ; C.-T. ALLMAND, *The Hundred Years War. England and France at War, c. 1300-c.1450*, Cambridge, 1988, pp. 54-55 ou J. GILLINGHAM, «*Richard I and the Science of War in the Middle Ages*», in J. Gillingham et J.-C. Holt (éd.), *War and Government in the Middle Ages: Essays in Honour of J.-O. Prestwich*, Woodbridge, 1984, pp. 78-91 (reprint in M. Strickland (éd.), *Anglo-Norman Warfare*, Woodbridge, 1992, pp. 194-207).

38. C.-J. ROGERS, *War Cruel and Sharp. English Strategy under Edward III, 1327-1360*, Woodbridge, 2000, pp. 217 et suiv.

39. S. BOFFA, «*Art de la guerre et stratégie dans le duché de Brabant pendant la seconde moitié du XIV^e siècle*», à paraître dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*.

Les conditions précédant la Bataille des Eperons d'Or sont instructives sur ce point et indiquent une claire volonté d'affronter l'armée française. En effet, les Flamands auraient facilement pu se disperser avant l'arrivée des troupes ennemies, attendre qu'elles s'épuisent en territoire hostile et se regrouper une fois la menace disparue. Mais laisser une imposante armée ravager librement un petit pays comme le comté de Flandre est un trop grand risque économique. C'est pourquoi ils préfèrent tenter leur va-tout dans une bataille rangée et dès leur arrivée à Courtrai, ils occupent rapidement un excellent emplacement. Par ailleurs, il nous est difficile de croire que les Flamands aient décidé de mobiliser plus de 10 000 hommes, avec toutes les contraintes d'intendance que cela signifie, pour assiéger un château protégé par une toute petite garnison. Un château, rappelons-le, qui se trouvait situé dans une ville déjà acquise à leur cause. Nous pensons que les Flamands, après le massacre des Matines brugeoises, s'attendaient à des représailles de la part de Philippe le Bel et à la venue d'une armée française. Pour éviter que cette troupe chevauche librement en Flandre et choisisse à son gré son objectif, l'attaque d'une position clef – le récent château construit à Courtrai – permet aux Flamands de fixer l'ennemi et de l'affronter de manière favorable sur un terrain qu'ils ont choisi. Il ne faut pas oublier que les troupes flamandes, composées principalement d'hommes à pied, ne disposent pas de la mobilité suffisante pour poursuivre et acculer un adversaire. Elles doivent donc avoir recours à d'autres artifices pour attirer l'ennemi sur leur terrain.

Par ailleurs, les armées françaises et flamandes s'affrontent régulièrement entre 1302 et 1304. Il suffit de parcourir les chroniques narrant la guerre de Flandre pour se rendre compte que les Flamands usent régulièrement d'une stratégie offensive pour forcer l'ennemi au combat et d'une tactique défensive sur le champ de bataille. C'est ainsi qu'ils n'hésitent pas à affronter les Français à Courtrai, Arques, Mons-en-Pévèle et dans plusieurs autres rencontres de moindre importance tout en portant la guerre dans le comté de Hollande⁴⁰.

La révolution militaire – *the Military Revolution*

L'expression *Military Revolution* dans le monde anglo-saxon désigne un phénomène qui concerne principalement l'histoire moderne des XVI^e et

40. Les opérations militaires décrites dans la *Chronique artésienne* ou dans les *Anciennes chroniques de Flandre* sont claires à ce sujet. Voir J-F. VERBRUGGEN, «De gentse minderbroeder der Annales Gandenses en krijgskunst in de periode 1302-1304», in *Handelingen der Maatschappij voor geschiedenis en oudheidkunde te Gent*, n.s., 4, 1949-1950, pp. 3-19.

XVII^e siècles⁴¹. Michael Roberts utilise pour la première fois ce concept dans une leçon inaugurale donnée à l'Université de Belfast en 1956. Il pense qu'une révolution tactique s'est déroulée en l'espace d'un siècle entre les années 1560 et 1660. Les caractéristiques de cette révolution étant l'utilisation de formations linéaires de mousquetaires, le retour aux charges de cavalerie, l'adoption des uniformes, le *drill* des combattants et une augmentation massive de la taille des armées. Tous ces changements modifient non seulement de manière radicale la conduite de la guerre mais augmentent aussi de manière dramatique l'impact de la guerre dans la société⁴². En 1976, Geoffrey Parker publie un article intitulé : «*The 'Military Revolution, 1560-1660' – a myth ?*». Dans ce travail, il estime, pour diverses raisons que nous ne développerons pas ici, que la «révolution militaire» peut être vieillie jusqu'aux années 1430⁴³. Depuis, les médiévistes ont reculé le débat au XIV^e siècle⁴⁴. C.-J. Rogers, par exemple, estime qu'il ne faut pas surestimer les changements qui se produisent à partir du XVI^e siècle et que les innovations les plus révolutionnaires se passèrent durant la guerre de Cent ans :

«Les armées qui dominaient les champs de bataille de l'Europe depuis le milieu du XI^e jusqu'au XIV^e siècle étaient composées principalement de guerriers-aristocrates féodaux, redevables de service militaire pour les terres tenues en fief. Ils servaient comme cavalerie lourdement armurée, combattants de choc, se reposant sur la puissance musculaire combinée de l'homme et du cheval appliquée directement à la pointe d'une lance ou au tranchant d'une épée. Ils combattaient plus souvent pour capturer que pour tuer. Les armées qui ont conquis les premiers

-
41. On trouvera une excellente présentation de cette problématique dans J. CHAGNIOT, *Guerre et société à l'époque moderne*, Paris, 2001 (Nouvelle Cléo), pp. 275-312.
42. Le texte de cette leçon sera finalement publié dans M. ROBERTS, «The Military Revolution, 1560-1660», in *Essays in Swedish History*, Minneapolis, 1967, pp. 195-225 ; reprint in C.-J. Rogers (éd.), *The Military*, pp. 13-35.
43. G. PARKER, «The 'Military Revolution, 1560-1660' – A Myth ?», in *Journal of Modern History*, 48, 1976, pp. 195-214 ; reprint in G. Parker (éd.), *Spain and the Netherlands 1559-1659 : Ten Studies*, Londres, 1979, pp. 86-103 et C.-J. Rogers (éd.), *The Military*, pp. 37-54.
44. C.-J. ROGERS, «The Military Revolutions of the Hundred Years War», in *Journal of Military History*, 57, 1993, pp. 241-278. Version corrigée dans C.-J. Rogers (éd.), *The Military Revolution Debate. Readings on the Military Transformation of Early Modern Europe*, San Francisco-Oxford, 1995, pp. 55-93 ; C.-J. ROGERS, «'As if a New Sun had Arisen' : England's fourteenth-century RMA», in M. Knox et W. Murray (éd.), *The Dynamics of Military Revolution 1300-2050*, Cambridge, 2001, pp. 15-34 et A. AYTON et J.-L. PRICE, «Introduction: the Military Revolution from a Medieval Perspective», in A. Ayton et J.-L. Price (éd.), *The Medieval Military Revolution. State, Society and Military Change in Medieval and Early Modern Europe*, Londres, 1995, pp. 1-22.

*empires européens globaux**, par contre, s'écartent de cette description sur chaque point. Elles étaient issues des couches populaires (cependant souvent menées par des nobles) ; elles étaient rémunérées ; se battaient essentiellement à pieds, en rangs serrés, formations qui reposaient plus sur le tir d'armes de jet que sur le combat rapproché ; et elles se battaient pour tuer. L'immense révolution dans l'art de la guerre que représentent ces changements était bien entamée depuis le milieu de la guerre de Cent ans, et pleinement achevée au terme de ce conflit».

Il estime que par deux fois de nouveaux développements révolutionnèrent la conduite de la guerre pendant la guerre de Cent ans : la première étant l'*Infantry Revolution* et la seconde l'*Artillery Revolution*. Il n'y aurait donc pas une, mais plusieurs révolutions militaires successives. La suprématie du cavalier lourd s'explique aisément, les chevaliers bénéficiant d'un meilleur équipement et d'un meilleur entraînement. Cependant, une force nouvelle apparaît. L'apparition d'un nombre de plus en plus important de piétons sur le champ de bataille n'est pas le fruit du hasard. Les milices urbaines ne sont pas sans qualités :

«Un fantassin ordinaire pouvait être équipé pour bien moins qu'un homme d'armes ; il était moins payé ; il pouvait être entraîné plus rapidement ; et les rangs de l'infanterie pouvaient être recrutés dans de plus large couches de la population. Rien ne démontre mieux l'importance de ces facteurs que la capacité du seul pays de Flandre à rassembler à Courtrai une armée plus nombreuse que ne le pouvait l'ensemble du royaume de France⁴⁵».

Bien que certains auteurs rejettent l'idée de révolution(s) militaire(s), du moins pour la période médiévale, la renaissance de l'infanterie à partir de la fin du XIII^e siècle et toutes les modifications tactiques et stratégiques qui s'ensuivent sont indéniables.

L'existence d'armes décisives

Depuis longtemps les historiens s'interrogent sur l'existence d'armes décisives (*war-winning weapons*) et sur l'impact de la technologie dans l'issue d'un conflit⁴⁶. Pour de nombreux historiens, le grand arc anglais

45. C.-J. ROGERS, *The Military*, p. 56 et p. 60 (traduction CM - *NB : en anglais, *euro-pean global empires* désigne ici, pour Rogers, la France et l'Angleterre).

46. J.-F.-C. FULLER, *Armament and History. A Study of the Influence of Armament on History from the Dawn of Classical Warfare to the Second World War*, Londres, 1946 ; G. RAUDZENS, «War-Winning Weapons: The Measurement of Technological Determinism in Military History», in *Journal of Military History*, 54, 1990, pp. 403-433 et K. DE VRIES, *Medieval Military Technology*, New York, 1992.

en est un exemple représentatif puisqu'il a brillamment tenu en échec la cavalerie et a permis aux Anglais de remporter une impressionnante série de victoires sur les armées françaises⁴⁷. K. de Vries, par contre, s'attaque à ce «*mythe tenace*» car il estime que l'on exagère énormément l'efficacité du *longbow* et son influence sur le champ de bataille de la fin du XIII^e au début du XV^e siècle⁴⁸. Le débat fait encore rage et les spécialistes, à grands coups de citations, tentent d'imposer leur point de vue⁴⁹.

Le grand arc anglais n'est pas la seule arme médiévale qui s'est vue affublée de l'adjectif «*décisive*». L'imprévisible succès des armées suisses s'explique souvent par l'utilisation d'armes d'*hast* particulièrement bien adaptées au combat contre des troupes montées :

«Le système suisse était essentiellement lié à la pique, tout comme l'anglais l'était à l'arc. Lorsque la guerre en est réduite à ses plus simples éléments, il n'y a que deux façons selon lesquelles un ennemi peut être affronté et vaincu. Ou bien la charge, ou bien le tir. Dans le premier cas, le vainqueur se jette sur son opposant et le défait en combat rapproché grâce au nombre, à la supériorité de ses armes, ou à la plus grande force et adresse avec lesquelles il les manie»⁵⁰.

Au début du XIV^e siècle, les Flamands utilisent le fameux *goedendag*. Les savants se sont longtemps disputés sur les caractéristiques de cette arme. Félix de Vigne, en s'inspirant des fresques d'une chapelle gantoise connue sous le nom populaire de Leugemeete, le présentait comme «*une longue massue d'environ la longueur de l'homme, cerclée de fer et surmontée d'une forte pointe bien aiguë du même métal*». Pour Viollet-le-Duc, il s'agissait d' «*une sorte de vouge ou de fauchart avec pointe latérale perpendiculaire au fer, qui permettait d'accrocher le cavalier, ou encore une masse de fer emmanchée d'un long manche et garnie de pointes avec un long glaive au bout*». J. van Malderghem y voyait un coutre de charrue converti en fauchard. De toutes ces interprétations, il

47. C. GAIER, «L'invincibilité anglaise et le grand arc, après la guerre de Cent ans : un mythe tenace», in *Tijdschrift voor geschiedenis*, 91, 1978, pp. 379-385 ; C-J. ROGERS, *op. cit.* (note 44).

48. K. de VRIES, *Medieval*, pp. 38-39 ; *Infantry*, pp. 5-6 et «Catapults Are Not Atomic Bombs : Towards a Redefinition of 'Effectiveness' in Premodern Military Technology», in *War in History*, 4, 1997, pp. 454-470.

49. C-J. ROGERS est le plus fameux de ces opposants (C-J. ROGERS, «The Efficacy of the English Longbow: A Reply to Kelly De Vries», in *War in History*, 5, 1998, pp. 233-242).

50. C. OMAN, *A History*, II, pp. 234-235.

faut privilégier la première que de trop rares découvertes archéologiques ainsi que le surprenant coffre médiéval conservé à Oxford confirment⁵¹.

G. Guiart nous informe précisément sur la manière de se battre au *goedendag*. Les hommes qui en étaient armés attendaient que les piquiers arrêtaient la charge ennemie. Puis ils se ruaient sur l'adversaire en abattant les chevaux d'un violent coup sur la tête. Après, il leur était facile d'achever l'ennemi par des coups de taille et d'estoc. Le *goedendag* étant plus long que l'épée, les Flamands bénéficiaient d'un avantage non négligeable dans le combat au corps à corps. Par ailleurs, au début du XIV^e siècle, l'armement défensif des chevaliers français était principalement constitué de mailles. Cette protection n'était pas suffisante pour empêcher la pénétration de son fer aigu. Le *goedendag* est une arme bien équilibrée, suffisamment massive pour fracasser, mais suffisamment légère pour que le maniement en soit aisé⁵². C'est une arme redoutable et selon Giovanni Villani, un Flamand ainsi armé ne craignait pas d'affronter deux cavaliers français :

51. F. DE VIGNÉ, *Recherches historiques sur les costumes civils et militaires des gildes et des corporations de métiers, leurs drapeaux, leurs armes, leurs blasons, etc.*, Gand, 1847, p. 21, n. 1. Voir aussi H. VAN DUYSE, «Le goedendag. Comment cette masse d'arme flamande s'est retrouvée travestie en fauchard», in A.S.R.A.B., 10, 1896, pp. 353-381 ; H. VAN DUYSE, «Le goedendag», in A.A.A.B., 49, 1896, pp. 60-86 ; H. VAN DUYSE, *Le goedendag, arme flamande. Sa légende et son histoire*, Gand, 1896 (Annales du cercle historique et archéologique de Gand, 2) ; H. VAN DUYSE, *Les dernières cartouches d'un archiviste. Le goedendag, les fresques de la Leugemeete. Observations présentées à M.J. van Malderghem*, Gand, 1897 ; A. VAN WERVEKE, «Het godshuis van St Jan en St Pauwel te Gent bijgenaamd De Leugemeete», in *Maatschappij der Vlaamsche Bibliophilen*, 4^e sér., 15, Gand, 1909 et H. KOEHLIN, *Chapelle de la Leugemeete à Gand : peintures murales, restitution*, Gand, 1936 ; E. VIOLLET-LE-DUC, *Dictionnaire raisonné du mobilier français de l'époque carlovingienne à la renaissance*, V, Paris, 1874, p. 476 ; J. VAN MALDERGHEM, «La vérité sur le «goedendag»», in A.S.R.A.B., 9, 1895, pp. 305-332 ; et «La question du «goedendag». Réponse faite à M. Hermann van Duyse, lors de sa conférence à la Société d'archéologie de Bruxelles, le 3 février 1896», in A.S.R.A.B., 10, 1896, pp. 382-391 ; J. DE RAADT, *La vérité sur le «goedendag». Les peintures de la «Leugemeete». Réponse aux attaques de Hermann van Duyse*, Bruxelles, 1895 et «Encore un mot à propos du «goedendag»», in A.A.A.B., 49, 1896, pp. 60-86 ; RAEYMAEKERS, «Notice sur une pièce curieuse en fer découverte à Louvain, en 1893», in A.S.R.A.B., 13, 1899, pp. 444-449 ; J. MOENS, «Matériaux pour l'étude du «goedendag» et du plançon à picot», in A.S.R.A.B., 14, 1900, pp. 100-106 ; J-F. VERBRUGGEN, «De goedendag», in *Militaria Belgica*, 1977, pp. 65-70, et J-F. VERBRUGGEN et R. FALTER, 1302, p. 265 avec illustration ; J-F. VERBRUGGEN, *The Battle*, pp. 195-210 et L. DEV-LIEGHER, «Le coffre controversé d'Oxford», in R-C. van Caenegem (éd.), 1302, pp. 262-284.

52. Guillaume GUIART, *La branche*, p. 233, v. 14.407-14.437.

«Per queste vittorie salirono in tanta superbia & ardire, che uno Fiamingo a piè con uno Godendac in mano harebbe atteso due cavaglieri Franceschi a cavallo»⁵³.

Signalons aussi que Gui de Namur et Guillaume de Juliers délaissèrent leur épée au profit du *goedendag* lors de cette bataille. Encore une preuve de la valeur de cette arme⁵⁴. Les Flamands, tout comme les Suisses, disposaient d'une arme particulièrement dangereuse pour combattre les cavaliers. Il ne fait nul doute qu'elle contribua largement au succès des milices flamandes. Pour certains, elle fut même l'une des causes principales de leur victoire (F. De Vigne, e.a.). Il peut sembler extrême de qualifier le *goedendag* de *war-winning-weapon*, mais c'est bien là que réside le débat. Quoi qu'il en soit, son efficacité ne fait aucun doute. On peut néanmoins se demander pourquoi le *goedendag* n'a pas été utilisé plus tard dans le siècle ni copié dans les régions voisines⁵⁵.

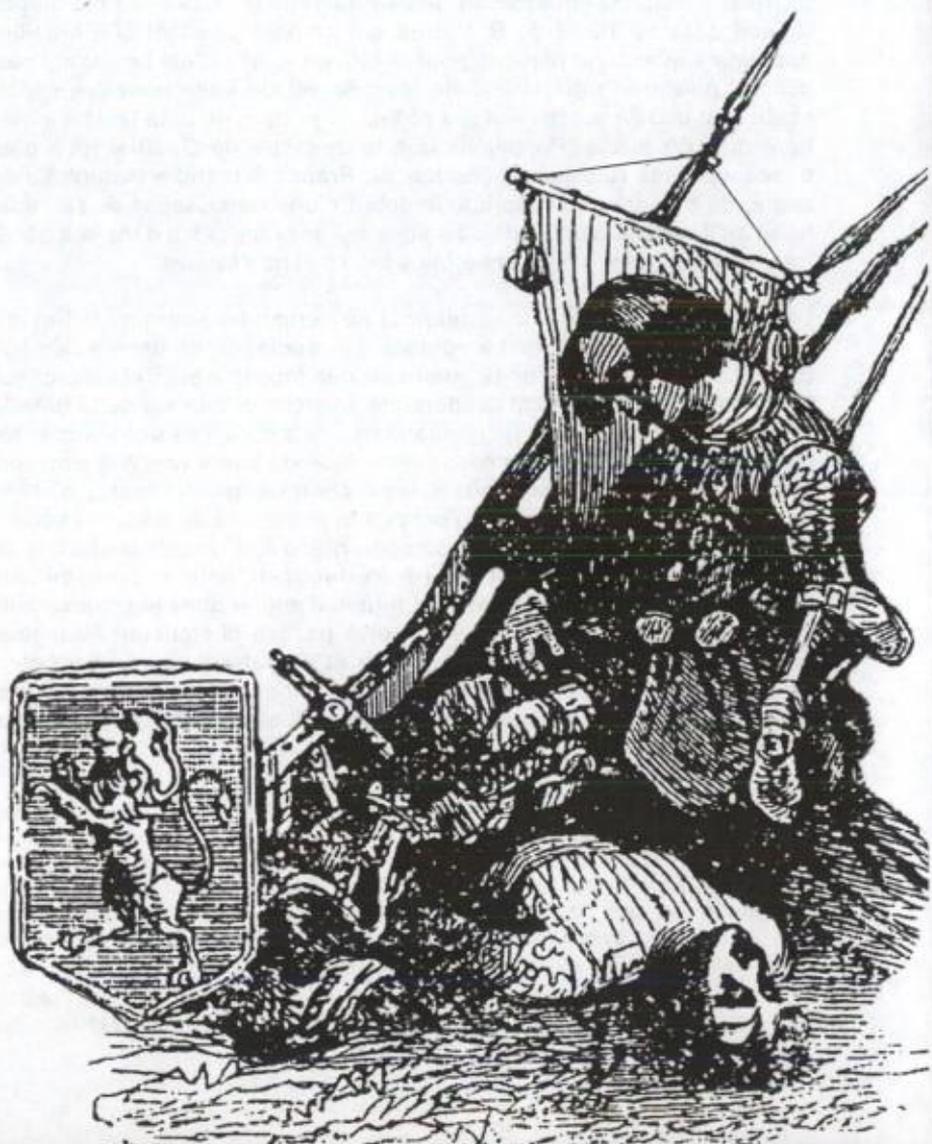
Conclusions

Plusieurs polémiques animent la recherche contemporaine en histoire militaire médiévale. Si certaines de ces théories s'avèrent exactes, nos connaissances sur la guerre médiévale et nos analyses des faits passés vont s'en trouver radicalement modifiées. Dans les argumentations défendues par l'un ou l'autre camp, l'exemple de la Bataille de Courtrai est fréquemment cité. Bien sûr, à elle seule, cette bataille ne peut répondre à toutes les questions, mais elle occupe une place de choix dans chacun de ces débats. Cela démontre clairement l'importance de l'événement et justifie, contrairement à ce que pourrait penser une cer-

53. Giovanni VILLANI, *Historie*, col. 388.

54. Lodewijk VAN VELTHEM, *Voortzetting*, II, p. 311, v. 2039-2040. Sur le coffre d'Oxford, Gui de Namur est armé d'une pique (J-F. VERBRUGGEN, *The Battle*, pp. 203 et 205, illustration V). On consultera aussi J. DE RAADT, «La chevalerie s'est-elle servie du 'goedendag' ?», in *A.S.R.A.B.*, 10, 1896, pp. 392-403, tout en se méfiant des conclusions de l'auteur puisqu'il défend la théorie du coutre de charrue proposée par J. van Malderghem.

55. Nous le trouvons encore quelquefois cité dans le courant du XIV^e siècle, mais les mentions sont bien trop rares pour en conclure quoi que ce soit. Il est possible que le *goedendag* ait été utilisé dans d'autres régions que la Flandre puisque quelques illustrations de manuscrits du début XIV^e siècle montrent des combattants armés de cette arme. Malheureusement la provenance de ces ouvrages n'est pas connue, mais il semble qu'elle soit anglaise et française (D. NICOLLE, *Arms & Armour of the Crusading Era 1050-1350. Western Europe and the Crusader States*, Londres, 1999, p. 84, n° 219 et p. 198, n° 534).



taine catégorie d'historiens qui rejette l'histoire dite « bataille », les nombreuses tentatives de reconstruction du déroulement de cette rencontre.

Plusieurs anthologies regroupant un nombre variable de batailles « décisives » sont à notre disposition. Les auteurs de ces travaux ont effectué une sévère sélection afin de déterminer les rencontres supposées avoir influencé le destin de l'Occident voire du monde. La Bataille des Eperons d'Or est naturellement absente de ces ouvrages⁵⁶. Elle n'est même pas reprise dans le travail de B. Perrett qui compte pourtant 566 batailles dont une septantaine rien que pour le Moyen Âge⁵⁷. C'est beaucoup plus curieux puisque l'impact de cette journée est de toute première importance tant au niveau de l'histoire politique qu'au niveau de l'histoire militaire du XIV^e siècle. Rappelons que le désastre de Courtrai joua pour beaucoup dans l'incapacité des rois de France à prendre le contrôle du comté de Flandre ; qu'il marque le début d'une renaissance de l'infanterie et qu'il constitue un modèle tactique qui sera reproduit dans ses généralités et peut-être même imité dans les régions voisines.

Dans de telles circonstances, on peut se demander pourquoi la Bataille des Eperons d'Or a du mal à soutenir sa réputation en dehors des historiens de la Flandre ou de la guerre au bas Moyen Âge. Cela s'explique facilement. Non seulement la littérature contemporaine sur cette bataille est majoritairement écrite en néerlandais, mais certaines des sources les plus importantes, dont la fameuse chronique de Louis van Velthem, sont rédigées en moyen néerlandais. Les chercheurs étrangers, s'ils ne connaissent pas cette langue, n'ont pas la possibilité de travailler sérieusement sur l'événement. Heureusement, grâce à la récente traduction en langue anglaise du classique de J-F. Verbruggen, nous pouvons prédire que cette bataille va bénéficier d'un regain d'intérêt dans la communauté internationale. Un regard nouveau porté par les chercheurs étrangers, probablement plus intéressés à restituer et à analyser l'événement dans un contexte général, sera plus que vivifiant dans un débat qui tourne trop souvent à une critique du témoignage de Louis de Velthem et des travaux de J-F. Verbruggen.

56. Dans ces travaux, c'est souvent toute la période médiévale qui se retrouve négligée. Par exemple, E. CREASY, *The Fifteen Decisive Battles of the World*, 36^e éd., Londres, 1894 ; J-F-C. FULLER, *The Decisive Battles of the Western World and their Influence upon History*, 2^e éd., 2 vol., Londres, 1970 ; J. DAHMUS, *Seven Decisive Battles of the Middle Ages*, Chicago, 1983 ; W. SEYMOUR, *Decisive Factors in Twenty Great Battles of the World*, Londres, 1988 et V-D. HANSON, *Carnage and Culture. Landmark Battles in the Rise of Western Power*, Londres, 2001.

57. Signalons que les batailles d'Arques ou de Mons-en-Pévèle sont elles aussi oubliées (B. PERRETT, *The Battle Book. Crucial Conflicts in History from 1469 BC to the Present*, Londres, 1992).

Le contexte économique et social du conflit franco-flamand

Marc Boone*

Le comté de Flandre à la fin de l'été indien de la croissance du Moyen Age

Depuis la fin du XI^e siècle et au cours du «long XII^e siècle», l'économie et la population occidentales n'ont cessé de se développer. Cette croissance est portée par un mouvement systématique de défrichements et par un équilibre entre productivité agraire et population. Elle a aussi permis un remarquable essor d'activités artisanales – voire industrielles – ainsi que du commerce dans des régions géographiquement favorisées telles que les territoires côtiers des Pays-Bas, situés sur le delta de grands fleuves navigables. Le comté de Flandre disposait ainsi, avec la ville de Bruges, d'un accès au commerce international. Bruges était ainsi devenue, vers 1280, une plaque tournante de ce commerce dans le Nord de l'Europe occidentale ; elle était aussi, grâce à un réseau d'avant-ports le long du Zwin – dont Sluis et Damme, les plus importants – un vaste lieu de mouillage pour les bateaux des grandes républiques commerciales italiennes, Gênes et Venise. Bruges était le centre par lequel s'ef-

* Université de Gand. Traduction Rosine Lewin revue par l'auteur.

L'auteur a présenté une synthèse de ses travaux et des recherches récentes : «Une société urbanisée sous tension. Le comté de Flandre vers 1302», dans l'ouvrage dirigé par R.-C. Van Caenegem pour le Fonds Mercator. Voir bibliographie générale de ce numéro des *CM*.

fectuait dans une large mesure l'exportation de la draperie flamande. Pendant le dernier quart du XIII^e, avant l'essor de Bruges, le commerce empruntait surtout les voies terrestres, où le cycle des foires annuelles de Champagne faisait office de plaque tournante.

La draperie avait valu aux villes flamandes la célébrité dans toute l'Europe et même au delà : les négociants italiens et hanséatiques la commercialisaient loin au delà des limites de la chrétienté. Le drap était produit dans la plupart des villes flamandes, mais quelques unes – Gand, Ypres, Douai – étaient devenues des centres industriels.

Le processus de production de la draperie, complexe et différencié, fournissait du travail à des milliers de personnes dans les grandes villes. Il semble ainsi établi, par des sources indirectes, que quelque 60 % des Gantois devaient, directement ou indirectement, leur revenu à la prospérité du secteur textile. Une forte hiérarchie s'était affirmée au sein du secteur entre les différents groupes, chacun responsable d'une partie du processus complexe de la production. Le petit entrepreneur artisanal, en principe tisserand, était à son tour employeur du foulon chargé de la finition du drap tissé. Il y avait là des germes de tensions sociales. De plus, la draperie était un secteur sensible à la conjoncture, car dépendant de l'approvisionnement en une seule matière première, la laine et vulnérable aux effets d'une concurrence accrue. Celle-ci se manifestait par une pression sur les salaires, pour ainsi dire le seul facteur vraiment maîtrisé par les employeurs.

Cette croissance continue allait bientôt connaître un terme à peu près partout en Europe, au cours du troisième quart du XIII^e siècle. Les défrichements s'avéraient moins rentables et une limite était en vue, celle du nombre de bouches que pouvait nourrir l'agriculture. Mais les gens de 1300 étaient peu conscients de cette réalité – aujourd'hui incontestée parmi les historiens, grâce à des analyses de rendement du blé, des évolutions monétaires, des prix et salaires. Les gens de 1300 ressentaient par contre que *«le monde était trop plein»*, selon la formule proposée par l'historien et démographe français Pierre Chaunu.

Jusqu'au moment où se firent sentir les effets de la Révolution industrielle, au début du XIX^e siècle, jamais autant de gens n'avaient vécu ensemble en Occident. Des tensions sociales de diverses natures se firent jour. Ce qui était allé de soi devenait problématique. Les premiers à connaître des difficultés furent les grands propriétaires terriens traditionnels. Parmi eux, le comte de Flandre, disposant d'un domaine important et soumis à la baisse générale des revenus agricoles. Dans un contexte d'inflation, de dépréciation de l'argent et de hausse des prix de produits industriels, les droits fixes sur les exploitations agricoles avaient sensiblement été réduits, entraînant une perte de revenus importante.

Une alternative à laquelle on recourait de plus en plus souvent était la fiscalité – généralement sous la forme d'aides consenties mais négociées – imposée aux sujets des villes. Il y avait là un important potentiel fiscal. Déjà sous Marguerite de Constantinople, la mère de Gui de Dampierre, les cinq grandes villes ensemble contribuaient en moyenne pour une part allant d'un cinquième à un quart des revenus totaux du comté. Ce qui poussait surtout à aggraver la pression fiscale, c'étaient les grands besoins circonstanciels des Dampierre, à la suite d'une politique dynastique très coûteuse (les guerres et les procès contre des dynasties concurrentes tels les Avesnes en Hainaut, mais aussi leur participation aux croisades par exemple). Les habitants des villes surtout avaient le sentiment que la comtesse et le comte vivaient à leurs dépens – et ce sentiment était accentué par le régime fiscal en vigueur. Les aides au comte étaient payées par la caisse communale centrale, celle-ci étant alimentée par des taxes indirectes dites accises, que des contemporains critiqués qualifiaient de «*ongeld*» ou «*maletôte*».

Les taxes grevaient la consommation de grain, bière, vin, ainsi que diverses transactions aux portes de la ville, par exemple l'importation vitale de laine. Elles frappaient riches et pauvres : le patricien opulent et l'artisan ordinaire avaient à payer une taxe nominalement identique. Bien entendu, celle-ci pesait d'un poids social plus lourd sur celui qui avait un revenu modeste. C'était une sérieuse source de mécontentement social, lequel se retournait en premier lieu contre le pouvoir communal, les échevins issus du patriciat. En même temps se développait la conscience que tout cet argent servait dans une large mesure le comte et sa trésorerie.

Fiscalité et, plus généralement gestion des finances communales sont un excellent révélateur des tensions internes endémiques de la vie communale. Les revendications salariales jouent un rôle semblable, surtout dans l'industrie textile. Celle-ci s'était développée grâce à la production de laine, qui avait permis aux grandes abbayes de pratiquer aux XI^e et XII^e siècles un élevage intensif de moutons sur leurs prés salés et autres terres moins fertiles. Petit à petit la production s'est diversifiée, la qualité de la laine s'est élevée et elle était importée de pays plus éloignés. Il en était ainsi de la laine anglaise de qualité, surtout de Cotswolds et Shropshire, qui à partir des environs de 1280 servit de plus en plus dans la draperie flamande. Il s'agissait clairement de produire un drap de qualité toujours meilleure. En effet, les conditions de concurrence s'étaient modifiées pour la draperie flamande, surtout sur les marchés de la Méditerranée, et la meilleure arme semblait dès lors de pousser la spécialisation et d'élever la qualité.

L'industrie flamande eut donc à faire face à une pression interne sur les salaires mais aussi à une dépendance à l'égard du fournisseur anglais

de laine. Cette forte dépendance – économique et de conjoncture politique – a suscité à partir de 1280 une vague de troubles sociaux et de révoltes urbaines qui a secoué tous les grands centres textiles en Flandre et dans le Nord de la France. La liste est impressionnante : Provins en Champagne 1279, Tournai 1279/81, Douai, Bruges, Ypres, Gand, Saint-Omer, Arras en 1280 ; Damme, Lille, Cambrai, Arras, Bruxelles, Liège, Saint-Trond en 1285 ; Rouen en 1281 et 92, Laon en 95, Calais en 98, Saint-Quentin en 1293.

Il semblait qu'au cours des deux dernières décennies du XIII^e siècle une épidémie de mouvements sociaux ait touché l'espace Flandre/Picardie, avec des prolongements significatifs dans le Brabant et à Liège. Nombre de ces mouvements constituaient en fait un mélange assez confus de revendications socio-économiques et d'expressions d'un malaise politique général dirigé principalement contre les élites locales. La fiscalité et la gestion des finances communales y ajoutaient souvent une source de mécontentements collectifs. Le déroulement concret des désordres évoque plutôt un mélange de manifestations carnavalesques, de banales violences de rue et de règlements de comptes politiques rituels. En témoignent leurs dénominations : de la « *cockerulle* » yproise en 1280 à la « *moerlemaaie* » brugeoise la même année. « *Cockerullen* » signifie se produire en rue, en criant et dans le désordre ; « *moerlemaaie* » se réfère au mouvement des bras imitant celui des ailes d'un moulin, à un charivari.

On a observé que dans maint conflit urbain des fractions de l'élite au pouvoir parvenaient à se rallier de grands groupes du « commun » et à les utiliser comme troupes de choc dans des règlements de comptes internes avec d'autres patriciens. Il existait certes des oppositions de classes mais elles menaient rarement à une prise de position claire sur base de ce seul clivage. D'autres formes de solidarité s'interposaient, d'ordre familial, professionnel ou corporatif. Autrement dit, les contemporains de 1300 avaient appris à vivre avec des manifestations collectives violentes ; il régnait une atmosphère « pré-révolutionnaire ». Après chaque révolte, on observe une intervention du comte, ce qui démontre que les motivations socio-économiques étaient prises au sérieux.

La construction d'un «Etat moderne»

Le comte Gui de Dampierre devait respecter différents scénarios qui, dans une certaine mesure, servaient des intérêts contradictoires. En tant que seigneur, il était avant tout responsable pour le bien public. Chaque épisode d'affaiblissement des villes en raison de conflits internes lui donnait l'occasion de peser sur la composition de la hiérarchie au pouvoir et de tenter de favoriser des échevins prêts à servir sa politique et ses

intérêts. C'est surtout sur le terrain de la fiscalité que le comte attendait d'échevins «souples» un assentiment plus facile à sa demande de nouvelles aides. C'était essentiel pour faire face aux grands besoins d'argent évoqués *supra* des nombreux Dampierre. Les hésitations de Gui et de son administration ont incontestablement rendu le problème plus aigu encore.

L'affaire prit un tour extrêmement désagréable pour le comte lorsqu'à Gand, la plus grande ville du comté, les XXXIX – le vieux banc scabinal dominé par l'élite fermée des patriciens – firent appel au Parlement de Paris, la plus haute instance juridique. Le Parlement de Paris est en théorie présidé par le roi de France : le recours des XXXIX est donc politisé. Il le restera. En 1279, le comte eut à traiter une nouvelle requête du «commun» gantois, c'est-à-dire des groupes exclus de toute participation politique et de la direction et de la gestion des affaires par la volonté des patriciens. Après 1302, c'est de ces exclus qu'allaient surgir des groupes organisés, avant tout dans les métiers. Le 8 septembre 1280, les anciens XXXIX allaient une fois encore être remplacés par un pouvoir de sept jurés. Une mesure exceptionnelle, à l'aune de la tension sociale – générale dans la plupart des villes flamandes.

A Gand, mais en même temps à Bruges, l'appui donné par le comte au «commun» contre la vieille oligarchie menait petit à petit à la formation de ce qu'on peut appeler un parti pro-comte. A la fin de la révolte brugeoise des *moerlemaaië*, le 25 mai 81, Gui de Dampierre imposa une nouvelle constitution (*keure*) : le pouvoir central (son pouvoir) était renforcé et de lourdes amendes imposées au bénéfice du comte. Un scénario semblable fut mis en œuvre à Ypres, à la suite de la *cockerulle*. A première vue, le comte était gagnant : patriciat divisé par des querelles internes, emprise comtale accentuée sur les ressources communales. Mais les conseillers du roi de France Philippe IV avaient compris que, dans une situation tendue, une guérilla juridique pouvait être profitable à leur souverain. Par une ordonnance du 19 décembre 1298, le roi tenta de séduire les métiers flamands. Il déclarait en effet dans ce texte que dorénavant le si sensible contrôle des finances communales – pierre d'achoppement depuis des décennies – devait devenir effectif. En théorie, le comte en était d'accord, dans la pratique rien ne changea cependant. De même, le remplacement des anciens XXXIX gantois traînait en longueur. Le Parlement avait d'abord annulé la mesure datant de 1280. Mais le 1^{er} juillet 1288, quand Gui voulut fixer de nouvelles modalités, Philippe réagit à une nouvelle demande gantoise en installant à Gand un fonctionnaire royal chargé de rétablir l'ordre et de protéger la ville contre l'arbitraire comtal. Une recette éprouvée, dont le roi allait encore se servir plus tard. Il semble en résumé, si on envisage toute la période depuis

le début du règne de Philippe IV, qu'il y avait là une claire stratégie royale. Petit à petit, le roi et ses roués conseillers enlevaient l'initiative au comte et ralliaient tour à tour l'une ou l'autre fraction de l'opinion flamande.

Le jeune et ambitieux roi de France apparaissait souvent, en dépit de son éloignement des sujets flamands, comme un dirigeant plus efficace que le vieux comte flamand. Gui était par ailleurs affaibli par son implication dans des scénarios «à l'étranger» (le conflit avec les Avesnes, les intérêts anglais de ses sujets) qui, à maintes reprises, donnaient au roi prétexte à s'immiscer dans les relations politiques en Flandre, et à les perturber.

Le comté de Flandre était et restait un fief de la couronne française qui, comme d'autres grandes principautés féodales, était soumis aux pressions du centre du pouvoir royal, de Paris. Là, le roi disposait d'un remarquable cercle de technocrates, souvent universitaires, les fameux légistes qui, sur base des principes du droit romain, convertissaient des aspirations au pouvoir absolu en mesures politiques concrètes. Cette tendance était très nette sous Philippe IV : l'adage «*le roy est empereur en son royaume*» fut élevé au rang de principe politique dominant. Il exprime en forme de boutade l'aspiration du roi français à un pouvoir impérial, c'est-à-dire quasi incontrôlé, comme s'il était l'empereur, héritier de l'ancienne dignité impériale romaine. Comme ce fut le cas pour les empereurs allemands aux siècles précédents, ces principes ont mené à des conflits avec d'autres pouvoirs paneuropéens, par exemple celui du pape. La couronne française gagna cependant du terrain de ce côté-là aussi. A la fin du règne de Philippe IV le Bel, la pression sur la papauté fut encore accentuée, au point que le pape se fixa en Avignon, jardin de la couronne française.

C'est néanmoins avec les grands seigneurs féodaux du royaume – et le comte de Flandre était traditionnellement l'un des moins accommodants de ces seigneurs régionaux – que le souverain français entra en conflit ouvert. Apparemment, ce heurt peut se traduire en termes de prétentions politiques et juridiques, mais cette apparence masque une dimension socio-économique. Comme si souvent dans des conflits politiques de cette ampleur, il s'agissait de conquérir le monopole sur la levée des impôts. Contraindre la prospère économie urbaine flamande à une position de dépendance était tout simplement un objectif de la couronne française. Et un objectif accessible. Lorsque, épuisé, Gui de Dampierre dénonce enfin en 1297 ses obligations féodales et qu'il est lâché peu après par son nouvel allié anglais, rien ne semble devoir freiner l'avancée française. Au début de 1301, l'armée flamande est décimée, les membres les plus importants de la dynastie Dampierre – dont le

comte Gui lui-même et son fils aîné et héritier Robert de Béthune – sont prisonniers en France et Philippe IV peut venir contempler en vainqueur les nouvelles acquisitions du domaine royal. A la manière d'un tour de nouveau propriétaire, le roi et sa suite rendirent visite aux grandes villes flamandes, Gand et Bruges. Mais déjà, et surtout à Gand, des manifestations de malaise fiscal étaient perceptibles (à Bruges, une intervention brutale du patriciat au pouvoir avait empêché la contagion). Quand le roi désigne pour le représenter un homme très impopulaire et très maladroit politiquement, Jacques de Chatillon, comte de Saint-Pol, la réaction ne tarda pas. Elle eut des conséquences dramatiques, surtout à Bruges. Le sentiment d'être victimes de la cupidité française y était plus prononcé ; de plus, le «commun» venait de se donner un chef, Pieter De Coninck, tisserand qui alliait un grand charisme personnel à une vision politique et qui pouvait interpréter les exigences du «commun» tout en les exprimant.

Le 18 mai 1302, une partie du «commun» avait, dans le plus pur style commando, réglé des comptes avec les troupes françaises d'occupation lors des *Brugse Metten* - les matines brugeoises. Il ne restait plus alors à la ville qu'une perspective : la fuite en avant, l'affrontement avec l'armée de chevaliers la plus puissante du moment – l'*ost*, l'armée française constituée sur base féodale. Certes, Bruges reçut le soutien d'une grande part du comté grâce à une alliance temporaire avec les membres les plus combatifs des Dampierre. Mais les chances de victoire étaient cependant très réduites à l'heure où les deux armées se faisaient face à Courtrai, le 11 juillet 1302.

1302 : conflit entre nations ou lutte de classes avant la lettre ?

L'événement spectaculaire de 1302 et la surprenante victoire flamande ont suscité beaucoup de commentaires, tant de la part des contemporains que dans la littérature ultérieure. Un des points les plus controversés concerne le caractère surtout national ou surtout social de l'événement. La recherche récente sur la formation des nations a montré que sur ce plan aussi il est question d'une construction : les nations ne sont pas des données «naturelles», au dessus ou plutôt en dehors de l'Histoire. Au contraire. Elles sont essentiellement des constructions tactiques, projections d'intérêts et écrans cachant d'autres stratégies. Dans la mesure où elles sont aussi des histoires à succès et où elles peuvent mobiliser d'importants groupes dans certaines sociétés, elles deviennent des «faits» qui mènent leur vie propre.

Ce n'est pas le lieu ici de détailler ce processus appliqué au cas de la Flandre au environs de 1302 – en supposant qu'il faille encore le faire après les récentes études de Véronique Lambert et de Jo Tollebeek. Mais il faut observer que c'est l'interprétation «nationale» de 1302 qui a conféré son poids historique au dossier. Qu'il s'agisse de la vision (formulée par le grand Henri Pirenne) selon laquelle 1302 est une révolution «démocratique», ou de celle qui en fait une manifestation précoce de l'émancipation flamande contre le joug d'une élite francophone, les unes et les autres nous en apprennent plus sur la période et le contexte social où se situent les avocats de ces vues que sur le véritable enjeu du conflit. Il est d'ailleurs révélateur qu'un auteur faisant autorité comme Pirenne s'enthousiasme dans son *Histoire de Belgique* à propos des hommes des métiers flamands qui en 1302 ont battu la chevalerie française à Courtrai. Un siècle après la conception de ses premiers tomes, le style de ce *magnum opus* garde son éclat. Pirenne compare les combattants flamands aux révolutionnaires français qui défendaient leur jeune révolution après 1789 : ici et là, il relève la même conviction, les mêmes motivations. Mais quand il décrit ces métiers à l'œuvre dans les décennies suivant 1302, il condamne durement leur myopie économique. C'est clairement le bourgeois libéral de la fin du XIX^e/début du XX^e siècle qui parle, le fils d'un entrepreneur verviétois du textile, aux yeux duquel les tisseurs flamands «révolutionnaires» du Moyen Age étaient aussi dangereux pour l'élite de leur temps que l'était la Commune de Paris pour les membres de sa propre classe. C'est d'ailleurs avec la Commune comme repère que les historiens bourgeois de la génération Pirenne (et quelques unes – dont le caractère bourgeois s'est maintenu – qui l'ont suivie) ont considéré avec un certain mépris les nombreuses manifestations de révolte collective dans le comté de Flandre – «*classes populaires, classes dangereuses*».

On peut déduire des quelques paragraphes précédents que 1302 est la résultante d'un processus extrêmement complexe, où se rencontrent diverses lignes de conflit, dans une société où se produisent de vastes mutations.

Réduire 1302 au seul heurt entre deux nations ou entités linguistiques, ou encore y voir l'image prémonitoire de la lutte des classes est inacceptable, réducteur. Ce qui est vrai, c'est que l'interprétation «nationale» a été diffusée avec beaucoup plus de force, notamment parce qu'elle a pénétré dans la praxis parascientifique des commémorations. L'interprétation «socio-économique» est restée dans un courant dominé : elle a à peine touché les milieux scientifiques qui, pour ce qui est du Moyen Age, n'ont pas en Belgique été bouleversés par le marxisme. Il reste donc utile de souligner au moins la réalité socio-économique des événements de

1302 : une part de l'enjeu fut d'avoir prise sur les économies urbaines flamandes, alors très prospères et productrices de plus-values.

Deuxième motif pour ne pas oublier la réalité socio-économique qui se cache derrière «1302», c'est que 1302 a placé les organisations des métiers sous les feux de la rampe de l'Histoire. Il y a beaucoup à dire à cet égard sur la charge historiographique du terme : en raison des expériences sociales inspirées du corporatisme dans les années 1930/40, en raison de la fascination fasciste pour le monde corporatiste, les métiers du Moyen Age ont été considérés comme une espèce de précurseurs de ces projets et ont même servi à les légitimer. Aussi sont-ils tombés dans l'oubli pendant des décennies. La science historique les a récemment redécouverts et, inspirée cette fois par les acquis de l'histoire sociale, les a étudiés comme une forme typiquement urbaine de solidarité sociale, d'ampleur et de portée limitées, mais situées au cœur de la société urbaine. Cela, sur des terrains particuliers qui débordent largement le domaine direct de l'organisation et du contrôle du travail, soit la prévoyance sociale (aide aux pauvres), la politique urbaine (la représentation dans les organes du pouvoir), la justice (contrôle concret et sanction de situations de travail), le culte (congrégations), l'équipement culturel (liens avec divers producteurs culturels). Les métiers ont, au moins dans les grandes villes flamandes, réalisé leur percée politique dans les années qui ont suivi 1302 et en raison de ce qui s'est passé à Courtrai.

Jusqu'à l'heure où un Etat très centralisé et basé sur des principes absolutistes a été imposé par les Habsbourgs au XVI^e siècle (Charles-Quint, Philippe II), les métiers sont restés un des facteurs-clés des institutions politiques urbaines, et indirectement, par le système des Etats, des institutions représentatives régionales (les *Membres de Flandre*, les *Etats généraux*). Leur influence sur la politique communale a largement contribué à l'émergence d'une culture politique typique des Pays-Bas, fondée sur une concertation quasi permanente entre souverain et sujets. Même dans les moments où cette concertation était rendue impossible ou menaçait d'échouer, cette autonomie des métiers demeurait un facteur important qui s'est affirmé au travers d'une remarquable tradition de soulèvements et de rébellions. Les citoyens révoltés au XIV^e siècle contre les comtes de Flandre, au XV^e contre les ducs de Bourgogne, au XVI^e contre les rois et empereurs habsbourgeois sont les héritiers – au moins idéologiques, mais souvent littéralement – des métiers qui ont défendu leurs intérêts et ceux de leur ville sur le champ de bataille de Courtrai. L'issue de ces violences entre princes et sujets dans les anciens Pays-Bas, violences traversées par toute une série d'éléments stratégiques ou dynastiques, c'est la mise en place à la fin du XVI^e siècle, au début du XVII^e, d'une République aux mains des élites urbaines. Ce n'est pas un

des moindres résultats de l'agitation pré-républicaine dans une des régions d'Europe occidentale les plus urbanisées et donc les plus sensibles au changement. Qualifier – dans la tradition de Pirenne – ce processus de démocratique, au sens dominant du mot depuis la construction des systèmes parlementaires au XIX^e siècle est une erreur, même si «1302» et les divers mouvements qui l'ont suivi constituent des étapes dans l'élaboration de la notion de responsabilité collective pour «le bien public», de bien commun de citoyens politiquement majeurs – pour qui la fiscalité et les intérêts économiques sont centraux.

1302 and all that : suites et effets

La percée politique des métiers est une des plus importantes conséquences de 1302 sur le plan communal interne, avec des retombées importantes au niveau du comté. Après qu'aient été mises à l'épreuve pendant deux générations diverses formules de cogestion, un système de représentation proportionnelle est mis en place vers 1360 dans la plupart des villes, système qui a tenu le coup jusque dans les premières décennies du XVI^e siècle, quand Charles-Quint a voulu établir «son» ordre et a tenté, en vain – comme l'ont prouvé les événements ultérieurs – de s'en prendre à ces acquis.

Un deuxième effet à court terme apparaît dans le traité de paix qui a suivi les hostilités. Après la bataille de Courtrai, de nombreuses confrontations militaires eurent encore lieu. En 1304, au terme d'un affrontement entre les deux armées à Mons-en-Pévèle (en France actuelle), l'honneur de Philippe le Bel fut sauvé. Après une négociation détaillée, le 23 mai 1305, était signé le fameux traité d'Athis-sur-Orge (près de Corbeil) en présence du roi. Le texte tient plus de la condamnation de la Flandre par la couronne française que d'un accord de paix. L'ordre dans lequel se suivent les différentes dispositions du traité révèle ce qui y est considéré comme essentiel : tout tourne autour des exigences du roi de France en matière de réparations. Outre une rente annuelle de 20 000 livres, gagée par le comté de Réthel, plus une somme de 400 000 livres à payer dans les quatre ans, les Flamands auront à fournir à leurs frais un contingent de 600 cavaliers dont le roi disposerait à sa guise. S'y ajoutent des mesures frappant spécifiquement la ville de Bruges, à cause des *Brugse Metten* : 3 000 Brugeois désignés comme les plus coupables auraient à entreprendre un pèlerinage expiatoire, «*outramer*» pour mille d'entre eux. Les fortifications des grandes villes flamandes – Gand, Bruges, Ypres, Lille et Douai – seraient démantelées pour la mi-1307 et ne pourraient être reconstruites. En échange, le roi promettait de libérer les trois Dampierre encore en prison. Auparavant, les Flamands – nobles et citadins de plus de quatorze ans – devaient promettre solennellement de ne

plus jamais se soulever contre le roi de France, sous peine de confiscation de leurs biens et du comté lui-même. En attendant l'application du traité, le roi garde en sa possession les châtelainies de Lille, Douai et Béthune, ainsi que les châteaux de Cassel et Courtrai. Tous les partisans du roi, les *leliaards*, seraient complètement dédommagés des dégâts subis au cours du conflit.

Comme souvent en matière de grands textes juridiques du Moyen Age, il y avait loin de la théorie prévue à la réalité advenue. La paix d'Athis fut perçue par les villes flamandes comme une trahison des Dampierre et comme une escroquerie des légistes français. Pendant les années immédiatement suivantes, on discuta du point de savoir s'il fallait ou non accepter le traité ou seulement certaines de ses dispositions. Le roi et ses conseillers avaient en tout cas compris qu'il ne restait plus rien de l'union en Flandre. Les anciens alliés, Dampierre et «le commun» des villes, se faisaient face comme dans les années 1280, et le roi s'efforçait de tirer profit, au figuré et au propre, de cette situation tactiquement favorable. Mais à mesure que se manifestaient les appétits étatiques du roi, appétits traduits en exigences financières et ambitions territoriales, la résistance croissait.

La paix d'Athis coûtait cher à la collectivité, et aux villes flamandes des charettes d'argent, car le roi avait eu soin de ne pas préciser de quel type de monnaie il s'agissait, ni ce qu'il adviendrait en cas d'adaptations monétaires. Dans les mois qui suivirent l'acceptation du traité, Philippe IV fit en sorte que le montant réel de la dette triple. Le roi comprenait que la perception des rentes annuelles allait provoquer de gros problèmes pratiques. C'est pourquoi il décida en 1308 de racheter la moitié de la rente et proposa un échange pour l'autre moitié (10 000 livres). Un terme technique désigne cette opération : *le Transport de Flandre*. Désormais, le comte percevrait cette somme chez ses propres sujets, en échange du territoire des trois châtelainies francophones de Lille, Douai et Orchies, passées entre les mains du roi de France.

Les Dampierre étaient prêts à participer à ce scénario, parce que le Transport de Flandre leur offrait une base pour la mise en place d'un système fiscal plus moderne et plus efficace, grâce auquel ils pourraient exercer un peu plus de pression sur leurs sujets. De fait le Transport de Flandre allait, fût-ce au prix d'adaptations temporaires à un contexte économique changeant, devenir pour des siècles la base de l'administration fiscale flamande. L'interprétation «nationaliste» du conflit franco-flamand a minimisé la portée de cette transaction, sanctionnée par le traité de Pontoise signé à la date symbolique du 11 juillet... 1312.

Les territoires cédés étaient déjà occupés et ce qui restait du comté acquit ainsi un caractère «*diets*» homogène. Les contemporains ne partageaient pas ces vues. Comme auparavant la cession et le démembrement de l'Artois au bénéfice de Philippe-Auguste, au début du XIII^e siècle, avait laissé le sentiment d'une perte de territoire au profit de la France. Aussi bien Robert de Béthune, qui refusa d'être enterré à Flines «occupé», que Jacob Van Artevelde dans les années 1330 ou encore le comte Louis de Maele, insistaient sur la restitution des territoires. La politique matrimoniale de Louis, qui maria sa fille Marguerite au duc de Bourgogne Philippe le Hardi (1369), ouvrait une perspective de réunification dans un contexte bien entendu modifié.

Pour dégager la signification de la crise surgie entre le royaume français et le comté de Flandre, sur fond d'évolutions socio-économiques importantes, l'historiographie actuelle ne met plus l'accent sur le heurt entre deux «nations». Certes, il est incontestable que divers aspects indiquent chez les contemporains un processus d'identification et une prise de conscience qui peuvent être interprétés comme «nationalistes». Mais ces signes restent diffus et ne sont souvent que des signaux superficiels de profondes mutations de la société au cours de ces décennies cruciales. Une longue période de croissance économique se terminait en effet et un réaménagement des forces sociales et politiques s'imposait. Il n'est pas étonnant que dans un territoire aussi peuplé, économiquement et culturellement développé que le petit comté de Flandre, ces tensions aient connu une issue dramatique. Les éléments structurels étaient d'ailleurs traversés par des stratégies personnelles et familiales. Le récit eût été différent sans les querelles entre Dampierre et Avesnes, sans les ambitions de Philippe IV, et le fanatisme de ses conseillers, sans les oppositions aiguës entre patriciens et métiers dans les villes flamandes. Il importe cependant de prendre plus de distance à l'égard des faits, pour saisir la signification de 1302 sur le long terme.

A première vue, les grands perdants de toute l'affaire sont la masse des citadins souvent anonymes, bourgeois et gens des métiers qui ont pris part au conflit. En espérant une amélioration de leur sort, avec des ambitions politiques et sociales, avec beaucoup d'enthousiasme et de dévouement – et en fin de compte, une grande déception immédiate. C'est cependant ici qu'émergent les évolutions les plus essentielles pour l'avenir. Même si après 1302 les patriciens haïs sont souvent revenus et s'il fut nécessaire de poursuivre longtemps le combat pour la reconnaissance et la participation, on n'est jamais revenu en arrière.

«1302» est aussi important pour la création d'une idéologie urbaine pré-républicaine. Dans des conflits ultérieurs, les successeurs de Breydel et

De Coninck, souvent anonymes gens des métiers ou bourgeois, parfois citoyens illustres tels Willem De Deken, Zannekin, Jacob et Filip Van Artevelde, Jan Yoens, Frans Ackerman... ont explicitement cherché leur inspiration dans ce que le conflit franco-flamand a pris comme signification : celle d'une force politique de la base, légitimée par l'engagement de citoyens libres.



11 juillet : de la Bataille des Eperons d'Or à la fête de la Communauté flamande

Véronique Lambert*

Caractère du conflit

Peu après l'indépendance belge, les premières études dédiées à la Bataille des Eperons d'Or paraissent. Voisin ainsi que Moke – «*un véritable historien ne nous montrerait qu'une nation, qu'une patrie, qu'une société !*» – interprètent les événements de 1302 comme un conflit national. Duclos également considère la Bataille comme un combat contre la domination française, pour l'indépendance de la patrie. De plus, ce dernier fustige âprement «*les pédants libéraux et les falsificateurs de l'histoire*» qui ont voulu faire du combat de lions flamands un mouvement socialiste.

L'interprétation sociale contre laquelle Duclos réagit anticipativement apparaît pour la première fois chez Funck-Brentano. Cet historien français publie une étude volumineuse et extrêmement complète – quoique très partisane (pro-française) – sur Philippe le Bel en Flandre et interprète le conflit comme une révolte des métiers des grandes villes flamandes contre l'administration d'abord, le gouverneur français ensuite et

* Historienne, Université de Gand.

La première version en néerlandais de ce texte a été publiée dans *Aktief*, juin 2002, comme document introductif du colloque. Traduction *Masereelfonds* revue par l'auteur.

enfin contre le roi de France. On retrouve cette interprétation sociale dans l'œuvre du réputé historien gantois Henri Pirenne, qui fut d'ailleurs le premier à faire une étude critique des sources narratives et à démontrer l'existence de deux versions, française et flamande, des faits. La vision de Pirenne est suivie par Fris, Ganshof, Nowé, Van Werveke et Blockmans. Des Marez, poussant cette version sociale jusqu'à l'absurde, est peu crédible, même pour son maître Pirenne.

Au XX^e siècle, Terlinden avance une interprétation nationale belge. Il soutient que, le 11 juillet 1302, les troupes provenant de toutes les régions de la Belgique accourent à Courtrai pour défendre la liberté flamande, animés par un vague instinct de solidarité nationale (belge). On trouve l'interprétation nationale flamande chez Delfos surtout qui, de plus, s'insurge contre l'interprétation sociale en laissant volontiers la bride à son imagination.

Actuellement, l'excellente étude critique sur la Bataille des Eperons d'Or par Verbruggen peut être considérée comme un ouvrage de référence sur la bataille-même. Comme la dernière phrase de son livre le laisse présager, cette étude n'a pas non plus été épargnée par une vision nationaliste des événements : *«le 11 juillet 1302 a donc joué un rôle important dans notre histoire nationale étant donné que sans cette bataille une Belgique indépendante n'aurait pas été concevable...»*

Recommencer à zéro

L'historien désirant, à l'aube du XXI^e siècle, à la suite de ses nombreux collègues, analyser la Bataille du Groeningekouter n'a d'autre choix que de relire et réexaminer les sources afin d'en dégager les faits épurés de toute interprétation nationale ou sociale. Alors seulement, le développement du mythe pourra être étudié et il ne nous restera plus qu'à conclure que, en Flandre en 1302, nous avons affaire à une situation très complexe.

Le conflit entre le roi de France et le comte de Flandre est, à l'origine, un conflit purement féodal entre le seigneur et son vassal. Au début de la guerre franco-flamande, en 1297, la noblesse flamande prend quasi unanimement le parti de Gui de Dampierre mais quelques mois plus tard à peine, les premiers chevaliers flamands rejoignent le camp de Philippe le Bel, guidés par leur aspiration au prestige, une rancune personnelle contre les Dampierre ou des considérations matérielles. Les patriciens fortunés choisissent le camp du roi de France, espérant trouver en lui un soutien contre la politique de centralisation du comte de Flandre. Ils détiennent le pouvoir dans les grandes villes et désirent le conserver ;

les conditions matérielles sont également déterminantes. Le peuple (en majorité les métiers) prend finalement le parti des Dampierre : n'ayant aucune part au pouvoir urbain, ces groupes désirent être représentés, d'autres veulent surtout préserver les bonnes relations commerciales avec l'Angleterre.

Le choix d'un parti est guidé par des motifs politiques, économiques, matériels et sociaux et non pas par une revendication d'identité, une conscience flamande ou un sentiment national. Des glissements se produisent d'ailleurs constamment. Ces changements de camp sont motivés par les circonstances, les considérations matérielles et opportunistes ou par la peur des représailles. Ni les *Leliaards* (pro-français) ni les *Liebaarts* (pro-comte) ne forment un groupe stable, homogène. Les deux camps mis en présence le 11 juillet 1302 ne peuvent en aucun cas être considérés comme présentant des dénominateurs sociaux, économiques, culturels, féodaux ou «nationaux» homogènes. Comment se fait-il alors que cette bataille soit devenue le symbole national par excellence de la Flandre, et de l'identité flamande ?

La formation du mythe

La réponse à la question posée ci-dessus réside dans l'issue de la bataille : les milices flamandes battent à plate couture l'armée des chevaliers français. Cette victoire est tellement inattendue, tellement impressionnante qu'elle provoque, dans le comté de Flandre, un sentiment de fierté collective. Surtout le fait que les chevaliers français soient battus par les milices urbaines, l'infanterie, fait une énorme impression sur les contemporains et la «libération» du pays par le commun du peuple reste gravée pendant des siècles dans la mémoire collective des Flamands pour devenir un véritable «*lieu de mémoire*». A Bruges ainsi qu'à Courtrai, une fête est organisée chaque année pour commémorer la bataille et les historiens contribuent à la permanence du mythe. L'euphorie de la victoire déferle sur le comté et prend un caractère collectif : les Flamands ont réussi à battre les Français et à les chasser du pays. Le caractère national du conflit prend naissance dans l'euphorie de la victoire. C'est cette vision du conflit qui a des retombées dans l'historiographie. Les historiens choisissent de présenter la Bataille des Eperons d'Or comme une action collective flamande contre la domination française. L'étude des sources médiévales narratives sur les événements de 1302 nous apprend que cette vénération et mythologisation prennent corps peu après les événements. Cette victoire, totalement inattendue provoque une réaction en chaîne, un sentiment de fierté pour cette prestation. Evidemment, ceci a pour résultat que l'opposition entre Français et Flamands est de plus en plus accentuée et que les autres

intérêts mis en jeu par le conflit sont relégués aux oubliettes. Seule la lutte pour le maintien du pays, de la patrie, subsiste dans les mémoires. De cette manière, le caractère national du conflit devient un fait acquis, la Bataille des Eperons d'Or devient progressivement le symbole et le point d'ancrage de l'identité flamande.

Une longue tradition

On trouve les premières traces du mythe de la Bataille des Eperons d'Or en Flandre dans la chronique de Bernard d'Ypres, un moine de l'abbaye de Clairmarais qui couche l'histoire sur parchemin un quart de siècle après les événements. A partir de ce moment, on remarque une tradition ininterrompue dans l'historiographie flamande d'abord, dans l'historiographie belge ensuite. Tandis que les sources les plus anciennes (écrites aux environs de 1308-1310) présentent la rupture du contrat féodal par Gui de Dampierre comme la cause la plus importante du conflit, les chroniqueurs postérieurs relèguent de plus en plus cet aspect féodal et le remplacent petit à petit par la mort de Philippine. Cette fille du comte de Flandre est livrée en 1295 au roi de France et séjourne à la cour jusqu'à sa mort en 1306. Les chroniqueurs prétendent que Philippine a été attirée à Paris et assassinée traîtreusement sur ordre de la terrible Jeanne de Navarre. Suite à cette lâcheté, Gui de Dampierre aurait déclaré la guerre à Philippe le Bel.

La trahison des Français sera de plus en plus mise en avant, tout comme l'aspect populaire et flamand de la lutte. Les anecdotes populaires issues de la tradition orale sont couchées sur papier et contribuent de façon convaincante à la nationalisation de la Bataille.

Au XVIII^e siècle, la Bataille des Eperons d'Or devient un des événements historiques les mieux connus, chargé d'une grande signification, aux proportions mythiques. Breydel et De Coninck sont devenus les figures principales de l'histoire nationale flamande. Après 1792 et l'annexion à la France puis sous Guillaume I^{er}, on exploite volontiers la Bataille des Eperons d'Or pour légitimer la lutte contre la France impérialiste. Après la Révolution de septembre également, la bataille est utilisée comme un avertissement à l'adresse de la France, le voisin puissant qui menace d'annexer le jeune Etat belge. Celui-ci doit se légitimer aux yeux de son propre peuple et des autres Etats. Pour cela, on a recours à l'historiographie nationale et à l'enseignement de l'histoire. On se sert du passé pour justifier la nouvelle situation. Les historiens du XIX^e siècle se servent des événements historiques pour légitimer de nouvelles situations. La Bataille des Eperons d'Or constitue un fait gratifiant, d'autant que, au cours des siècles précédents déjà, l'accent a été mis sur le combat entre

les «Flamands» et les «Français». Rien n'aurait pu mieux servir à démontrer la particularité de la jeune Belgique et à détourner ainsi la menace française. Les histoires nationales publiées au XIX^e siècle disent très peu ou rien sur la Bataille des Eperons en tant qu'événement historique mais tout sur les objectifs des auteurs. L'historiographie belge est teintée d'un romantisme et d'un patriotisme explicites. Historiens, plasticiens et littérateurs ne ménagent pas leur peine pour que les Belges apprennent à connaître leur passé national. La Bataille des Eperons d'Or en tant que «lieu de mémoire» est non seulement diffusée par l'historiographie mais encore par des représentations visuelles telles que la peinture de Nicaise De Keyser (1836). Le signal définitif de la canonisation du 11 juillet 1302 est donné par la publication, en 1838, du roman historique *De Leeuw van Vlaendren* de Henri Conscience – «l'homme qui apprend à lire à son peuple». A partir de cet instant, la Bataille des Eperons d'Or devient le symbole par excellence de l'identité flamande. Grâce à ce livre, l'histoire Flamande jouit d'un regain d'intérêt. Henri Conscience donne à la Bataille des Eperons d'Or son nom et contribue grandement à sa mythologisation. La Bataille des Eperons d'Or pouvait ainsi devenir un des symboles les plus importants du mouvement flamand. Les armes des comtes de Flandre sont adoptées, *De Vlaamse Leeuw* – composé par Hippolite Van Peene et Karel Miry – devient son hymne.

Une bataille devient fête

En 1973, la Communauté culturelle flamande, le prédécesseur du Parlement flamand, choisit la date du 11 juillet comme jour de fête. Cette décision signifie la canonisation officielle de la Bataille des Eperons d'Or qui eut lieu sur le Groeningeveld, près de Courtrai, en 1302. Ce choix est-il historiquement correct ? Non ! Etait-ce un choix logique et évident ? Oui. Les Français ont laissé leurs éperons sur le Groeningeveld ; la victoire flamande a laissé ses traces sur l'histoire. La Bataille des Eperons d'Or est devenue un «lieu de mémoire» indéfectible pour les Flamands, le caractère national de la lutte, une *invented tradition*, une tradition créée de toutes pièces. Dans la mémoire collective du Flamand médiéval, le mythe a pris la forme de la réalité historique. En consignnant cette histoire dans les chroniques, la Bataille a acquis un statut de fait qui sera utilisé au fil des siècles pour légitimer le présent jusqu'au jour d'aujourd'hui.

Bibliographie

- V. LAMBERT, «Réalité et fiction : Les Flamands et la Bataille des Eperons d'Or», in J. Heuclin (ed.), *Actes du Colloque, 1^{ère} journée de la Coordination Universitaire pour l'Etude du Flamand, 16 octobre 1998*, Université Catholique, Lille, 1999, pp. 19-25.
- V. LAMBERT, «De Guldensporenslag van fait-divers tot ankerpunt van de Vlaamse identiteit (1302-1838) : de natievormende functionaliteit van historiografische mythen», in *Bijdragen en Mededelingen betreffende de Geschiedenis der Nederlanden*, 115 (2000), pp. 365-391.
- J. TOLLEBEEK, «La Bataille des Eperons d'Or. Le culte de 1302 et la lutte flamande», voir bibliographie générale de ce numéro des *CM*.
- J-F. VERBRUGGEN, «De historiografie van de Guldensporenslag», in *De Leiegouw*, 19 (1977), pp. 245-272.
- J-F. VERBRUGGEN en R. FALTER, *1302 : opstand in Vlaanderen*, Tielt, 2001.

Les événements de 1302 et leur signification pour le mouvement flamand

Frans-Jos Verdoodt*

Schéma de la situation générale

«Je ne sais à qui je dois ma mémoire».

Cette parole est attribuée à l'essayiste mexicain mondialement connu et prix Nobel, Octavio Paz¹. Elle implique une question, qui se pose évidemment pour le thème qui nous préoccupe ici : qui (ou quel processus) a construit dans la mémoire collective flamande le souvenir de la bataille franco-flamande du 11 juillet 1302 à Courtrai et de la réputée victoire de l'armée flamande. Etant entendu naturellement que les événements de

* Historien - Responsable de l'ADV - *Archief-, documentatie- en onderzoekscentrum voor het Vlaams-nationalisme*. Traduction Dirk Lauwers revue par l'auteur.

Note de traduction : En Flandre, les termes néerlandais *vlaamsvoelend*, *vlaamsgezind* et *flamingant* désignent positivement (le dernier y compris) et *crescendo* un engagement pour la cause flamande. Mais cette terminologie a évolué avec le temps. D'accord avec l'auteur nous avons traduit *vlaamsgezind* par sympathisant flamand ou de la cause flamande. Le terme *flamingant*, visant une catégorie plus ou moins exclusive, est typique du XIX^e siècle.

Dans la même optique *vlaams-belgisch* forme le néologisme «flamando-belge», l'accent étant mis en néerlandais sur le qualificatif belge. Enfin, le terme *deelstaat*, désignant institutionnellement la Flandre d'aujourd'hui a été traduit par *Etat fédéré*.

1. H. PEVERELLI, «Collectieve herinneringen», in *Psychologie*, 17, juillet-août 1998.

1302 sont solidement ancrés dans la mémoire collective flamande : nous ne serions pas réunis ici si cet ancrage n'était pas une donnée importante.

On pourrait partir de l'hypothèse que le mouvement flamand – plus exactement le nationalisme flamand – est l'inspirateur et le mentor de ce souvenir. En d'autres termes, que le mouvement flamand, en tant que mouvement national est le *Selbstversorger* de ses propres fondements historiques et de la conscience nationale qu'il peut y relier. La synergie entre un fait exceptionnel, historique, et la formation d'une image nationale de soi – comprendre nationaliste – est évidente. Cette perception est en plus renforcée par le fait que 1302 aujourd'hui joue un rôle moteur dans la culture commémorative de l'Etat fédéré flamand.

A première vue, cette synergie paraît simple du fait de son évidence. Toutefois, comme on le verra dans cette contribution, la question est plus complexe et plus vaste. D'abord, parce que le concept de mouvement national n'est pas entièrement applicable au mouvement flamand. L'ambition de ce mouvement, notamment l'émancipation culturelle et sociale du peuple flamand, a d'abord coïncidé avec le développement d'un Etat-nation belge et non flamand. Cette origine commune est devenue moins visible et moins évidente avec le temps, mais elle n'a jamais complètement disparu de l'image belge et certainement pas des structures belges. Finalement, la Belgique est aujourd'hui un Etat fédéral et la Flandre un Etat fédéré de fait.

Dans une description schématique, on pourrait présenter 1302 comme la victoire militaire d'un comté de Flandres urbanisé et proto-bourgeois sur son suzerain, le roi de France. La victoire eut pour résultat la séparation définitive du comté, devenu autonome, et du royaume de France. Elle entrava de surcroît les ambitions territoriales françaises sur l'Europe. Dans le comté lui-même, la victoire hypothéqua les anciens rapports de classes.

Depuis largement un siècle et demi, le lien entre 1302 et la mémoire collective flamande est très réel. En témoignent les innombrables publications littéraires, scientifiques, pseudo-scientifiques, hagiographiques et de propagande, de même que les tout aussi innombrables rassemblements, dramaturgies épiques, iconographies et autres chants.

L'entrée définitive de 1302 dans la mémoire collective du peuple flamand se réalisa par le truchement de la poussée du sentiment patriotique belge, dans lequel le mouvement flamand s'inscrivit sans difficulté

à l'époque. Le moment dynamique de ce développement se situe entre 1836 et 1841.

En 1836, le peintre anversois Nicaise De Keyzer présenta à Bruxelles son tableau romantique *De Leeuw van Vlaanderen*. Cette œuvre monumentale devint immédiatement une référence pour l'art romantique belge et pour le patriotisme du jeune Etat belge*. Via un collectionneur britannique, l'œuvre aboutit à Courtrai et y fut inaugurée solennellement en 1841. La toile y disparut lors du bombardement du 21 juillet 1941.

En 1838, Henri Conscience, écrivain anversois et admirateur de l'œuvre de De Keyzer, publia son épopée historique *De Leeuw van Vlaanderen*. Par son œuvre, Conscience situait le passé héroïque de la Flandre dans le même cadre patriotique belge que De Keyzer. Mais le livre suscita surtout de l'intérêt dans les milieux flamingants. Il connut une très grande diffusion et suscita de pléthoriques dérivés plastiques, littéraires et dramaturgiques. Pendant plus d'un siècle, cette résonance s'avéra déterminante pour la formation d'une image dans les cercles du mouvement flamand au sens large. Et même dans la population flamande en tant que telle, car, pour ce qui concerne Conscience, il n'y avait pas de grande différence entre peuple flamand et mouvement flamand. D'ailleurs, on dit de cet auteur qu'il a «*appris à son peuple à lire*», par exemple et notamment à lire l'histoire.

Conscience a de plus doté le mouvement flamand d'une palette étendue de héros, de symboles et de représentations stéréotypées. Entre autres la victoire libératrice des *klauwaerts* (la classe populaire bourgeoise) sur les *leliaerts* (la classe féodale étrangère au peuple). Cette présentation permettait de relier le combat flamand aux évolutions sociales et à la démocratisation des temps modernes.

L'historiographie flamande s'emploie aujourd'hui à démythologiser et démystifier cette représentation pourtant tenace. Mais, «*aucun historien n'est en mesure de résister aux mythes dont un peuple semble une fois pour toutes avoir besoin pour exister, s'identifier et s'affirmer, se défouler et se penser*»².

L'immense réservoir de mythes conservés et condensés, l'émotion historique et l'instrumentalisation idéologique et politique ont mené, il y a près de trente ans, à la canonisation officielle du 11 juillet en le proclamant jour

* *ndlr*: C'est ce tableau qui est reproduit en couverture.

2. D. VAN DEN AUWEELE, «11 juli 1302. De staatsrechtelijke prehistorie van de Guldensporenslag», in P. Trio e.a., *Omtrent 1302*, Universitaire Pers, Leuven, 2002, pp. 13-36.

de fête nationale de l'Etat fédéré flamand³. Cette proclamation fut une décision du Parlement flamand. Elle avait donc un caractère légitime. Depuis lors, outre les initiatives purement flamingantes en rapport avec 1302 (en nombre et combativité décroissants), une véritable chorégraphie politique officielle a vu le jour dans le cadre de ce que nous désignerons ici comme la culture 1302. Celle-ci a de moins en moins des allures rhétoriques et elle a même pris, en 2002, un tour assez banalisé.

Le terme canoniser (qui a été proposé par Jo Tollebeek et Tom Verschaffel dans la problématique 1302) a une double signification : sacraliser et instituer comme norme et point de référence. La complémentarité et la différence entre ces deux significations ne sont pas sans importance.

La première a davantage rapport avec le mélange romantique d'iconographie, d'histoire dramatique et de propagande.

La deuxième a un rapport avec le constat que, en dépit de tout le contexte mythique, il existait un courant souterrain pour une approche historique aussi correcte que possible. C'est ce courant qui a constitué la base d'une approche de plus en plus scientifique au cours des dernières quinze années.

L'année 2002 constitue le sommet de cette évolution. Que ce sommet soit définitif n'est pas certain. La commémoration du 700^e anniversaire a généré de l'intérêt et des moyens pour une analyse critique. La question est de savoir si ces moyens resteront disponibles dans le futur. A défaut de preuve contraire, l'espoir reste justifié.

Le cadre historique du mouvement flamand et 1302 comme instrument

Le mouvement flamand est une composante essentielle de l'histoire de la Belgique. Il est né quelques années après la formation de l'Etat belge. Pris dans son ensemble, il fut à la fois un combat linguistique, un combat social, un combat pour le développement matériel et un combat pour une identité nationale propre. Indépendamment du poids relatif de chacune de ces composantes et des relations entre elles, le mouvement flamand doit en soi être considéré comme un mouvement d'émancipation.

3. La terminologie «*officiellement canonisé*» est empruntée à J. TOLLEBEEK et T. VERSCHAFFEL, dans la *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, Lannoo, Tielt, 1998, partie G-Q, p. 1385. Les termes «*Etat fédéré flamand*» doivent être utilisés ici avec quelque nuance : en 1973, la Flandre (c'est-à-dire la communauté néerlandophone de Belgique) ne disposait que de ladite «*autonomie culturelle*» ; à travers les réformes de l'Etat des années 80, la Flandre a évolué institutionnellement vers un Etat fédéré de fait.

Comme ce fut le cas pour d'autres mouvements larges d'émancipation du XIX^e siècle – par exemple, mouvements ouvriers, mouvements nationaux – le mouvement flamand trouva un bouillon de culture dans le romantisme et la pensée des Lumières. Parfaitement en phase avec ces racines, il sut utiliser le concept historique de «résistance victorieuse contre une situation de domination» comme instrument de mobilisation. Ce faisant, la voie était ouverte pour la schématisation et la formation d'un mythe. Ou, pour le moins, le développement d'un culte puissant.

L'historiographie scientifique – assez récemment – a montré que le phénomène historique exceptionnel 1302 ne peut pas lui-même être considéré comme un élément de lutte nationale, quoique cette interprétation fût bien présente dans les livres d'histoire du passé. Par ailleurs, cette interprétation n'a apparemment pas donné naissance à une mémoire nationale.

Une lutte nationale qui ne donne pas lieu à une mémoire nationale ? Cela semble un paradoxe, mais l'explication réside dans le fait que le courant sous-jacent et profond de la formation consciente d'une nation n'existait pas. Selon l'historien Lode Wils, ce qui existait bien alors, c'était une «cohésion proto-nationale»⁴.

Néanmoins, cette perception – c'est-à-dire l'absence d'une mémoire nationale – va basculer vers la fin du XVIII^e siècle. Cette nouvelle situation est en rapport avec «la construction d'un Etat-nation belge qui va s'accélérer après 1830. Comme les autres nations qui prirent forme à cette époque, la Belgique fut dotée d'un récit propre qui devait légitimer l'existence de la nation et de l'Etat-nation»⁵. Une histoire à soi, une mémoire à soi. On pourrait paraphraser René Descartes : je me souviens, donc j'existe.

L'histoire du comté de Flandre devint *de facto* le cœur de l'histoire officielle de la Belgique. De ce fait, les souvenirs historiques s'inscrivirent dans une même perspective : sauver son existence contre la redoutable France. Les objectifs d'émancipation du mouvement flamand se développèrent ainsi tout au long du XIX^e et début du XX^e siècles dans le cadre généralement admis de l'Etat-nation belge. Quelques voix anti-belges (plutôt isolées) donnaient à la règle son exception. Avec un certain poids politique, seuls les chrétiens-démocrates flamingants et sympathisants

4. L. WILS, «Ons (proto)nationaal verhaal van 1302 tot 2002», in P. TRIO e.a., *op.cit.*, pp. 229-249.

5. J. TOLLEBEEK et T. VERSCHAFFEL, «Helden en herdenkers. De geschiedenis van een romantische mythe en een nationaal symbool», in P. Trio e.a., *Omtrent 1302*, *op.cit.*, pp. 183-205. Traduction CM.

flamands, vers la fin du XIX^e siècle, mirent en question l'attachement inconditionnel à la patrie belge. On estimait ainsi que les gouvernements belges, les élites belges et la maison royale belge étaient principalement et ensemble responsables des graves problèmes sociaux, culturels et économiques au sein de larges couches de la population de Flandre.

Durant la première moitié du XX^e siècle, le cadre «national» belge devint moins évident pour le mouvement flamand. Cette évolution fut liée à une polarisation croissante opposant les sympathisants de la cause flamande pragmatiques d'une part, et les radicaux d'autre part.

Les premiers continuèrent à accepter le cadre belge. Le deuxième groupe considéra que la formation d'une nation flamande autonome était la seule issue possible pour atteindre les objectifs du mouvement. Aussi évolua-t-il très vite vers un antibelgicisme déclaré. Ces flamands radicaux avaient une idée plus claire et vivante de ce qu'ils ne voulaient pas – une nation belge – que de ce qu'ils voulaient – une nation flamande.

La radicalisation des sympathisants flamands a été déterminée par un ensemble d'événements et de situations de la première guerre mondiale. Elle s'est traduite par deux phénomènes intéressants : le frontisme (*frontbeweging*) et l'activisme.

Conséquence du frontisme et de l'activisme sur les rapports entre Etat belge et mouvement flamand

Au début de la guerre, le roi belge avait appelé les Flamands de l'armée à se rappeler 1302 : «*Souvenez-vous, Flamands, de la Bataille des Eperons d'Or*». Mais bon nombre de soldats flamands se sentirent en butte sur le front de l'Yser à diverses formes de mépris et d'incompréhension pour leur langue et leur culture. A cette frustration se greffa le constat que la loyauté flamande envers la Belgique et l'acceptation des souffrances de la guerre ne devinrent pas un atout pour obtenir le soutien des autorités à l'égard des revendications flamandes, qui s'étaient déjà manifestées avec insistance avant le conflit mondial. Ce sont tous ces éléments qui donnèrent naissance à ce qu'on appela le frontisme. L'accaparement rapide de 1302 par les flamingants «trompés», pour mettre des accents «flamands» et pour formuler des revendications «flamandes» fut, après 1918, typique de l'atmosphère dominante de désillusion, d'insatisfaction et de combativité (historiquement fondée).

A l'intérieur du pays flamand s'était produite une deuxième forme de radicalisation du mouvement flamand : l'activisme. Ce courant avait colla-

boré à la *Flamenpolitik* mise en place par l'occupant allemand, qui l'utilisa pour réaliser et même maximiser les objectifs *ad hoc* du mouvement flamand. L'annonce de la scission administrative de la Belgique et l'ouverture de l'université flamandisée de Gand (dite *von Bissinguniversiteit*) sont les exemples les plus connus de ce que l'historiographe Daniel Vanacker a appelé «l'aventure activiste»⁶. On pourrait aussi bien désigner cet épisode comme l'aventure ratée du premier Etat-nation flamand.

Au premier chef, l'activisme donnera naissance à la fracture la plus fondamentale et la plus étendue jamais observée au sein du mouvement flamand.

Face aux activistes il y avait les «passivistes». Ceux-ci refusaient toute collaboration avec l'occupant pour la réalisation des objectifs du mouvement flamand – ou au moins se comportaient «passivement». La plupart d'entr'eux posaient le primat de la résistance flamande-belge contre l'occupant, conformément à l'appel 1302 du roi belge au début de la guerre.

Dans l'entre-deux-guerres, l'opposition activistes/passivistes évolua vers celle, déjà évoquée, entre radicaux et pragmatiques. Beaucoup d'héritiers nationalistes flamands du frontisme choisirent aussi le camps des radicaux. Cette rupture dans les esprits amena l'instrumentalisation de 1302 à suivre des voies divergentes. Les pragmatiques maintinrent le cadre flamand-belge, les radicaux mirent en place un cadre national flamand, principalement anti-belge, pour la culture 1302.

Les radicaux flamands orientèrent la culture 1302 expressément contre la Belgique francisée, accusée de brimer les intérêts élémentaires des Flamands et née (selon eux) sous l'influence des idées néfastes «françaises» qui ont submergé l'Europe depuis les Lumières (centralisme jacobin, libéralisme, modernisme). Tout aussi déterminant fut l'attachement persistant de nombreux radicaux flamands au courant germanophile qui, avant la guerre, était de bon ton dans les milieux intellectuels, mais qui fut compromis par la dureté de l'occupation allemande. Finalement, on dut bien constater qu'une partie du mouvement flamand

6. D. VANACKER, *Het aktivistisch avontuur*, Stichting Mens en Kultuur, Gent, 1991. L'auteur décrit l'histoire de l'activisme à Gand - la ville qui donna le ton en matière d'activisme - et situe cette histoire dans le contexte de la *Flamenpolitik*. L'auteur souligne à raison que l'étude de l'activisme n'est en aucune façon achevée, car «toutes les sources sont encore loin d'avoir été mises à jour» (p. 6).

A propos du frontisme, D. VANACKER a écrit d'autre part une étude qui, jusqu'à nouvel ordre, peut être considérée comme définitive :

De Frontbeweging. De Vlaamse strijd aan de IJzer, De Klaproos, Koksijde, 2000.

se retrouvait dans un courant autoritaire. L'Etat belge y était récusé comme démocratie malade.

Pour l'autre partie du mouvement flamand, la culture 1302 évoluait en synergie avec les institutions belges. Il convient néanmoins d'observer que le discours flamand-belge du XIX^e siècle appartenait résolument au passé. Sous la pression de la culture 1302 alternative, de nouvelles revendications flamandes furent émises avec une force croissante. Cette évolution fut favorisée de surcroît par la réticence et la raideur avec lesquelles la Belgique officielle traita la problématique flamande.

Il est également important de noter que, pendant l'entre-deux guerres, les aspects socio-politiques de 1302, vu comme lutte des classes, reçurent un regain d'intérêt. En témoignent nombre de commémorations organisées par le mouvement socialiste et/ou par les groupes flamingants de gauche qui avaient fait partie du mouvement flamand radical pendant la première guerre mondiale. L'apparition de flamingants révolutionnaires de gauche, tels Jef Van Extergem et Herman Van den Reeck, en est une illustration. Le dernier nommé succomba aux blessures infligées lors d'une confrontation avec la police au cours d'une manifestation du 11 juillet, en 1920, à Anvers.

Pendant la seconde guerre mondiale, bon nombre de nationalistes flamands collaborèrent. Ainsi compromis, ils furent obligés de laisser le mouvement flamand aux mains des sympathisants flamands pragmatiques, essentiellement catholiques. Ceux-ci rétablirent leur cadre flamand-belge. Mais à partir de la fin des années 50, les nationalistes flamands reprirent en influence. C'est ainsi que la culture 1302 alternative fut rétablie, bien que la ferveur anti-belge d'avant-guerre ait quelque peu disparu. Le développement d'un mouvement politique national flamand voulant réaliser les objectifs du mouvement flamand en s'inscrivant loyalement dans la tradition parlementaire belge a joué à ce propos un rôle déterminant. La mise en œuvre de l'autodétermination fédérale flamande dans tous les domaines de la vie sociale est au centre de ce processus.

Cette poussée a finalement abouti à la fédéralisation de l'Etat belge. Elle fut déterminée également par l'intérêt croissant des partis traditionnels (catholique, libéral, socialiste) pour le processus d'auto-détermination flamand, de même que par l'émergence de la revendication autonomiste en Belgique francophone.

Conclusion

Existe-t-il chez le flamand moyen une conscience nationale ? Aucune étude scientifique multidisciplinaire (historiographique, sociologique, socio-économique) ne donne une réponse convaincante, ni en démenti ni en confirmation. Mais il est évident que la culture 1302 est l'un des courants souterrains les plus profonds de ce que l'on pourrait pour le moins appeler une tendance à vivre cette conscience nationale.

Il faut également tenir compte du fait qu'une conscience flamande fonctionnelle a vu le jour. Car le processus de fédéralisation en marche depuis les années 1970 a abouti à l'existence de fait d'un Etat fédéré flamand. Cette institution a emporté dans ses bagages la culture 1302. Cette décision se comprend, car la mémoire collective joue un grand rôle dans la formation d'une société. Qu'elle ait voulu par là contribuer également au renforcement et au développement d'un mythe est une question ouverte à laquelle le bilan des commémorations en 2002 peut donner une réponse provisoire.

En 1973, le pouvoir flamand a canonisé 1302. Cette décision fut influencée par le fait que la commémoration de 1302 était la seule grande messe à caractère pluraliste et légitimé que pouvait lui offrir le mouvement flamand. De plus, cette décision avait un caractère d'agrégation mutuelle, nécessaire au bon fonctionnement des institutions.

Les deux légitimations, la parlementaire et l'effective, se sont mutuellement renforcées. *A contrario*, on peut se référer au statut de la Tour de l'Yser. Ce monument fut reconnu par la majorité du Parlement flamand comme mémorial de l'émancipation flamande, mais cette reconnaissance n'a de fait jamais été reconnue par de larges couches de la population. Ceci est un constat, et non un jugement de valeur.

La culture 1302 du mouvement flamand est redevable au cadre belge du XIX^e siècle. En cours de route, cette culture a joué un rôle «flamand» autonome, utile au développement du mouvement flamand lui-même. Cette culture a signifié plus qu'un examen de conscience cyclique des objectifs et des résultats. Elle a procuré les éléments de base essentiels pour une culture de combat s'adossant aux mouvements nationaux. Et enfin elle a rempli le rôle de catalyseur de conceptions, d'arrière-plans, de tendances et d'objectifs divergents. De plus, la continuité de cette culture a fonctionné comme moteur de l'expansion du mouvement au XIX^e siècle.

Le mouvement flamand a utilisé la culture 1302 comme instrument de son propre développement. *Ipsa facto*, toute réflexion critique et démy-

thifiante se voyait exclue par avance. Les tentatives d'organiser une démarche scientifique à partir du mouvement flamand lui-même ne portèrent jamais loin, car elles ne constituaient pas vraiment une option.

Cette situation va sans doute fondamentalement évoluer par la transmission de cette culture à la communauté flamande d'aujourd'hui, à bien des égards émancipée. Les nombreuses études, conférences et colloques organisés à l'occasion de la commémoration de 2002 ont montré que la «*via regia*» vers une conscience de soi était entièrement ouverte. Mais il faudra quand même attendre un peu pour le confirmer avec certitude.

A mon avis, la question de savoir pourquoi il n'y eut – presque – jamais de résistance pacifiste importante contre cette fatalité romantique de canoniser une guerre comme fête nationale devrait aussi faire partie de cette conscience critique. Plus heureusement, face à cela, il y a le constat que 1302 est de plus en plus commémoré et repensé comme tableau d'une époque dans lequel sont imbriqués nombre de composants politiques et socio-économiques qui complètent l'image. Si le mouvement flamand veut assumer son rôle de mouvement complet d'émancipation, il devra rester attentif aux nombreux aspects, contenus et significations de 1302.

La question du romantisme néo-flamand et la place de 1302 à travers l'exemple de la Flandre française

Benoît Mihaïl*

Le néo-romantisme flamand, ou romantisme néo-flamand, peut être défini comme l'évocation du passé prestigieux des anciennes Flandres dans les arts, les lettres mais aussi le discours politique, dans le contexte du réveil des nationalités au XIX^e siècle. Le mouvement romantique qui se développe au lendemain de la période révolutionnaire réagit en effet à l'idée d'une culture normalisée, universelle, telle que prônée par la philosophie des Lumières. A celle-ci, il oppose une approche relativiste, souligne l'importance des traits propres à chaque peuple, chaque région. D'où un goût prononcé pour l'histoire et l'étude des restes du passé. Cette quête de racines s'accompagne d'une intense production «historici-✓ste», c'est-à-dire de discours et d'œuvres exaltant les vertus des périodes anciennes et les proposant en modèles – ou contre-modèles : le recours à l'histoire pour asseoir la légitimité de l'Etat et des valeurs bourgeoises de la société nouvelle¹.

* Historien et historien de l'art – Docteur ULB 2003.

1. Il existe de nombreux ouvrages sur ce sujet. Citons, parmi les titres récents : H. SCHULZE, *Etat et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris, 1996 (traduit de l'Allemand) ; J. LEERSSEN, *Nationaal denken in Europa. Een cultuurhistorische schets*, Amsterdam, 1999 ; B. KRULIC, *La nation. Une idée moderne*, Paris, 1999.

Avec les progrès de l'histoire culturelle, ce patrimoine méconnu a retrouvé une certaine actualité. Depuis quelques années, les chercheurs portent un regard nouveau sur ces érudits, romanciers, peintres ou architectes dont on a longtemps négligé le rôle idéologique. En Belgique, les historiens flamands se montrent à cet égard très dynamiques, sans doute à cause de la richesse du patrimoine lié à la passion du XIX^e siècle pour les Pays-Bas du Moyen Age et de la Renaissance. La plupart de leurs travaux ont soin de souligner la dimension patriotique belge de ce processus ; pour la classe dirigeante francophone, la renommée artistique de la Flandre est explicitement considérée comme un facteur de renforcement de l'identité nationale, sans guère de concession au mouvement flamand émergent. Le cas de la Bataille des Eperons d'Or est exemplaire de cette ambiguïté, puisqu'en 1906 encore, malgré les progrès du flamingantisme, le monument commémoratif de Courtrai (œuvre de Devreese et Verhelle) présente une dimension nationaliste belge incontestable². Plusieurs historiens ont au contraire tenté de mettre en évidence ce qui relève réellement d'une politique culturelle du mouvement flamand. Ils ont étudié ses progrès à partir de la fin du siècle puis la dérive radicale, anti-belge, de certains militants dans la première moitié du XX^e siècle³.

Ceci ne signifie pas pour autant qu'il ne reste rien à étudier, bien au contraire. De nombreuses personnalités, les milieux érudits, les interactions entre les artistes et leurs commanditaires, d'autres choses encore mériteraient davantage d'attention. Ces lacunes freinent une approche globale du problème, et limitent donc les possibilités d'études comparatives, car on oublie trop souvent que l'historicisme et le nationalisme, y compris flamand, s'inscrivent dans un contexte international. Dans cette communication, nous voudrions l'illustrer par une courte présentation de la question de la Bataille des Eperons d'Or vue de la Flandre française, cette partie détachée des Pays-Bas au XVII^e siècle et qui a connu, elle-aussi, la redécouverte du passé régional puis la naissance d'un (timide) courant régionaliste. Ceci nous permettra non seulement de donner une portée plus grande à la problématique du romantisme néo-flamand, mais aussi d'amorcer une réflexion sur la nature de ce romantisme lui-même.

2. Contentons-nous de signaler les travaux, communs ou individuels, de Jo TOLLEBEEK et Tom VERSCHAFFEL ; une petite bibliographie accompagne leur article «Helden en herdenkers. De geschiedenis van een romantische mythe en een nationaal symbool». Voir bibliographie générale de ce numéro des CM.
3. Citons juste M. BEYEN, *Held voor alle werk : de vele gedaanten van Tijn Uilenspiegel*, Anvers, 1998 (il faudrait y ajouter d'autres études de cet auteur), et la contribution de F-J. VERDOODT ci-avant.

En 1936, le critique d'art gantois Paul-Gustave Van Hecke (1887-1967) écrit qu'en Flandre, ce mouvement est parti d'Henri Conscience pour devenir au XX^e siècle un mysticisme raciste et dangereux⁴. On ne peut s'empêcher de songer au sous-titre français d'un livre fameux du philosophe Isaiah Berlin (*le Bois tordu de l'humanité* – 1959) : *Romantisme, nationalisme et totalitarisme*. La formule a le mérite de poser des questions souvent laissées de côté : quand et comment disparaît l'idéal romantique ? Peut-on encore parler de romantisme pour désigner l'instrumentalisation du passé dans les années 1930 et 40 ? Afin d'esquisser une réponse, parcourons l'évolution du sentiment régional en France à travers trois phases successives que nous qualifierons, pour les besoins de l'analyse, de romantique, régionaliste et enfin moderne ou fédéraliste.

L'époque romantique

Au XIX^e siècle, le nationalisme français se construit selon une double logique parfois contradictoire mais souvent complémentaire. La tradition de 1789 encourage une conception abstraite de la patrie, fondée sur la foi en certaines valeurs ; c'est le «*plébiscite de tous les jours*» défini par Ernest Renan dans sa fameuse conférence sur la nation, prononcée après la guerre franco-prussienne et conçue par opposition à la conception germanique, fondée sur les critères ataviques chers à Herder ou Fichte. Celui-ci a pourtant considérablement nourri la pensée politique française, avant et après 1870. Dès la Restauration, l'historiographie libérale, représentée notamment par Augustin Thierry et Jules Michelet, vise à réconcilier les Français autour du culte du passé, du folklore populaire. En province, les érudits se penchent sur l'histoire régionale sans autre souci que de raffermir l'identité nationale⁵.

Le département du Nord, où se trouve la partie de la Flandre devenue française, n'échappe pas à la règle, sauf que l'existence d'une autre Flandre, étrangère celle-là, conduit à des aberrations dans le discours des historiens français. En majorité, ils tâchent en effet de souligner

4. «*Quand en aura-t-on fini avec ces rodomontades prétentieuses et sottes à propos d'un passé glorieux, pour lequel nous n'avons rien fait, et qui se manifestent précisément au moment où nous nous comportons d'une manière si éloignée et indigne de ce passé*» ; VAN, «*Het vlaamsche 'Heldenras' in het gedrang !?*», *Vooruit*, 2 février 1936. Traduction CM.
5. Sur ces sujets, ajoutons aux titres déjà cités T. TODOROV, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, 1989 ; S. BANN, *Romanticism and the rise of history*, New-York, 1995 ; M. GAUCHET, «*Les 'Lettres sur l'histoire de France' d'Augustin Thierry*», dans P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, 1997, pp. 787-850.

l'unité précoce du pays en présentant les «voisins» comme des ennemis⁶. Dans son *Tableau de la France* (1833), Michelet signale par exemple «notre bonne et forte Flandre» parmi les terroirs français, mais lorsqu'il évoque l'histoire de la nation, la même région devient extérieure, et dangereuse. Il fait même allusion au désastre des Eperons d'Or lorsqu'il aborde la question des communes riches et peuplées : la noblesse française a eu tort de «mettre le pied sur ces fourmillières» ; les Flamands en sont sortis armés jusqu'aux dents et ont décimé sa cavalerie.

Les deux voies de l'érudition savante

Réunis au sein de sociétés savantes nombreuses et influentes, les érudits locaux ne partagent pas tous cette façon de voir. On constate ainsi l'existence d'une conception plus provincialiste, légitimiste en fait, de l'histoire régionale. Son principal foyer est le Comité flamand de France, créé à Bailleul au milieu du siècle. «*Moedertaal en Vaderland*» est sa devise, mais il s'agit surtout de cultiver la singularité provinciale par l'étude des archives ou des traditions populaires – Jacob Grimm, l'éminent folkloriste allemand, est membre honoraire (comme Conscience et beaucoup d'autres Belges⁷). Les membres sont catholiques et bien souvent légitimistes ; leur goût du passé reflète une certaine nostalgie de l'Ancien Régime mais aussi un attachement au respect des libertés locales – d'où la défense de la langue flamande, perçue comme le creuset de l'identité régionale. Animé par ces convictions, Edmond de Coussemaeker (1805-1876), fondateur et premier président du Comité, devient le plus grand folkloriste de la Flandre française et un artisan majeur de la «redécouverte» du passé régional oublié⁸. Patriote sincère mais adversaire du centralisme, il exprime sans honte son admiration de la résistance des communes flamandes au XIV^e siècle, pour la défense de leurs libertés.

Son cas est loin d'être isolé. A Dunkerque, un ancien épicier, Victor Derode (1797-1867), fonde la Société dunkerquoise pour l'encourage-

6. Voir S. CITRON, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, 2^e éd., Paris, 1991.

7. A. WITHOECK, «Proeve tot typologie van de Belgische leden van het Comité flamand de France, 1853-1914», *De Franse Nederlanden/ Les Pays-Bas français*, 1994, pp. 116-39. Que l'on nous permette de renvoyer également à notre thèse de doctorat pour de plus amples informations sur les groupes et personnes cités ici : B. MIHAIL, *Le «Néo-Flamand» en France. Un passé régional retrouvé et réinventé sous la Troisième République*, A. Dierkens (dir.), ULB, 2003.

8. Voir notamment R. DEBEVERE, «Edmond de Coussemaeker (1805-1876), een belangrijke Frans-Vlaming», *Ons Erfdeel*, XII/2, 1968, p. 105-14, XII/3, p. 87-94 et XII/4, pp. 100-5.

ment des sciences, des lettres et des arts, où le passé flamand bénéficie de la même attention ; Derode utilise ainsi un argument récurrent au sein des mouvements régionalistes, celui du raffinement (de la bourgeoisie flamande) opposée à la barbarie (des soldats français)⁹. En outre, malgré les petits dérapages de ce genre, cette attitude bénéficie des encouragements du pouvoir central, attaché à une meilleure connaissance du passé des provinces qui constituent la grande nation. *Les Chants populaires des Flamands de Flandre* de Coussemaker, publiés à Gand en 1856, apparaissent ainsi comme un modèle à suivre par les autres provinces.

Progressivement, dans le sillage de Michelet, une tendance proprement républicaine de la redécouverte du passé régional se développe au point de presque devenir une doctrine officielle sous la Troisième République. On peut parler ici de nationalisme des petites patries, la connaissance de ce qui est familial, le village ou la province, étant supposée raffermir le patriotisme. En résulte une vision bien française et souvent centralisatrice de la province et des événements qui s'y rapportent¹⁰. En Flandre française, le chanoine Chrétien Dehaisnes (1825-1897), archiviste, enseignant, lui donne ses lettres de noblesse dans d'innombrables écrits qui célèbrent autant la spécificité de la région que son amour de la patrie. Ceci le conduit à prendre de surprenantes libertés avec l'histoire flamande. Un article de 1872 propose ainsi un curieux historique de la Flandre dans lequel le XIV^e siècle est pratiquement escamoté. Dehaisnes entend prouver que la Flandre (française) s'est toujours sentie française ; il n'hésite pas à dire que cet attachement de plus en plus grand à la France grandit sans interruption depuis la fin du XII^e siècle, de sorte que la Bataille des Eperons d'Or se voit reléguée aux oubliettes¹¹.

Le réveil régionaliste du tournant du siècle

En France, l'intérêt pour la diversité culmine au tournant du siècle avec la naissance du régionalisme. A la fois refus de l'uniformisation de la société et revendication de la richesse provinciale, ce mouvement porté par la Fédération régionaliste française (apparue en 1900) vise à obtenir une décentralisation des pouvoirs, mais concentre l'essentiel de son

9. Cf. R. GALAME, «Les origines dunkerquoises du Comité flamand de France», *Revue de la Société dunkerquoise d'histoire et d'archéologie*, 1994, pp. 143-57.

10. A-M. THIESSE, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, 1997.

11. Ch. DEHAISNES, «Esquisse historique du département du Nord avant 1789», *Bulletin scientifique, historique et littéraire du département du Nord et des pays voisins* (Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Ardennes, Belgique), IV, 1872, pp. 91-4.

attention au domaine culturel¹². Sur le plan de la défense du passé régional, il présente deux traits majeurs : une accentuation du nationalisme des petites patries et une lassitude croissante de l'histoire positiviste défendue par les érudits du XIX^e siècle.

Le triomphe d'un nationalisme traditionaliste

Le régionalisme perpétue le culte de l'histoire entretenu à l'époque romantique et le renforce grâce aux progrès de la connaissance sur l'histoire et l'art flamands de France. Jean Chocqueel, un poète régionaliste de Bergues, raconte avoir passé sa jeunesse à rêver de Communes, de Gueux et de chevaliers aux éperons dorés¹³. En 1900, cette ville parfois présentée comme la Bruges de Flandre française organise un grand cortège historique dans la pure tradition romantique. A l'occasion de la Procession du Millénaire de Saint-Winoc, des chars et des personnages en costume d'époque défilent dans les vieilles rues pour retracer l'histoire de la cité depuis le Moyen Age. Sur la façade de l'église Saint-Martin, où s'achève la procession, une image du lion de Flandre est attachée avec l'inscription «*Vlaenderen den Leeuw*». Elle est vue et appréciée par tous les pèlerins et les notables présents (dont neuf évêques), sans que personne n'y voie une manifestation d'irrédentisme¹⁴. Derrière maintes manifestations «régionalistes», se cache en fait la même conception unitariste de l'identité française qu'au XIX^e siècle. On le remarque bien au travers des pages du *Beffroi*, la principale revue régionaliste du Nord à la Belle Epoque. En 1904, elle publie «Triptyque flamand», un poème de Charles Droulers (1872-1945) en trois parties sur la Bataille des Eperons d'Or : les matines de Bruges, avant la Bataille, l'*ost* de Flandre. L'auteur, jeune patron de l'industrie lainière et écrivain à ses heures perdues, y évoque le triomphe des Flamands sans pour autant manifester de haine à l'égard des Français.

Le traitement de l'événement rappelle celui d'une autre bataille, antérieure : celle de Bouvines en 1214. Parce qu'il s'agit d'une victoire aux enjeux diplomatiques majeurs, la seconde bénéficie évidemment d'une publicité bien plus considérable – c'est un véritable «*lieu de mémoire*»

12. A-M. THIESSE, *Ecrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Epoque et la Libération*, Paris, 1991 ; J-F. CHANET, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, 1996.

13. J. CHOCQUEEL, «Vieux Bergues. Il me souvient ...», *Le Beffroi*, n°3, septembre 1919, pp. 5-7.

14. L. HARRAU, *Histoire politique & religieuse de Bergues-Saint-Winoc depuis son origine jusqu'à nos jours*. Deuxième partie, Bergues, 1912, p. 143.

de l'identité française¹⁵. Toutefois, les érudits de Flandre française veillent toujours à replacer la bataille dans le contexte de l'époque. Beaucoup la décrivent comme un épisode douloureux pour la région mais nécessaire à la construction de la nation ; l'absolutisme royal et la perte de privilèges qui en ont découlé ont servi à garantir l'unité¹⁶. Ni haineux, ni méprisants pour les vaincus, ils soulignent la bravoure des Flamands, n'hésitant pas, comme ces deux jeunes catholiques de passage à Bouvines dix ans avant la Grande Guerre, à rappeler qu'ils demeurent prêts à faire preuve de la même énergie pour combattre les nouveaux ennemis de la France¹⁷.

La critique de la conception du passé issue du XIX^e siècle

L'autre aspect propre à cette époque s'apparente davantage à une contestation. En marge voire au sein du nationalisme des petites patries, certains militants régionalistes s'inscrivent en porte-à-faux avec l'historiographie romantique. Ils critiquent la manie de faire l'histoire des personnages célèbres, d'institutions ou d'événements, puis de les placer dans un schéma chronologique linéaire. Lassés par les grandes évocations historiques, ils préfèrent la culture populaire ainsi que la nature. Beaucoup appartiennent à la frange contestatrice de la droite catholique, et leur action correspond à un rejet beaucoup plus large de l'héritage romantique : sa religiosité superficielle, son goût du pittoresque vain, ses tourments. Leur sentiment d'identité (nationale ou régionale) se veut plus humain, concret, organique presque¹⁸. On en trouve l'expression jusque dans les arts, avec par exemple, en Belgique, les écrits de Stijn Streuvels ou les constructions bucoliques de l'architecte Josef Viérin (1872-1949), auteur de la maison du précédent mais aussi du modeste monument du champ de bataille de Courtrai.

-
15. Voir le classique de G. DUBY, *Le Dimanche de Bouvines*, Paris, 1973.
 16. DEFOSSE, «Les batailles de Bouvines, de Denain & d'Hondschoote», *Mémoires de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts*, XXII, 1881-83, p. 69.
 17. H. de MALLERAY, «Bouvines. Champ de bataille et souvenir», *Revue de Lille*, XXIII/1904-5, p. 577-95. La *Revue de Lille* est l'organe très droitier de l'université catholique. Charles Droulers, le poète précité, évoquera plus tard avec nostalgie cette époque de fièvre nationaliste dans «Les chefs du Nord à Bouvines», *Septentrion*, 1927, pp. 375-9.
 18. Sur ce sujet, il faut signaler les ouvrages de Zeev STERNHELL, dont *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, nulle éd., Paris, 2000 (bibliographie mise à jour).

En France, un acteur majeur de ce mouvement est le critique d'art Camille Mauclair (1872-1945). Après avoir défendu le post-impressionnisme, celui-ci s'investit dans la critique de la civilisation du XIX^e siècle et devient un chantre du respect de la tradition française comme rempart à la décadence ambiante. On peut juger la nature de sa démarche à partir du petit recueil de nouvelles qu'il publie en 1905 : *Trois femmes de Flandre*. Le texte débute par la confession de son admiration infinie pour le passé et les monuments de la Flandre, à qui il s'adresse directement, comme à une personne vivante. Mais le voici qui précise ensuite que le temps de l'évocation de ces sujets est révolu : «*Tes heures de guerre sont finies, Flandre des éperons d'or, et tes héros sommeillent. Tu fus la lice sanglante de l'Europe et maintenant tu es retournée à la paix, à l'abondance, et le sourire de tes vergers est frais et clair comme les cheveux et les yeux de tes enfants. Cependant tu restes attachée à ton passé médiéval par ton mysticisme autant que par tes ripailles. Tu es sombre, obstinée, rigide, autant que joviale, sensuelle et dévote, frondeuse et béate, émaciée et grassouillette, triviale et pensive. Tu es un être complexe et passionnant, et la nervosité, la hantise, la superstition, l'émoi du viol et du sang, vivent sous ta chair heureuse*»¹⁹. Et effectivement, son livre évoque simplement les tracas quotidiens de trois femmes de Flandre à l'époque contemporaine. Las des artifices du retour au passé, Mauclair entend démontrer que les valeurs associées aux grands événements se retrouvent chez les plus humbles des hommes d'aujourd'hui. Tout Flamand a un Breydel ou un Robert de Béthune qui sommeille en lui.

Le critique parisien ne s'intéresse qu'à la Flandre belge. On retrouve toutefois les mêmes caractéristiques dans le Nord. En 1912, M^{me} Eli de Wissocq, une poétesse militant au sein du régionalisme contestataire, prononce à la Société normande de géographie une conférence sur «*l'âme flamande*». Point d'histoire glorieuse ici, ou d'artistes célèbres. L'auteur s'intéresse aux habitants et à leur nature profonde. Elle y insiste en particulier sur l'amour farouche des libertés propre à la population, et les Français sont vivement critiqués. Seule la foi, explique-t-elle, a permis la victoire des Eperons d'Or. «*C'est en lions qu'ils se défendirent contre la rage des français [sic] sacrilèges qui saccageaient et brûlaient leurs églises et leurs reliques*»²⁰. De tels propos ne doivent pas être assimilés à un rejet de la France. M^{me} Eli de Wissocq se conforme à une interprétation courante de la bataille au sein des catholiques flamands de

19. C. MAUCLAIR, *Trois femmes de Flandre*, Paris, 1905, p. IV.

20. M^{me} de WISSOCQ, *Conférence sur l'âme flamande, faite à la société normande de géographie*, Rouen, 1912, p. 35.

Belgique (contre les théories de Pirenne ou du Français Funck-Brentano) mais aussi à un rejet ancien des catholiques français à l'encontre du règne de Philippe le Bel. En outre, sa conférence s'inscrit dans le contexte des «lois scélérates» sur la séparation entre l'Eglise et l'Etat, un processus particulièrement difficile dans le Nord. Elle illustre enfin la dérive d'une partie du nationalisme français vers une mystique de l'atavisme. Les Flamands ont, comme les Bretons, l'image d'un peuple resté vrai, ancré dans son terroir, au contraire des citadins cosmopolites de Paris ou de la France méridionale.

Après la Grande Guerre

Cette conception ultra-nationaliste a son revers, dans la mesure où l'exaltation de la singularité provinciale peut conduire à une rupture plus nette avec le modèle national construit depuis un siècle. L'invasion de 1914 est sans doute le facteur déterminant d'une crispation des idées de ce genre : la rupture avec l'héritage romantique franchit un pas supplémentaire.

Du côté républicain

On sait à quel point la guerre marque un tournant pour le mouvement flamand. Un puissant vent de révolte souffle sur lui qui entraîne une partie de ses militants vers la haine de la Belgique et un nationalisme sans concessions. Ceci discrédite largement la cause auprès des régionalistes français, désormais convaincus que le flamingantisme dissimule une volonté de collaboration avec l'Allemagne. Le culte de la petite patrie dans le Nord en souffre-t-il pour autant ? A vrai dire, la méfiance envers l'attrait germanique du mouvement flamand est antérieure à la guerre, qui ne fait que renforcer les convictions de ses détracteurs²¹. Quant aux autres, leur vive déception au lendemain de la guerre fait place à une attitude plus nuancée, dès lors que la réflexion sur l'identité française poursuit son exploration de l'argument déterministe. Ceci apparaît clairement dans l'évolution d'une revue publiée à Dunkerque après 1919, qui reprend le nom d'un organe précité: *le Beffroi* – bientôt *Beffroi de Flandre*. Le propos traduit d'abord l'aigreur des régionalistes français trahis par leurs frères de Belgique. «Où sont donc les protestations d'amitié toutes platoniques d'autrefois ? Les 'flamingants' belges nous juraient qu'ils cultivaient uniquement les lettres et les arts. Nous les avons écoutés volontiers et nous leur avons dit que, nous aussi, nous aimons le flamand 'pour lui-même'». Quelques numéros plus loin, le même

21. Voir à ce propos B. DONCKER, «Les prétentions allemandes sur les Pays-Bas français», *De Franse Nederlanden/ Les Pays-Bas français*, 1976, pp. 31-39.

auteur, Gaston Barbez, répète pourtant ses exhortations à une France moins centralisatrice et prône le respect de la langue flamande ! Il avance l'argument du sacrifice consenti par les Flamands de France durant les hostilités afin de démontrer leur patriotisme indéfectible. Il n'hésite pas alors à célébrer les vertus de la race flamande, donnant pour exemple «*Conink et Bredel*», les deux héros de 1302, dont les noms sont mal orthographiés – comme souvent de ce côté de la frontière²².

Son attitude rejoint celle du plus important militant régionaliste, sans doute, de la Flandre française : le chanoine Camille Looten. Président du Comité flamand de France et professeur de littérature à l'université catholique de Lille pendant cinquante ans, c'est un des principaux défenseurs de la culture flamande en même temps qu'un patriote sincère²³. Dès 1919, il s'efforce de rappeler l'importance du respect du passé et des traditions qui constituent les racines du peuple ; en même temps, c'est à lui qu'une association comme Pro Westlandia doit d'avoir perdu tout crédit dans le Nord, à cause de l'attitude d'August Borms pendant la guerre²⁴. Plus tard, à l'occasion du centenaire du *Lion de Flandre* de Conscience, il publie dans le *Bulletin du Comité flamand de France* une mise au point qui rappelle le propos de Van Hecke cité au début. Il s'agit en effet d'une dénonciation de la dérive de certains militants à partir de l'exemple de la Bataille des Eperons d'Or. Sans renier le rôle fondateur de la Bataille qu'il admire toujours pour l'héroïsme des Flamands, il met en garde contre la tendance croissante de ceux qu'il appelle «*les doctriinaires de l'hitlérisme*» à y voir l'expression d'une guerre de deux races, latine et germanique. La notion de race, écrit-il, ne correspond à aucune réalité vérifiable, dans la mesure où les peuples d'Europe ont commencé à fusionner dès le IV^e siècle : au Nord, les Francs et les Gallo-romains ; au Sud, les Goths, Wisigoths, etc., avec les populations gréco-latines de la Provence – quelques siècles plus tard, il est devenu impossible de les distinguer²⁵.

22. G. BARBEZ, «Flamands de France», *Le Beffroi. Revue mensuelle d'action régionaliste de la Flandre française*, n°1, 15 juillet 1919, p. 9. Barbez dirige par ailleurs le *Journal de Bergues*.

23. M. NUYTENS, *Camille Looten (1855-1941) – Priester, wetenschapsman en trans-regionalist*, Louvain, 1981.

24. M. NUYTENS et M. SOMERS, «Een nieuwe kijk op Pro Westlandia», *De Franse Nederlanden/ Les Pays-Bas français*, 1984, pp. 45-64.

25. C. LOOTEN, «Le centenaire du *Leeuw van Vlaanderen*», *Bulletin du Comité flamand de France*, 1937-39, pp. 201-4.

La voie du radicalisme

La critique de Looten ne s'adresse pas aux flamingants de Belgique. Elle concerne la frange radicale du régionalisme de Flandre française, celle qui se sert d'événements comme la Bataille des Eperons d'Or pour assouvir une haine virulente du centralisme parisien et de la culture méridionale censée dominer l'Etat – un vieux thème qui connaît un regain d'actualité dans le contexte délétère de l'entre-deux-guerres. Ces idées sont diffusées par les héritiers des contestataires du début du siècle, souvent issus de l'extrême-droite catholique. Tout aussi patriotes qu'eux, ils radicalisent le rejet du romantisme et du cosmopolitisme, produit de l'influence des races latines qui représente également le centralisme stérile, la paresse des élus et le parlementarisme²⁶. Les condamnations de l'activisme belge cèdent bientôt la place à des critiques sarcastiques sur les excès de la peur et de la haine que ce mouvement, dont la plupart méconnaissent l'importance, engendre auprès des élites francophones. Cette attitude conduira certains à un cautionnement du régime de Vichy, d'autres à l'admiration de l'Allemagne nazie. Car ce mouvement est ambivalent. Il rassemble, pour simplifier, deux tendances étroitement mêlées : l'une contestataire, à défaut d'être vraiment révolutionnaire, l'autre ultra-conservatrice.

Les contestataires fédéralistes

La contestation se construit sur le rejet de l'unité sacrée forgée durant la Grande Guerre, celle-ci n'apparaissant comme rien d'autre qu'une boucherie inutile. Dans le *Mercur de Flandre*, principal organe de cette tendance atypique au début des années 20, un article dénonce par exemple le culte claironnant de la Bataille de Bouvines. Ses militants appartiennent en général à des classes fragilisées ou marginalisées, comme la petite bourgeoisie ; ils cultivent le mécontentement de la population face aux problèmes logistiques de la reconstruction des villes dévastées – en partie abandonnée à l'ennemi en 1914, la Flandre est écrasée d'impôts et pourtant les décideurs du Midi ne se préoccupent guère de son sort. Ils procèdent également à une révision de la conception de l'héritage du passé, qu'ils instrumentalisent sous le prétexte de le rendre plus accessible. Un ancien fonctionnaire, Georges Blachon (1857-1941), se fait ainsi le chantre des vertus de la race flamande, seule dépositaire de la gloire des ancêtres francs qui ont créé la France après l'effondrement de l'Empire romain. Son principal ouvrage, *Pourquoi j'aime la Flandre* (1922), remporte un succès relatif puisqu'il est réédité et traduit en néer-

26. Pour une vision plus large de ce problème, voir P. BIRNBAUM, *La France aux Français – Histoire des haines nationalistes*, Paris, 1993 ; mais aussi G. NOIRIEL, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, 1999.

landais par Stijn Streuvels. Il semble avoir certaines relations au sein du mouvement flamand, mais le Belge qu'il admire par dessus tout est l'historien Godefroid Kurth (1847-1916), dont il reprend, en la caricaturant la théorie sur le rôle fondateur des Francs.

L'intérêt, si l'on peut dire, de son œuvre, est précisément cette simplification qu'il fait subir à des idées jusque là encore ancrées dans le modèle historiographique hérité du positivisme. Le passé n'est utile que s'il sert la cause du régionalisme contestataire. Un épisode révélateur à cet égard est la campagne qu'il mène, en vain, pour faire surmonter le beffroi de Bailleul reconstruit d'un lion de Flandre et non d'une sirène, comme indiqué dans les documents anciens²⁷. Peu importe l'histoire, c'est d'un lion dont le mouvement flamand moderne a besoin. Mais bien que pacifiste et anti-républicain, Blachon continue toutefois de célébrer la Flandre des Eperons d'Or dans une optique nationaliste. La question de la langue le préoccupe peu, et il n'a aucun programme politique sérieux. Il appartient à l'un de ses jeunes admirateurs, l'abbé Jean-Marie Gantois (1904-1968), de tirer les conséquences de son discours. Les débuts de cet ecclésiastique turbulent se situent dans la mouvance du *Beffroi de Dunckerque*, dont la ligne éditoriale subit son influence dès le milieu des années 20. Ici puis dans d'autres feuilles confidentielles comme le *Lion de Flandre*, publié jusque 1944, l'abbé et ses amis proposent une interprétation du passé régional peu compatible avec le nationalisme des petites patries. En fait, il n'y est guère question des grands événements historiques. Gantois lui-même ne cache pas son mépris pour la discipline historique. Très marqués par la lecture de Blachon, ses éloges du rôle prestigieux de la race flamande dans le passé demeurent vagues. Il leur préfère les charmes vrais de la culture populaire : la langue bien sûr mais aussi les moulins, les carillons... Ainsi, son *Lion de Flandre* publie en 1933 une version pour marionnettes du *Leeuw van Vlaanderen*. Après l'invasion allemande, il partage les espoirs des nationalistes flamands sur les bienfaits d'une Europe nazie, ce qui lui vaudra quelques années d'exil²⁸.

Les conservateurs nationalistes

Il faut préciser que la révision du modèle régionaliste hérité de la Belle Epoque conduit rarement à de telles extrémités. Autour des Gantois et des Blachon gravitent quelques personnalités du monde industriel et

27. G. B. «Lion de Flandre ou Tarasque», *Boréal*, n°12, 15 novembre, 1930.

28. Pour l'histoire de l'abbé Gantois et de son mouvement, on se référera toujours aux travaux d'Eric DEFOOR, par exemple «Jean-Marie Gantois in de vlaamse beweging in Frankrijk, 1919-1939», *Ons Erfdeel*, XVII/5, 1974, pp. 683-95.

intellectuel du Nord qui partagent leur obsession de l'atavisme et leur dégoût du régime voire de la société française moderne, mais conservent une retenue plus grande. Moins agressif, nullement antimilitariste, leur régionalisme respecte davantage l'intégrité des institutions françaises. Auteur de dizaines d'ouvrages à caractère régional, monographies locales ou histoires des anciennes provinces, André Mabilbe de Poncheville (1886-1969), un fervent admirateur de Maurice Barrès issu d'une grande famille catholique de Valenciennes, domine la production conforme à cette ligne de conduite. Si son œuvre est assez proche de l'érudition savante classique, l'auteur laisse transparaître son attachement aux théories déterministes et surtout aux valeurs conservatrices défendues par Mauclair puis le régime de Vichy : le goût du travail, le sens de la famille et du chez soi, les enfants nombreux, la foi catholique inébranlable mais aussi le courage aux armes, que ce soit contre la cavalerie française en 1302 ou contre l'Allemagne en 1914²⁹.

La Bataille des Eperons d'Or n'a toutefois pas suscité chez lui la passion manifestée par son confrère Jules-Emmanuel Van den Driessche (1898-1958), auteur d'un livre par lequel nous concluons ce tour d'horizon : *La Ville des Eperons d'Or – Courtrai*. Issu de la bonne bourgeoisie de Tourcoing, il fait sa carrière à la mairie puis au Barreau de Lille. En parallèle, il s'investit dans la défense de l'identité flamande de France et de sa langue qu'il connaît bien – il vient donner une conférence sur le sujet à Anvers en 1925, avec la bénédiction du bourgmestre Frans Van Cauwelaert. Il est en outre secrétaire des Jeunesses régionalistes, une sorte de ligue de la droite catholique très liée à un groupe de patrons militants. Son ouvrage, une sorte de promenade touristique à travers la ville, relève de la monographie classique (on raconte les événements, on décrit les monuments) avec, en sus, quelques traits propres au régionalisme organiciste, comme l'insistance sur la race, les vertus paysannes et la campagne.

D'une part, Van den Driessche raconte le passé de Courtrai, ses monuments, ses célébrités. A propos de la chapelle des comtes de Flandres à côté de l'église Notre-Dame, il rappelle par exemple que «*le Flamand de France lui-même y retrouve l'histoire de son pays*». D'autre part, son attachement à une conception plus dynamique de l'identité régionale l'amène à privilégier des thèmes originaux, comme la vie économique contemporaine. Les traditionalistes ne rejettent pas l'industrie et souhaitent la modernisation des infrastructures ; ils exigent simplement que celle-ci soit conforme à leurs valeurs morales : paternalisme, autoritaris-

29. Il existe différentes études sur le traditionalisme de Vichy, en particulier Ch. FAURE, *Le Projet culturel de Vichy. Folklore et Révolution nationale 1940-1944*, Lyon, 1989.

me et corporatisme dans un Etat décentralisé pour certaines matières. Les Flamands de 1302 défendaient les libertés auxquelles ils ont droit, explique Jules Van den Driessche. Quant aux manifestations de son penchant ethniciste, elles ne manquent pas. «*Les rues sont pleines de petits 'manneke' aux joues rouges et aux cheveux blonds. Les vertus familiales fleurissent dans ce coin de la 'West-Flandre', l'autorité du père et du mari demeure respectée, les seules joies des enfants sont celles qu'offre le foyer uni*». De même, pour la Bataille des Eperons d'Or elle-même, il oppose «*l'armée des 'klauwaerts', armée d'une race, expression agissante d'une mentalité collective*» à la troupe royale, constituée de mercenaires étrangers.

L'auteur conclut par un plaidoyer pour un rapprochement entre les deux Flandres : «*Cette solidarité peut avoir des réalisations heureuses et fécondes qui aideront à faire revivre le somptueux éclat de la civilisation nordique si vivace du Moyen Age au XVII^e siècle. Cette alliance spirituelle des deux morceaux de la Flandre reconstituera les 'Marches du Nord', terre féconde où les idées se sont toujours troquées autant que les marchandises, terre de transition entre la civilisation du Nord et du Sud*». Van den Driessche prend néanmoins soin de préciser que ce processus doit se limiter au plan culturel, dans le respect des frontières existantes – la France reste sa patrie³⁰. Son action pendant la guerre demeure malheureusement mal connue, de sorte qu'il est difficile de trancher de manière définitive. Mabille de Poncheville en tout cas, qui fait savoir son admiration pour le maréchal Pétain dès les années 30, souscrit d'emblée au régime de Vichy³¹. A la Libération, il deviendra, comme beaucoup, un admirateur du général De Gaulle...

Conclusion

Régionalisme et ethnicisme, mais toujours dans la tradition française : la formule pourrait synthétiser l'histoire résumée ici, qui mériterait bien entendu des nuances impossibles à étaler dans une courte communication. On se contentera, pour conclure, de deux remarques générales.

Premièrement, le cas de la Flandre française illustre combien il est faux de voir dans la dérive du mouvement flamand de Belgique un cas exceptionnel et isolé. A une autre échelle et dans un contexte très différent, la

30. J-E. VAN DEN DRIESSCHE, *La Ville des Eperons d'Or. Courtrai*, Lille, 1929, pp. 14, 48 et 58. Le livre est publié par les soins du Mercure de Flandre : Van Den Driessche fréquente de près le milieu des contestataires.

31. Il suffit, pour s'en rendre compte, de lire ses ouvrages, dont *Histoire d'Artois*, Paris, 1935 et *Petite histoire de la Flandre française*, Lille, 1943.

France de la Troisième République souffre du même mal : un «*mysticisme dangereux*» qui trouve ses racines au plus profond de la pensée sur l'identité nationale. Il y aurait ici d'intéressantes pistes de recherche à suivre.

Deuxièmement, il permet d'entrevoir la complexité mais aussi la cohérence idéologique de la période qui s'étend du début du XIX^e siècle au milieu du siècle suivant, et que l'on peut effectivement qualifier, par souci de simplification, de romantique. Si les militants de l'entre-deux-guerres rejettent le goût du pittoresque et le régionalisme «*superficiel*» de leurs ancêtres, ils héritent du modèle identitaire élaboré précédemment, qu'ils entraînent au bout de sa logique. En outre, les plus contestataires d'entre eux perpétuent, avec des conséquences parfois fâcheuses, l'idéalisme politique et social des romantiques. Là encore, la recherche en histoire politique ou culturelle devrait s'atteler davantage à démêler l'écheveau³².

32. Un excellent point de départ est l'ouvrage pionnier de M. LOWY et R. SAYRE, *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Paris, 1992.



Le chagrin des anciens belges

La déviance du mythe héroïque
dans les antiquités nationales

Serge Lewuillon*

Style
Le *Masereelfonds* ayant pris le risque de me demander une mise au point sur la référence héroïque en France, où le mythe gaulois paraît encore avoir une certaine consistance, je n'ai pu m'empêcher d'exprimer la perplexité dans laquelle me plonge ce sujet. Je crois en effet, pour l'avoir beaucoup fréquenté, que le mythe héroïque à la gauloise est bel et bien passé de mode. Bien sûr, je sais d'expérience que les pratiques d'auto-célébration nationale, quoique posées partout sur le même socle démodé, ne sont jamais tout à fait comparables entre elles : c'est avant tout affaire de style. Aussi, afin de ne pas me trouver en décalage avec la situation belge, ai-je commencé par rassembler mes souvenirs scolaires, qui ne m'ont pas fait défaut : dès l'âge tendre et bien qu'immergé dans une pédagogie progressiste, j'ai communiqué, avec tous mes camarades, dans le culte de Gaulois aussi primitifs qu'improbables, et sans doute à peu près dans les mêmes termes que les écoliers français. En ce temps-là, la Gaule mythique était encore unie : seuls les noms des tribus et de leurs chefs faisaient couleur locale. Chez nous, il était surtout question de Nerviens et de Boduognat, mais nous n'ignorions pas Ambiorix l'Eburon. Je me souviens aussi de plusieurs autres épisodes édifiants, majoritairement localisés en Flandre (cette impression ne vaut pas statistique). Leurs chromos punctuaient la longue frise historique, au-

* Enseignant à l'Université d'Artois, Techniques de l'Archéologie en Europe.

dessus du tableau noir, à coups d'éperons d'or et de masses d'armes pointues (j'évite d'employer le nom flamand qui me revient – fantaisiste, sans doute – de peur de subir mes propres matines brugeoises), jusqu'à la pénible histoire de ce soldat abaissant un pont (ou le levant : j'ai oublié le sens de l'anecdote en même temps que le nom de l'acteur) sous les balles de l'ennemi. Toujours est-il qu'au-delà de la Grande Guerre, l'héroïsme national cessait d'avoir cours. Il faut dire que nous étions dans les années 50 et il me semble, à condition de faire l'impasse sur la résistance, que plus rien de significatif sur l'honneur, la gloire et le sacrifice n'a été rapporté depuis ce temps béni. Qu'importe, l'essentiel est là : bien des noms sont oubliés, sauf ceux de nos anciens Belges. En valaient-ils la peine ?

Les Eburons d'Or

Il y a trois ou quatre ans, on a trouvé, du côté de Beringen, un trésor antique composé de quelques bijoux d'or et d'une centaine de monnaies gauloises du même métal. L'ensemble représentait une fortune considérable, hier comme aujourd'hui. Ces statères, bien qu'anépigraphes*, passent pour avoir été émis par la cité des Eburons, correspondant dans les grandes lignes aux provinces de Liège et du Limbourg. A l'époque de la découverte, puis de l'exposition des objets au musée de Tongres, la presse et les personnes bien renseignées proclamèrent dans les deux langues qu'on était en présence du «*trésor d'Ambiorix*», roi des Eburons.

Peut-être. Ambiorix est certes un personnage considérable, à la perte duquel César s'acharna. Pour cette raison, sans doute, les manuels scolaires belges ont toujours dévotement entretenu sa mémoire (tandis que, de leur côté, les manuels français n'en soufflaient mot, ce qui est bien naturel, comme je le laissais entendre plus haut). Si on veut le considérer d'un œil moderne, ce personnage, tout comme son peuple, est bicommunautaire. Il n'y a pas lieu d'en sourire : nous verrons que nos Gaulois ont plus d'une fois servi de référence nationale unitaire. L'archéologie suggère donc qu'il avait son domaine du côté de Liège, mais c'est bien à Tongres que l'on peut admirer sa statue altière. De plus, c'est le seul chef belge à posséder son effigie philatélique. C'est incontestablement un Belge ancien, authentique et solennel – puisque ce nom de Belges a l'honneur d'avoir servi dès l'antiquité. Mine de rien, sur le plan de la communication, cet avantage vaut son pesant de bronze, surtout si l'on considère que Vercingétorix, lui, ne peut être présenté comme

* ndr : statères : pièces d'or gauloises ; celles qui ne portent pas d'inscriptions sont dites anépigraphes.

le chef des Français. C'est heureux, d'ailleurs : que n'eussions-nous entendu !

Un Belge, disais-je, et de la plus noble extraction, ce qui n'est peut-être pas tout à fait le cas de Boduognat. Et comme par-dessus le marché, de tous les peuples de la Gaule, *fortissimi sunt Belgae* (ce que sous-entendait César n'est guère flatteur, mais faisons comme si nous n'avions rien entendu), Ambiorix paraît idéalement placé pour prendre la pose du héros national : n'a-t-il pas liquidé, avec ses braves, deux des plus fortes légions de l'occupant, généraux en tête ? Ceci dit, nous ne savons strictement rien d'autre sur lui, sinon qu'il passa le reste de son existence à fuir. Mais n'est-ce pas assez ? Qui d'autre qu'un chef emblématique et si doué aurait pu disposer d'autant d'or ? Sans l'ombre d'une preuve, mais sans conteste possible, le trésor de Beringen ne pouvait être, aux yeux de nos compatriotes, que définitivement celui d'Ambiorix. Le héros ne venant pas à nous, c'est nous qui sommes allés à lui. A la fin du XX^e siècle ! Nous sentons-nous si cruellement orphelins, que nous persistions à ces enfantillages ?

Le syndrome de Schliemann

Les archéologues reculent rarement devant le paradoxe. Ils affirment à qui veut entendre qu'on ne trouvera chez eux nulle mansuétude pour les batailles, les héros ni les commémorations. Mais à la première occasion, ils n'hésitent pas à se ruer sur ce genre de références, afin d'y raccrocher leurs stratigraphies sans nom et sans âme. Donnez-leur une couche d'incendie, ils vous diront qui a mis le feu et peut-être le nom du général romain qui passait par là (car c'était, à n'en pas douter, pendant la guerre des Gaules). Ce péché mignon, c'est leur manière de postuler à l'Histoire.

Mais à côté de cela, découvrir – fût-ce par hasard – les restes d'un personnage historique, quelle faute de goût ! C'est là du travail d'historien. La preuve, c'est que le risque de cette mauvaise rencontre grandit en raison inverse de l'âge des ruines : la fouille de la sépulture d'Alain-Fournier¹ l'a illustré, il n'y a pas si longtemps, faisant grand bruit et suscitant un profond malaise dans la communauté archéologique française.

1. L'écrivain avait été tué en opération avec ses compagnons du 288^e R.I. de Mirande, au début de la Grande Guerre ; la sépulture commune n'avait pas été identifiée. Cependant, des bruits désobligeants couraient sur les circonstances de la mort de ces soldats français. De la famille de l'écrivain à ses admirateurs, beaucoup comptaient sur la découverte des corps pour y mettre fin. La sépulture ayant été repérée à Saint-Rémy-la-Calonne grâce à une providentielle archive allemande, le secrétariat d'Etat aux anciens combattants [et aux sépultures militaires], via le ministère de la ... /..

Et puis, qu'on les prenne pour des collectionneurs de reliques est déjà particulièrement intolérable aux archéologues. Mais qu'on en fasse des auxiliaires de l'institut médico-légal ou du Quai des Orfèvres, voilà de quoi saper définitivement leur moral. L'archéologue fouille – c'est à peine s'il consent à trouver, puisqu'au départ, il ne cherche rien de précis – et observe ce qui apparaît. La modestie de cette démarche le comble. Les affaires sensationnelles, la grotte d'Ulysse, le tombeau d'Alexandre, l'osuaire de Jacques et – pourquoi pas ? – la gourmette de Saint-Exupéry, cela ne vaut que pour les médias, esclaves des goûts puérils du public. Mais à bien y réfléchir, l'archéologie ne doit-elle pas sa renommée et son existence même à des succès de cette nature ? Que seraient les antiquités nationales sans Alésia ou l'archéologie grecque sans Troie et sans les rêves fous de Schliemann ? Celui-ci s'est trompé sur tout, mais pas sur le merveilleux. On peut en médire, mais on ne saurait se résoudre à renoncer à la colline d'Hissarlik ni au trésor de Priam. On dit qu'Homère était aveugle...

C'est peu dire que les héros – ni les personnages historiques en général – ne sont pas en odeur de sainteté chez les antiquisants et les archéologues. Mais alors, quel sort réserver à ces textes antiques, à toute cette annalistique qui ne jure que par les légendes fondatrices et les vies des hommes illustres ? La question est grave, car ce qu'on demande aux historiens, ce n'est même pas d'y croire, mais de décider si seulement ces témoignages peuvent être soumis à la critique. Voilà bien le dilemme : d'un côté le mépris des légendes, de l'autre, la nécessité de s'ancrer dans l'histoire. N'y aurait-il pas moyen, pour s'en sortir, de proposer une lecture objective du héros ? Certains courants historiographiques, marqués par le retour en grâce de l'événement et de l'individualisme, ont cru pouvoir s'y risquer au cours des deux dernières décennies. Le héros, dépouillé des oripeaux dont l'avaient affublé les nationalismes successifs, fit une réapparition remarquée.

Du héros au myhte...

Tous les héros ne sont pas fabuleux, et c'est dommage : écartons d'abord de notre réflexion le héros antique, dont la nature, les entreprises et les buts dépassent nos capacités ordinaires autant que nos horizons politiques. Du point de vue strictement historique, le héros courant est simplement de chair et de sang – surtout de sang – et tire sa renommée de faits pour ainsi dire à l'échelle humaine. Il n'existe pas de degrés dans

..1. Culture, confiée aux archéologues, dont ce n'est évidemment pas la mission, le soin de mener à bien cette fouille pour ainsi dire médico-légale. Les textes les plus récents sur ce sujet sont parus dans le dossier «L'archéologue et la Grande Guerre», *Noésis*, 14-18 aujourd'hui, 1998, n°2, pp. 17-126.

l'héroïsme : on en est ou on n'en est pas, c'est d'abord affaire de statut. Afin qu'on y accède, le sens commun retient, sans procès en héroïsme, ceux qui se sont illustrés dans des entreprises risquées et mémorables (autrement que par profession). Dès que ce choix préjudiciel est accompli, la voie est ouverte à la véritable épreuve, par laquelle le héros moderne se distingue de l'antique : celle de la reconnaissance sociale. C'est pourquoi la logique bureaucratique voudrait que la première chose à faire – qui est aussi parfois la dernière – soit de décorer l'impétrant. Mais c'est toujours inutile et c'est souvent trop tard. Certains postulants reçoivent cet honneur de manière fulgurante (ce qui ne manque jamais d'éveiller le soupçon), tandis que la plupart ne l'obtiennent qu'à l'usure (et l'affaire tombe à plat). Par exemple, chaque 11 Novembre (bientôt la dernière échéance), on décore quelques poilus résiduels, sans que l'on sache s'il faut voir dans cette cérémonie tremblotante la gestion cynique d'un stock de médailles, la réparation annuelle d'une gaffe incivique ou l'ultime affront à une si longue patience. Mais après tout, au point où ils en sont, peut-être ces décorés du dernier souffle préfèrent-ils l'être ainsi que de manière posthume. Quoi qu'il en soit, la preuve est établie que ce n'est pas la décoration qui fait le héros. L'héroïsme s'accommode mal de critères officiels ; vu de notre époque, c'est surtout l'effet impalpable d'une reconnaissance unanime, mais désincarnée, qui s'installe spontanément dans la mémoire commune. Qui pourrait citer le nom d'un seul héros de la Grande Guerre, sauf à le compter au nombre de ses aïeux ? Ils ont pourtant leur monument dans chaque village, gravé des noms disparus : cela ne change rien à la désinvolture ambiante. A la rigueur, on se voudra respectueux du sacrifice global des combattants, mais nullement reconnaissant à aucun d'eux en particulier. Que montrent les grandes nécropoles : Douaumont, Notre-Dame-de-Lorette ? Des tapis de croix y font un saisissant spectacle. Sous les drapeaux qui pendent, les morts impeccablement alignés jouent des perspectives obliques pour une parade silencieuse. L'effet de masse nous accable. Le héros repose partout à la fois ; l'individu s'est effacé derrière le collectif. }

Mais être un héros caché, c'est l'être pour rien. Si on veut le devenir convenablement, historiquement, il faut miser sur le long terme pour paraître un jour dans les livres. Toute précipitation risquerait de gâcher la gloire, mais seuls ceux qui l'aiment passionnément savent donner du temps à la reconnaissance. En définitive, si l'acte héroïque est inscrit dans l'instant, sa validation ne peut s'entretenir – et parfois dépérir – que dans le patient travail de la mémoire collective. Il ne s'agit pas de reprendre à mon compte cette trivialité, selon laquelle seule la postérité pourrait juger des actes hors du commun, mais de souligner que le souvenir de l'héroïsme ne relève pas des catégories historiques ordinaires. Au contraire, ce genre de souvenir-là se projette autant dans l'avenir qu'il

reflète le passé : c'est une manipulation affective, une reconfiguration idéologique, au lieu d'un banal anniversaire. D'un mot – désormais inévitable – le héros (collectif) est déjà un lieu de mémoire.

Or, il me semble que la nature commune du lieu de mémoire comme du héros tient d'abord à l'effacement de l'événement ou de la personnalité derrière leur propre reflet ; il y a là comme la célébration de l'acte de remémoration lui-même plutôt qu'une sollicitation de l'histoire objective. ✓ Ce qui compte est de communier ensemble – en souvenir de quoi reste subalterne. La faveur actuelle pour les grandes fêtes métahistoriques (surtout en France, où la célébration du bicentenaire de la Révolution a donné le ton) me paraît participer de ce détournement de mémoire. Cet art du second degré permet cependant, lorsqu'on n'a rien d'autre sous la main, de recycler les grands battus, les tricheurs – voire les criminels – de l'histoire. Car il arrive que le héros collectif se fige dans nos mémoires comme s'il était détaché de sa propre histoire. Sans que nous songions à ce que furent réellement ses mérites, nous ne voyons plus que sa face lisse d'homme de marbre. Et si, avec une insistance déplacée, nous le questionnons, «Qu'avez-vous fait ?», de son socle, il lâche : «J'y étais...». Et cela suffit.

Par exemple, Vercingétorix était bien à Alésia et c'est de cette seule présence que le personnage tire sa renommée ambiguë. Intrigué qu'une défaite se trouvât ainsi «lieu-de-mémorisée», je me suis posé dans un livre la question de savoir si, au moins, elle en valait la peine². Peu importe ici ce que j'en ai conclu quant à l'histoire gauloise. Par contre, j'ai pu constater à de nombreux indices combien cette gloire était artificieuse. En un sens, cette observation m'était utile, car elle permettait d'expliquer pourquoi Vercingétorix n'avait jamais vraiment percé, malgré le bruit entretenu autour de son nom. Certes, la Troisième République l'avait porté au pinacle et dûment statufié, mais au delà de cet avatar pompier, notre héros de commande avait rapidement décliné. A bien le connaître, il me paraît définitivement raté, même au cinéma ; du moins tient-il ainsi le rang qui sied au rôle de sa vie : avoir été la dupe et le faire-valoir de César. Mais d'où vient alors qu'on ait voulu le garder sous perfusion ?

2. *Vercingétorix ou le mirage d'Alésia*, Complexe, Bruxelles, 1999 (Questions à l'histoire).

... et du mythe au fantasme

Je ne voudrais pas paraître iconoclaste gratuitement. Faisant l'économie de l'histoire du mythe gaulois, je renvoie à ceux qui en ont si bien traité³, le situant très justement dans le contexte d'un régime meurtri, ambitieux, revancharde et ne dédaignant pas même le populisme. Pour le dire sommairement, Vercingétorix, ce fut Gambetta, quelques vertus politiques en moins. Je ne parle pas, bien entendu, de l'homme réel, dont nous ne savons presque rien, mais d'un mythe qui fut bien de son temps : n'est-ce pas, d'ailleurs, le propre de tous les mythes, même de ceux dont on dit qu'ils sont éternels ?

Mais voilà, le temps a passé, le souvenir s'est envolé. A y regarder de plus près, on ne peut manquer de repérer, dans les mythes les plus célèbres, des leçons et des variantes qui ne s'expliquent que dans un contexte précis. Nos ancêtres les Gaulois, par exemple, ne sont évidemment plus les ancêtres de personne (au sens culturel, s'entend) et ne cherchent pas à paraître ici ce qu'ils ont été ailleurs. Leur utilisation politique, particulièrement ondoyante, s'est pliée autrefois à toutes les fantaisies «ethnogénétiques» ; mais qui feindrait d'y croire encore ? C'est le moment de tenter un sauvetage et de ressortir Ambiorix et Boduognat, qui ont tenu en Belgique la même partie que Vercingétorix en France, quoique sur un mode différent. Une étude aussi pittoresque qu'érudite a récemment rappelé les enjeux communautaires dont nos «anciens Belges» avaient fait l'objet dans la jeune Belgique⁴. C'est que Boduognat n'était pas un simple Gaulois. On prenait un plaisir sincère à souligner la réunion chez lui des accointances germaniques et du fond gaulois ; cette heureuse disposition offrait alors bien des avantages du point de vue de la résistance à l'expansionnisme français dans la perspective du patriotisme fusionnel de la Flandre et de la Wallonie. Hélas, le Boduognat d'Anvers, en vrai symbole belge, en moins d'un siècle fut démembré, puis dispersé aux quatre vents ; maintenant, sa tête esseulée au zoo d'Anvers mêle ses regards vides à ceux des fauves mélancoliques. Il nous reste Ambiorix, pour tout ornement d'une place,

Picard

3. A. SIMON, *Vercingétorix et l'idéologie française*, Imago, Paris, 1989 ; *Vercingétorix, héros républicain*, Ramsay, Paris, 1996 ; S. CITRON, *Le mythe national – L'histoire de France en questions*, Ed. ouvrières, Paris, 1989 (Etudes et documentation internationales).
4. E. WARMENBOL, «La statue de Boduognat à Anvers (1861-1954). Portrait d'une autre Gaule», *Acta Archaeologica Lovaniensia, Monographiae* 13, 2001, pp. 51-61.

d'un timbre et de quelques cartons à chaussures⁵. *Sic transit gloria mundi...*

Une histoire aussi édifiante ne va pas sans morale. Elle révèle, fût-ce par l'anecdote, que c'est dans l'étroit interstice entre l'illusion héroïque et la recherche du sens que pousse la mauvaise graine des mythes nationaux. Mais les peuples ont abandonné à leurs représentations désuètes les héros d'autrefois. Nous n'avons plus d'ancêtres, ou alors de beaucoup plus vieux : les gens affectent à présent de se passionner pour Lucy, Toumaï et les autres, bien qu'ils ignorent, dans le fond, ce qui distingue les australopithèques des lignées humaines. Des fables en tous genres surgissent périodiquement de cet espace de non-droit historique, perdu entre les fantasmes et les frustrations des peuples. Les mythes se nourrissent de l'histoire, mais ils n'en sont pas. Les problèmes commencent quand on prétend le contraire.

Pourtant, ces illusions n'ont pas que des inconvénients. De même que l'ambiguïté du héros à l'ancienne en faisait un postulant à tous les rôles, bons ou mauvais, la plasticité idéologique du mythe actualisé en fait la clef de toutes les récupérations. Voilà pourquoi dans ce système, même une défaite peut prétendre au rôle historique le plus achevé, comme l'annonce d'une rédemption : «*La Gaule accepta sa défaite ; Jules César apporta la paix romaine ; vainqueurs et vaincus s'entendirent ; et de ce grand choc naquit la civilisation gallo-romaine qui nous a faits ce que nous sommes. Nous nous retrouvons après deux millénaires dans la même position que les Gaulois nos pères et nous souhaitons de tout cœur que, de l'accord des vainqueurs et des vaincus, naisse enfin la paix européenne qui seule peut sauver le monde*». (P. Caziot, ministre de l'Agriculture, 19 janvier 1941).

5. Cette statue (1866) est due à J. Bertin, connu aussi pour son Vercingétorix de Saint-Denis (1890). Cette statue-ci fut fondue sous l'Occupation par la Commission de récupération des non-ferreux. A l'évidence (d'après une carte postale parue dans A. PINGEOT, «Les Gaulois sculptés (1850-1914)», in P. Viallaneix, J. Ehrard (éd.), *Nos ancêtres les Gaulois*, Clermont-Ferrand, 1982, pp. 255-282), les deux statues sont pour ainsi dire jumelles. Le bruit court encore que l'Ambiorix de Tongres serait un Vercingétorix refusé ; cela n'a donc rien d'invraisemblable. J.-J. Heirwegh, expert en statuaire belge comme en bien d'autres choses, me signale qu'il y avait aussi à la Porte de Berchem, dite «Porte du chemin de fer», à Anvers, un Boduognat de P.-A. Cattier (de zinc plutôt que de bronze selon le catalogue du Salon de 1867) et un Ambiorix du ciseau de P.-J. Bouré. Sur la carte postale que me communique J.-J. Heirwegh, il est impossible de faire la distinction entre les deux personnages historiques (ces statues ont maintenant disparu).

idem
+
tard

Le nouvel âge du fer

Nous touchons du doigt un ordre nouveau et c'est là que je veux en venir⁶. S'il fallait un exemple idéal-typique d'un fantasme moderne né de la sombre crevasse, c'est bien dans notre époque qu'on devrait le chercher. J'ai parlé des Gaulois comme s'ils étaient éteints dans nos mémoires. Il y a du vrai dans ce constat et pourtant, jamais les Celtes n'ont connu de tels succès médiatiques. Peut-être parce qu'avec eux, ce n'est plus d'histoire, dont il est question, mais d'archéologie. Cette discipline apparaît comme garante de l'authenticité de la culture qu'elle dévoile au jour le jour, car elle ne se contente pas d'assurer un nom aux Celtes : elle leur attribue une identité culturelle reconstruite à l'aide des témoignages matériels ; ceux-ci sont éparpillés autour de nous comme autant de signes de reconnaissance. A leur propos, les archéologues parlent volontiers – et bien légèrement – de marqueurs ethniques. Comme l'histoire s'était accommodée du nationalisme, l'archéologie révèle donc l'ethnogenèse. D'où viennent les Celtes, de quoi rêvaient-ils et comment leur société s'organisait-elle, tout cela peut se voir, se palper, se visiter. Il y a des places aux noms célèbres : Hallstatt, la Heuneburg, Vix – surtout Vix. Depuis l'âge du Bronze, cette civilisation de héros avait entrepris de développer, du centre de l'Europe à l'Atlantique, une idéologie de maîtres et de seigneurs : *«Il reste ainsi le plus probable que les alignements de pierres datent de la 'grande' époque, de l'époque des tumulus princiers du début de l'âge du bronze, car leur construction n'est précisément pas pensable sans des personnalités dirigeantes fortes»*⁷.

On lit dans les fouilles comment ces aristocrates arrogants et fastueux vivaient en leurs résidences : comme des princes, à proprement parler. Le cheval, les épées de fer, les tombeaux géants pour la face sombre ; le vin, l'or, le corail et les céramiques méditerranéennes pour la lumière, tel est le modèle classique de ces premiers Celtes campés sur leurs *Fürstensitze*, les «résidences princières»⁸. L'espace qu'ils occupent nous

6. Ce paragraphe doit beaucoup aux recherches menées dans les archives par les chercheurs allemands, dont une exposition sur l'archéologie en Alsace-Lorraine durant la seconde guerre a largement rendu compte. L. Olivier a approfondi le propos à partir des archives du Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye (cf. *infra*, n. 8).
7. W. HÜLLE, *Die Steine von Carnac*. 1942, p. 32 (cité par L. Olivier, «L'archéologie nationale-socialiste...», p. 55 – traduction CM).
8. Sur ce paragraphe, voir B. SCHNITZLER et J-P. LEGENDRE, «L'organisation de l'archéologie en Allemagne et dans les régions annexées d'Alsace et de Moselle» dans *L'archéologie en Alsace et en Moselle au temps de l'annexion (1940-1944)*. Strasbourg-Metz, 2001, pp. 19-46 ; L. OLIVIER, «L'archéologie nationale-socialiste J..

est par ailleurs tellement familier : ne lit-on pas la préfiguration de l'Europe, dans ce vaste mouvement de guerriers blonds qui, de la Bohême jusqu'à la Toscane, jusqu'aux confins de l'île de Bretagne ou de l'Ibérie et même, s'il le faut, jusqu'aux Balkans et à l'Anatolie profonde, enrichit la terre, de leurs ors, de leurs os et de leurs noms ?

Mais à y regarder de plus près, cette représentation anachronique est moins consensuelle qu'il n'y paraît. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les résidences princières, que l'on ne nommait pas encore ainsi, n'étaient représentées en France que par un seul site (Chateau-Salin dans le Jura). Les fouilles de Vix (en Bourgogne) n'avaient pas encore livré le cratère géant qui fit la célébrité du lieu. Ce n'est qu'au cours de la seconde guerre, dès le début de l'occupation allemande en France et en Belgique, que les archéologues d'outre-Rhin s'intéressèrent de près aux fouilles locales, dans la mesure où elles leur semblaient propres à révéler l'identité germanique des territoires situés à l'Ouest du Rhin. L'intérêt politique de la *Westforschung* n'était pas mince, si l'on en juge à la compétition forcenée dans laquelle se lancèrent plusieurs services allemands, dont les uns étaient d'obédience strictement scientifique⁹, tandis que d'autres relevaient directement des bureaux de propagande du III^e Reich¹⁰. En fait, cette manœuvre concernait les aberrants projets d'extension du Reich sur ses marches occidentales.

Dans cette entreprise, les rôles scientifiques étaient partagés. Pour l'époque franque, les preuves de germanité ne posaient aucun problème : l'histoire du peuplement, la toponymie et la linguistique y pourvoyaient largement. Mais pour les périodes antérieures, c'était à l'archéologie de «suivre la constitution ethnique de l'espace occidental depuis la fin de la préhistoire jusqu'aux sources historiques du haut Moyen Age». Le service archéologique commun à la France et à la Belgique occupées¹¹ fut installé à Bruxelles et coordonna, en étroite liaison avec les autorités

.../... et la France (1933-1943)», *ibidem*, pp. 47-66 ; «Le Mont-Lassois de Vix (Côte-d'Or) dans la *Westforschung* nationale-socialiste : archéologie et géopolitique nazie dans le nord-est de la France», *Antiquités nationales*, 2000, vol. 32, pp. 117-142. Pour la Belgique, le travail est entièrement à faire pour l'archéologie (sur l'histoire proprement dite, voir M. BEYEN, *Oorlog en verleden - Nationale geschiedenis in België en Nederland*, 1938-1947, Amsterdam, 2001).

9. Le DAI - *Deutsche archäologische Institut* et la RGK - *Römisch-germanische Kommission*.
10. Surtout l'*Ahnenerbe* (SS), l'*Amt Rosenberg* (ministère de l'Intérieur) et le *Reichsamt für Vorgeschichte* du NDSAP, qu'Hitler voulait regrouper en un *Reichsbund für deutsche Vorgeschichte* et le Ministère de l'Éducation en un *Reichsinstitut für Vorgeschichte*.
11. *Deutsche wissenschaftliche Institut*.

nazies¹², les recherches ayant trait à la *Westforschung* dans les domaines de la linguistique, des arts et traditions populaires, de la géographie et surtout de l'archéologie pré- et protohistorique.

Ce sont là des faits incontestables. Ce qu'en firent les chercheurs des pays occupés est une autre histoire, beaucoup plus délicate à établir. Mais ce qui est tout aussi certain, c'est que la liste des thèmes de recherche dressée par les autorités allemandes parut dans la revue française *Gallia*, tandis que la coordination des recherches sur les âges du Fer en Allemagne méridionale et dans l'Est de la France était confiée à W. Kimmig, l'inventeur du concept des résidences princières.

Sans nous attarder aux éléments nationalistes, ethniques et racistes qui firent le terreau du *Deutschland über alles*, remarquons qu'ils constituent l'héritage direct du pangermanisme, porteur de thèses d'une rare violence : l'asservissement racial et l'épuration appartiennent de plein droit à cette idéologie originelle de la race aryenne. Il ne faut donc pas s'étonner d'en retrouver l'application dans les projets annexionnistes de l'*Ostland*, puis du *Reichsland*¹³. Or, dans ce programme, la Bourgogne représentait une pièce maîtresse dont les origines germaniques se devaient d'être incontestables. De ce point de vue, le Mont-Lassois (c'est-à-dire la principauté celtique de Vix) paraissait idéalement placé pour symboliser l'implantation à l'Ouest du Rhin des résidences princières.

Epilogue

La guerre se chargea de ramener tout le monde à davantage de réalisme : à partir de 1943, on passa à autre chose et les archéologues allemands découvrirent d'autres fronts. N'allez pas croire, cependant, que ces gens obstinés enterrèrent ce qu'ils s'étaient donné tant de mal à exhumer. Après avoir couvé quelques années sous la cendre, la thèse des principautés occidentales reçut une apparente confirmation dans les années 50, lorsqu'on découvrit la tombe de la dame de Vix. Ce site acquit rapidement une belle renommée, accédant sous la conduite autorisée... de W. Kimmig au statut de jalon français des *Fürstensitze*. Pour certains, la guerre n'avait été qu'une parenthèse.

Restons-en là provisoirement, du moins tant que les archives – y compris en Belgique – n'ont pas toutes livré leur verdict. Méditons néanmoins sur ces glissements progressifs du mythe héroïsant. La première leçon

12. via le REM - Reichserziehungsministerium.

13. *Ostdeutsche*, puis *Reichsdeutsche Landsbewirtschaftungsgesellschaft*, qu'on peut assimiler à des entreprises de colonisation.

qu'on en tirera est qu'il est inopérant d'ajouter foi aux références simplistes issues des nationalismes du XIX^e siècle : elles relèvent désormais davantage du folklore et de la vulgarisation désuète que de l'historiographie. La seconde leçon est le corollaire de la première : il serait encore plus imprudent de penser que la tentation du recours héroïque s'est éteinte avec Ambiorix et Boduognat, sous l'effet de la rationalisation de l'histoire, de sa désincarnation ou même de la mort des idéologies. Il n'en est rien : non seulement l'histoire n'a pas rencontré sa fin, mais elle a continué d'accoucher de rejetons illégitimes, dont les peuples débousolés n'ont eu qu'à se saisir pour le meilleur ou pour le pire. Ce fut souvent le pire : de Nuremberg à Sarajevo, les mythes du XX^e siècle se révélèrent d'autant plus crépusculaires que leur matrice semblait préformée pour recueillir les fantasmes collectifs.

L'homme de marbre antique ou celui de bronze, comme Ambiorix ou Boduognat, étaient bien peu de chose en comparaison du héros sans visage qui établit un jour son règne entre le Rhin et le Danube. Il est commode de laisser dire que, si le mythe aryen représente effectivement la part d'ombre de cette aventure, elle ne nous concerne pas ; qu'à nous, il n'a été donné en partage que l'innocente ethnogénie celtique ; que nous n'en avons pas tiré argument pour des menées nationalistes, ou si peu... Si cela nous rassure et nous aide à en assumer l'héritage, libre à nous d'y croire. Sinon, qu'attendons-nous pour nous dépouiller de tout cynisme, pour regarder la vérité en face et pour accepter d'ériger, tant qu'elle peut encore témoigner, l'inquiétante statue de l'homme de fer ? Mais où la dresserons-nous et sur quelles traces de mémoire ? On voit au bout de l'horizon maussade, où se rejoignent les rails rouges de rouille, d'étranges *Fürstensitze* aux tours grotesques et squelettiques...

Le hibou plutôt que le lion

Interview de Roel Jacobs*

Cette année, le *Masereelfonds* s'intéresse à une approche critique du 700^e anniversaire de 1302. La question qui se pose ici : une fondation progressiste doit-elle s'occuper de la symbolique surannée de la Bataille des Eperons d'Or ?

J'ai moi-même insisté pour que cela se fasse. En effet, lorsqu'il s'agit de symboles nationaux, on pense trop souvent en termes caricaturaux. D'un côté, il y a les *believers* qui octroient une valeur presque sacrée à la symbolique et n'acceptent aucune critique. La critique, pour eux, équivaut à une tentative de ridiculiser leurs symboles. De l'autre, il y a l'intelligentsia éclairée, de gauche, qui porte un regard hautain sur cette symbolique et considère tout cela comme des bêtises et une duperie populaire. Ces deux attitudes sont tout aussi stupides. En Europe, tous les peuples et toutes les nations ont cherché des symboles. Tous ont à cette fin fait plus ou moins violence à l'histoire. Les Flamands ont fait comme les autres. Entre-temps, la formation du mythe fait partie de leur identité. Il est tout-à-fait absurde d'avoir aujourd'hui la même approche qu'il y a cent cinquante ans, mais il est tout aussi absurde de rayer tout cela de la carte.

Cette discussion a également un rapport avec la multiculturalité. Nous vivons, prétend-t-on, dans un monde sans frontières, à une époque fascinante où des personnes issues de cultures très différentes cohabitent. Ça passe ou ça casse mais il est clair que cette cohabitation peut ame-

* Cet entretien est paru dans *Aktief*, juin 2002. Traduction *Masereelfonds*. Roel Jacobs est auteur et conférencier.

ner des nouveautés. Le succès de n'importe quelle rencontre interculturelle réside cependant dans le fait que chacun ait le culot d'introduire ses propres racines. Les peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud apportent en effet leur profil propre. Chez nous, nous avons affaire à une caricature de l'Européen du Nord-ouest qui pense devoir faire abstraction de lui-même. Il est d'avis qu'on ne peut trouver la spiritualité que sur les sommets de l'Himalaya, il essaye désespérément d'imiter la danse des Africains parce qu'il ne connaît ni sa culture ni son histoire ni leur valeur. Il s'oppose à une image conservatrice-négative de sa propre histoire parce qu'il ne connaît rien d'autre.

Dans un dialogue, on peut toutefois amorcer un processus intéressant, lorsque chacun apporte quelque chose qui lui est propre. Je renvoie ici, entre autres, à ce que Ludo Abicht écrit sur l'interculturalité dans son dernier livre, *Intelligente emotie**. Les Flamands peuvent sereinement faire référence à la richesse de leur patrimoine. Pour ne donner qu'un exemple : s'agissant de spiritualité, rien ne sert de courir les sommets de l'Himalaya ; nous avons ici la spiritualité originale du mouvement franciscain, la spiritualité de Ruusbroec, etc. Nous n'en connaissons, hélas, que la caricature créée par les jésuites de droite de l'Association Ruusbroec. Nous n'avons pas conscience de cette valeur et recherchons ailleurs des ersatz. C'est ainsi que nous en arrivons à la situation pénible de voir des progressistes adorer le Dalaï lama, un dictateur religieux dont les prédécesseurs se sont fait construire à Lhasa un palais impressionnant sur le dos d'un peuple n'ayant pratiquement aucune force économique...

Tu plaides donc pour une saine portion d'eurocentrisme pour pouvoir mieux amorcer le dialogue interculturel ?

Je cite August Vermeylen : «*être Flamand pour devenir Européen*», pour en arriver à «*être Flamand pour devenir citoyen de monde*». Voilà de quoi il s'agit. Si nous en démordons, nous ne sommes pas sur la bonne voie, certainement pas et surtout pas en tant que progressistes.

Tu fais référence à notre riche spiritualité, mais 1302 représente un bain de boue militaire, une bataille au cours de laquelle une soi-disant armée flamande a battu une soi-disant armée de chevaliers français. Voilà un fait historique qui ne pèse pas bien lourd.

Si les Flamands ont fait de 1302 leur jour de fête et leur symbole, c'est sur une base historique, c'est-à-dire que cette bataille a eu son importance. Ce fut la première bataille au cours de laquelle l'infanterie a battu

* ndlr : Ludo ABICHT, *Intelligente emotie*, Anvers, 2001.

la cavalerie. Ce fait a frappé les imaginations de tous les Européens de l'époque. Mais lorsque cet événement devient un mythe national, il ne s'agit plus de cela mais d'Henri Conscience qui a écrit un roman en 1838. Ce roman est à la base de la mythologie flamande moderne. La question est de savoir pourquoi ce thème en particulier est devenu un symbole flamand si important et pourquoi Conscience s'en est inspiré. Ce questionnement donne une vue sur la naissance du mouvement flamand du XIX^e siècle.

Je ne suis certainement pas d'accord avec le slogan *«la langue est tout le peuple»*, une invention de plus des jésuites. La langue est un facteur contraignant important mais le sentiment populaire se fonde sur des bases plus larges. Le sentiment populaire sert à rassembler les gens sous un dénominateur commun, à en faire quelque chose au niveau politique. Les esprits éclairés du XIX^e siècle utilisaient le sentiment populaire pour émanciper le peuple, le faire évoluer, pour améliorer le culturel, le social et le politique. La question-clé est de savoir si cela a eu lieu effectivement. D'autre part, il y a le questionnement du mythe qui y a contribué, un mythe qui reflète le mouvement d'alors ainsi que ses beaux et moins beaux côtés.

Revenons à Conscience. Celui-ci a effectivement offert au peuple Flamand son lion. Mais ce mythe ne vivait-il pas déjà au sein du peuple flamand et est-ce Conscience qui lui a donné ses lettres de noblesse ?

Le mythe autour de la Bataille des Eperons d'Or existe depuis le XIV^e siècle déjà. Avant 1400, différentes versions – flamandes aussi bien que françaises – des événements circulent. Ceci prouve le rayonnement de la Bataille des Eperons d'Or. Conscience lui a donné un tout autre contenu. Il en fait une question linguistique, ce qui est absolument incorrect d'un point de vue historique. La théorie selon laquelle la bataille eut pour résultat l'émancipation de la Flandre par rapport à la France est fautive également. Les Dampierre, revenus au pouvoir grâce à la Bataille des Eperons d'Or, n'hésitent pas, trois ans plus tard, à tirer dans le dos des villes flamandes, leurs alliées, en signant la paix à Athis-sur-Orge. Trois générations plus tard, ils vendent la Flandre à la France en donnant leur héritière en mariage au fils cadet du roi de France, le duc de Bourgogne. Paradoxe remarquable qui rend l'histoire si intéressante : les descendants de ce même duc deviendront les ennemis de leurs cousins, les rois de France. Finalement, l'héritière de Bourgogne épouse l'empereur allemand et le comté de Flandre échappe ainsi à la poigne de la France.

Lorsque Conscience, dans son roman, donne le rôle principal au comte de Flandre, il le fait par sympathie pour la maison royale belge. En 1838, lorsque Conscience écrit son roman, il n'est pas encore question d'un mouvement politique flamand, tout au plus d'une ébauche de mouvement d'émancipation culturelle. Conscience fait de son roman un plaidoyer royaliste, ce qui retourne le sens de l'histoire : il raconte tout à fait le contraire de ce qui s'est passé réellement. Les trois piliers du roman de Conscience – la question linguistique, la relation avec la France et la relation avec la maison royale – ont peu ou rien à voir avec la réalité historique.

La naissance du mouvement flamand, dont une grande partie tend aujourd'hui à la dissolution de la Belgique serait donc due à un souverain belge ?

Léopold I^{er} de Saxe-Cobourg a subsidié Conscience et l'a aidé de différentes manières. Il réalise que le petit pays dont il est devenu roi a besoin d'une identité. Les artistes et les scientifiques doivent l'aider à faire l'histoire du pays. Léopold I^{er} ne trouvait pas déraisonnable de stimuler la littérature flamande dans un pays dont une grande partie de la population est néerlandophone. La maison royale a cependant décroché lorsque les revendications ont dépassé le stade de l'utilisation de la langue comme facteur identitaire belge. Elle n'a de sympathie que pour une identité culturelle à l'intérieur du contexte unitaire belge. Toutes les autres revendications du mouvement flamand sont bloquées. Fidèle à son roi, Conscience se manifestera toujours comme un belgiciste inconditionnel, même lorsque le mouvement flamand acquiert un contenu plus politique.

Le *Leeuw van Vlaanderen* n'a pas seulement été écrit par sympathie envers la maison royale mais également réécrit pour satisfaire le clergé. La première version était d'inspiration trop libérale : le peuple qui se lève pour s'émanciper. Ceci ne correspondait pas aux vues de l'Eglise belge, très conservatrice à l'époque. Conscience a fait de l'autocensure sous pression du clergé.

Quelle est la différence entre la version épurée et non épurée ?

Les romans historiques de l'époque ont tous un avant-propos enflammé. Ces romans ne sont pas des livres d'histoire ou de la littérature pure, mais des livres-programmes. On interprète le passé de façon littéraire pour lui faire jouer un rôle dans le débat social actuel. Ce fut également l'intention de Conscience : dans son introduction originale, il appelle à l'émancipation de la Flandre et à la reconnaissance des droits des Néerlandophones. Cet avant-propos a été purement et simplement sup-

primé. De plus, Mathilde y désire moins ardemment et Breydel ne jure plus qu'à moitié.

Il est intéressant de savoir qu'avant le *Leeuw*, Conscience a écrit un autre roman inspiré par la lutte des Gueux au XVI^e siècle. Ce livre a disparu dans le brouillard de l'oubli. Conscience a dû tellement le remanier, le censurer qu'il est devenu illisible. Cette camelote remaniée n'a cependant pas davantage trouvé grâce aux yeux des éminences du clergé. On pourrait presque affirmer que la Flandre rugit aujourd'hui comme un lion parce que Conscience a fui le XIX^e siècle pour le Moyen Age par crainte des curés ne pouvant pas blairer ce qu'il racontait sur le XVI^e siècle.

La Bataille des Eperons d'Or ne représente qu'un épisode de toute une série de conflits militaires entre la Flandre et la France.

A propos de ceci, tu nous renvoies à von Clausewitz, faussement cité («la guerre est un prolongement de la diplomatie avec d'autres moyens») pour réaffirmer que la guerre est la subordonnée de la diplomatie et que les batailles doivent être jugées dans cette perspective.

Pour commencer, j'aimerais citer von Clausewitz correctement : *«La guerre n'est qu'une pièce des relations politiques et non un fait en soi. La guerre n'est que le prolongement des relations politiques en utilisant d'autres moyens»*. Il est regrettable que les Flamands en 1302 n'aient pas eu von Clausewitz comme conseiller politique et il est encore plus regrettable qu'au XIX^e siècle, ils n'aient pas mieux étudié ses propos sur l'événement guerre. Cet aspect est peu abordé dans les discussions relatives à 1302.

Les historiens réagissent pour la plupart à cette conférence sur l'histoire-1302 en étant assurés *«qu'ils n'ont plus rien à en apprendre»*. Mais en dehors du cercle très restreint des spécialistes, il semble que les historiens vivent dans une tour d'ivoire, auréolés de leur savoir et que peu de ce savoir ait pénétré auprès d'un public plus large. Lorsqu'on compare les discours des éminences flamandes à l'occasion du 11 juillet avec le savoir historique dans les milieux académiques on remarque une énorme différence.

De plus, scientifiquement, la discussion est loin d'être close. Si on situe le 11 juillet 1302 dans deux siècles d'histoire – un avant, un après – la Bataille des Eperons d'Or n'est qu'une des nombreuses batailles de l'époque. Cette bataille s'inscrit dans le cadre de la lutte de pouvoir entre l'Angleterre et la France et les tiraillements sur la place de l'important comté de Flandre dans le royaume de France.

Cette histoire n'a d'ailleurs pas été écrite sur le champ de bataille mais sur les tables de négociation. Les Dampierre ont, trois ans après la Bataille des Eperons d'Or, trahi de façon éhontée ceux qui avaient gagné la bataille pour eux afin de revenir au pouvoir. La Flandre n'a donc pas gagné en 1302 mais perdu trois ans plus tard à Athis-sur-Orge, lorsque les Dampierre auraient payé n'importe quoi pour retrouver la liberté. Les Dampierre firent en sorte de ne pas devoir payer en personne mais de présenter la facture aux villes flamandes et donc aux milices urbaines qui avaient gagné en 1302.

Ce qui me fascine c'est que des nationalistes flamands avec lesquels j'ai manifesté pour la paix s'amènent avec le bain de sang de Courtrai pour déterminer leur propre identité. Je ne plaide pas pour qu'on relègue ce morceau d'histoire aux oubliettes. Au contraire, je me demande s'il ne serait pas intéressant de faire une lecture pacifiste des événements autour de 1302. Il apparaîtra alors que les Dampierre s'y sont pris comme des manches dans leurs pourparlers avec l'Angleterre et la cour du Pape, comment ils ont provoqué des adversaires, qui ne l'étaient qu'à demi, à devenir des ennemis et les alliés de la cour de France, et comment la cour de France s'est, par contre, montrée plus rusée. Cela nous autorise à dépasser le discours nationaliste du XIX^e siècle pour constater qu'aucune guerre n'est ce dont elle a l'air. Bush ne se bat pas contre Bin Laden mais pour le contrôle des *pipelines*. Si l'étude de 1302 nous apprend que d'autres intérêts étaient également en jeu, cela peut peut-être nous aider à poser un autre regard sur la rhétorique de guerre actuelle. Aujourd'hui, les Flamands font de leur mieux pour transformer la Tour de l'Yser, lieu de rassemblement de tout ce qui est noir (pas dans le sens multiculturel du terme...) en un monument de paix. Pourquoi ne referaient-ils pas l'exercice avec la Bataille des Eperons d'Or ?

Le grand public ne connaît sans doute pas la signification de 1302, ni celle du 1^{er} mai, du 21 juin, du 11 novembre. Ne nous occupons-nous pas d'histoire alors que les gens n'en ont cure ?

Je voudrais ici dire deux choses. Premièrement : si l'ACV avait fait plus d'efforts pour honorer le prêtre Daems cela n'aurait pas donné l'occasion aux stratèges du *Blok* de le récupérer. Cela vaut aussi pour le mouvement socialiste qui a négligé la modernisation de l'événement du 1^{er} mai. Il y a des symboles, qu'on le veuille ou non. Si tu ne les utilises pas, un autre le fera. Mais il faut les utiliser de manière actuelle en recherchant de façon créative un contenu contemporain.

La seconde remarque concerne le ministre de la culture, *glamourboy* et avide de sensationnalisme, Bert Anciaux. Au début de son mandat, on le

critiquait parce qu'un certain nombre d'initiatives de migrants à Bruxelles, subsidiées par de l'argent flamand, ne pouvaient être identifiées comme étant flamandes. Là-dessus, Anciaux décrète que, sur toute lettre officielle flamande adressée à qui que ce soit, la bête flamande doit trôner. Il y a eu récemment une discussion au Parlement flamand au cours de laquelle un citoyen vigilant faisait remarquer que dans certaines strophes du *Vlaamse Leeuw*, le sang ruisselait des murs. Le cabinet Anciaux n'hésita pas une seconde et notre ministre de la culture d'annoncer que le Lion vivait peut-être ses derniers jours comme hymne national flamand. Heureusement que quelqu'un de son entourage lui a ouvert les yeux et fait remarquer que seules les deux premières strophes du Lion constituent l'hymne national. Son propre père, en compagnie d'autres personnes était déjà probablement au courant du problème en 1973. Ils avaient adopté officiellement *de Leeuw* comme hymne national mais ont estimé que seules les deux premières strophes étaient utilisables. Bert cependant a une meilleure idée. À côté du *gordellied*, une *beestellied* devrait chaque année être composée pour remplacer le *Leeuw*. Et cela avec notre argent. Un tel spectacle est affligeant. Lorsque nos dirigeants, même ceux qui s'affichent comme des nationalistes flamands, se démènent pour des sottises, cela démontre non pas un tant soi peu de réflexion mais un goût pour le sensationnalisme. Il n'est donc pas étonnant de constater que tout ce débat sur l'identité n'est qu'une coquille vide incapable de toucher les jeunes. En ce qui me concerne, ce stupide gâchis de nos symboles constitue une raison suffisante pour rouvrir le débat et tenter une autre approche.

La majorité politique actuelle n'était que trop contente de se décharger de ce remue-ménage autour du 700^e anniversaire de 1302 et ne voulait rien savoir des projets ambitieux de Van den Brande. Selon toi, ont-ils eu raison ?

Nous échangeons ici une caricature pour l'autre. Si Van den Brande était encore «*gauleiter aller Flamen*», nous aurions eu droit cette année à un spectacle éhonté, emphatique comme il en a toujours eu l'habitude. Nous aurions encore une fois été amenés à avoir honte en tant que Flamands. Ma première réaction à sa disparition comme ministre-président a donc été une réaction de soulagement. Nous aurions pu nous attendre à quelque chose de mieux de la part de la nouvelle majorité, mais celle-ci n'a rien fait sinon honorer les promesses financières auxquelles elle ne pouvait décentement pas échapper. Maintenant, dans la dernière ligne droite, elle libère quelques fonds pour quelques initiatives. Beaucoup trop tard pour pouvoir penser sérieusement à un nouveau concept. Certaines personnes, comme Jary Demeulemeester de l'AB doivent maintenant hâtivement bricoler quelque chose sous la devise «*nous sommes un*

peuple adulte comme les autres peuples d'Europe et donc parfaitement à mêmes d'organiser une fête autour de notre identité en 2002».

2002 devrait être l'occasion d'entamer la réflexion sur les événements historiques qui se sont déroulés il y a sept cents ans, sur nous-mêmes, notre histoire et nos symboles. De préférence de manière ouverte, en confrontant diverses opinions, en ayant un regard critique sur la manière dont le mythe est né au XIX^e siècle – en tenant compte de ce que cela révèle sur nous-mêmes. Cet anniversaire nous en offre l'opportunité. Mais voilà bien la seule chose qui ne se produira pas.

Nous avons 1302 et sa symbolique qui fut vivante autrefois. Mais qu'en est-il de ces jeter de drapeaux, de la commémoration des Eperons d'Or, du pèlerinage de l'Yser : comment rendre contemporaine une telle symbolique ?

L'élite culturelle devrait pouvoir s'en charger. On peut continuer dans la même voie jusqu'à ce que ça ne touche plus personne. Par facilité, on pourrait tout laisser tomber. Par contre penser à des manières différentes de s'y prendre constitue un défi. Un exemple : Conscience a écrit son *Lion* en fonction d'une vision belge. Sous l'impulsion de Léopold I^{er}, le nouveau royaume a recherché son identité. L'Académie royale des Sciences a officiellement été chargée de trouver des héros de la nation belge. Parallèlement, on a surtout fait intervenir les arts. Non pas la littérature, c'est la peinture qui prit l'initiative. Le premier protecteur de Conscience, Wappers, est directeur de l'académie des arts d'Anvers.

De Leeuw a été inspiré par une peinture de De Keyser, inspiré lui-même par les premières recherches sur 1302. Conscience finit sa vie comme conservateur du musée Wierts. Avec Wappers, De Keyser et Wiertz, on couvre l'entièreté de l'école de peinture romantique du XIX^e siècle. Leurs œuvres sont géniales : beaucoup de mouvement, contraste des couleurs dont on pourrait tout de suite faire un spectacle lumineux. Ce matériel offre des possibilités éclatantes pour confronter les gens aux émotions romantiques du XIX^e siècle. Ces œuvres possèdent une dynamique, une fraîcheur aux allures très contemporaines. Je ne plaide pas ici pour une exposition des œuvres de Wappers, De Keyser et Wiertz car elle n'attirerait qu'un public spécialisé. Mais pourquoi ne pas organiser au Heysel un grand spectacle moderne où des artistes modernes seraient confrontés au mouvement romantique de jadis ? Cela serait extraordinaire et pas du tout vieillot.

Nous sommes d'accord qu'autour de 1302 un mythe a été formé et nous essayons de l'analyser et d'en découvrir la signification.

Certains disent par contre «*finissons-en avec ce mythe, nous n'en avons aucun besoin*».

Je pense que c'est une erreur. Une élite de gauche intellectuelle, se sentant bien dans sa multiculturalité peut penser ne pas en avoir besoin. Mais ce n'est rien d'autre que du nombrilisme qui permet à cette élite limitée d'éviter le débat. Pendant ce temps, on trouve le lion Flamand sur tous les papiers officiels, sur les drapeaux de toutes les occasions officielles, bref, il fait partie de notre paysage et de notre identité. Et, une fois de plus, celui qui ne s'en occupe pas peut s'attendre à ce que d'autres le fassent à sa place. La question n'est pas de savoir si les mythes sont indispensables mais s'ils existent. Ils font partie de notre réalité et peuvent être identifiés et utilisés de manières très divergentes.

O.K. Chaque peuple a ses propres mythes. Mais ne devons-nous pas, en tant que progressistes, tendre à restituer notre propre histoire correctement ? Et faire prendre conscience au commun du peuple que l'histoire en soi est passionnante sans devoir en plus en donner des interprétations totalement erronées ?

L'histoire n'est pas une science exacte et étudier le passé n'est pas une occupation vitale. Si malgré tout, il vous en prend l'envie, ce n'est qu'une façon de vous regarder dans le miroir. Les gens se cherchent eux-mêmes dans leur passé et cela se passe toujours de façon très colorée. L'histoire est étudiée en fonction des valeurs du temps présent, des valeurs de l'observateur. Méfiez-vous des historiens qui se disent objectifs. Un historien est l'enfant de son époque, avec ses idées propres. Il regarde le passé de son propre point de vue.

L'histoire ne doit pas être écrite au singulier mais au pluriel. Dans ce pays, cette tradition et cette culture de débat font défaut. Si au XIX^e siècle, on était capable de créer des mythes, on peut encore le faire aujourd'hui. Une lecture pacifiste des événements du XIII^e et du XIV^e siècle soulignera des accents propres et ne sera certainement pas objective, mais elle peut être tout aussi édifiante et tenir tout autant la route que les interprétations qui ont cours. Un mythe pacifiste peut passer dans le domaine public tout comme les mythes issus de la pensée négative nationaliste, nourris par la haine de l'ennemi et qui ne se trouvent bien que parce que les autres sont mauvais.

Véronique Lambert, une historienne qui collabore au projet-1302, affirmait, lors d'un débat, qu'il ne sert à rien de détruire les mythes parce que d'autres les remplacent automatiquement.

Je suis tout à fait d'accord avec Véronique. J'ai cependant cru comprendre que, selon elle, le scientifique ne devrait intervenir que lorsqu'on abuse du mythe. Le scientifique doit à ce moment prendre ses responsabilités éthiques mais je suis d'avis qu'il doit encore aller plus loin. Il doit constamment nourrir le débat sur les tensions existant entre le mythe et la réalité car les mythes sont façonnables aujourd'hui comme hier. Le scientifique ne doit pas se focaliser sur la chasse à l'objectivité. Il doit se joindre au débat, en se distanciant par exemple de la discussion sur ce qui s'est passé ou non en 1302 et en offrant une perspective plus large. Pourquoi ne pas écrire un livre sur le contexte diplomatique et les tensions existant entre la politique et la violence à cette époque. Un livre qui a fort vieilli et qui donne une vision très française des événements reste la meilleure référence en la matière : *Philippe le Bel en Flandre - Les origines de la guerre de Cent ans*, rédigé par Funck-Brentano en 1893 et réédité cette année sous forme de fac-similé par les Archives royales de Bruxelles. Cette œuvre a fort vieilli à cause d'une vision unilatérale française et parce qu'elle s'appuie sur un appareil historique qui a plus de cent ans. Mais l'approche, le fait de situer l'aspect militaire dans un cadre plus large et la Flandre dans un ensemble plus vaste, cela reste très original. Un siècle de réflexion flamande sur 1302 : prenons-en de la graine.

Tu parles de la malléabilité des mythes et de la création de nouveaux mythes. Une vision critique de 1302 ne nous offre pas directement une histoire enthousiasmante pour un large public. Devons-nous rechercher d'autres références historiques pour remplacer 1302 ? Des histoires qui soient plus en concordance avec l'image démocratique et tolérante à laquelle nous aimons nous mesurer ?

Il faut rester réaliste. Le Conseil culturel flamand a opté en 1973 pour 1302 et pour le lion afin d'en faire ses symboles nationaux. On ne reviendra pas vite sur ce choix. Notre approche critique ne suffira certainement pas pour envoyer la lecture traditionnelle à la corbeille à papier. Si on plaide pour une culture de débat en Flandre, cela ouvre des perspectives. On peut s'y prendre de deux manières.

On peut d'abord tenter de porter un autre regard sur le mythe. Prenons par exemple la manière dont les Dampierre ont joué avec les pieds des Flamands. Ce fait plaide pour une défiance intrinsèque par rapport au pouvoir et soutient l'idée que le pouvoir mène presque toujours à des abus.

Ensuite, il nous reste quelques mythes dans nos réserves nationales qui ne demandent qu'à être popularisés. Un exemple : la légende de Reinaert de Vos, une vieille histoire qui a ses sources dans les fables d'Esopé et a été redécouverte dans la Flandre médiévale, d'abord en latin, puis en français et enfin en néerlandais. La version du Flamand «*Willem die Madoc maakte*» trouve sa place dans l'histoire de la culture européenne. Les intéressés devraient consulter le livre récent *Uilenspiegel – De wereld op zijn kop* rédigé sous la direction de Jozef Janssens. Le renard est un animal plus sympathique que le lion mais, dans l'histoire médiévale, le renard a une toute autre teneur que dans le mythe moderne. Le mythe change et donc le contenu de l'histoire. Cependant, il ne s'agit pas ici du cliquetis des armes mais d'une histoire qui nous invite à réfléchir sur la façon dont fonctionnent les gens et le pouvoir.

Plus fort encore : quelques dizaines d'années après le *Leeuw de Conscience*, Charles de Coster réécrit l'histoire de *Uilenspiegel*, une vieille légende allemande. *Uilenspiegel* est transporté dans nos contrées pour lutter contre l'Inquisition, le roi d'Espagne. Conscience aussi a entamé un livre sur *la prodigieuse année 1566*, la période de la révolte. La grande différence entre les deux réside dans le fait que De Coster n'a pas été subsidié par le roi, n'a pas fait de concessions à l'Eglise, n'a pas connu le succès de son vivant et est mort dans la pauvreté. Mais ce qu'il a écrit fait aujourd'hui partie de la littérature mondiale.

Attention, je ne dis pas que Conscience est un écrivain mineur comme Benno Barnard l'affirmait à propos de Gezelle. Gezelle et Conscience sont de grands personnages comme le prouve leur succès à leur époque. Conscience est cependant plus lié à son époque et, d'un point de vue littéraire, plus dépassé que De Coster. Je suis l'une des exceptions ayant replongé récemment dans l'œuvre de Conscience. Un travail irréalisable ! Mais cela n'enlève rien à la valeur des contemporains.

Contrairement à Conscience, De Coster n'est toujours pas dépassé. A mi-chemin du livre, Tijn et Nele se baladent déjà complètement *stoned*. Ils ont des hallucinations les unes à la suite des autres. A travers leurs rêves transparaissent les visions de Bosch qui se transforment sans peine en allégories de Brueghel. Aujourd'hui seulement la culture scientifique commence à faire la distinction alors que De Coster y faisait déjà référence il y a cent ans. Comme Reinaert, *Uilenspiegel* est l'histoire de la place de l'homme dans la société, de son regard sur la société. L'œuvre de De Coster est, du point de vue du contenu beaucoup plus riche que l'histoire de la Bataille des Eperons d'Or.

Plaider pour qu'on supprime du jour au lendemain *de Leeuw* et qu'on choisisse un autre symbole n'a aucun sens. Il faut, en tant que progressiste, réaliser qu'on ne doit pas laisser de côté le mythe et la symbolique et prendre conscience de l'immense richesse des symboles flamands tels que *Uilenspiegel* et *Reinaert*.

Que choisirait Roel Jacobs comme symbole dans l'histoire flamande ?

Ce que choisit Roel Jacobs est peu relevant. Cependant, les XV^e-XVI^e siècles constituent l'époque la plus glorieuse de notre histoire, l'époque des derniers des Bourgogne, de l'empereur Charles Quint, de la révolte contre Philippe II, le fils de l'empereur. Conscience a aussi commencé par-là. Si je devais toutefois choisir dans le bestiaire flamand, je donnerais ma préférence au hibou de De Coster plutôt qu'au lion de Conscience.

Le regard de l'autre le mouvement flamand vu le par le mouvement wallon

Chantal Kesteloot*

Quelques pistes

Le 11 juillet 2002, le Ministre-président de la Région wallonne, le socialiste Jean-Claude Van Cauwenberghe, participait à la célébration de la Bataille des Eperons d'Or. La veille, il avait publié une *Lettre ouverte aux Flamands*¹ dans laquelle il soulignait les progrès accomplis tout en insistant sur l'existence de sensibilités distinctes : «*d'une période de crispation, où l'identification régionale pouvait sembler exagérément affirmée en Flandre et nuisiblement timorée en Wallonie, nous sommes passés à un stade où, chacun se sent bien dans sa région ; nous percevons des convergences profitables aux entités de notre pays et nous travaillons à cultiver ce qui nous rapproche plutôt qu'à exalter ce qui nous sépare. Certes, nier que des sensibilités divergentes existent au Nord, au centre, et au Sud du pays ne serait pas lucide. A l'évidence, les influences historiques, les références culturelles ou le tissu économique induisent des différences*». En soi, la présence de Van Cauwenberghe n'avait rien d'unique ni d'isolé : depuis quelques années, des traditions de présences réciproques se sont installées, signe sinon d'une détente tout au moins d'une certaine forme de courtoisie, un terme très à la mode pour évoquer

* Docteure en Histoire (ULB), chercheuse au CEGES et collaboratrice scientifique à l'ULB.

1. Voir http://vancau.wallonie.be/code/fr/print_comm.asp?pk_id_comunique+1639

les rapports entre les deux communautés. Mais cette tradition est récente. Longtemps, mouvement wallon et mouvement flamand se sont affirmés en opposition, le combat et les acquis de l'un alimentant la dynamique de l'autre et vice-versa. Certes des points de convergences ont pu apparaître, essentiellement lorsqu'il s'est agi de combattre le centralisme bruxellois. Mais au regard d'un peu plus d'un siècle d'action, force est de reconnaître que ces moments de rapprochement, s'ils sont significatifs, n'en sont pas moins exceptionnels et ont plus été portés par quelques personnalités que par les mouvements dans leur ensemble.

Au regard des tensions et des crispations passées, rien ne laissait dès lors prévoir qu'un jour, une politique de présence réciproque aux grandes réjouissances de l'autre communauté s'installerait. Sans doute ne faut-il d'ailleurs pas se leurrer sur le sens réel de tels événements. L'actualité nous montre chaque jour qu'entre Flamands et Wallons, des sensibilités différentes existent et se développent d'autant plus qu'elles sont valorisées et cultivées. Le moindre sondage met en exergue non pas les points de convergence entre Flamands et Wallons, ni les divergences internes à chaque groupe (entre ruraux et citadins, entre Flamands riches et Flamands pauvres, entre sous-régions de Flandre ou de Wallonie) mais bien ce qui oppose les uns aux autres. Au delà, les sujets de tensions potentiels n'ont pas disparu : interprétations différentes dans la question des livraisons d'armes à des pays tiers, adoption ou rejet de la convention européenne de protection des minorités, avenir de la sécurité sociale et, plus généralement, la question de la solidarité nationale sans oublier le regard porté sur le passé.

C'est de ce passé et plus particulièrement de la manière dont, depuis sa naissance, le mouvement wallon a considéré le mouvement flamand qu'il va être question. Lorsqu'il voit le jour à la fin du XIX^e siècle, comme le signale Destrée, «*le mouvement wallon s'est affirmé tout d'abord comme une réaction contre les exigences flamandes*»². Il est le fait essentiellement de Wallons établis à Bruxelles et en Flandre, c'est-à-dire là où les premières menaces vont être le plus clairement ressenties, dans un espace extérieur à la Wallonie, ce qui n'empêche pas ces premiers groupements de se considérer comme l'expression du «mouvement wallon», une terminologie rapidement admise. Parallèlement à ce courant politique existe un courant plus littéraire qui exalte également la Wallonie et a fort à cœur le culte de la *petite patrie*. Entre 1890 et 1893, ces deux courants se retrouvent lors des premiers congrès wallons, lieu de formulation de la doctrine d'un mouvement naissant. Ce qui frappe, c'est la difficulté d'adopter une stratégie claire et une attitude cohérente vis-à-vis

2. J. DESTREE, «Un programme wallon» in *Le Flambeau*, novembre 1919, p. 633.

un rapport à la Belgique total d'importance

d'un mouvement flamand qui, bien qu'antérieur, n'en est lui-même aussi qu'à ses débuts. Quelle stratégie adopter vis-à-vis d'un adversaire que l'on connaît mal et que l'on n'essaie pas de mieux connaître ? La question est en effet fondamentale. La construction identitaire fonctionne par un jeu de miroir : moi et l'autre, nous et les autres. Pour qu'il y ait conscience, il faut se sentir différent, l'identité ne pouvant s'affirmer qu'en rapport à l'autre : «*Je, l'individuation de l'être ne peuvent se faire s'il n'y a pas l'Autre*»³. Ou, comme l'énonce Ricœur dans sa théorie de l'identité narrative, il est impossible de dissocier l'un de l'autre. Ce qui est vrai pour les individus, l'est également pour les groupes, l'identité du groupe étant perçue comme «*une représentation par laquelle une collectivité figure son unité par différenciation d'avec les autres*»⁴. Or, cet autre, quel est-il ? Le mouvement wallon naissant perçoit-il bien son existence ? De toute évidence, l'argumentaire est difficile à mettre en œuvre.

Deux discours se développent donc parallèlement, sans qu'un choix ne soit fait entre diabolisation de l'autre et sentiment de commisération à son égard. Dans le registre de la diabolisation, que retenir ? Pour les premiers militants wallons, le combat qu'ils mènent est légitimé par la défense de la langue, d'une langue unique, ciment de l'identité nationale : la langue française. En ce domaine, peu de chose sépare le mouvement wallon de l'establishment belge francophone sauf qu'il se revendique clairement de l'épithète wallon et ne baigne pas dans l'exaltation de «*l'âme belge*» telle que définie par Edmond Picard. Il est certes attaché à la Belgique, pas à celle que valorise Pirenne avec le comté de Flandre comme modèle d'un Etat en devenir, mais à une Belgique dont les provinces wallonnes constituent le pilier essentiel. Dans cet ordre d'idées, les premiers militants wallons insistent sur les origines linguistiques de la révolution de 1830 au détriment d'autres causes, qu'elles soient politiques, sociales ou religieuses. Ils insistent également sur le rôle essentiel qu'ont joué les Wallons dans cette révolution. Dans cette optique, l'autre ne peut être perçu que comme diabolique : il est l'ennemi national, celui qui veut imposer au rang de langue nationale à part entière la langue de l'adversaire de 1830. L'autre est assimilé à l'ennemi d'hier, celui contre lequel les Wallons se sont battus. Ce discrédit, ce rejet de l'autre en dehors de l'espace national et son assimilation à l'ennemi – les Pays-Bas à la fin du XIX^e siècle – est une stratégie qui réapparaîtra à maintes reprises au fil du XX^e siècle.

3. D-C. MARTIN, «Identités et politique : récit, mythe et idéologie» in *Cartes d'identité. Comment dit-on «nous» en politique?*, Paris, FNSP, 1994, pp. 13- 38 (citation p. 20).

4. E-M. LIPIANSKI, «Comment se forme l'identité des groupes ?» in *L'identité. L'individu. Le groupe. La société*, pp. 143-147 (citation p. 145).

fait de
qui?

Mais ce rapport à l'autre se double d'un autre registre : celui du paternalisme affiché vis-à-vis des populations flamandes. Le paternalisme, c'est la vocation du missionnaire, la politique de la main tendue aux «pauvres Flamands» qui ne demandent qu'à apprendre le français mais qu'un clergé maintient soumis et prive de cette instrument d'émancipation par excellence : la langue française. La démonstration va plus loin. La langue flamande est considérée par essence comme impropre à transmettre les idéaux des Lumières et comme un obstacle au développement économique. Dans cette optique, la crise qui touche les campagnes flamandes au XIX^e siècle est envisagée comme le fruit de l'attitude des élites locales, le clergé en tête, qui maintiennent les populations dans un état de soumission et de dépendance culturelle et économique. Pour convaincre de la légitimité de leur raisonnement, les premiers militants wallons opposent au misérabilisme des campagnes, la prospérité des villes flamandes ouvertes au français. Entre les dangereux flaminguants qui semblent menaçants de toutes parts et les pauvres Flamands, il y a une contradiction qui n'est pas assumée et qui rend difficile la formulation d'un discours cohérent.

On le sent, ce premier discours du mouvement wallon a du mal à asseoir sa légitimité. Comme l'écrira Destree, «*cette période est surtout antiflammingante. On veut résister aux 'exagérations' tracassières qui se sont manifestées et qui inquiètent les Wallons mais il semble que l'on ait quelque difficultés à définir ces exagérations*»⁵.

Progressivement, d'autres images vont nourrir la représentation que le mouvement wallon a de l'autre. Cette évolution est le fruit d'une consolidation réciproque du mouvement flamand et du mouvement wallon. La perception que le mouvement wallon a du mouvement flamand va s'articuler autour de quatre enjeux essentiels : la langue, la patrie et les valeurs qui y sont associées, la dimension économique et, enfin, la question de la minorisation considérée sous divers aspects. Bien entendu, ces quatre enjeux ne sont pas perçus de manière monolithique ni dans le temps ni dans l'espace. Selon les périodes, ils jouent un rôle plus ou moins important, ils sont parfois passés complètement sous silence pour des raisons qui tiennent aux stratégies d'actions mises en œuvre. De même, on ne peut considérer le mouvement wallon – ni le mouvement flamand d'ailleurs – comme un bloc homogène. Des enjeux particuliers vont jouer un rôle plus important pour certains groupes que pour d'autres. Là aussi, l'analyse va évoluer au fil du temps. Ces enjeux ne se focalisent pas exclusivement sur le seul mouvement flamand mais touchent

5. J. DESTREE, «Un programme wallon», *op. cit.* 1919, p. 633.

aussi la population flamande en général tant il est vrai que, pour le mouvement wallon, il va y avoir très rapidement une assimilation entre la population flamande et le mouvement flamand, assimilation d'ailleurs également pratiquée par le mouvement flamand lui-même, dès lors qu'il s'exprime au nom de «*ons volk*». Mais cette assimilation n'a pas toujours été faite : dans un premier temps, le mouvement wallon a surtout insisté sur l'isolement des flamingants, sur leur marginalité, leur non-représentativité. Ce n'est qu'ultérieurement qu'il y a assimilation du mouvement flamand au peuple flamand. Le mythe du «bon flamand» tel que se le représente encore le mouvement wallon à la fin du XIX^e siècle disparaît avec la Première guerre mondiale. Mais les ruptures ne sont pas radicales. Ce «bon Flamand» ressurgit encore dans la campagne de défense de «*Gand français*», campagne qui est surtout le fait de l'*establishment* francophone mais auquel le mouvement wallon participe pleinement au début des années 20. Ainsi lors de la grande manifestation du 28 janvier 1923 en faveur du maintien de l'université francophone de Gand défilent côte-à-côte des unitaristes francophones bon teint et des militants wallons fédéralistes. Ce «bon Flamand», c'est sans surprise, celui qui veut apprendre le français, celui qui sait qu'il y va de «son intérêt» et qui se montre dès lors hostile au mouvement flamand qui l'empêche de réaliser ses rêves d'ascension sociale. A l'heure où ce «bon Flamand» a bel et bien disparu de la rhétorique argumentaire du mouvement wallon, il n'a pas pour autant disparu de l'imaginaire politique. Au cours des années 60, le FDF aura à cœur de convaincre ces «bons Flamands» d'exprimer un vote en sa faveur, vote motivé par la défense de la liberté du père de famille, un argument qui séduit certains Flamands de Bruxelles et de la périphérie désireux d'envoyer leurs enfants dans l'enseignement francophone, considérant cette voie comme celle de l'ascension sociale.

Au fil du temps, la langue, berceau nourricier du mouvement wallon, va progressivement passer au second plan des préoccupations. Elle ne disparaît pas pour autant, faisant intégralement partie de la «*boîte à outils*»⁶ identitaire du mouvement avec, comme dans chaque boîte à outils, des objets indispensables certes mais pas nécessairement utilisés de façon fréquente. La législation de 1932 consacre l'unilinguisme de la Flandre et de la Wallonie et une capitale bilingue. Dès lors, pour des militants qui se repositionnent autour de l'espace wallon, la dimension linguistique n'occupe plus le même rang en termes de priorité. Certes, cela ne signi-

6. Expression empruntée à G. DEVEREUX par I. TABOADA-LEONETTI, «Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue» in C. Camilleri, J. Kastarsztein, E-M. Lipiansky, H. Malewska-Peyre, I. Taboada-Leonetti, et A. Vasquez, *Stratégies identitaires*, Paris, 1990, p. 46.

ne pas pour autant que la question disparaisse – elle peut être aisément réactivée en cas d'incident – ni que la perception du néerlandais devienne plus positive.

La patrie et les valeurs associées

C'est en ce domaine que la stigmatisation va le mieux fonctionner et ce à la faveur des deux guerres. On connaît en effet le rôle essentiel qu'elles ont joué en Belgique dans la formulation des identités nationales⁷. Au lendemain de la Première guerre mondiale, la trahison d'une fraction du mouvement flamand suffit à discréditer l'ensemble du mouvement et l'on a recours, côté wallon et bien au-delà, à une nouvelle terminologie : «*flamboche*» ou «*flaminboche*» dans l'entre-deux-guerres et «*kollaborateurs*» au lendemain de la seconde. Dans les deux cas, première et deuxième guerres, le mouvement wallon est, lui, considéré comme ayant choisi le bon combat, patriotique belge en 1914, antinazi en 1940.

Cette assimilation à l'Allemagne – qui a désormais relégué les Pays-Bas dans l'oubli – est utilisée autant que faire se peut pour discréditer toutes les revendications flamandes : ainsi la loi sur l'emploi des langues en matière administrative de 1921 est qualifiée de loi «*von Bissing*», un qualificatif que l'on utilise aussi pour discréditer les projets de flamandisation de l'Université de Gand au début des années 20. En 1930, lorsque l'Université est effectivement flamandisée, le qualificatif n'est plus utilisé. Sans doute a-t-il perdu de sa force. Mais le mouvement flamand, lui, continue d'être assimilé à l'Allemagne. C'est le cas avec l'élection Borms et ensuite et surtout avec le VNV.

Les événements de la Seconde guerre mondiale vont évidemment conforter cette grille d'analyse. Mais cette fois, les choses sont encore plus graves. Non seulement, les «*Flamands*» ont trahi pour la deuxième fois mais, circonstances aggravantes, avec un ennemi pire encore : le nazisme avec toutes les monstruosités associées à ce régime. Dès lors, on n'aura de cesse, dans le mouvement wallon, de dénoncer toutes les résurgences, toutes les manifestations d'un mouvement flamand associé aux bourreaux nazis. Mais la dénonciation d'un mouvement flamand comme fasciste se double d'une autre accusation : celle d'occuper et de contrôler tous les rouages de l'Etat à la faveur d'un occupant dont la politique générale est de favoriser autant que possible les Flamands. Les

7. Nous renvoyons à l'ensemble des contributions contenues dans l'ouvrage *Collaboration, répression – un passé qui résiste*, sous la direction de J. GOTOVITCH et de Ch. KESTELOOT, Bruxelles, Labor, 2002.

Fламандs apparaissent donc à la fois comme les maîtres de la Belgique mais aussi comme les fossoyeurs de l'Etat belge.

Mais après 1945, ce n'est plus tant par rapport à la patrie belge que joue la stigmatisation. Le mouvement wallon a lui-même opéré des changements en la matière. La projection des valeurs propres au groupe est en effet partie intégrante de la manière dont on perçoit l'autre. Jusqu'à la Première guerre mondiale, le mouvement wallon se revendique haut et fort de la Belgique (une affirmation qui a aussi été celle du mouvement flamand naissant). Après 1918, ce concept demeure opératoire même si compte tenu de l'évolution de la législation et de l'introduction de l'unilinguisme des régions en 1932, le mouvement wallon se recentre sur l'espace wallon. Les événements de la Seconde guerre mondiale marquent une rupture claire dans les rapports du mouvement wallon à la Belgique. Il la perçoit désormais comme un Etat belgo-flamand dans lequel il n'a plus sa place. Comme le déclare Fernand Schreurs à la tribune du Congrès national wallon d'octobre 1945 : «*La Wallonie ne retrouve pas dans la Belgique d'aujourd'hui le pays qu'elle a créé en 1830. Ce qu'elle voulait à cette époque, c'était un Etat débarrassé de l'hégémonie néerlandaise, dont la culture serait essentiellement française, qui entretiendrait avec la France des relations fraternelles*»⁸. Le même discours montre combien la défense de la langue demeure sensible : «*Mais était-il nécessaire de détruire la civilisation française là où elle ne s'était imposée que par l'éclat de son rayonnement ? Fallait-il supprimer la primauté de la langue française ?*». C'est que la langue véhicule toujours d'autres valeurs et en ce climat très particulier de 1945, chasser le français, c'est chasser la France amie pour lui substituer «*l'Allemagne brutale*». Si la «*Wallonie*» ne se retrouve plus dans cette Belgique, c'est parce qu'elle devenue trop flamande et bruxelloise. L'identité de cette Wallonie se conçoit dans cette altérité.

Ce qui est dénoncé, c'est l'orientation anti-démocratique du mouvement flamand. Puisque la stigmatisation a changé de nature, le mouvement wallon s'exprime au nom d'autres valeurs. C'est le contenu démocratique de l'engagement wallon militant qui est mis en exergue et le mouvement de valoriser son engagement anti-léopoldiste dès les années 30, son combat clandestin, précoce et constant, son engagement dans des formations politiques traditionnelles. Cette représentation de soi est opposée point par point à la représentation que l'on se fait de l'autre : le «*Los van Frankrijk*» des années 30 et le mouvement flamand présenté comme une cinquième colonne, le comportement supposé de certaines

8. Rapport de Fernand Schreurs in *Le Congrès de Liège des 20 et 21 octobre 1945*, Liège, 1945, p. 17.

unités flamandes lors de la campagne des dix-huit jours, l'engagement précoce du VNV et d'autres dans la collaboration, la libération des prisonniers de guerre flamands, la faiblesse de la résistance en Flandre.

Ainsi, par exemple, lors des marches flamandes sur Bruxelles en 1961-1962, la presse d'action wallonne épinglera systématiquement le style germanique des manifestants, le port d'uniforme, de drapeaux, bref, de tout ce qui de près ou de loin peut rappeler la symbolique nazie. Cette perception n'a d'ailleurs pas disparu : elle réémerge à chaque fois que la question de l'amnistie a été évoquée et cette grille de lecture fonctionne d'autant mieux qu'à la faveur des années 1970 vont émerger, côté flamand, toute une série de groupuscules d'extrême-droite d'abord et le *Vlaams Blok* ensuite. Autant d'éléments auxquels on peut ajouter le meurtre de Jacques Georgin lors d'une bagarre de colleurs d'affiches pour les communales de 1970. L'article que publie en la circonstance *La Wallonie libre* est révélateur de cette perception. Il s'intitule «*les mêmes méthodes*», allusion à l'attitude de «*brutes du VNV*» qui s'en sont pris à un passant bruxellois lors d'une cérémonie d'hommage à August Borms en 1940. Et le journal de poursuivre : «*Ce nationalisme, issu du pangermanisme et renforcé par la fange naziste, n'est malheureusement pas mort. Nous devons dénoncer non seulement un crime isolé, mais un état d'esprit encore trop répandu en Flandre, où il est trop souvent toléré*». L'assassinat de Georgin est rattaché à une série d'incidents qui ont émaillé les rapports entre Flamands et Wallons durant les années 1960 : la question des Fourons, le *Walen Buiten*, des anciens SS défilant à Dixmude, Elias recevant le prix de littérature des provinces flamandes⁹.

Il convient de s'interroger : ce discours est-il spécifique au mouvement wallon ? La réponse est non. On le retrouve énoncé par certains milieux de l'*establishment* belge avec lequel le mouvement wallon se retrouve sur la même longueur d'onde en la circonstance. Ce qui est spécifique, c'est l'intensité, le degré d'utilisation de ce type de représentation par les militants wallons qui ont besoin de s'affirmer, de se forger une légitimité et, comme tel, de stigmatiser l'autre. Il y va de la survie même du groupe. En ce sens, le besoin d'auto-affirmation s'inscrit pleinement dans la stratégie des conflits identitaires considérés comme «*des conflits pour la survie du groupe non seulement matérielle, mais avant tout culturelle et psychologique*»¹⁰. Plus que l'*establishment* belge qui, même s'il ne s'affiche plus de manière aussi sûre de lui en ce début des années 1970 que

9. J.-H. RICAUD (résistant, prisonnier politique 1940-1945), «Les mêmes méthodes» in *La Wallonie libre*, octobre 1970.

10. F. THUAL, *Les conflits identitaires*, Paris, 1995, p. 5.

par le passé, le mouvement wallon s'inscrit en permanence dans un besoin d'affirmation de soi.

Mais d'autre part, il est essentiel aussi de rappeler que lorsque ce discours ne sert plus le projet politique du mouvement wallon, il le laisse de côté. On en revient aussi aux dimensions constitutives de l'identité du mouvement wallon et à l'idée que toutes ne sont pas présentes à chaque période de son histoire. Ainsi en 1929-1930, la Ligue d'action wallonne envisage l'idée de contacts avec le *Frontpartij*. A la même période, deux rencontres ont lieu entre l'équipe rédactionnelle du *Tocsin* et celle de la revue flamande *Internacia*. Mais ce n'est pas l'ensemble du mouvement qui s'engage et les informations demeurent plutôt discrètes. La situation est quelque peu différente dans les années 1950. Dès 1946, le libéral Jean Rey en a appelé à des contacts avec des fédéralistes flamands. L'initiative reste provisoirement sans écho mais, en décembre 1952, fédéralistes flamands et wallons rendent publics les fameux accords Schreurs-Couvreur. Parmi les signataires flamands figure un ancien membre du VNV. Les militants wallons l'ignorent-ils ? Probablement, de même d'ailleurs que la presse bruxelloise francophone qui s'en prend avec violence au mouvement wallon accusé de composer avec des traîtres mais aucun nom n'est cité. Au début des années 1960 enfin, d'autres contacts seront noués avec l'équipe rédactionnelle du journal *Het Pennoen* et avec le *Vlaamse Volksbeweging*. Bref, un ensemble d'éléments qui démontrent que le discrédit de l'autre peut s'effacer pour des raisons stratégiques. Il peut tout aussi rapidement resurgir en fonction de l'actualité comme va amplement le démontrer la question des Fourons, qui émerge à la faveur de la fixation de la frontière linguistique en novembre 1962.

La minorisation

Dans l'image de l'autre, tant le mouvement wallon que le mouvement flamand vont développer ce que l'on a appelé le «*processus victimaire*»¹¹. Côté wallon, ce processus est également nourri par la crainte d'une minorisation progressive sur le plan démographique. Cet argument apparaît dès avant la première guerre mondiale. Les trente années de gouvernement catholique homogène sont perçues comme trente années au cours desquelles la Flandre catholique s'est imposée au détriment de la Wallonie laïque et, compte tenu de l'évolution démographique, du côté wallon l'impression prévaut que cette situation n'a aucune raison de changer. C'est l'image de la Flandre dominatrice et catholique. D'où la

11. F. THUAL, «Du national à l'identitaire. Une nouvelle famille de conflits» in *Le Débat*, janvier-février 1996, pp. 162-170.

perspective de la séparation administrative qui permettrait à tout le moins d'être dirigé par une majorité politique représentant mieux les aspirations légitimes de la population wallonne. Cette perspective de la minorisation démographique va se consolider au fil du temps. Pour les milieux catholiques wallons, elle est fondamentale. Après 1945, elle est devenue incontournable. C'est qu'elle a en effet pris une dimension aggravante avec le non-retour des prisonniers de guerre wallons. Elle se traduit par une minorisation politique de plus en plus marquée avec l'adaptation des sièges parlementaires suite au recensement décennal de 1947. Rien d'étonnant dès lors que des académiciens wallons lancent en 1949 une pétition intitulée «*La Wallonie en alerte*» centrée sur cette question. Mais c'est surtout la publication, en 1962, du rapport Sauvy, qui lui donne une visibilité essentielle. Cette minorisation démographique se nourrit également de l'évolution de la situation économique. A partir de l'entre-deux-guerres surtout, le mouvement wallon évoque le déclin de la Wallonie mais ce discours n'est guère entendu. Au sortir de la seconde guerre mondiale, il est pris au sérieux par le gouvernement qui commande un rapport au Conseil économique wallon. Mais dans les faits, les constats restent sans suite d'autant que l'industrialisation de la Flandre demeure clairement prioritaire pour les élites politiques en place. Le mouvement wallon lui-même a du mal à mobiliser autour de cette question jusqu'au début des années 1960. Le Congrès national wallon, qui s'y intéresse clairement dans les années 1950, est de plus en plus déserté. Il faut attendre la création du Mouvement populaire wallon (MPW) et la liaison entre la revendication du fédéralisme et des réformes de structure, dans un contexte économique où le déclin wallon est une réalité incontournable, pour que la dimension économique occupe une place fondamentale dans le discours wallon.

On assiste alors à un renversement radical : la pauvre Flandre est devenue riche, les Flamands ont conquis les structures de l'Etat. Face à ce déclin, le mouvement wallon a trouvé écho dans les masses. Ce qui est intéressant, c'est que ces nouveaux venus du MPW vont intégrer dans leur représentation des Flamands et du mouvement flamand les clichés et les perceptions anciennes : le Mouvement populaire wallon renoue avec un vieil antiflamingantisme auquel il superpose l'image d'une Flandre nazie. Dans le registre de la minorisation, il stigmatise la Flandre qui, profitant de sa puissance économique et politique, se profile comme l'envahisseur. Mais le MPW n'est pas un bloc monolithique. Certains de ces membres plaident, au contraire, en faveur d'une stratégie concertée avec la classe ouvrière flamande et c'est ainsi que l'on peut voir des délégations flamandes participer à certaines manifestations du MPW. Mais, peu à peu, les contacts vont devenir plus difficiles. En cause d'abord, la question fouronnaise perçue par le MPW comme «l'affaire

Dreyfus des Wallons», l'idée des Fourons flamands apparaissant comme le grand mensonge, le jeu de dupe au détriment des Wallons. A la question fouronnaise s'ajoute ensuite la création de Sidmar perçue comme une nouvelle trahison face au déclin économique wallon.

1302, un oubli côté wallon ?

Force est de constater que, jusqu'au début du XX^e siècle, il n'a guère été question côté wallon de la célébration de 1302. Les débuts de cette célébration s'inscrivent pleinement dans l'histoire d'un mouvement flamand naissant qui se profile d'abord comme belge¹². Ce sont dès lors initialement les dimensions anti-françaises de la bataille qui sont mises en avant par les diverses associations flamandes. Progressivement, cette dimension anti-française va glisser vers une perspective anti-francophone. C'est dès lors, dans le contexte de cette double hostilité que des militants wallons vont mettre sur pied la cérémonie de Jemappes dont l'objectif est de mettre en exergue l'attachement à la France¹³. Mais de la célébration de 1302 il n'est guère question, une attitude qui va d'ailleurs perdurer. Ainsi, lorsqu'en 1913 l'Assemblée wallonne choisit de célébrer la fête de Wallonie le dernier dimanche de septembre, rendant ainsi hommage à la révolution belge de 1830, il n'est fait aucune allusion au choix de 1302, pourtant adopté vingt ans plus tôt par la *Nationaal Vlaams Verbond*. Il est vrai que dans un premier temps, l'événement est célébré aussi à Namur – nous en avons retrouvé la trace jusqu'en 1929¹⁴. Certes, on dénonce le poids excessif de l'histoire du comté de Flandre dans les cours d'histoire en général. Certes, Destrée fait allusion à 1302 dans sa *Lettre au Roi* mais c'est une allusion empreinte de respect, d'admiration, une forme d'exaltation patriotique : «*Comprend-on maintenant le geste admirable des Flamands, à la Bataille des Eperons d'Or, portant à leur bouche un peu de cette terre pour laquelle ils allaient mourir ?*

12. Sur ces célébrations, voir J. TOLLEBEEK, «De Guldensporenvieringen» in Leemans G., Boeva L., Deneckere G., Verdoort F.-J. (red.), *Vlamingen komt in massa. De Vlaamse beweging als massabeweging*, Gent, Bijdragen Museum van de Vlaamse Sociale Strijd n°17, 1999, pp. 37-64.

13. Sur «Jemappes» voir A. COLIGNON et P. DELFORGE, «Jemappes» in *Encyclopédie du Mouvement wallon* sous la direction de P. Delforge, Ph. Destatte, et M. Libon, t. 2, Institut Jules Destrée, Charleroi, 2000, pp. 868-870 ; et la contribution de Ph. RAXHON ci-après.

14. En 1948, *Pourquoi Pas?*, se réjouissant de la présence de drapeaux belges lors de la célébration de 1302, rappelle encore que «cette victoire (1302) ne fut pas, en effet, une victoire exclusivement flamande. Aux valeureux communiers flamands s'étaient joints des gens d'armes du Namurois. Ils combattirent coude à coude et vainquirent ensemble ainsi que l'a fort judicieusement rappelé un orateur brugeois au cours d'une des cérémonies». «La Bataille des Eperons d'Or» in *Pourquoi Pas*, 16/07/1948.

*Comprend-on l'héroïque baiser de ces mangeurs de terre ?*¹⁵. Une évocation qui anticipe (peut-être l'a-t-elle inspirée ?) le discours royal de début août 1914 : «Gloire à vous, armée du peuple belge ! Souvenez-vous que devant l'ennemi, vous combattez pour la liberté et pour vos foyers menacés. Souvenez-vous, Flamands, de la Bataille des Eperons d'Or et vous, Wallons de Liège, qui êtes en ce moment à l'honneur, des Six Cents Franchimontois !».

Pendant longtemps, l'événement ne semble guère intéresser le mouvement, une indifférence à laquelle on ne peut qu'opposer l'indignation lorsque sont lancés les premiers pèlerinages de l'Yser. Le mouvement wallon – mais pas uniquement lui, le ton est encore plus hostile dans la presse francophone de Flandre – se sent complètement floué. Sur le sol de la plaine de l'Yser, il n'y a pas que des soldats flamands qui sont tombés. C'est l'impression d'être dépossédé d'un lieu de mémoire – le terme n'est pas encore utilisé à l'époque – qui prévaut, c'est la confiscation des morts de 1914-1918 au seul profit de la Flandre, la confiscation d'un lieu où tant de soldats sont morts et d'où les Wallons se sentent exclus, où l'on enlève à certains héros la signification de leur sacrifice. Ce qui se passe dans la plainte de l'Yser sert évidemment merveilleusement pour dénoncer un mouvement flamand pacifiste d'abord et fasciste ensuite ; cette dernière dimension triomphant au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Dès lors, bien plus que la célébration de 1302 – qui apparaît comme la fête nationale flamande et donc comme un événement légitime en partant du fait que les Flamands forment un peuple – ce sont toujours les pèlerinages de l'Yser qui servent pour stigmatiser l'autre. Lorsque le mouvement wallon s'en prendra à la célébration du 11 juillet – il le fait quand même quelques fois – c'est en l'associant à d'autres thèmes et l'on rejoint ici l'image d'une Flandre cléricalo-fasciste. D'ailleurs, entre le pèlerinage de l'Yser et la Bataille des Eperons d'Or, la confusion est parfois totale comme on peut le lire, par exemple, dans *La Province de Mons* du 14 juillet 1948 : «Le 'Guldensporenslag' ou Bataille des Eperons d'Or a recommencé ce dimanche à Anvers. Profitant du 11 juillet qui, avant la guerre, donnait lieu chaque année à d'imposantes manifestations flammingantes et antibelges du côté de la Tour de l'Yser, des inciviques et autres embochés, dont un au moins arborait l'uniforme des formations nazies qu'il porta sous l'occupation allemande, ont défilé dans les rues de la ville». Ce que l'on dénonce aussi, ce sont les subventions octroyées par le gouvernement, en 1952 par exemple, à l'occasion du

15. J. DESTRIÉE, *La Lettre au Roi* publié dans P. Dupuis et J-E. Humblot, *Un siècle de mouvement wallon 1890-1997*, Quorum, Ottignies, 1998, pp. 33-56 (citation p. 38).

650^e anniversaire de la Bataille des Eperons d'Or. Le mouvement wallon dénonce l'absence d'équivalence, d'appui gouvernemental au pèlerinage wallon de Waterloo.

Dans le processus d'affirmation de soi, la Flandre va tout naturellement choisir 1302 comme fête nationale, un choix adopté par le Parlement flamand en 1973 et qui va, dès lors, accélérer le processus de choix du côté francophone. En 1975, le Conseil culturel de ce qui s'appelait alors la Communauté culturelle française de Belgique choisit la date du 27 septembre, un choix ambigu puisqu'il dépasse l'espace wallon et concerne également les francophones de Bruxelles.

Qu'en est-il aujourd'hui de ce regard ? Force est de constater que diverses questions sont toujours pendantes. Le rapport au passé, et particulièrement à la Seconde guerre et ses suites, demeure l'objet d'analyses distinctes. La célébration de 1302 s'est institutionnalisée. Elle est désormais l'occasion de grands discours politiques des responsables en place. Du fait de la fédéralisation de la Belgique, mouvement wallon et mouvement flamand ont été privés d'une partie de leurs revendications. En d'autres termes, leur combat s'est traduit par des acquis. Mais ces victoires posent le problème de la recherche d'un souffle nouveau, d'une dynamique renouvelée. Sur le plan économique, le rapport de force penche toujours en faveur de la Flandre même si le déséquilibre semble moins marqué qu'il y a une décennie. Mais les mentalités évoluent souvent plus lentement. Les Wallons sont encore animés de sentiments complexes : l'image de la langue flamande comme langue de seconde zone n'a pas complètement disparu, l'image d'une Flandre riche s'est imposée mais n'a pas non plus effacé des mémoires les milliers de travailleurs flamands venus en Wallonie pour y travailler. Côté flamand, les images se superposent également. Le processus victimaire n'est pas mort non plus même s'il n'a plus guère de raison d'être. C'est avec ces identités déchirées – et encore n'avons-nous pas évoqué les identités belge, bruxelloise, immigrée – que se construisent l'image, les images de l'autre, entre mythe et réalité, entre désir assouvi et inassouvi et revendication assumée et sublimée. Ces images de l'autre sont indispensables à l'identité de chacun : je, nous n'existe pas sans l'autre... Mais ce «je», ce «nous», cet «autre», les «autres» évoluent constamment, à l'instar de la célébration de 1302 qui s'est profondément modifiée depuis plus de cent ans et dont le gouvernement flamand actuel veut montrer qu'elle est l'image d'une Flandre plurielle et ouverte. Mais cette image-là, force est de constater qu'elle a bien du mal à s'imposer.



1792 contre 1302 d'une bataille à l'autre sur les chemins de Flandre et de Wallonie

Philippe Raxhon*

Outre le centenaire de 1789, c'est la commémoration de la Bataille de Jemappes du 6 novembre 1792 qui est la fête la plus représentative de la mise en valeur du souvenir révolutionnaire en Belgique, confirmée par l'inauguration d'un monument de pierre au début du XX^e siècle. La commémoration de cette bataille – qui décida du sort des territoires de la Belgique actuelle et fut la traduction de la volonté d'exportation des principes révolutionnaires français – fut aussi présentée comme une réponse wallonne à la commémoration flamande de la Bataille des Eperons d'Or, et plus largement à un mémoire flamande en construction. C'est ce point particulier que nous allons traiter ici.

L'érection du monument de Jemappes fut prétexte à une large vague commémorative qui exige une multitude de supports de diffusion. Elle prend place dans l'axe du centenaire de la Révolution par son caractère de réaction anticatholique – dans le même contexte d'une présence catholique au pouvoir – mais, chose nouvelle, elle se double d'un souci régionaliste wallon affirmé : la commémoration de la Bataille de Jemappes représente un acte fondateur dans l'espace revendicatif communautaire wallon.

* Historien. Chargé de cours à l'Université de Liège.

Les motivations qui président à l'effort commémoratif autour de Jemappes, alors que, au demeurant, Fleurus est délaissée, sont variées, et nous tenterons d'en dégager les composantes. Mais le choix de la commémoration de Jemappes est le fruit d'une longue opération mentale des Wallons, d'un long mûrissement qui émerge d'un concert d'hésitations, de tergiversations, de doutes. Car la Bataille de Jemappes fut commémorée non seulement comme telle, mais aussi en vue de créer une fête nationale wallonne, pour rallier autour d'elle un plus grand nombre possible de Wallons, face au mouvement flamand qui s'était déjà doté d'un imaginaire historique.

L'émergence du mouvement wallon

La commémoration de Jemappes en 1911 s'insère dans un contexte où l'actualité du mouvement wallon semble se précipiter, assumant le parcours de son émergence à travers une série d'événements qui en forgent l'originalité et en alimentent la signification. Quelques-uns d'entre eux méritent de retenir notre attention ici. Ainsi, dès 1897, est fondée la Ligue wallonne de Liège par le libéral Julien Delaite¹ qui exerça un rôle de première importance dans le mouvement wallon. Il était partisan d'une séparation administrative inspirée du modèle fédératif d'Emile de Laveleye. Il présida également le premier Congrès wallon de 1905, à l'heure de l'Exposition universelle de Liège. Nous avons étudié ailleurs l'impact du Congrès wallon de 1905 sur l'historiographie des révolutions liégeoise et française², et le débat entre Henri Pirenne et Hector Chainaye³, autour de l'intervention révolutionnaire française de 1792 – souhaitée ou non – dont la référence allait désormais servir d'argument à la distinction et même à la rivalité historique entre Flamands et Liégeois, puis Wallons. C'est le régime français qui aurait révélé aux populations locales de l'actuelle Belgique leur différence de mentalité, et facilité ainsi le tracé de l'histoire en les contraignant à choisir entre le refus du passé et la négation de l'avenir, entre la révolution et la contre-révolution.

Le 7 juillet 1912 a lieu un nouveau Congrès national wallon à Liège, à l'initiative de la Ligue wallonne et présidé par Julien Delaite. Le Congrès propose la séparation administrative et la formation d'une Assemblée wal-

1. Julien DELAITE (1869-1928). Chimiste, publiciste et dialectologue wallon, il fut aussi conseiller communal et provincial.
2. Voir notre livre *La Révolution liégeoise de 1789 vue par les historiens belges*, Bruxelles, 1989, pp. 88-89.
3. Hector CHAINAYE (1865-1913). Docteur en droit et journaliste libéral, favorable comme Delaite au séparatisme administratif.

lonne, esquisse de parlement. C'est dans la foulée que Jules Destrée écrit sa fameuse *Lettre au Roi* sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre, publiée le 15 août 1912 dans la *Revue de Belgique*. Le 20 octobre 1912 se tint alors cette Assemblée. C'est là que l'emblème wallon du coq hardi aux couleurs rouge et jaune, au demeurant couleurs liégeoises traditionnelles, et le dernier dimanche de septembre comme fête nationale wallonne en souvenir des combattants wallons de 1830, seront adoptés. Nous y reviendrons. On le voit, la commémoration de Jemappes s'inscrit dans une effervescence wallonne d'un degré jamais atteint auparavant. Dès 1908, l'idée d'une commémoration de la Bataille de Jemappes fut lancée, à l'occasion d'un appel du Comité du monument de Jemappes, présidé par le baron Jules du Vivier, conseiller provincial du Hainaut, et dont le secrétaire était l'homme de lettres Hector Voituron.

La Bataille de Jemappes y était présentée comme un fait de guerre héroïque abattant l'Ancien régime, tout en marquant une victoire décisive de la civilisation française. Il est clair que, comme nous allons le voir, la commémoration de Jemappes fut une réponse à la commémoration flamande du 600^e anniversaire de la Bataille des Eperons d'Or (1302) contre les chevaliers français. Les Flamands ne s'y trompèrent pas, et le *Nationaal Vlaamsch Verbond* placarda le 25 mars 1909 une affiche anti-française dans quelques villes belges, dont le texte, aux accents nationalistes belges plutôt que flamands, est paru dans la *Gazette de Liège*, le 30 mars 1909. Il s'agit d'un appel du NVV signé par son président V. Vos et son secrétaire F. Reinhard : «*Belges ! Le parti de la France vous invite à une commémoration solennelle de la victoire remportée par le général Dumouriez sur l'armée autrichienne à Jemappes, en 1792. Vous resterez sourds à cet appel*». Venait ensuite une condamnation de l'occupation française, de sa domination sur le peuple belge exploité. Le texte est développé : «*La tyrannie de la France fut la plus dure, la plus sanglante dont notre pays ait eu à souffrir (...). Une nouvelle annexion de notre patrie à la France nous procurerait inévitablement les mêmes soi-disant bienfaits qu'à la fin du XVIII^e siècle. Pour échapper et rester maîtres de vos destinées, vous répondrez avec nous aux courtiers d'annexion, qui vous invitent à commémorer une victoire de l'étranger ou d'autres événements se rattachant à une époque de grande détresse et de souffrances inouïes pour nos aïeux : Non ! nous n'irons pas à Jemappes. Vive la Belgique Libre et Indépendante*». Par capillarité mémorielle, célébrer la défaite des chevaliers français de 1302, c'est aussi célébrer implicitement la Belgique, qui peut s'honorer du dynamisme patriotique de la Flandre.

Ceci dit, le souvenir de la France comme réflexe antiflamand, et le ralliement aux principes de la Révolution française sont assimilés comme

étant complémentaires, et restent les deux mobiles majeurs de la concrétisation commémorative wallonne. Le 6 novembre 1909, l'ordre du jour du Comité du monument de Jemappes porte sur l'érection d'un monument à Mons et d'un mémorial à Jemappes. Si les moyens financiers sont insuffisants, Jemappes sera retenu comme unique site commémoratif. Ce sera le cas.

A l'épreuve du patriotisme belge

C'est aussi en 1909 que Franz Foulon⁴ fit paraître à Bruxelles un texte important pour nous, *Jemappes au point de vue belge*. La Révolution française a, selon lui, engendré les institutions dont la Belgique se dotera en 1830, et Jemappes apparaît comme le premier point de contact physique de la Belgique avec la France révolutionnaire, qui mit fin à l'ancien régime, passage obligé pour accéder à l'indépendance belge. Car le patriotisme belge ne peut pas négliger Jemappes : «... sans faillir à nos devoirs actuels de patriotisme, nous pouvons glorifier l'événement de Jemappes. Plus que tout autre de notre histoire, il a fait pénétrer en nous le sentiment de la liberté lequel à son tour engendra celui de l'unité nationale. Car (...) si les autres peuples sont arrivés au sentiment de la liberté par la nationalité, nous, Belges, nous sommes arrivés à la nationalité par la liberté»⁵.

Jemappes n'est pas l'amorce d'une conquête militaire, au contraire, les populations sont allées au devant des Français qui leur apportaient la liberté, donc le ferment de leur indépendance brisée par l'échec de la Révolution brabançonne. Foulon, défenseur wallon, se montre d'autant plus belge qu'il apprécie bien la Révolution française. Sa tentative de synthèse doit être perçue comme un effort dirigé contre les accusations d'antipatriotisme. Et la Révolution française de 1789 et la Révolution belge de 1830 sont reliées entre elles par une sorte de réévaluation du temps. Entre 1789 et 1830, le temps prend une autre ampleur, l'amplitude de la modernité : «Pendant la couple de siècles qui séparent l'insuccès définitif de la réforme religieuse, de l'issue pitoyable de la

4. Franz FOULON (1861-1928). Ecrivain et journaliste libéral, romancier et rédacteur en chef de *L'Avenir du Tournaisis* et du *Ralliement*. En 1913, à Bruxelles, il publia un ouvrage, *France et Belgique*, où il s'efforce de comprendre la francophobie des historiens belges. Ses arguments principaux sont au nombre de trois : les libertés du passé anté-révolutionnaire étaient illusoires, pas celles de la Révolution française ; les exactions terroristes n'ont pas été le propre de la Belgique, la France a connu cette situation de sacrifices ; enfin, les Français sont entrés en Belgique pour se défendre des envahisseurs.

5. F. FOULON, *op. cit.*, pp. 8-9.

*Révolution brabançonne, l'esprit public chez nous ne semble guère avoir subi de modifications sensibles. On pense et on parle en 1790 comme en 1579. Au contraire, pendant les quarante années qui se sont écoulées entre la Bataille de Jemappes et la triomphante révolution de 1830, en l'espace d'une génération, une transformation profonde, radicale, complète s'est opérée dans la mentalité de nos populations*⁶. Célébrer Jemappes, c'est faire œuvre de patriotisme belge avant tout, d'où pourra découler ensuite une affirmation, un accent wallon, attitude fondamentale qui nuance la portée des intérêts séparatistes wallons, comme briseurs de l'unité nationale belge.

En somme, la célébration de Jemappes, chez Foulon qui est le premier à en parler avec quelque abondance, n'est pas la célébration d'une bataille, mais celle de l'avènement d'un monde nouveau d'où est sortie la Belgique ; c'est la commémoration d'une idée plutôt que d'un fait. Cette idée, française, est celle de liberté, de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle ouvre la voie aux principes des nationalités, sans prédestination, sans prétendre à la création d'un Empire européen, sans retour à un ordre ancien.

En 1909 encore furent fondées les Amitiés françaises, animées notamment par le député liégeois Emile Jennissen⁷, dans un climat d'ouverture avec la France. Les Amitiés françaises ne revendiquent pas un rattachement politique à la France, mais un rapprochement culturel et économique avec elle pour former une cohérence wallonne face au mouvement flamand. Point ne sera question pour les promoteurs du mouvement d'exiger la réunion de la Wallonie à la France, même si une frange jemappienne en manifestait le désir, comme Albert du Bois⁸. La lettre officielle de présentation du Congrès des Amitiés françaises dans le contexte de la commémoration de Jemappes est pleine de précaution : «*Les membres des sociétés 'd'Amitiés françaises' entretiennent les relations les plus cordiales et les plus suivies avec les Français de France qui tien-*

6. F. FOULON, *op. cit.*, p. 17.

7. Voir Emile JENNISSEN, *Vers l'humanité par la France*, Liège, 1910, 12 pp. Il est aussi l'auteur de *France et Wallonie*, Paris, 1906 ; *Pour la séparation politique et administrative*, Liège, 1911 ; et *Le Mouvement wallon*, Liège, 1913. Le libéral Emile Jennissen (1882-1949) était docteur en droit.

8. Il était l'auteur d'un drame en un acte d'obédience réunioniste très marquée, *La veille de Jemappes*, Paris, 1903. Signalons que *Le Catéchisme wallon du comte Albert du Bois (1872-1940)* parut à Mons en 1902 et fut largement diffusé. Selon lui, la nationalité des Wallons est française, compte tenu des critères de langue, de caractère et de passé commun.

ment à conserver et à développer l'influence intellectuelle et morale de leur pays au dehors. Mais ils n'en demeurent pas moins attachés à leur pays d'origine par les liens du patriotisme»⁹. D'ailleurs le patriotisme sera l'un des thèmes de discorde agité par l'opinion hostile à l'érection du monument. Le comité de patronage du congrès s'honorait de la présence de célébrités, notamment Maurice Barrès, Léon Bourgeois, ancien président du Conseil des Ministres, Jules Destrée, Gabriel Fauré, Camille Lemonnier, Louis Madelin, Maurice Maeterlinck, Ernest Mahaim, Albert Mockel, Raymond Poincaré ou Emile Verhaeren. L'appui intellectuel franco-belge, appui politique aussi, était important.

Ce rapprochement avec la France impliquait un repli wallon antiflamand. Ainsi, l'activité antiflamande poussa l'un des organisateurs de la commémoration de Jemappes à ne pas vouloir associer à la manifestation le député libéral de Mons Fulgence Masson¹⁰ qui proposait ses services ; et ceci pour un motif qui éclaire notre problématique : « Vous avez voté, le 22 avril 1910, la loi Franck-Segers qui a chassé de nos écoles moyennes en Flandre l'enseignement en langue française ; vous n'avez donc pas à célébrer avec nous le souvenir de la victoire de Jemappes, qui marque glorieusement l'introduction des idées françaises dans nos pays. Le simple mot de Jemappes est devenu le symbole de cet événement considérable. Un même homme ne peut à la fois, épouser deux causes qui se combattent. L'étude de votre mentalité nous autorise même à écrire que ceux qui pensaient comme vous en 1792 étaient du parti de l'armée autrichienne, et non du côté des Français. Ne vous cabrez pas, c'est ainsi »¹¹. On le voit, les traits sont hargneux, et le sacre de Jemappes solidement inscrit dans l'enjeu wallon. La crainte d'une prochaine prédominance flamande enrichit l'émergence de la symbolique wallonne, avec la néerlandisation de l'Université de Gand suite au meeting d'Anvers (17 décembre 1910), où les parlementaires Camille Huysmans (socialiste), Louis Franck (libéral) et Frans Van Cauwelaert

9. Les Amitiés Françaises. Premier congrès. Mons (Belgique). 21-24 sept. 1911, s.l., 20 juin 1911. Ainsi l'un des promoteurs de la commémoration, L. SOUGUENET, dira-t-il dans *Témoignages – Souvenir d'un journaliste français de Belgique*, Bruxelles 1919, p. 141 : « Je pense qu'il n'est pas un des membres du comité du monument commémoratif qui voterait 'oui' si on proposait l'annexion de la Belgique à la France ».

Léon Souguenet (1871-1938) était journaliste et écrivain français, codirecteur du *Pourquoi Pas ?* qui releva le pangermanisme de Godefroid Kurth dans son hostilité à la commémoration jemappienne (*Pourquoi Pas ?* du 25 septembre 1911).

10. H. CHAINAYE, « L'homme d'Anvers sera-t-il l'homme de Jemappes ? », dans *La Lutte wallonne*, 6 août 1911, p. 1, col. 1-2.

11. *Ibid.*

(catholique) se montrèrent favorables au projet flamand. Entre les lois de 1883 et celles de 1910¹², les avancées flamandes, appuyées par une presse en expansion furent nombreuses. C'est tout le sens du discours de Jules Destrée à la manifestation de Jemappes : «*A l'heure présente, nous ne pouvons songer sans amertume qu'après 120 ans, nous n'avons point encore un droit légal à la formation de nos lois. Cette égalité des citoyens annoncée par le général républicain [Dumouriez] nous est refusée par notre gouvernement. Après 120 ans, nous constatons que les provinces belges sont restées comme elles l'étaient au temps de Dumouriez, tendances conservatrices au nord, avec la haine de la France et des idées françaises, tendances progressistes au sud, avec la sympathie pour la France*»¹³.

Le débat liégeois

«L'affaire» du monument de Jemappes avait pris une brusque ampleur à Liège à partir de juillet 1911. Un article paraît dans *La Meuse* le 1^{er} juillet qui module singulièrement la tonalité libérale en faveur de l'érection du monument. Selon son auteur, il n'est pas cohérent de célébrer une bataille qui conduisit à l'occupation et à la domination étrangères : «*cette fameuse Bataille de Jemappes ne nous valut guère qu'un changement de joug : elle nous fit passer progressivement de la domination autrichienne à la domination française et ce fut tout (...). Cette Bataille de Jemappes que, par un singulier effet de mirage, on s'apprête à célébrer, nous valut, en réalité, cinq années de la plus dure servitude*». Voix isolée dans un concert de louanges, ou manifestation révélatrice d'un sentiment plus largement répandu ? La question mérite d'être posée, surtout si elle nous éclaire sur les nuances de la pensée libérale belge à l'égard de la Révolution française dont l'homogénéité était loin d'être la caractéristique première.

Toute autre est l'option du *Journal de Liège*, libéral également, qui évoque la commémoration de Waterloo, en contrepoint de la commémoration de la Bataille de Jemappes, qui fut «*la jeune et brillante aurore d'une ère d'affranchissement général qui ne sera jamais close, qui se prolonge de génération en génération et répand peu à peu son bienfait de pays en pays, des rives de la Seine à celles du Bosphore*»¹⁴.

Au-delà des protestations réactionnaires, flamingantes et germanophiles, il faut, selon le *Journal de Liège*, célébrer Jemappes comme étape du

12. Cf. la loi Franck-Segers, *supra*.

13. *La Lutte wallonne*, 1^{er} octobre 1911, p. 2, col. 4.

14. «Glorifions Jemappes», dans *Journal de Liège*, 10 juillet 1911, p. 1, col. 7.

progrès historique, et non comme fait de guerre. L'idéologie des Droits de l'Homme est en passe de trouver dans son expression libérale belge sa cristallisation autour de la commémoration de Jemappes. Le *Journal de Liège* invite les personnalités du monde libéral à partager l'enthousiasme des promoteurs de la fête.

Mais le débat sur la commémoration de Jemappes gagna les bancs du Conseil provincial et du Conseil communal de Liège. Jean Roger¹⁵ présenta au Conseil provincial le rapport de la commission mise en place pour évaluer le subside à allouer au Comité du monument de Jemappes. Le subside proposé se monta à 1 000 francs, alors que le Conseil provincial du Hainaut alloua la somme de 20 000 francs. L'engagement financier provincial liégeois était donc modeste en regard de la fébrilité hennuyère, malgré la symbolique wallonne que le monument recouvrait. Dans sa séance du 26 juillet 1911, le Conseil provincial consacra une large part de son temps à cette question. Il y eut des réactions en sens divers au rapport de Jean Roger, qui défendit son projet dans *l'Express*. Bomerson¹⁶ voyait quant à lui dans Jemappes «*l'introduction des excès jacobinistes (sic), le cours forcé des assignats, etc.*»¹⁷. Bomerson conclut son intervention : «*L'autre jour, par congophobie, on refuse d'honorer ceux qui portèrent le drapeau belge en terre africaine. Aujourd'hui, il s'agit d'un monument en dehors de la province et il magnifie la défaite de notre pays. Nous ne pouvons souscrire à une telle manifestation*».

On voit donc ici le réflexe principautaire alimenter le point de vue réactionnaire et conservateur. Roger répliqua que «*tous les progrès faits par l'humanité furent accomplis contre les cléricaux. Jemappes est une défaite de la réaction cléricale et féodale*»¹⁸. Le débat est politique, il cristallise de nouveau l'opposition entre les libéraux et les catholiques, au-delà de la référence wallonne que la commémoration suggère. La subvention fut votée gauche contre droite.

Au Conseil communal de Liège, le débat ne fut pas moins virulent. Le Conseil vota l'octroi d'un subside de 500 francs après tumulte, dans sa séance du 24 juillet 1911. Pour Falloise, il s'agit à Jemappes de commémorer l'abolition de l'Ancien régime. Son collègue libéral, Chauvin, a une

15. L'industriel libéral Jean ROGER (1865-1933), auteur dialectal, entra au Conseil provincial de Liège en 1908.

16. L'avocat Ferdinand Bomerson fut élu conseiller provincial catholique en 1908.

17. *Gazette de Liège*, 27 juillet 1911, p. 5, col. 2. Il y est rendu compte du débat au Conseil provincial.

18. *Ibidem*.

position plus nuancée, qui repose sur le caractère ambigu des principes d'exportation de la Révolution française, compte tenu des abus qui ont suivi la conquête. Il est d'accord pour un monument à 1789 mais pas à Jemappes. Par ailleurs «*le français (sic) va s'imaginer, à voir toutes ces manifestations, que nous demandons l'annexion. Quand on aura une prochaine guerre, on s'entendra et les grandes puissances seront assez fortes pour se regarder encore. Le moyen simple sera d'annexer la Belgique*»¹⁹. Julien Delaite lui répliqua en évoquant l'accueil chaleureux réservé par les Liégeois aux troupes de Dumouriez ; et c'est la chute de l'Ancien régime qu'il s'agit de célébrer ; mais en outre, «*si nous commémorons Jemappes, c'est pour protester également contre les exagérations des flamingants. Il faut avouer qu'ils dépassent la mesure. Ils ont dernièrement établi ce pèlerinage à la plaine des Eperons d'or, où ils promènent des pancartes injurieuses pour la France*»²⁰.

On le voit, le rôle d'une commémoration est généralement aussi de répondre à une commémoration rivale, et peu importe le souvenir commémoré, les circonstances propres à l'événement sont abolies, seule compte la comparaison commémorative en dépit des originalités des faits de l'histoire. Ce phénomène n'avait pas attendu la commémoration de Jemappes pour s'épanouir. Ainsi, notons au passage que lorsqu'une manifestation flamande commémora le 75^e anniversaire de la Bataille de Waterloo, le 22 juin 1890, le député socialiste Léon Defuisseaux proposa pour novembre 1890 une manifestation à Jemappes afin de répondre aux Flamands. Et *La Meuse* du 21 décembre 1901 notait, à propos du 600^e anniversaire de la Bataille des Eperons d'Or, que «*certains flamingants enragés tiennent à commémorer une défaite de la France, le pays de la Révolution et de la Déclaration des Droits de l'Homme*». Signalons enfin que la Ligue wallonne de Liège, lors de son assemblée générale du 26 décembre 1901, vota une résolution condamnant la commémoration de la Bataille des Eperons d'Or²¹. C'est l'histoire laminée par la teneur idéologique des gestes commémoratifs.

Le subside liégeois de 500 francs fut accepté par 17 voix contre 10 et 3 abstentions libérales. On le voit, le Conseil communal de Liège était réel-

19. *Journal de Liège*, 25 juillet 1811, p. 2, col. 1.

20. *Ibidem*. H. CHANAYE, dans *Le Réveil wallon* (9 janvier 1908, p. 1, col. 2), exprimait les oppositions de références entre Flamands et Wallons : «*Les Flamands ont toujours combattu ce que nous avons aimé. A la révolution française, pour citer un souvenir d'histoire qui est bien proche, ils organisèrent la guerre des Paysans et (...) nous nous étions ralliés aux Tables des droits de l'homme*».

21. Voir *Le Journal de Liège*, 2 janvier 1902, p. 2, col. 3.

lement divisé sur le sujet, au point que le journal satirique *Tatène* n'hésita pas à titrer l'un de ses articles «*La Bataille de Jemappes à la Violette*»²², en attaquant Chauvin qui «*a vu la Révolution comme un archéologue de musée et de bibliothèque*». Et la *Gazette de Liège* du 25 juillet 1911 résuma la séance du Conseil communal en précisant que «*la Bataille de Jemappes a provoqué un combat sans merci*».

Les libéraux liégeois craignaient eux aussi que le geste de Jemappes soit compris comme l'expression d'une adhésion à la revendication d'incorporation de la Belgique à la France, telle que celle manifestée par Albert du Bois, au-delà de l'élémentaire manifestation antiflamande. La prudence libérale reste de rigueur, même si *La Meuse* se rallie par principe à la manifestation : «*... l'opinion, complètement éclairée a compris quelle signification à la fois belge et humaine nous donnions à cette manifestation envers la France*»²³.

Les accrochages au Conseil communal sont révélateurs du climat politique liégeois, et l'on constate que les acteurs du centenaire de la Révolution en 1889, comme Godefroid Kurth, conservent leur identité d'opposants. D'ailleurs le 26 septembre, le *Journal de Liège* s'en prenait à Kurth²⁴ qui considérait que Jemappes n'était qu'une victoire remportée sur les Belges. La polémique s'alimente de l'argumentation libérale classique : «*M. Kurth, historien clérical, ignore-t-il (...) qu'avant la grande révolution que Jemappes préserva d'être noyée dans le sang de ses défenseurs comme l'espéraient les rois coalisés contre elle, il n'y avait pas en Belgique, de liberté, mais uniquement des libertés ? (...) que Rome imprégnait nos lois de son intolérance ? Qu'un particularisme néfaste divisait nos provinces ? Et que sans Jemappes, non seulement le monde nouveau eût été vaincu, mais que la Belgique indépendante et constitutionnelle n'aurait jamais pu être proclamée par la suite ?*»²⁵.

Kurth restait de tous les combats quand il s'agissait de s'en prendre à la Révolution. La *Gazette de Liège*, elle aussi, s'emporta et tira à boulets rouges sur le Conseil communal, en stigmatisant le wallingantisme de la

22. *Tatène*, 29 juillet - 4 août 1911, p.3, col.2.

23. *La Meuse*, 31 août soir 1911, p. 3, col. 2. Cf. *Le journal de Liège*, 18 septembre 1911, p. 2, col. 2 : «*L'idée de glorifier cette grande date de la civilisation a été accueillie partout avec une très vive sympathie*».

24. Kurth fut appuyé une fois encore par Joseph Demarteau, qui avait écrit dans ce climat un texte qui s'inscrit dans la réaction catholique au monument de Jemappes, *Le Lendemain de Jemappes. Publicola Chaussard. Commissaire national en Belgique (26 janvier-16 mars 1793)*, Liège, 1909, 98 pp.

25. *Journal de Liège*, 26 septembre 1911, p. 1, col. 6.

manifestation. Le 24 septembre sera la «*journée des traîtres*»²⁶. Et les conseils provincial et communal de Liège se sont compromis dans l'aventure, malgré la digne attitude de Chauvin ; car l'âme damnée du monument commémoratif est l'antipatriote notoire Albert du Bois, qui considérerait la Wallonie comme une seconde Lorraine. Dès lors, «*la manifestation de Jemappes sera l'apothéose des trahisons passées et l'invite aux trahisons futures*». C'est le discours déjà présent lors du centenaire de la Révolution liégeoise – sur ce point l'évolution n'est pas significative – mais qui se double néanmoins d'une référence à un contexte politique nouveau : «*Ah ! Qu'ils aillent donc, nos anticléricaux réclamer à Jemappes, sous les auspices du renégat du Bois, l'annexion de notre patrie à la France ! Qu'ils aillent libéraux, socialistes, fraternellement unis dans la honte ! La politique du cartel ne pouvait mieux s'inaugurer que par ce geste d'odieux antipatriotisme*».

Contre-feu catholique pour Saint-Lambert

Pour ses adversaires, la commémoration de Jemappes est donc un enjeu antipatriotique et politique. On le voit, la manifestation commémorative concerne aussi la question de l'alliance entre les partis socialiste et libéral, enjeu des élections législatives qui suivirent les festivités jemappiennes. Le vieux thème du pillage révolutionnaire reprend ses droits, et Albert Dessart dans la *Gazette de Liège* évoque le sort de la Belgique après Jemappes, à travers l'article de Piot suite à son enquête de 1883 sur la déportation des œuvres d'art en France pendant la révolution²⁷. Dessart use de l'antimaçonnisme pour qualifier la manifestation jemappienne : «*C'est pour glorifier ces pillards, que des Belges indignes s'unissent aux Français. Ils valent leurs ancêtres de 1793, qui livrèrent leur patrie à l'étranger. Ils sont pires même pourrait-on dire. Leurs pères avaient au moins l'excuse de l'ignorance. Mais eux l'histoire leur parle, l'histoire dont le fanatisme maçonnique cherche en vain à étouffer la voix, l'histoire qui nous peint les vainqueurs de Jemappes comme la pire horde de bourreaux, de voleurs et de scélérats qui jamais se soit abattue sur un pays*»²⁸. L'attaque catholique s'étoffe au jour le jour, pour s'en prendre au principe même de la statuaire commémorative et historique, en considérant qu'une réplique s'imposerait avec l'érection à Liège d'un monument symbolisant la réunion du pays de Liège à la Belgique indépendante, ou même dédié à Frère-Orban – monument qu'envisagent les

26. *Gazette de Liège*, 16 septembre 1911, p. 1, col. 2-3.

27. C. PIOT, *Rapport à M. le Ministre de l'Intérieur sur les tableaux enlevés à la Belgique en 1794, et restitués en 1815*, Bruxelles, 1883, 516 pp.

28. A. DESSART, «Le pillage de la Belgique», dans *Gazette de Liège*, 22 septembre 1911, p. 1, col. 2.

libéraux – qui fut un adversaire loyal²⁹. Et sur la même page de la *Gazette de Liège*, un article fait part du symbolisme que dégage Saint-Lambert, et du rôle éminent des processions. Ainsi, l'auteur déplore le fait qu'aujourd'hui «*Saint-Lambert n'est pas honoré à Liège comme il le devrait, même par les chrétiens fervents (...), la dévotion des Liégeois envers Saint-Lambert est une dévotion vraiment liturgique et patriotique*»³⁰. Ce n'est pas un hasard si ces considérations viennent à point nommé, car ce que suggère l'auteur catholique, ce n'est pas à proprement parler l'érection d'un monument à Saint-Lambert, mais son corollaire le plus puissant, la restauration d'un culte qui aurait la fonction du monument mais sans l'existence du support de cette fonction. C'est une procession régulière et populaire qui constituerait le support même du geste commémoratif, qui, au demeurant, est un bouillon d'analogies remarquables, où s'échevèle le principe de causalité dans une inflation de signifiants : «*... lors de la grande procession historique de 1896, la pluie vint contrarier le cortège immédiatement après la bénédiction qui se donna sur la place Saint-Lambert ; ne faut-il pas (...), voir dans cette coïncidence un avertissement de notre patron. Il y a plus d'un siècle, des Liégeois indignes 'ont vandalisé Saint-Lambert' comme disaient nos pères, et pendant tout un siècle rien n'a été fait pour réparer l'injure adressée au père de la patrie. Le culte de Saint-Lambert a disparu pour ainsi dire avec son antique église*»³¹.

Dès lors, il invite au retour des processions commémoratives avec bannières et métiers, comme celles du passé liégeois. Et là, il évoque l'énorme candélabre en bronze doré qui illuminait dans la cathédrale Saint-Lambert, la châsse du saint. Ici la fonction illuminatrice du candélabre disparu participe à ce souci de l'objet de mémoire, tout autant porteur de sens que le lieu de mémoire transfiguré par le geste commémoratif et sa traduction statuaire. En 1911 encore, la chasse aux symboles est plus que jamais ouverte pour satisfaire aux revendications historiographiques de part et d'autre. Les catholiques ne veulent pas lâcher leur histoire devant la vague déferlante de la symbolique moderne : «*... Saint-Lambert, de nos jours, nous viendra en aide aussi dans ce combat que nous livrons à des ennemis (...), qui veulent attenter à l'intégrité de notre foi, qui veulent la détruire jusque dans le cœur de nos chers enfants. Levons-nous donc et que le cri de guerre et de victoire de nos pères soit aussi le nôtre : Notre-Dame et Saint-Lambert !*»³².

29. «Autour de Jemappes», dans *Gazette de Liège*, 23 septembre 1911, p. 1, col. 3-4.

30. «Saint-Lambert», dans *Gazette de Liège*, 23 septembre 1911, p. 1, col. 5.

31. *Idem*, col. 6.

32. *Ibid.* Son auteur de référence est Xavier VAN DE STEEN DE JEHAY, auteur de *La cathédrale Saint-Lambert de Liège et son chapitre de tréfonciers*, Liège, 1880.

Batailles de symboles

La critique d'un acte commémoratif éloigne de l'événement commémoré l'acteur commémorant autant qu'il l'en rapproche, par la permanence des attitudes qu'il cautionne, et qui sont comme un retour aux sources de l'événement lui-même. En somme, on commémore moins la mort même héroïque ou la disparition du fait, que la vie même passée, et qui se perpétue vers l'avenir sous sa forme symbolique. Par conséquent, l'hostilité au souvenir révolutionnaire devient un foyer commémoratif aussi puissant que le souvenir fervent de la Révolution lui-même, parce que la rupture que constitue la Révolution met en abîme la survivance des valeurs éprouvées, ébranlées, et non leur disparition dans un effacement révolutionnaire. En somme la commémoration n'a pas une fonction de renaissance mais de survivance, pour les vainqueurs comme pour les vaincus, qu'attise la nécessaire dramatisation du spectacle commémoratif. Et la Révolution française, par la représentation de rupture qu'elle constitue justement autorise la progression de cette survivance à la fois fragile – fragilisée – et endurcie, qui concentre ainsi avec docilité les effets commémoratifs recherchés, et permet de renforcer la cohérence d'un discours exercé sur le présent politique.

Ainsi, ce qui pourrait nous apparaître comme un anachronisme dans la démarche catholique de proposition de restauration du culte de Saint-Lambert en 1911, est en réalité d'une parfaite cohérence historiographique en termes d'opposition à la sphère laïque et rationaliste qui évolue maintenant avec une certaine allégresse dans le souvenir révolutionnaire, plus précisément ici celui de Jemappes. Au contraire et plus encore, cette cohérence créée par l'invitation à la restauration du culte de Saint-Lambert devient une nécessité à la crédibilité politique catholique dans la guerre des symboles que s'emploie à nourrir l'horizon révolutionnaire. Et cette guerre des symboles épouse parfaitement les contours de l'historiographie.

On savait que l'une des facettes de la commémoration de Jemappes était de marquer le coup de l'opposition à la commémoration flamande de la Bataille des Eperons d'Or. La *Gazette de Liège* veut éviter ce qu'elle estime être des confusions : *«ce rapprochement manque évidemment d'exactitude puisqu'il met en regard deux événements historiques tout différents. La célèbre bataille livrée en 1302, dans le champ de Groeninghe a été à bon droit signalée par les historiens comme l'aurore lointaine d'une Belgique autonome et affranchie de toute vassalité, sur-tout vis-à-vis de la France. La Bataille de Jemappes, au contraire, a porté*

atteinte à l'intégrité de notre territoire»³³. La question d'une revendication flamingante est obliérée dans cette lecture catholique wallonne. Le patriotisme de Saint-Lambert, celui des paysans flamands de 1302, constituent une sorte de front – de fronde ! – historiographique intemporalisé face au geste incongru de Jemappes que l'on veut inscrire dans les mémoires ; et cela au nom de la légitimité de la foi avec Saint-Lambert, et du droit du sol avec Groeninghe, vecteurs religieux et nationaux plus forts que le droit des gens, les droits de l'homme revendiqués par l'équipée révolutionnaire franco-belgo-liégeoise dans les champs du Borinage. L'étonnante complexité du positionnement des références, des valeurs engagées, du jeu avec le temps, est un indicateur de la richesse des souvenirs et de leurs effets démultiplicateurs sur les conceptions politiques.

Cette activité fébrile conduit forcément aux chevauchements commémoratifs qui se répandent. Le 2 septembre, Curtio publie une longue réflexion dans *La Meuse* sur la multiplication des monuments commémoratifs et les débats qu'ils inspirent, notamment jusqu'à la Chambre belge ; car voisine l'érection du monument de Jemappes avec celle prévue du monument dédié à Victor Hugo, sur le site de Waterloo, qui serait en fait un monument à fonction pacificatrice, un monument symbolisant les idées de paix, «*idées dont nous apprécions particulièrement le mérite en ces temps de politique générale fiévreuse, si fiévreuse que l'on se demande si le projet ne sera pas, d'ici 1915, arrêté par un brutal démenti des faits, par le tumulte de l'Europe en armes*»³⁴. Et alors que *La Meuse* du 23 septembre 1911 publie un article sur «Les Amazones de Jemappes» en rappelant l'heureuse initiative des commémorants puisque «*jamais heure n'aura été mieux choisie pour célébrer un plus beau souvenir (...), Jemappes, c'est la victoire populaire par excellence, le chef-d'œuvre du devoir civique, l'acte exemplaire*» ; dans le même contexte, la *Gazette de Liège* du 22 octobre 1911 fit l'éloge d'un monument prochainement érigé à Meaux à la mémoire de Bossuet. C'est l'éclatement de la mémoire.

Le 24 septembre 1911 eut bien lieu la commémoration de la Bataille de Jemappes et l'inauguration du monument. Et l'événement fut à la hauteur des attentes des organisateurs.

33. *Gazette de Liège*, 27 septembre 1911, p. 1, col. 4.

34. «Monuments et inscriptions», dans *La Meuse*, 2 septembre 1911, p. 1, col. 2. Curtio, qui fait preuve ici d'une suggestive prémonition. Curtio, alias Georges Garnir (1868-1939) fut cofondateur du *Pourquoi Pas ?*.

Pour une fête nationale

C'est à peine une année après cette commémoration, qui agit comme un catalyseur des forces wallonnes, que la question d'une fête nationale wallonne s'est imposée³⁵. Les raisons de cet empressement étaient liées à une sorte d'émulation, de concurrence commémorative : «*Depuis quelques temps l'idée d'une fête annuelle de la Wallonie, pour faire pendant à la commémoration flamingante du Massacre de Groenninghe, a heureusement germé*»³⁶. Plusieurs événements historiques furent présentés pour tenir ce rôle. Et le choix difficile du thème d'une fête nationale montre combien les Wallons étaient déjà soumis à des tensions internes dans la formulation même de leurs références historiques. Quatre thèmes se dégagent néanmoins des choix possibles : les 600 Franchimontois, la Paix de Fexhe signée le 18 juin 1316 par le prince-évêque Adolphe de La Marck et les représentants liégeois, la Bataille de Jemappes, les Journées de septembre³⁷.

Le cas des 600 Franchimontois mérite une précision, car l'exploit de cette expédition militaire infructueuse et héroïque contre Charles le Téméraire qui se préparait à détruire Liège était en passe d'être commémoré par les Liégeois eux-mêmes, puisqu'en 1913, un Comité du monument aux 600 Franchimontois, présidé par Julien Delaite, se réunissait régulièrement à l'hôtel de ville de Liège.

Une brochure dont la rédaction fut confiée à l'historien verviétois Henri Pirenne, l'architecte Emile Fairon, et l'archéologue theutois Philippe de Limbourg était prévue qui serait le «*récit définitif de l'acte héroïque à commémorer et qui sera conforme aux dernières données de la science historique*»³⁸. Cette initiative, de 1913, reste néanmoins contemporaine de l'érection du monument de Jemappes, et lui fait concurrence, comme contrepoint liégeois à l'expression uniformisatrice wallonne de Jemappes et des fêtes de septembre. Et une réponse à la Bataille des Eperons d'Or est sous-jacente à l'initiative : «*L'hommage que la Flandre a rendu aux combattants de Courtrai, le pays de Liège le rendra aux combattants de Sainte-Walburge*»³⁹.

35. Sur ce thème, voir Ph. CARLIER, «La Wallonie à la recherche d'une fête nationale. Un épisode du mouvement wallon à l'aube du XX^e siècle», dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1990, t. LXVIII, 4, pp. 902-921.

36. *Moniteur officiel du Mouvement wallon*, Liège, juillet-octobre 1912, 3^e année, n°6, p. 8.

37. La Ligue wallonne de Liège avait aussi songé à réactiver le pèlerinage de Sainte-Walburge.

38. *Moniteur officiel du Mouvement wallon*, Liège, février 1913, 3^e année, p. 3.

39. Comité du monument aux six cents Franchimontois, Liège, 1913, p. 18.

Une autre bataille wallonne : Waterloo

Mais il est un autre champ de bataille qui sera irrésistible pour les Wallons en quête de références historiques et mémorielles, Waterloo.

Dans la mémoire wallonne, Waterloo et la Bataille de Jemappes occupent une place particulière, parce que Jemappes est directement associé à la naissance de la République et Waterloo à la mort de l'Empire, naissance et mort d'une période française pour nous, que le mouvement francophile wallon s'appropriera. A ce titre, il est remarquable de constater que la volonté d'ériger un monument à Jemappes en 1911, et celle de faire de même en hommage à Victor Hugo à Waterloo sont toutes deux contemporaines de la période de structuration du mouvement wallon ; et qu'un Wallon partisan de la réunion à la France comme l'écrivain Albert du Bois – auteur d'un long poème intitulé *La destruction du Lion de Waterloo*, paru en 1907 – n'aura aucun mal à célébrer les sans-culottes et les grognards chantant selon lui la même Marseillaise.

Nous avons donc vu que le centenaire de Waterloo était proche dans le temps de l'érection du monument de Jemappes, et que cette concordance chronologique fut exploitée par les Wallons, avec ce projet de monument dédié à Victor Hugo à ériger en 1915. «*Napoléon c'est l'apothéose de la Révolution*» dira le socialiste Célestin Demblon, dans un article au titre révélateur «Waterloo, la Belgique et les Flamingants». *La Meuse* libérale du 2 septembre 1911 précisait : «*Dans le courant de septembre, on inaugurerà, à Jemappes, le monument destiné à rappeler une magnifique page d'histoire (...). D'autre part, un comité s'est formé pour élever sur le champ de Bataille de Waterloo un monument à Victor Hugo*». Et *La Meuse* ajoutait le 19 novembre 1911 : «*Le centenaire de Waterloo aura (...) un caractère purement international et nous ne permettrons pas aux flamingants de s'emparer de cet anniversaire. Loin d'être dirigé contre la France, il honorera son héroïsme*». C'est le *Journal de Liège* du 18 novembre 1911 qui affirmait à son tour : «*En 1915, on commémorera dans notre pays, dans notre Brabant, une grande date, 1815. Le jour du centième anniversaire de la Bataille de Waterloo, quel sera notre attitude à nous Belges, à nous Wallons ? Il semble que les flamingants ont prévu l'occasion d'affirmer là, comme aux champs de Courtrai, leur haine de la France*». Le Centenaire était conçu comme une future manifestation wallonne, avec la création d'un ossuaire international. La première guerre mondiale en décida bien sûr autrement. Et après celle-ci, le mouvement wallon n'a cessé de s'amplifier, et Waterloo est devenu à partir de 1928, un véritable lieu de pèlerinage annuel pour les militants wallons, au monument de l'Aigle blessé de Gérôme, érigé en 1904, symbole de contestation dénonçant le lion infâme.

Raymond Colleye, l'une des figures fondatrices du mouvement wallon⁴⁰ et journaliste militant, reprendra dans les années 30 le thème de la nécessité de détruire le lion de Waterloo dans ses attaques contre le flammingantisme associé au pangermanisme, assimilation activée par les circonstances de la première guerre mondiale. Il est clair dans *L'Opinion wallonne* du 21 juin 1931 : «*Il faut abattre le lion (...) symbole de haine germanique contre la France*». Son point de vue était aussi dicté par tout un contexte belge où l'Etat avait cédé devant un certain nombre de revendications flamandes, avec la flamandisation complète de l'Université de Gand en 1930, les lois linguistiques de 1932 qui instaurent l'unilinguisme en Flandre et en Wallonie et le bilinguisme à Bruxelles, et la prise de distance avec la France, d'un point de vue militaire et économique, alors que l'évidence du danger était allemande. Si les Flamands avaient leurs Eperons d'Or et leur pèlerinage de l'Yser, les Wallons auraient le leur à Waterloo. Colleye fut l'un des fondateurs de ce pèlerinage wallon en 1928, organisé par l'Avant-garde wallonne, qui prit une belle amplitude jusqu'à la deuxième guerre mondiale, où le 18 juin 1940 fut malgré tout l'occasion de la création du mouvement Wallonie Libre. Ce pèlerinage devint non la célébration d'une défaite, mais un symbole de résistance comme élément d'amplification d'une mystique wallonne : «*Waterloo est redevenue une terre miraculeuse (...). C'est la terre qui a porté en elle un élément de perpétuel rebondissement de l'idée française*»⁴¹. L'aveu est complet : «*Ainsi Waterloo, défaite française, est devenu le berceau d'une victoire française*»⁴². Waterloo signifie le début de l'oppression pour les Wallons. Etre Wallons, selon les pèlerins, c'est faire partie d'un Etat lamentablement conçu pour être l'ennemi de la France, et «*pour que ce rôle restât toujours présent en nos mémoires, on avait élevé sur notre territoire ce Lion de Waterloo qui continue à témoigner, encore de nos jours, de l'humiliation wallonne*»⁴³. Le pèlerinage compta jusqu'à 20 000 participants. C'était en 1938, c'était l'heure du VNV, de Rex et d'Adolf Hitler.

Là encore en filigrane – en fond sonore – de ces pèlerinages, il y a la concurrence des manifestations commémoratives flamandes : «*Si les Wallons ont, en grand nombre, compris, dès le début du pèlerinage, l'importance et la nécessité du rassemblement national de Waterloo, il faut*

40. Auteur de «Pourquoi les Wallons vont à Waterloo», dans *Les Cahiers Wallons*, sans date, n°2.

41. *Waterloo 1947*, Bruxelles, l'Avant-Garde wallonne, 1947, p. 5. Waterloo fut un «pôle d'attraction des énergies wallonnes», p. 21.

42. *op. cit.*, pp. 5-6.

43. *op. cit.*, p. 13.

en chercher la raison dans la carence des organismes wallons qualifiés qui, animés souvent d'excellentes intentions, n'avaient pu néanmoins organiser des manifestations populaires telles, par exemple, les grandes manifestations flamandes de Dixmude», dira Raymond Colleye, dans Pourquoi les Wallons vont à Waterloo⁴⁴. Par ailleurs, «la Flandre possède un Monument rappelant la guerre des Paysans. Pourquoi la Wallonie ne rendrait-elle pas hommage à ses héros ?».

Pourquoi pas ? l'histoire est un trésor d'hommes de bronze et de tigres de papier, il est souvent irrésistible d'y puiser à pleines mains. 1302, 1792, 1815, les dates inspireront les hommes tant qu'ils respireront.

44. Liège, sans date, p. 16.

A chaud, première synthèse

Véronique Lambert

Les organisateurs de ce colloque posaient une double question : comment des non-Flamands voient-ils 1302, et comment interprètent-ils ou considèrent-ils «notre» choix du 11 juillet comme jour de «fête nationale» ? Je peux parfaitement me joindre à Claire Billen pour dire que le *Masereelfonds* a eu beaucoup de toupet à mettre en avant un questionnaire pareillement provocant. A ma connaissance, cela ne s'était pas encore produit dans toute la 1302-*mania*. Je pense que la contribution de Serge Dauchy – sur la vision de la Bataille des Eperons d'Or dans l'historiographie française – à l'ouvrage du Fonds Mercator constitue la seule exception. Mais simultanément, je veux ajouter aussitôt que les questions posées par les organisateurs ne concernent pas seulement les non-Flamands. La question de savoir comment les Flamands voient 1302 et comment ils considèrent la décision prise en 1973 de fêter la Communauté flamande le 11 juillet est toujours d'actualité, comme on l'a vu encore aujourd'hui, pendant ce colloque. En l'espèce, il est intéressant de voir si, et comment les conceptions des Flamands et des non-Flamands à propos de la thématique se distinguent.

Les premiers contributeurs sont intervenus principalement à propos des faits de la période du 11 juillet 1302. Quand je parcours leurs comptes-rendus, je n'y retrouve que des résultats qui sont généralement admis par la plupart des historiens flamands actuels. Heureusement ! En effet, s'il devait y avoir une différence fondamentale dans la traduction des faits entre historiens flamands et français ou wallons, cela signifierait tout bonnement qu'ils ne sont pas en état de regarder les événements objecti-

vement, détachés de sentiments nationaux ou régionaux. Nous savons tous que, peu après la Bataille, des visions françaises et flamandes des faits se sont développées (ce que Henri Pirenne a été le premier à étudier). La version française, dans laquelle les Flamands sont accusés à tort de trahison, a survécu au moins jusque dans les années 1970 (je pense en l'occurrence à l'étude de Jean Favier sur Philippe le Bel). Parmi les médiévistes qui se sont exprimés ici, ces versions «sentimentales» n'ont plus cours. C'est tout-à-fait positif.

De leurs contributions, il ressort que 1302 fut une expression d'un conflit très complexe mettant en jeu des facteurs économiques et fiscaux et dans lequel les tensions sociales urbaines – dans le secteur de la draperie – s'aiguïsèrent. Ce n'était vraiment pas un événement isolé. Partout émergeaient de premières manifestations d'insatisfaction exprimant une conscience sociale collective. Et pourtant 1302 fut unique, dans la mesure où le conflit fut articulé à d'autres : politico-féodal, entre le roi de France et le comte de Flandre, international entre les couronnes de France et d'Angleterre, et dynastique entre les Avesnes et les Dampierre. C'est de tout cela que naquit une alliance naturelle entre le commun – les métiers – et la dynastie comtale.

1302 fut important, unique, mais pas entièrement. En effet, un seul événement ne change pas immédiatement ni fondamentalement le cours de l'histoire. La Bataille des Eperons d'Or s'inscrit dans un long processus, qui a commencé bien avant et continuera à jeter ses feux bien après, et qui marque l'histoire des villes en Flandre et ailleurs, le développement des Etats européens, les évolutions sociales et systèmes de représentation politique, la construction des nations.

1302 fut aussi extrêmement important en matière militaire, en tout cas dans la mesure où cette bataille vit la toute première victoire de l'infanterie sur la cavalerie. L'effet psychologique ne peut pas en être sous-évalué. L'ivresse de la victoire qui succéda à la bataille ne fut pas seulement déterminante pour la suite des événements, elle fut aussi à la base du sentiment de fierté flamande collective : celle-ci, fût-elle temporaire – après le traité humiliant d'Athis-sur-Orge, il n'y avait plus de raison de pavoiser – donna lieu à des commémorations annuelles. Jusques à aujourd'hui la bataille donne en tout cas lieu à un débat vivant entre spécialistes de l'histoire militaire médiévale.

C'est considérée comme symbole que la Bataille des Eperons d'Or a été ici largement abordée. L'historiographie romantique du XIX^e siècle était au service des nations en formation et en quête de légitimation, tant vis-à-vis de leurs membres que des autres nations. Les artistes – plasticiens,

poètes et romanciers – apportèrent leur contribution avec succès. Les noms de Nicaise De Keyzer et Hendrik Conscience sont mentionnés à diverses reprises. Ils ont fait de la Bataille des Eperons d'Or un «*lieu de mémoire*», un point de repère et de rappel qui a reçu plusieurs interprétations : nationale belge, sociale et nationale flamande. 1302, un événement d'un passé lointain fut dans chaque optique ré-écrit, et utilisé pour légitimer le présent en référant à divers moments de l'histoire. Il en alla de même en Flandre française, où la manière de présenter 1302 fut en rapport direct avec le contexte historique : cela ne dit vraiment rien sur l'événement lui-même, mais tout sur la constellation politique, sociale et idéologique du moment de l'interprétation.

Evidemment, 1302 n'est pas le seul mythe. Le phénomène est observable partout. Les figures et événements historiques se prêtent à diverses interprétations et manipulations. Ils sont remodelés constamment en des formes nouvelles qui s'accordent aux objectifs que leurs promoteurs veulent atteindre. Cela peut être très innocent, mais aussi parfois très dangereux, surtout quand des personnages, événements ou anciennes cultures sont utilisés pour établir des identités ethniques ou faire valoir des revendications territoriales. Des historiens et des archéologues peuvent être embarqués pour donner un soubassement scientifique à des idéologies dangereuses. C'est déjà arrivé. Cela arrive encore.

Nous en avons aussi pas mal appris sur l'identité wallonne. Elle fut d'abord basée sur une diabolisation des Flamands. Dans la formation d'une identité nationale, «l'autre» comme élément constitutif est en effet une donnée importante. J'y reviendrai. Le mouvement wallon diffère sous bien des aspects du flamand. Le lien de solidarité avec la patrie, la nation belge, y a toujours été fortement présent – ainsi du choix de fêter la communauté française le 27 septembre, un événement qui évoque directement la révolution belge – à côté de l'élément anti-, agressif : la stigmatisation des Flamands. Et pourtant, entendons-nous, il y a bien eu du côté wallon, à certains moments, de l'admiration pour les braves Flamands du 11 juillet 1302. Les paroles de Jules Destrée sont évoquées comme exemple. Ce qui ne doit pas étonner : nous savons que 1302 a été utilisé et diffusé comme symbole national belge.

Les personnes assistant au colloque ont également participé aux débats. Une des premières questions posées fut : pourquoi choisit-on avec tant de constance batailles, guerres et confrontations militaires comme symboles et lieux de commémoration ? Même F.-J. Verdoodt pose une question semblable dans sa contribution : «*pourquoi n'y a-t-il jamais eu, dans le mouvement flamand, des pacifistes mobilisés pour s'opposer à ce type de symbole ?*» Pourquoi ne choisit-on pas un moment de joie ? Ce sont

toujours les batailles qui émergent comme symboles. Comment cela se fait-il ? Je pense que l'explication est simple : les symboles choisis doivent servir à créer et soutenir une conscience nationale, ce sont des porte-manteaux où accrocher les oripeaux de l'identité nationale. Et de quelque façon qu'on retourne la question, toute identité implique inclusion et exclusion. Exprimer ce qu'on est, à quel groupe on appartient, quelle identité on a signifie automatiquement à quel(s) groupe(s) on n'appartient pas. Pour symboliser une identité – nationale – on choisit donc toujours un moment où cette confrontation avec un *out-group* s'est exprimée.

Aussi longtemps qu'il y aura des identités nationales, il y aura des symboles nationaux et des mythes nationaux. Mais alors, où est la tâche de l'historien dans cette affaire ? Devons-nous adopter l'approche purement démythologisante ? C'est évidemment ce qui se passe le plus souvent, et cela provoque souvent de l'indignation. Ernest Renan considérait, déjà au XIX^e siècle, que le progrès de la recherche historique, le déforçement du mythe, représentaient un danger pour la pérennité de la nation. Est-ce la tâche de l'historien d'y contribuer ? A mon estime, oui, mais il ne faut pas en rester là. La tâche ne peut se limiter à la fonction démythologisante, au rejet des mythes «à la poubelle de l'histoire». Il est important que le processus de formation de nation qui s'articule aux mythes soit expliqué, que les gens prennent conscience de la fonctionnalité nationale de tels mythes.

On s'est demandé ici quel historien peut échapper aux mythes ? Aucun. L'usage et le mésusage du passé font partie des processus sociologiques universels. Le déforçement des mythes seul n'apporte pas grand chose. Le remplacement de symboles par d'autres, prétendus mieux adaptés, ne signifie rien d'autre que la création de nouveaux mythes : la revisitation d'événements historiques peut tout aussi bien produire, de façon consternante, des connotations étroitement, ethniquement, nationalistes.

Les mythes peuvent aussi être situés dans un cadre plus large, et pourvus d'accents nouveaux. Pour 1302 concrètement, je pense par exemple à la signification sociale émancipatrice de la dernière décennie du XIII^e et de la première du XIV^e siècles. La chance de prendre cette voie en 2002 était à saisir, mais elle ne l'a pas été dans le chef du gouvernement flamand ni des autres organisateurs des commémorations. Je pense que le *Masereelfonds* a constitué à ce propos une exception, en organisant un très large programme de conférences, promenades et autres activités, dont le colloque de Courtrai. Des historiens flamands, wallons et français y ont prouvé qu'ils ne se plaçaient pas en marge du débat, mais bien au dedans. Et nous devons constater que nous sommes tous à peu près sur la même ligne. Nous avons évidemment l'avantage que la commémoration de la Bataille, aujourd'hui, finalement, n'est plus aussi chargée sym-

boliquement et idéologiquement que, par exemple, il y a dix ans. Nous nous trouvons environ trente ans après la canonisation du 11 juillet 1302. D'ailleurs, déjà alors, ce lieu de mémoire ne suscitait plus les mêmes sentiments que dans les décennies précédentes. La fédéralisation continue de la Belgique a en outre fait que les commémorations du 11 juillet sont devenues de moins en moins un moyen de revendiquer de l'autonomie, et bien davantage une célébration de celle qui a été atteinte. Une banalisation s'est produite. Pour le dire avec les mots de Jo Tollebeek et Tom Verschaffel, le 11 juillet est redevenu un fait historique.

Le choix de la Bataille des Eperons d'Or comme référence pour la fête de la Communauté flamande, n'était d'un point de vue historique pas un choix correct : 1302 cristallisait un conflit complexe, mais pas un conflit inspiré par des sentiments nationaux. L'issue de la bataille a bien suscité, pendant une courte période, des sentiments collectifs nationaux, ou proto-nationaux. Le mythe de la révolte nationale flamande contre la domination française naquit, prit la figure de réalité historique, fut développé par les chroniqueurs, transmis par la tradition et reçut ainsi le statut de fait. C'est le processus par lequel des lieux de mémoire sont créés, le processus d'invention de tradition qui a commencé le 12 juillet 1302. Cette tradition a survécu dans l'historiographie, et s'intégrera, à partir du XIX^e siècle à la mémoire collective des Flamands. Hendrik Conscience choisit 1302 parce que l'image de la lutte flamande collective contre les essais d'annexion français était déjà disponible dans les chroniques médiévales. Cette lutte devait être un miroir pour la résistance du jeune Etat belge contre la puissance française.

Je conclus : la recherche à propos des nations, de l'identité nationale, des symboles nationaux et des lieux de mémoire est en bonne voie. Le colloque le confirme à nouveau. Il y est néanmoins aussi apparu que le sujet peut encore susciter des émotions. Le risque existe alors que la discussion dégénère rapidement – passez-moi l'expression – en propos de bistrots, dont la raison est totalement absente et où prévalent les sentiments. C'est pourquoi la recherche historique de ce type doit continuer à être soutenue en recourant à des modèles, théories et définitions que d'autres disciplines – surtout la sociologie – nous proposent. C'est la seule chose qui m'a laissée ici un peu sur ma faim. Mais globalement, comme Flamande, historienne, médiéviste, chercheuse à propos de la formation des nations et enfin membre du comité directeur du *Masereelfonds*, cette journée d'étude m'a paru très satisfaisante. Laissez-moi donc un mot de la fin : *D'Internationale zal morgen heersen op aard* - l'Internationale sera le genre humain.



Frontispice de *Wappers*
pour la première édition du *Leeuw van Vlanderen* de Henri Conscience

L'image de la Flandre dans le mouvement wallon

Un état de la question sur les déficits
de l'historiographie wallonne

José Fontaine*

Met de Walen maar zonder België
(Ludo Abicht, Président du Masereelfonds)

Avant-guerre, le Mouvement wallon était antiflamand (...) l'antique rivalité (...)
(...) avait été entretenue par la hideuse presse bruxelloise.
Sous le prétexte de créer une âme belge.
(Raymond Colleye – né et mort à Bruxelles,
Président de la Ligue wallonne de Bruxelles)

Bruxelles se définit par rapport à ce qui l'entoure plus que par ce qu'elle est.
(Serge Govaert)**

Au fur et à mesure que cet article prenait forme, je me suis rendu compte qu'il devrait faire en réalité l'objet d'un livre. Les lacunes de ce texte ont donc vocation à être comblées dans un ouvrage ultérieur bien plus étendu (si le temps m'est donné pour l'écrire). L'importance relative de

* Docteur en philosophie, enseignant (IFM- Namur) et directeur de la revue *TOUDI*.

** Les citations en exergue sont tirées, pour Serge GOVAERT du *Dictionnaire de Bruxelles*, Labor, Maison de la Francité, Bruxelles, 2000, p. 235 ; pour Raymond COLLEYE, des *Paroles d'un Wallon au Peuple flamand*, Les éditions gauloises, Bruxelles, 1939 ; et en ce qui concerne Ludo ABICHT, de bons moments passés ensemble «au pays de Flandre et d'ailleurs».

l'appareil critique (encore incomplet) donne en tout cas, je l'espère, une idée (partielle) des pistes qu'il faudra encore explorer. Et j'ai aussi conscience d'être trop limité dans l'appréciation que je porte sur le positivisme de l'historiographie wallonne.

Cet article faisant suite au colloque sur la bataille de Courtrai, le 5 octobre 2002, je voudrais signaler deux choses dont on n'y a pas parlé. A partir de 1937, le BWP (c'est-à-dire, les fédérations flamandes du Parti ouvrier belge - POB) fêta le 11 juillet 1302 et l'année suivante Paul-Henri Spaak y vint même prendre la parole. En 1939, la fête reçut un financement du syndicat des métallurgistes à majorité wallonne et un groupe d'ouvriers wallons y vont défiler avec le slogan «*Les travailleurs wallons saluent les héros de la liberté en Flandre*»¹. Pour Courtrai comme pour bien d'autres rencontres, tout un ouvrage ne suffirait pas à expliquer les relations entre mouvement flamand et mouvement wallon.

D'autres que moi ont pu expliquer à quel point cette bataille de Courtrai est importante dans ce que Jean-Marc Ferry appelle la «*formation*» nationale, c'est-à-dire l'assemblage des territoires qui va donner naissance et contour au territoire de l'Etat-nation belge : on peut distinguer la «*formation nationale*» (élément objectif) de la «*construction nationale*» qui suppose un travail sur les esprits, une conscientisation. A notre sens, il s'agit bien de l'Etat-nation belge tel que Pirenne en retrace justement la formation à partir des XIV^e et XV^e siècles, époque précisément à partir de laquelle, comme il le note, une divergence apparaît dans cette formation nationale, la Principauté de Liège suivant à partir de là un destin distinct, ce qui a pu conduire un André Monteyne à parler de la Belgique comme d'un malentendu. Et de fait la lecture attentive des tomes II à VI de Pirenne qui constituent l'histoire de la formation nationale belge, laissent de côté cette principauté en la mettant à part (certes en y consacrant de nombreux développements). Mais le reste de la Wallonie n'est plus ou pas étudié par Pirenne. Les événements concernant la Wallonie non liégeoise sont rares et le plus souvent inexistant. Le Hainaut n'obtient dans cet ensemble que l'une ou l'autre page, Namur ou le Brabant wallon bénéficient de quelques lignes et le Luxembourg d'à peu près rien. C'est une des choses qui étonnent quand on consulte les manuels d'histoire de Belgique, l'iconographie concernant la période de la formation nationale belge est en grosse majorité flamande (géographiquement)². Et

1. Christian DUTOIT, «Gauche et mouvement flamand, une symphonie inachevée», in *TOUOI* annuel, 1989, pp. 299-312.
2. Thibaut HOGGE, «Des Wallons sans histoire ? Le passé belge conçu par les manuels d'histoire de l'enseignement primaire avant 1914», in Luc Courtois et Jean Pirotte, *L'imaginaire wallon, une identité qui se construit*, Fondation wallonne, Louvain, 1994, pp. 51-76.

c'est ce qui peut expliquer que la lecture du livre de Manu Ruys sur l'histoire de Flandre donne à un Wallon l'impression d'un déjà-vu. Certes, nous disons bien qu'il s'agit de la «*formation nationale*», mais cette «*formation*» a un effet sur la «*construction*» (on les confond même souvent, assimilant la nation à une sorte de «*Corps mystique*» traversant les âges). De tout quoi on peut conclure que si l'histoire officielle de la Belgique correspond bien à la formation nationale de la Flandre, on peut supposer que, dans ce cadre, la Flandre s'est aussi plus facilement «*construite*». D'une certaine façon, elle n'a plus eu qu'à s'annexer la Belgique, même en nourrissant une visée séparatiste : Michel Quévité l'a remarqué (voir plus bas). On peut même aller jusqu'à penser que cela acclimata la Flandre au milieu belge, même pour des personnes attachées à la Belgique. Alors que la Wallonie «*dépayse*», littéralement parlé. D'où sa relative marginalité ?

En fait, le schéma qui informe cette histoire de la Flandre est à peu près le même pour la période 1300-1789 que celui de Pirenne ou que celui des manuels d'histoire de notre jeunesse. En ce sens, la Wallonie est un peu étrangère à la Belgique et son plus grand historien a ignoré des faits aussi importants que les six siècles de l'Art mosan ou les prémices de cette révolution industrielle qui marquera profondément la Wallonie, une Wallonie très précocement à la pointe des techniques à l'honneur dans l'industrie aux XIX^e et XX^e siècles. Dont l'aventure des Wallons en Suède (XVII^e et XVIII^e siècles) est l'illustration bien plus qu'anecdotique.

Image de la Flandre : une Wallonie existant par soi ?

«*J'aime la France*». Fernand Braudel commence ainsi *L'identité de la France*. Il ne craint pas d'engager sa passion au seuil d'un ouvrage scientifique mais la somme énorme de publications de l'historiographie française, dont la valeur, globalement, n'est pas remise en cause, est aussi le fait de Français «*passionnés*».

L'auteur de ces lignes, lui-même «*passionné*», estime aussi que cela ne nuira pas à son travail. La proximité à sa propre société ou l'engagement en faveur de celle-ci n'est pas un handicap : «*prendre ses distances*» a écrit Ricœur, «*c'est une manière d'appartenir*» et on ne peut prendre ses distances qu'en assumant ses appartenances³.

3. Paul RICŒUR, «*Science et idéologie*» in *Du texte à l'action – essais d'herméneutique*, Seuil, Paris, 1996, Tome II, pp. 305-331. Réédition d'une communication faite à Leuven dans le cadre du 700^e anniversaire de la mort de St Thomas d'Aquin et parue dans la *Revue Philosophique de Louvain*, mai 1974.

Cependant les précautions prises par les historiens wallons, comme Léopold Genicot dans la première histoire scientifique de la Wallonie (en 1973), ou Philippe Destatte (vingt-quatre ans plus tard en 1997) n'étonnent pas : les premières histoires de Wallonie ont été jugées «non-scientifiques»⁴. Et l'historien français a cet avantage sur l'historien wallon (ou l'auteur qui cherche à transmettre son apport au débat), que la France est universellement reconnue. Pas la Wallonie. Dans la liste des mémoires en préparation à Louvain-la-neuve, en sciences politiques, on tombait une année sur le titre *L'identité wallonne existe-t-elle ?* Dans son livre posthume, Jean Stengers, estime que la Wallonie et la Flandre ne sont que des «sous-produits» de la Belgique, que la Flandre est une nation, mais non la Wallonie décrite (avec Bruxelles) comme une «nébuleuse», comme «à peine une nation francophone en devenir»⁵. Les questions posées par Chantal Kesteloot au livre de Philippe Destatte *L'identité wallonne*, par exemple, montrent que la chercheuse du CEGES partage le même scepticisme⁶. Cela met l'auteur de ces lignes dans l'embarras. Si la Wallonie n'existe pas comme nation ou société (affirmation courante) comment se positionner ?

Si la Wallonie existe comme nation ou société, pas de problème, l'exemple français le prouve. Or, cette existence est contestée. Faudrait-il donc d'abord s'expliquer sur l'existence d'une société wallonne ? Oui. Si la Wallonie n'existe pas comme société, l'auteur de ces lignes est disqualifié pour se prononcer sur l'image de la Flandre dans le mouvement wallon puisqu'il relie ce mouvement wallon à une société qui n'existe peut-être pas. Et si celle-ci n'existe pas, le mouvement wallon n'est qu'hostilité négative, hallucinée ou hystérique à la Flandre. En revanche, si la Wallonie existe comme société, elle se fait une certaine image de la Flandre qui lui est propre et qui n'est pas celle de la Belgique francophone. Plusieurs auteurs autorisent à distinguer Belgique francophone et Wallonie, quand il s'agit du mouvement wallon. Il aurait deux branches, l'une qui défend le français en Belgique, l'autre qui se soucie des intérêts

4. Dans *Historiographie et Politique - Essai sur l'histoire de Belgique et la Wallonie*, 2^e édition, IJD, Charleroi 1996, Hervé HASQUIN cite (p. 105, note 35) des commentaires de *La Libre Belgique* et du journal *Le Rappel*, contestant la valeur scientifique de *La Wallonie, le pays et les hommes* (2 tomes consacrés à «Histoire, économies, sociétés» et 4 tomes à «Lettres, arts, culture»), de 1976 à 1984 à Bruxelles (la Renaissance du livre).

5. Jean STENGERS, *Le siècle de la nationalité belge*, Quorum, Bruxelles, 2002, p. 201.

6. C. KESTELOOT, «Être et vouloir être, le difficile cheminement de l'identité wallonne», in *Cahiers de l'histoire du temps présent*, n°3, 1997 pp. 181-201.

de la Wallonie et pour qui la défense du français est secondaire. En parlent ainsi un journaliste flamand⁷ et une historienne bruxelloise⁸.

Mais si la Wallonie est mise en doute (et elle l'est même par ces deux auteurs dont nous venons de parler, C. Kesteloot ou G. Fonteyn), elle n'est peut-être pas à distinguer (comme ils le prétendent), ni des Flamands francophones, ni des Belges francophones (Bruxellois ou habitants la Wallonie) qui s'en sont pris souvent – avec quelle véhémence haineuse⁹ ! – au mouvement flamand d'émancipation populaire, pour défendre contre lui la langue française (et les Flamands francophones sont les plus durs¹⁰). D'autres personnes estiment que la Wallonie n'est pas une nation et que sa vraie appartenance, c'est la France. Pour eux, la Wallonie appartient en un sens à la société française¹¹.

Si la Wallonie existe, en revanche, alors ce qui oppose le mouvement wallon à la Flandre ne doit plus être compris, moralement, comme une stigmatisation xénophobe, et, historiquement, comme un fait marginal¹². Ce mouvement a un sens en lui-même et s'il lui arrive de s'opposer à la Flandre, il s'agit d'un conflit entre groupes ou nations : dans lequel il faut montrer les raisons des uns et des autres, car les uns et les autres ont toujours jusqu'à un certain point, «raison». Si c'est le cas, l'image de la

7. Guido FONTEYN, *De Nieuwe Walen*, Lannoo, Tielt, 1988, notamment p. 136.
8. C. KESTELOOT, «The Growth of the Walloon Movement», in *Nationalism in Belgium*, MacMillan, Londres, 1998, pp. 137-152. Traduit en néerlandais sous le titre «Waalse beweging en nationale identiteit» in Kaz Deprez et Louis Vos, *Nationalisme in België*, Houtekiet, Antwerpen, 1999, pp. 160-176.
9. Jean STENGERS, *Le siècle de la nationalité belge*, op. cit. p. 127. Il est question dans la presse libérale gantoise, selon Stengers et à propos des Flamingants, d' «*hurlu-berlus*», de «*forcenés*», de poignées d'agitateurs, «*que leur naissance obscure au fond d'une ferme ont rendus incapables d'apprendre le français*».
10. Marianne PIERSON-PIÉRARD, *Lettres à Louis Piérard*, Lettres Modernes, Paris 1971. Un très grand nombre de lettres écrites à l'écrivain et homme politique dans les années précédant la première guerre mondiale expriment le sentiment de nombreux Wallons sur la question nationale. Le seul interlocuteur à user de l'expression «*sale flamingant*» est l'écrivain flamand Max Elskamp, p. 161.
11. Paul-Henry GENDEBIEN, *Le choix de la France*, Luc Pire, Bruxelles, 2002. L'auteur concède qu'il existe un peuple wallon, mais pas de nation wallonne. Ce qui pose un problème qui est celui de la distinction à opérer entre «peuple» et «nation», dont on ne voit pas très bien ce qu'elle est...
12. Le texte le plus étonnant à cet égard est le fascicule *Le rôle des chrétiens dans l'avenir économique de la Wallonie* rédigé par la Commission de pastorale ouvrière et publié aux EVO, Bruxelles, 1967. Une feuille a été encartée dans le volume où les évêques wallons et le cardinal Suenens expliquent pourquoi, sans nécessairement partager toutes les idées du texte, ils l'ont fait parvenir au clergé de Wallonie.

Flandre en Wallonie (dans le mouvement wallon), négative ou positive, se rapporte à un conflit entre deux sociétés, deux nations, au même titre que les conflits qui ont opposé les nations européennes en train de s'unir, par exemple (toutes proportions gardées) la France et l'Allemagne. Mais l'historiographie wallonne peine à exprimer la Wallonie comme société, problème lié au sujet de cet article : l'image de la Flandre en Wallonie. Elle peine ou le récuse.

Le déficit théorique de l'historiographie wallonne

L'historiographie wallonne comme l'historiographie belge est d'allure positiviste. Pour elle, ce qui importe, ce sont les faits. Il y a une répugnance à saisir l'histoire comme mouvement d'ensemble¹³. Alors que, pourtant, sans le recours au principe de causalité, il n'y a plus ni récit ni histoire. Or l'historiographie wallonne répugne à établir des liens entre les événements. Non seulement les événements menant de 1830 à l'Etat quasiment confédéral d'aujourd'hui, mais aussi les événements qui, s'enchaînant les uns aux autres, peuvent expliquer qu'il y a aujourd'hui quelque chose qui s'appelle «Wallonie» et cela en remontant dans le temps (Braudel reliait d'ailleurs la division de la Belgique en deux peuples aux invasions germaniques, y voyant le type de l'événement de longue durée).

Le mouvement wallon : des associations disjointes ou la manifestation d'une société ?

On a pu lire dans l'*Encyclopédie du mouvement wallon*, par exemple, que Wallonie-Ecologie «ne fait pas partie du mouvement wallon». Mais si la Wallonie est une société il faut intégrer en pareille encyclopédie, non seulement ce qui porte l'étiquette «Wallonie» (y compris la Légion «Wallonie», les collaborateurs wallons de 1940-1944...), mais aussi les faits qui relèvent de cette société et qui ne sont pas marqués de l'estampille «mouvement wallon». Et dépasser l'idée d'une histoire du mouvement wallon ou d'une encyclopédie du mouvement wallon pour en arriver à une histoire de la Wallonie et une encyclopédie de la Wallonie, tout simplement.

Car, hors de l'historiographie (moins en son sein), on n'hésite pas à traiter la Wallonie comme société, comme nation. Un historien comme Pierre Lebrun tente d'un point de vue marxiste de comprendre les conflits des entités belges non à partir de leurs langues, mais de données écono-

13. Voir Robert DEVLEESHOUWER, «Quelques questions sur l'histoire de Belgique» in *Critique Politique*, n°2, pp. 5-38.

miques dont il retrace le cadre à partir de la révolution industrielle qui surgit en Wallonie juste après l'Angleterre : il montre notamment que les problèmes communautaires cachent des problèmes plus fondamentaux opposant non des langues mais des sociétés. C'est ce que fait aussi l'économiste Francis Bismans en étudiant l'histoire de Belgique à partir du concept d'hégémonie chez Gramsci. Francine Kinet a étudié comment les grandes grèves de 1960-1961, allumées au départ comme un conflit social classique, ont dépassé au fur et à mesure de leur déroulement ces simples objectifs sociaux pour s'en donner de nouveaux qui étaient politiques et renvoyaient à une nation ou société. Le sociologue Bernard Francq fournit une explication de la rencontre entre mouvement ouvrier et mouvement wallon qui fait du Mouvement populaire wallon un mouvement social au sens de Touraine. Serge Deruette a repris le travail marxien mené par André Renard lui-même et pense que la grève de 1960, avec son dessein fédéraliste, est une option de la classe ouvrière wallonne qui peut s'expliquer en fonction des intérêts de cette classe dans l'Etat belge. Giovanni Carpinelli a insisté sur le fait que les Bruxellois, les Flamands, les Wallons sont des groupes dont l'existence est en partie autonome des stratégies menées par les diverses classes sociales en leur sein (il dit certes que les Wallons forment un quasi-groupe). Denise Van Dam explique ce qui distingue les élites économiques et sociales ainsi que les élites culturelles de Flandre et de Wallonie (bien disposées les unes vis-à-vis des autres), et notamment l'opposition classique entre identité républicaine (plutôt la Wallonie) et ethnique (plutôt la Flandre). Cette distinction classique est bien résumée par Giovanni Carpinelli, très récemment, dans un contexte européen où il compare plusieurs théories de la nation et plusieurs formations nationales (Italie, Allemagne, France, Angleterre, Irlande, Flandre, etc.)¹⁴. On trouve d'autres états de la question sur les diverses théories de la nation, états de la question tout à fait récents chez Michel Seymour et Jean-Marc Ferry. Et qui permettent de saisir que la discussion n'oppose pas des visions forcément radicalement incompatibles. De sorte que sans nécessairement prendre parti dans le débat, l'historien pourrait s'en nourrir.

Michel Quévit, dans une analyse classique, a montré (ce que ressentait déjà le MPW) une Wallonie dominée par une classe dirigeante s'identifiant peu à cette société ou comme le dira Robert Devleeshouwer, moins solidaire de sa communauté. Jean Alexandre avait pensé semblablement à la même époque. Jean-Marie Lacrosse a voulu comprendre la duali-

14. Giovanni CARPINELLI, contribution au colloque *Nazione e nazionalismo nelle didattica della storia contemporanea. L'insegnamento della storia in dimensione europea, Confronta pro insegnamenti di Köln, Lille e Torino*, mars 1996, traduite par l'auteur sous le titre «L'idée nationale, ses fondements, ses avatars», in *TOUDI*, mensuel n°38-39, mai 2001, pp. 31-36.

sation de la Belgique à partir des réflexions de Marcel Gauchet dans *Le désenchantement du monde*.

Les hommes du «poème» (au sens aristotélicien de récit visant toute œuvre d'art)

Le théâtre de Jean Louvet est une manière de re-présenter la société d'une manière plus différenciée d'une littérature dite «engagée» (quand le patron – au sens de la couture – politique informe la démarche littéraire et la vide de sa spécificité). Il y a de même chez Thierry Haumont une tentative de ressaisie de la Wallonie comme société dans un langage qui ne prend pas non plus comme «patron» le discours politique. Bien que s'approchant plus de la sociologie, un André-Joseph Dubois relie les luttes sociales en Wallonie à certaines données de l'usage du français en Wallonie marquées par des conflits internes et non les conflits linguistiques Flamands/Wallons. Jacques Dubois dénonce la «*violence symbolique*» des médias francophones belges sur la Wallonie et ma contribution est d'avoir rédigé un livre où je décris à travers des centaines d'articles de presse, émissions de radio et télé, livres, contributions... le discours par lequel la Wallonie est agressée et niée comme société, discours négatif à ce point répandu qu'il rappelle en négatif les exigences d'un discours identitaire efficace, selon Jean-Marie Klinkenberg¹⁵. Il y a aussi le cinéma de Paul Meyer, de Jean-Jacques Andrien, des Dardenne (ceux-ci réticents à l'égard de l'idée wallonne, mais qui, en même temps, élaborent des œuvres qui se conçoivent à partir de leur «ici»), comme *C'est arrivé près de chez vous* de Belvaux, Poelvoorde et Bonzel (1992). Jacques Polet, professeur à l'IAD et l'UCL, n'hésite pas à écrire – ce qui nous semble exact – que lorsque l'on parle pour le cinéma wallon d'un lien étroit au réel, «*il ne s'agit pas simplement d'y voir un horizon référentiel, un cadre, mais bien l'articulation à une culture sociale profonde nourrie par l'histoire de la Wallonie, principalement son histoire économique, et ses mutations industrielles*» (nous soulignons)¹⁶. L'historiographie wallonne – en raison de son

15. Jean-Marie KLINKENBERG, «L'identité wallonne, hypothèques et faux-papiers», in *La Wallonie et ses intellectuels, Cahiers Marxistes n°187 – TOUTI annuel n°7, 1992*, pp. 37-50.

16. Jacques POLET, «Un enracinement porteur d'universalité», in *Sur l'identité francophone en Belgique*, numéro spécial de la revue des Alumni de l'UCL, Louvain, n°133, 2003, pp. 23-25 ; p. 23. Il écrit aussi qu'il s'agit «d'un cinéma bien enraciné, qui témoigne activement d'un espace, d'un temps et qui a la préoccupation de la durée historique» (*Ibidem*, p. 25). Et cela à propos du film du réalisateur de *C'est arrivé près de chez vous* (1992), comme à propos d'Andrien et d'autres que nous ne citons pas ici (Benoît Mariage notamment).

caractère récent ? Hervé Hasquin estime son retard sur l'historiographie flamande à trente cinq ans – a oublié la remarque de Sartre selon laquelle les faits ne s'organisent pas d'eux-mêmes face à la conscience du savant. Il faut une théorie pour voir qu'ils sont liés entre eux (s'ils le sont). Ou seulement un cadre permettant d'embrasser les choses sur la longue durée (ce que fait Pierre Lebrun). Ou peut-être l'intuition «poétique» (de l'auteur de récits, du «poète», qu'il soit dramaturge, romancier ou cinéaste). Ricœur propose aussi l'idée qu'en débutant par «*Il était une fois*» (ou formule semblable), tout récit imite la démarche scientifique car, se nourrissant de la réalité vécue, brute, chaotique, «vide» de sens, le récit du «poète» imprime à ce divers désorganisé sinon un ordre (comme c'est l'ambition de la démarche scientifique) du moins un sens. N'est-ce pas encore plus vrai des historiens qui ne lisent pas assez ce que nous nommons «poètes», alors que leur métier est quand même aussi le «récit» ? Rigoureux, évidemment. Mais les «poètes» sont très rigoureux...

Pourquoi la Wallonie apparaît moins comme «fait»

Le positivisme de l'historiographie wallonne tend à la focaliser sur ce qui, à l'intérieur de la Belgique, prend allure de fait. Si, selon Durkheim ou Rousseau qui l'a inspiré (comme il a inspiré Lévi-Strauss), la société ne se saisit que par inférence, réalité transcendante aux individus (mais matérielle), non visible directement (et qui pour cet athée, est à l'origine de l'idée d'un Dieu à l'existence illusoire), on peut le comprendre. En effet, si les sociétés sont «invisibles» (au sens de Durkheim), les Etats ne le sont pas, tel l'Etat belge. De même une langue qui parvient à s'imposer comme officielle et marquant le paysage social d'une région en l'instituant comme fait collectif : la Flandre. Puis la Belgique dont la langue est le français : la Belgique francophone. Enfin, une Ville avec l'évidence du périmètre de son habitat, des activités et échanges de ses habitants : Bruxelles. Dans cette énumération, la Wallonie était (reste) le maillon faible. Il y a plus qu'un embryon d'Etat à Namur, mais c'est très récent. Beaucoup estiment que l'existence d'institutions étatiques wallonnes, nanties de compétences étendues en politique intérieure, européenne ou extérieure, est l'aboutissement d'une Wallonie obtenue par «*soustraction*», ou par «*réaction*» au mouvement flamand¹⁷. Cela pourrait créer une nation wallonne mais dont l'existence serait aussi artificielle que la Belgique (comme une certaine contestation antibelge y insiste), une Wallonie promise peut-être alors au même processus de dégradation que

17. Expressions relevées chez C. FRANCK, A. FROGNIER et B. REMICHE, «Choisir l'avenir», in *La Revue Générale belge*, n°7, 1997, p. 22 ; et Georges-Henri DUMONT, «L'identité wallonne et sa prise de conscience» in *Etudes et expansion*, n°283, mars 1980, pp. 27-38.

la formation sociale belge. Un «fait» peut-être mais qui n'a pas la consistance du fait belge, flamand, bruxellois ou belge francophone.

Un ouvrage capital : *Leopold III*

Une place importante doit être faite ici à l'ouvrage de Velaers et Van Goethem qui en mille pages centrées principalement sur le règne de Léopold III, de 1934 à sa libération en 1945, établissent justement le cadre que nous rapprochions plus haut de la théorie. Ce qui est frappant dans ce livre, c'est qu'il analyse par le menu la pièce centrale de l'édifice institutionnel belge jusqu'alors, à savoir la monarchie et en un moment où le système belge est menacé comme jamais par le cours contraire de la guerre. En 1914-1918, victoire ou défaite ont été jusqu'au bout indécis. En 1940, on pouvait penser que la victoire allemande était définitive. Or c'est dans les crises graves qu'un édifice institutionnel dévoile au plus profond ses mécanismes ultimes. Tel cet aspect du système belge qu'est la monarchie mais aussi les forces économiques dominantes, l'environnement international, les sentiments centrifuges, etc. On peut estimer que ce livre (publié seulement en néerlandais), est l'ouvrage le plus marquant de l'historiographie belge depuis Pirenne. Mais tout au long des pages, un partenaire n'apparaît jamais qu'en creux, à savoir la Wallonie. Et c'est pourtant la Wallonie qui met un terme à la crise de la monarchie par l'insurrection de juillet 1950 en forçant le retrait de Léopold III (certes partiel puisqu'il a continué à influencer Baudouin jusqu'à l'année 1960).

La leçon de Bruno Latour

Dans quelle mesure, en fin de compte, ne faut-il pas faire intervenir ici la subjectivité ? C'est ce que propose Annie Dauw, analysant les réactions *pro et contra* au *Manifeste pour la culture wallonne*. Elle écrit : «*Beaucoup de positions ont été prises par des militants qui, les uns, soutenaient l'identité wallonne et, les autres, la récusaient. Il faut à cet égard tenir compte du fait que la plupart des prises de positions ne reflètent que l'engagement d'un seul auteur. Les répondants à nos entretiens n'étaient pas non plus neutres dans leur expression. Leur subjectivité correspondait indubitablement à leur foi, ou crédulité, dans la formation d'une identité wallonne*»¹⁸. Beaucoup seront peut-être gênés de voir intervenir la «foi» qui ne peut évidemment pas décider du fait qu'il y ait ou non une société. Mais qui est le moyen par lequel une société s'agrè-

18. Annie DAUW, *De Waalse Identiteit en het Integratiebeleid in Wallonië*, mémoire de licence, Université de Gand, année académique, 2001-2002, manuscrit ; p. 43 (trad. CM).

ge. Ricoeur, dans *Histoire et vérité*, émet l'idée qu'il n'y a de groupe social qu'en rapport avec son propre avènement. Et Bruno Latour, suivant en cela quelque peu la distinction des deux universalismes selon Waelzer, estime qu'il y a un universel en mesure de «*sécréter du 'même', de l'identique, du continu qui ne repose pourtant pas sur le maintien d'une substance intacte à travers l'espace et le temps*». Latour donne alors l'exemple des amants qui «*peuvent dire sans mentir que l'amour qui les anime maintenant comme s'il avait duré toujours est infiniment plus fort, plus profond, plus solide, qu'il les rapproche bien davantage qu'à leurs débuts*»¹⁹. On peut rester perplexe devant pareilles assertions, mais des agnostiques comme Régis Debray parlent de la même façon de leur rapport à la nation. Nous reviendrons sur cette manière de penser, plus critique et empirique finalement que le positivisme.

Le conflit

Flandre/Wallonie au-delà du conflit français/néerlandais

L'historiographie wallonne – comme l'historiographie belge – fuit devant le concept²⁰, quelle que soit son origine : poétique (au sens d'Aristote), philosophique, sociologique, économique et même... historique. Elle se méfie de la théorie. On peut contester que l'histoire ait un sens qui rendrait compte de tout, diluant la nature même de l'événement. Mais il est tout aussi dangereux de nier que l'histoire ait «du» sens (un événement qui n'est pas raconté n'a pas eu lieu estime Hannah Arendt). Comment des historiens, qui doivent relier des faits entre eux, hésitent-ils à le faire sans déterminer au moins un certain cadre ? Refusant la théorie, s'en tenant trop aux seuls «faits», l'historiographie wallonne laisse libre cours à la théorie sur les faits les plus patents : Belgique, Belgique francophone, Flandre, Bruxelles. Or ces diverses entités ne sont pas sans discours à leur propos, contenant nombre d'éléments théoriques ! Nous reviendrons surtout sur la Belgique et la Belgique francophone et ce que nous croyons être sa xénophobie foncière. Mais, ici, voyons d'abord la Flandre.

19. M. WAELZER, «Les deux universalismes», in *Esprit*, Paris, décembre 1992, n° 187, pp. 114-133, cité par Gérard FOUREZ, «Jubiler ou les tourments de la parole religieuse» (compte rendu) in *La Revue Nouvelle*, juin 2002, pp. 79-85 ; Bruno LATOUR, *Jubiler ou les tourments de la parole religieuse*, Seuil, Paris, 2002, p. 57.

20. *Critique Politique*, n°1, Bruxelles, 1978, Editorial, p. 9.

Le wallon dans le conflit dit «linguistique», surdétermination de ce conflit

La Flandre va mettre en avant son émancipation culturelle et par là présenter comme obstacles à celle-ci, indifféremment, Wallonie ou Belgique francophone, désigner d'un seul mot Wallons et «Belges francophones» («*Walen*») ²¹. Il peut s'ensuivre que l'on décrive le mouvement wallon (car on ne reconnaît pas la Wallonie comme société), comme simplement hostile à la Flandre ou au flamingantisme ²². Or, indépendamment du fait qu'il faut considérer la Wallonie comme société, il existe une série de conflits à l'intérieur de la formation sociale belge qui opposent la Wallonie à la Flandre, hors du champ linguistique, mais que le seul poids du positivisme pousse à envisager quand même encore sous le seul angle linguistique ou quasiment. Ou principalement déterminé par ce phénomène de l'opposition de deux langues.

D'ailleurs, même sur le plan strictement linguistique, le français et le néerlandais (ou le flamand) ne sont pas seuls en jeu. Il y a aussi le wallon. C. Kesteloot estime que : «*C'est au nom du français que les premiers militants wallons encouragèrent les Flamands à abandonner leur langue sous prétexte que les Wallons aussi avaient abandonné leurs dialectes en faveur du français, la langue universelle ; unique chemin vers la civilisation. Les premiers militants wallons identifiaient clairement le flamand – de quelque forme qu'il soit – avec leurs dialectes régionaux et essayaient de démontrer qu'eux aussi avaient dû renoncer à leurs pratiques linguistiques ancestrales pour accéder à la langue française*» ²³. Les parlers wallons n'ont pas seulement été instrumentalisés en faveur de la défense d'une Belgique française. C'était sans doute l'intention des premiers militants wallons et les institutions fondées pour la défense des dialectes en Wallonie étaient pénétrées de l'idée qu'il fallait en finir avec le wallon. Mais d'autres militants ont eu une autre attitude ²⁴. Et surtout,

21. C. KESTELOOT et A. GAVROY (*Pour la défense intégrale de la Wallonie – François Bovesse*, coll. Ecrits politiques wallons, IJD, Charleroi, 1990, p. 43) situent l'apparition du mot «francophone» à Bruxelles en 1930 du fait de l'obligation de différencier ces deux groupes : les Wallons et les Bruxellois francophones.
22. *Choisir l'avenir* (op. cit.) adopte cette manière de voir trouvée chez L. Wils, *Histoire des nations belges*, Quorum, Bruxelles, 1996.
23. C. KESTELOOT, «The Growth of the Walloon Movement», in *Nationalism in Belgium*, op. cit. (trad. CM).
24. Arnaud PIROTTE, «L'apport des courants régionalistes et dialectaux au mouvement wallon naissant», in UCL, *Recueil de travaux d'histoire et de philologie*, 7^e série, Fascicule 5, 329 pp., Louvain, 1997. Pirotte souligne aussi que la référence au wallon peut être un simple prétexte pour refuser l'institution du néerlandais comme J..

il y a la réalité (indépendamment des intentions, même Arnaud Pirotte tend peut-être à l'oublier...), de ce qu'ont éprouvé les Wallons face à la substitution du français au wallon. Une langue ne meurt pas, on la tue, répète Laurent Hendschel²⁵. Les langues les plus exposées à ce meurtre peuvent résister si elles trouvent une «zone de résistance». Ainsi, le gallois, du fait qu'il est la langue de la liturgie, trouve en celle-ci une protection, rôle pouvant être assumé aussi quand la langue se trouve être «un instrument et un symbole de l'identité», quand existe une conscience nationale.

La disparition du wallon ne prouve-t-elle cependant pas l'inexistence d'une conscience nationale wallonne ? La langue wallonne a toujours été considérée comme n'ayant aucun statut dans les recensements linguistiques alors que, dans certains cas, le résultat des recensements en aurait été modifié. Il est vrai qu'il a été question d'imposer le wallon aux juges nommés en Wallonie (en 1935) mais on peut penser qu'il s'agit là aussi en partie d'une instrumentalisation du wallon, le but étant d'empêcher que des juges flamands soient nommés, car le wallon, langue populaire, non officielle, peu ou pas étudiée scolairement, était, comme toutes les langues dans cette situation, bien plus difficile à apprendre pour quelqu'un qui n'est pas un locuteur natif. Mais on peut penser que le mouvement flamand a eu aussi le même but, toutes proportions gardées. Car si, dans les années 1930, le wallon était bien moins établi que le néerlandais – et l'est encore bien moins aujourd'hui – l'attractivité sociale du néerlandais pour des habitants d'une Wallonie n'ayant jamais possédé d'élite néerlandophone – au contraire de la Flandre, qui, elle, a toujours possédé une élite francophone – était fatalement très faible. On pourrait même dire que le wallon par rapport au néerlandais était peut-être – dans le rapport des forces ou compte tenu de ce que Bourdieu appelle la distinction – dans une position comparable (en Flandre) à celle du néerlandais par rapport au français, raison pour laquelle le wallon n'aurait pas pu être pris en compte dans les recensements linguistiques aux yeux des Flamands, la comparaison étant de fait humiliante et dangereuse²⁶. En outre, de nombreux linguistes observent qu'une langue ne peut s'imposer par la seule contrainte étatique, la seule qui aurait pu jouer – en Wallonie – en faveur du néerlandais. Il n'en allait pas de même pour le

..J. langue officielle. Mais qu'elle est aussi, souvent, prise en compte pour elle-même, sans être instrumentalisée.

25. Laurent HENDSCHEL, *Vers la substitution linguistique en Wallonie ?* mémoire de licence présenté sous la direction de M. Francard, année académique, 1998-1999, p. 56 (Manuscrit) ; avec une citation de J. Calvet, *Linguistique et colonialisme - Petit traité de glottophagie*, Paris, Payot, 1974, p. 155.

26. C. KESTELOOT et A. GAVROY, «Pour la défense...», *op. cit.*, p. 45.

français en Flandre, non pas nécessairement d'abord en raison du grand prestige du français à l'époque (et qu'il garde en quelque mesure), mais en raison du fait que la langue de la bourgeoisie exerce une contrainte moins évidente, moins visible que la pure contrainte étatique, une contrainte étatique qu'on pourrait assimiler quasiment à la violence au sens propre, par opposition à la violence symbolique (qui suppose le consentement de celui qui la subit), violence typique d'une domination linguistique.

Trois éléments rarement pris en considération

Il reste à signaler trois autres éléments tout aussi importants – sinon plus importants – mieux connus, plus généralement acceptés, mais qu'on perd de vue. Le premier, c'est que les Wallons, vivant difficilement la substitution du wallon au français (même plus ou moins consentants)²⁷, ont dû ressentir durement en 1932 les propositions d'étendre le bilinguisme envisageable en Flandre à tout le pays. On continue à dire aujourd'hui que l'unilinguisme de 1932 aurait été une «*erreur*»²⁸, vieille rengaine. On a quelques indices (et plus encore la simple logique !) à ce sujet qui permettent de dire : la population wallonne, après avoir dû commencer à substituer le français à sa langue, ne pouvait que ressentir comme impossible le fait qu'on la pousse à en adopter une seconde, le néerlandais, alors que le français était déjà loin d'être assimilé. Les préjugés d'une certaine élite flamande bilingue ont marqué l'opinion wallonne à cet égard, mais sans modifier son comportement et pour cause... Ceci a joué contre le bilinguisme : réaction spontanée. Le deuxième élément c'est le fait que, comme l'a montré Jean Verjans, le refus du néerlandais, comme dans les Fourons, s'exacerbe, car son imposition exprime la minorisation de la Wallonie²⁹. Plusieurs lois linguistiques, celles de 1921 et celles de 1962 notamment, ont été votées au Parlement belge par une majorité de parlementaires flamands s'imposant numériquement aux parlementaires wallons, chose qui s'est récemment reproduite avec l'affaire de Francorchamps. Le troisième élément c'est que, d'une manière générale (quoique par des gens extérieurs à la Wallonie ou se disant tels), les traces du wallon subsistant toujours aujourd'hui sont parfois moquées d'une manière qui ressemble à la façon dont autrefois le flamand était méprisé. Dans le discours antiwallon à la suite du *Manifeste pour la cul-*

27. L. HENDSCHEL, *op. cit.* p. 63, démontre la légèreté de cette assertion à travers quelques bons exemples.

28. Notamment Paul WYNANTS, Elio DI RUPO in *La Libre Belgique* du 7/1/2003, p. 14. P. Wynants parle de «*l'erreur historique*» de 1932, Elio Di Rupo de celle de 1963.

29. Jean VERJANS, article Fourons dans *Encyclopédie du mouvement wallon*, tome II, pp. 662-667.

ture wallonne, c'est cette langue méprisée qui est associée au texte (qui n'en parle pourtant pas!), pour le décrier³⁰. On peut d'ailleurs trouver dans la presse francophone le même comportement à l'égard de langues minoritaires, mais visant la démarche culturelle wallonne³¹. Les Flamands eux-mêmes, à Leuven, imitaient la manière dont les Wallons (non les Français, ni les Francophones), prononcent «Wallon» ou «Wallonie» (en traînant sur le W), dans la manière de crier «*Walen buiten*».

Les autres conflits : dans le mouvement ouvrier en 1880, dans la deuxième guerre...

Si le wallon a été aussi instrumentalisé pour combattre le flamand ou le néerlandais, cette langue, indépendamment des projets qui visent à en faire une langue officielle de la Wallonie, a été imputée à certaines formes de mouvement wallon qui pourtant ne s'en réclamaient pas ouvertement ou avaient pris soin de ne pas le faire. Sauf certains historiens comme Philippe Raxhon, on ne lit guère les textes wallons pour éclairer l'histoire. Dans plusieurs circonstances la Flandre et la Wallonie (ou du moins Wallons et Flamands), s'opposent sur un autre terrain que le terrain linguistique comme le montrent les dissensions dans le mouvement ouvrier (étudiées par Jean Puissant à la fin du XIX^e siècle, et illustrée par une lettre pathétique d'Alfred Defuisseaux³², absent de l'*Encyclopédie du mouvement wallon*), ou durant la campagne des 18 jours en mai 1940,

30. L'un des premiers à l'avoir fait, c'est Jacques HISLAIRE dans *La Libre Belgique* du 30/9/1983. C'est récurrent dans P. Vandromme *Les gribouilles du repli wallon*, Laudelout, Bruxelles, 1983. Tristan Lazzaré fait de même dans *La Flaque* (hebdomadaire de l'AGL à Louvain-la-neuve), n°19, février 1984. Plus près de nous, Hervé Hasquin dans *La Wallonie, son histoire*, Luc Pire, Bruxelles, 1999 écrit que la «mise en accusation [des subsides inégaux entre Bruxelles et la Wallonie] s'est accompagnée d'une revendication d'un soutien aux dialectes» (p. 285), ce qui de fait n'a été soutenu que par l'un ou l'autre signataire à l'époque et est absent du texte lui-même.

Le texte du *Manifeste pour la culture wallonne* est reproduit dans le manuscrit d'Annie Dauw déjà cité. Il est reproduit également dans *La Wallonie et ses intellectuels*, op. cit. (*Cahiers marxistes et TOUTI*) ; dans Hervé Hasquin, *La Wallonie, son histoire*, op. cit. ; dans *La Revue Nouvelle*, janvier 1984 ; dans le livre de Pol Vandromme, *Les gribouilles du repli wallon*, op. cit. ; dans l'ouvrage de J-E. Humblet et P. Dupuis, *Un siècle de mouvement wallon*, op. cit. La revue *Kultuurleven* en a publié un résumé en 1983, et il est lisible sur le site de la revue *TOUTI* (www.toudi.org).

31. Voir J-P. HIERNAUX, *Bulletin de la Fondation Elie Baussart* (3/93) citant *Le Soir* du 10/08/92 qui s'en prend au catalan : l'auteur voit dans cette manière de procéder une manière de mettre en cause tout régionalisme et en particulier le régionalisme wallon.

32. Freddy JORIS reproduit une lettre d'Alfred Defuisseaux dans *1885-1995, du Parti Ouvrier Belge au Parti Socialiste*, Labor, Bruxelles, p. 38. Cette lettre est également reproduite dans *République*, n°12, juin 1993, p. 4.

qui a suscité des traumatismes comme le démontre le *Manifeste de la Wallonie Libre*. Les meilleurs textes sur ces déchirures peuvent être écrits en wallon, l'expérience des prisonniers de guerre par exemple. Les contradictions entre l'aile flamande et l'aile wallonne du mouvement ouvrier sur le type d'organisation à donner à l'action politique et syndicale de la classe ouvrière, dont nous avons parlé pour les années 1880, vont se reproduire dans un autre contexte dans les années 1950 (et pas seulement sur le problème du déclin wallon comme on le croit trop vite – voir *infra*).

Le comportement des régiments flamands et wallons pendant la campagne des 18 jours interpelle donc aussi. Cela n'aurait pas été l'élément déterminant d'un conflit Flandre-Wallonie, selon Philippe Destatte. Mais le *Manifeste de la Wallonie Libre* monte pourtant ce fait en épingle. Il y a eu un sentiment diffus d'une différence fondamentale entre Flamands et Wallons. Louis Sohy, Wallon prisonnier de guerre en 1940, a écrit l'un des récits les plus documentés, le plus chargés de réflexion, sur l'expérience des Wallons retenus jusqu'à la fin de la guerre en Allemagne contrairement aux Flamands libérés dans les premiers jours, semaines ou mois. Il note au moment où se pressent cette libération des Flamands par les Allemands : «*Si dj'vos è pârè du meur di bârbèlès, c'est pou vos dire èl vrè. Djé l'fè sins mèchanqté, sins mwèchès pinsèyes, pacqû pou mi, in ome, c'è-st-in ome, mins î faut awè passé tous cès pas-la pou comprinde qui ieûs' eyèt nous-autes, non, nos n' pârtons nèn l'min.me lingâd-je, qui nos n'avons nèn lès min.mes camarâdes eyèt co mwins' lès min.mès idèyes (...)* Oyi, nos avons d'dja ieû dès sonètes dèl mobilisation mins roci is nos ont drouvu lès Îs...»³³. Car on a nié ou douté de la vraisemblance de ces attitudes, comme Marc Delforge juste après la guerre³⁴, mais la Résistance fut sept fois plus forte en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre³⁵, ce qui à son tour explique, proposition universellement reçue, l'attitude de la Wallonie face à Léopold III de 1945 à 1950.

Quant à la libération des prisonniers flamands, on peut certes l'imputer aux seuls Allemands. Mais le comportement électoral des Wallons d'avant 1940 l'a aussi dictée, de même que leur attitude durant la cam-

33. L. SOHY, *Sodâr di 40*, Les éditions du Bourdon, Charleroi 1964, 164 pp. Préface de L. Wilmotte, membre du bureau de la FNAPG (Fédération nationale des Anciens Prisonniers de Guerre) ; p. 51.

34. Marc DELFORGE, «A la recherche de l'opinion wallonne», in *La Revue Nouvelle*, novembre 1945.

35. Paul DELFORGE, article «Résistance» dans *Encyclopédie du mouvement wallon*, tome III, pp. 1400-1405. Carte des sabotages par région reproduite dans «Les faces cachées de la dynastie belge», in *TOUDI*, mensuel, n°44, décembre 2001, p. 9.

pagne des 18 jours. De plus, elle n'a été possible en certains cas qu'avec la collaboration de commissions composées de Flamands seuls à même de faire la différence entre Flamands et Wallons, surtout les Wallons capables de parler le néerlandais, ayant un nom flamand, *etc.*, chose dont les Allemands ignorant souvent le néerlandais étaient la plupart du temps incapables. Louis Sohy explique que voulant visiter un ami flamand dans le quartier réservé aux Flamands (premiers mois de captivité en Allemagne) : «*on m'rèspand 'Walen buiten' come djî vos l'dis...*» (p. 52). Il ponctue souvent ces observations de «*c'est vrai*», de «*je ne vous mens pas*», *etc.*, comme si cela sortait de l'ordinaire, du vraisemblable. En général, on oublie que, sur les événements de rupture belge, surtout du côté wallon et francophone, s'organise immédiatement un discours belge lénifiant et euphémisant. Louis Sohy revient à maintes reprises sur la libération des prisonniers flamands, ce qui montre bien qu'elle l'a marqué. A la p. 59 («*on va lès rèvoyî d'èyu c'qu'is vèn-nut, come dès djîns, mins pus come dès tchvaus*»), à la p. 70 (les Français remplacent les Flamands dans certains commandos de travail), à la p. 71, sur les Flamands d'origine mais wallonisés avec leurs patronymes flamands («*lès céns (...) qui ont vnu cachî à mindjî dins nos corons*» mais «*acetûre c'ît dès walons, dès vrés*»), à la p. 73, sur la réaction des Alsaciens-Lorrains que le narrateur trouve différente avec moins de gens qui sont libérés («*i gn'a wère pacqui, in fracès c'è-st-in francès, bèn pus 'chauvin' qu'nous-autes tètous*»), *etc.* Le livre regorge de témoignages de sentiments d'appartenance à la Wallonie au point que lorsque le train des captifs libérés arrive en Wallonie par Tournai (étrangement), il commente : «*Tous lès prîjonîs pou l'Borinâdge, Châlèrwè, Nameur, Lîdge èt co pus lon duvnut candjî d' train*» (p. 162). Ce récit est corroboré par les notes historiques de Paul Delforge. Malgré la libération de certains prisonniers parlant le luxembourgeois dans l'arrondissement d'Arlon, le nombre de prisonniers de l'armée de réserve provenant de Bruxelles est trois fois moins élevé que ceux de la province de Luxembourg, cependant cinq fois moins peuplée avec 200 000 habitants à l'époque contre 1 million à Bruxelles).

Congrès wallons, contradictions au sein de la FGTB dans les années 50

La rupture avec la Flandre sur des questions qui ne sont pas celles de la langue, mais qui opposent deux sociétés (ce qui est déjà vrai à la fin du XIX^e siècle, puis à travers la Première puis la Deuxième guerre), se vérifie sur d'autres phénomènes, comme le culte à Albert I^{er} et se répète avec les Congrès nationaux de Liège en 1945 et Charleroi en 1946 (et 1950). Plusieurs interventions (comme le rapport de Fernand Schreurs), sont très sévères à propos de la Flandre. François Simon agite dans son

discours des fantasmes antiflamands à la limite de la germanophobie (mais il y a peu d'allusions à la langue). Cependant l'orateur le plus longuement et le plus fortement applaudi (d'après les comptes rendus et à l'exception de Plisnier en clôture), c'est Fernand Dehousse qui n'évoque pas un seul instant les problèmes de la Wallonie vis-à-vis de la Flandre mais de «*Bruxelles*», entendue ici comme le symbole du pouvoir belge³⁶. Il place la Wallonie exactement dans la même situation, *mutatis mutandis*, que pouvait se situer la Flandre en 1850. On sait le résultat de la Consultation populaire en mars 1950. Les votes OUI et NON peuvent être découpés selon un autre critère que le fait d'appartenir à la Wallonie (et à Bruxelles), d'une part, à la Flandre, d'autre part : selon le degré d'urbanisation ou d'industrialisation des arrondissements. Mais même l'arrondissement wallon d'Arlon-Marche-Bastogne – très rural, le plus favorable à Léopold III (et des prisonniers luxembourgeois y ont été libérés en 1940) – est cependant à peine au-dessus de l'arrondissement le moins favorable de Flandre, soit celui d'Anvers³⁷. Contrairement à ce qui est souvent dit, l'abdication différée au début d'août 1950, soulignée par la prestation de serment du Prince royal, ne met pas un terme à l'agitation. Puisque Julien Lahaut est assassiné le 18 août et son enterrement suivi par une foule de plus de 100 000 personnes.

Robert Moreau note que, dès le 30 août 1952, le Comité provincial élargi de la FGTB-Hainaut se prononce pour le confédéralisme. Le 29 août 1953, la Régionale FGTB de Charleroi prend position pour le fédéralisme, avec le 30 août 1953 une nouvelle prise de position en ce sens de l'ensemble des régionales du Hainaut. Le 25 septembre, c'est au tour de celle de Namur, ce qui fait qu'on peut penser (l'adhésion de la FGTB de Liège au mouvement wallon date du Congrès national wallon extraordinaire de Charleroi en mars 50), que la prise de parole de Willy Schugens (de Liège) au Congrès national wallon de 1953 représente le sentiment

36. Le Congrès de Liège des 20 et 21 octobre 1945» in *Les documents du Congrès national wallon*, Liège (sans date). Le compte rendu affirme pour Simon «*Une partie de l'assemblée se lève et acclame longuement l'orateur*» (p. 71), et pour Dehousse «*L'assemblée se lève et acclame très longuement l'orateur*» (p. 47). La grande tenue de ce congrès plaide en faveur de l'exactitude des comptes rendus des mouvements de l'assemblée.

37. Serge DERUETTE, «La phase finale de la question royale : une question populaire», in *Les faces cachées de la monarchie belge*, publié par TOUDI, n°5, pp. 221-256. P. THEUNISSEN, 1950 : *Ontknoping van de Koningskwestie*, De Nederlandsche Boekhandel, Antwerpen-Amsterdam, 1984, pp. 16-17 pour les résultats de la Consultation populaire ou *La Revue Nouvelle*, n° 4, 1950, pp. 337-385. Une interprétation plus centrée sur les éléments wallons du dénouement est proposée par Manuel DOLHET, *Le dénouement de la question royale, juillet-août 1950*, Mémoire de licence, Janvier 2001, Louvain-la-neuve (manuscrit).

de la FGTB wallonne. L'interprétation pratique des résolutions unanimes des Congrès FGTB de 1954 et 1956 sur les réformes de structures font l'objet de graves tensions entre Flamands et Wallons de la FGTB. En 1952 et en 1957, des tensions apparaissent également devant des projets visant à accorder des exemptions fiscales en Flandre dans des arrondissements représentant 65 % de la population flamande (contre la même chose pour seulement 20 % de la population wallonne). En 1957, un autre projet permettait de limiter les salaires pour les mêmes raisons dans les mêmes régions et selon les mêmes proportions. Le 10 mars 1958, une rencontre entre la FGTB du Hainaut et André Renard propose une fédéralisation de la FGTB. Toutes ces tensions aboutissent à ce que le 29 janvier 1960, une grève, que Renard avait voulue nationale au Congrès de la FGTB de 1959 (grève d'avertissement en faveur des réformes de structures), n'ait lieu qu'en Wallonie³⁸. C'est la préfiguration des dissensions, onze mois plus tard en décembre 1960 et janvier 1961, et l'écho aux autres dissensions déjà apparues dans les années 1880, quoique pour d'autres raisons, mais tenant aussi à la différence de conceptions de l'action ouvrière, et d'ailleurs sur l'opportunité également de proposer la grève générale. Bizarrement, Witte et Craeybecks minimisent ce phénomène autour de Renard et en font un isolé³⁹.

On voudrait ajouter à tout ceci une remarque significative de Gust Cool à propos des mots suivants d'André Renard suite au projet d'une manifestation de la CSC à Liège : *«jamais un Flamand ne mettra sa patte sur la place Saint-Lambert»*. Ce vocabulaire déplaisant était jugé de manière décripée par Gust Cool, qui déclara peu avant sa mort en 1983 que : *«Renard était une personnalité qui pouvait se laisser emporter par l'ambiance du moment et de la réunion, mais qui dès le lendemain ne savait plus ce qu'il avait dit (...) qui était sous tous aspects un fils de la 'cité ardente', qui pouvait bouillir rapidement mais ensuite se calmer vite et n'était pas toujours conscient de ce qu'il avait dit dans son excitation»*⁴⁰. Nous sommes devenus peut-être trop influencés par le «politiquement correct»...

Nous insisterons moins sur ce qui suit, parce que cela est un peu mieux connu alors que sont moins connues les discussions au sein de la FGTB

38. Robert MOREAU, *Combat syndical et conscience wallonne*, IJD-EVO-FAR, Charleroi, Bruxelles, Liège, pp. 66-67 et pp. 75-86.

39. Els WITTE et Jan CRAEYBECKX, (dans *La Belgique politique de 1830 à nos jours*, Labor, Bruxelles, 1987) présentent André Renard quasiment comme un marginal (voir p. 330). Il est vrai qu'à d'autres endroits ils soulignent l'importance du renardisme.

40. Jan HENDRIKS, «Gesprekken met Gust Cool over de woelige politieke winter 1960-101», in *Kultuurleven*, mars 1985, pp. 246-256 ; p. 250.

durant pratiquement toutes les années 1950 et où se profilent les développements ultérieurs. Redisons que ce qui est en cause, ce n'est pas nécessairement l'appréhension du déclin wallon mais, comme dans les années 1880 et après, le heurt de deux conceptions du syndicalisme et de l'action politique ouvrière, heurt renvoyant à des conceptions liées au fait que Wallons et Flamands appartiennent à des sociétés différentes dont les réactions foncières ne sont pas les mêmes dans un nombre élevé de situations. Le fait que ces différences aient été reconnues au sein même du mouvement ouvrier est un indice de toute première force parce que le mouvement ouvrier a un adversaire principal qui est la bourgeoisie et parce que les appels à l'unité ont souvent recouvert les divergences entre Flamands et Wallons, une certaine orthodoxie marxiste et social-démocrate pouvant, à la rigueur, plaider en faveur des Flamands (dans la conception qui fait de la Flandre la seule société ou la seule nation dominée, la Wallonie ne pouvant l'être puisque assimilée au groupe francophone dominant). Il y a une telle récurrence dans ce type d'argument (en faveur de l'unité ouvrière), qu'on se dispensera d'en donner des exemples.

Les griefs que la Wallonie nourrit à l'égard de la Flandre sont parfois violents et haineux. Ils peuvent évidemment paraître se confondre avec l'hostilité foncière de la Belgique francophone (Flandre comprise) de sentiment unitaire vis-à-vis du mouvement flamand. Mais ils ne s'y ramènent pas. Parler des sentiments négatifs de la Wallonie vis-à-vis de la Flandre ne concerne donc pas seulement une émancipation linguistique et culturelle considérée comme légitime. L'hostilité à la Flandre a bien d'autres raisons que la supposée prétention francophone à la supériorité du français (même si cela existe), de même qu'à un certain degré d'avancement économique, social et culturel de la Wallonie pendant les cent quarante premières années de l'histoire de Belgique. Il faudrait peut-être dans le cadre de la fameuse «*identité reconstructive*» chère à Jean-Marc Ferry (c'est-à-dire la réconciliation), s'habituer à considérer l'opposition de la Wallonie à la Flandre comme aussi légitime que l'opposition de la Flandre à la Wallonie. Il y a là un conflit très fondamental, qui ne provient pas seulement de l'injustice ayant consisté pour l'Etat belge à imposer le français comme langue officielle aux Flamands en 1830. Sans doute, peut-on penser que ce fut l'élément déclencheur, mais il rend vraiment très mal compte de ce qui suit. De la même manière que le mouvement wallon n'est pas d'abord antiflamand, le mouvement flamand n'est pas d'abord antiwallon. La Flandre et la Wallonie sont à la recherche de leur reconnaissance dans un cadre belge où il arrive qu'elles se heurtent durement, mais aussi où il arrive – peut-être plus souvent – qu'elles parviennent à trouver entre elles les compromis nécessaires, ayant toujours évité la violence dans l'affrontement nationaliste direct, et devant sans

doute l'éviter à l'avenir au fur et à mesure où ces deux sociétés, en devenant distinctes, sentent s'ouvrir leur appétit de s'entendre comme les nations européennes s'entendent aujourd'hui, le nationalisme agressif étant rejeté par l'expérience des deux guerres. A notre sens, définitivement. C'est une façon de rencontrer cette importante difficulté soulevée par Philippe Raxhon dans son ouvrage sur le Congrès national wallon de Liège : «*Le mouvement wallon (...) se structure à un moment où l'idée nationale elle-même est remise en question, notamment chez les démocrates, parce qu'elle a montré ses limites et ses dérives qui ne cesseront plus d'être mises en évidence après la Première Guerre Mondiale, et parce qu'elle n'est plus intellectuellement recevable sans critique*»⁴¹.

Il faut voir aussi de quelle nature est l'opposition de la Wallonie à Bruxelles ou à ce que l'on suppose être «Bruxelles» et parler du discours théorique belge sur la singularité belge qui est prioritairement répandu. Cette singularité nous semble celle du discours, non de la chose visée. Voici comment nous pouvons l'établir.

Le nationalisme belge dissimulé comme nationalisme

Invitée en mars 2000 à animer un séminaire à l'Université de Louvain-la-neuve, la professeure de lettres françaises de l'université d'Aalborg, Inge Degn, met en cause la façon dont Marc Quaghebeur voit la réalité littéraire belge⁴². Notamment dans un texte intitulé *Et si nous cessions d'hypostasier la langue*⁴³. Pour Inge Degn, Marc Quaghebeur tend à opposer une France jacobine, homogène, peu réceptive à la diversité, à une Belgique francophone plurielle, riche de diversités, en raison de la dualité linguistique du pays.

Elle pense que la définition que tend à donner Marc Quaghebeur de la Belgique francophone vise aussi à empêcher l'expression sereine, «naturelle» d'une littérature qui se sentirait simplement chez soi, une littérature wallonne (de langue française), telle que Jean Louvet, Thierry

41. Philippe RAXHON, *Histoire du Congrès wallon d'octobre 1945*, préface de Paul Gérin, IJD, Charleroi, 1995, p. 13. Il est important de lire aussi du même auteur *La mémoire de la révolution française, entre Liège et Wallonie* (Labor, Bruxelles, 1996), qui a inspiré la préface de P. Fontaine «La longue durée du Congrès wallon, de 1945 à la réédition de la pièce de Jean Louvet», *Le coup de semonce*, in *TOUDI* n°18-19, Graty, 1999, pp. 4-12.

42. José FONTAINE, «Regard danois sur la Wallonie et, au-delà, l'Europe», in *TOUDI* n°27, avril-mai 2000, pp. 20-21.

43. *Belgique toujours grande et belle*, Complexes, Bruxelles, 1998.

Haumont, Guy Denis, Nicole Malinconi, Julos Beaucarne, André-Joseph Dubois, Charles Plisnier, Maurice des Ombiaux, Georges Simenon, Henri Michaux, Robert Vivier, Herman Closson, Madeleine Bourdouxhe (etc.) l'illustrent à foison. Pour elle, la question de savoir si, au Damemark, on peut définir la littérature du pays comme «danoise» ne se pose pas. La question ne se pose pas non plus de savoir si définir la littérature danoise comme... danoise serait «nationaliste». Ce qui est insinué pour la littérature de Wallonie par tout un courant dont l'un des penseurs est justement Marc Quaghebeur. Celui-ci renverse étrangement les rapports de la littérature à la société en imaginant que les écrivains belges se seraient adaptés à une société sans histoire ! Nous y reviendrons pour finir.

Et il y a de fait toute une théorie du nationalisme belge sans cesse reconstruite depuis Pirenne (lui-même plus nuancé), qui insiste sur le fait que la nationalité belge peut se glorifier du fait qu'elle n'est pas une nationalité en raison de la dualité belge. Paul Dresse écrivait en 1945 devant les deux tours de la cathédrale Saints Michel et Gudule : *«Voilà notre palladium, notre arche d'alliance ! Le lieu d'unanimité, Flamands et Wallons, il est là, sur son parvis, au pied de ces tours couleur de cendre devant lesquelles s'extasiait Rodin et qui peuvent s'appeler Michel ou Gudule, mais qui, plus profondément, se nomment Wallonie et Flandre. Pour arriver là, vous aurez dû les uns dévaler la montagne, les autres la gravir à demi ; mais ici, en vous rencontrant, vous rencontrerez un terrain bien plane où, sans peine, on s'agenouille. Vous prierez Dieu chacun dans la langue qui vous plaira et le prêtre priera en latin pour tous. Et, quand vous vous relèverez, vous verrez l'église déployer à vos yeux ce que vous chérissez le plus : aux uns, Sainte-Gudule apparaîtra comme une claire forêt foisonnante de fûts, aux autres elle offrira son grand vaisseau de nef en partance»* (p. 42). Pour lui *«Flandre et Wallonie [sont] sœurs siamoises»* (p. 32), c'est *«notre essence double»* (p. 45) *«d'une nation sans nationalité»* (p. 94)⁴⁴.

Le courant de la «belgitude», né en 1975, accentue une orientation comme celle-là. Pour ses promoteurs, il y a la volonté, d'assumer une littérature qui ne se coupe pas de la Belgique. Ils avaient perçu l'autonomie culturelle accordée en 1970 aux deux Communautés du pays comme teintée d'une trop grande francolâtrie et y opposèrent à nouveau non pas la Wallonie ni la France, mais la Belgique. Dans la «belgitude» on sent encore le besoin de se différencier de la France, de la France idéalisée par le courant dit «lundiste» (qui, sur le plan littéraire identifie entièrement l'expression littéraire française de Belgique et française de

44. Paul DRESSE, *Le complexe belge*, Dessart, Bruxelles, 1945.

France, sorte de réunionnisme culturel). Les tenants de la «belgitude», insistent sur ce qui, par rapport à la France, fait notre relative misère : modestie des dimensions du pays, son caractère hybride (wallon et flamand) et son manque d'identité. La «belgitude» (mot fabriqué sur le modèle de «négritude» forgé par le Président Senghor), est d'emblée la revendication d'un «ici» peu glorieux, mais à assumer. Une des grandes idées de la belgitude, dans la ligne de Pirenne d'ailleurs (ou de Dresse), parfois en employant les mêmes mots, avec une intention différente – «*syncrétisme*», «*carrefour*» qu'on retrouve dans la préface à *l'Histoire de Belgique* – c'est d'affirmer une identité en creux, faible, quasi inexistante, l'identité d'une non-identité. L'un des chevaux de bataille de la belgitude, c'est en effet l'idée du métissage, mais un métissage qui relance paradoxalement une identité forte.

On peut le contrôler une dernière fois en relisant un de ces très très nombreux livres qui reconduisent sans cesse la théorie nationaliste belge et son chauvinisme de dénégation. Pour un Marc Uyttendaele, la Belgique a vécu cent septante années d'histoire «*en existant à peine à ses propres yeux*» (p. 21). Bruxelles est «*un grand carrefour*» (p. 31), la Belgique est «*bonne pâte*» (p. 47). Le 21 juillet 2002 «*était très bon enfant*» (p. 51). En Belgique «*aucun débat n'est jamais neuf*» (p. 57), Eddy Merckx et Paul Van Himst «*se retrouvent sur les plateaux de télévision, incarnant comme Quick et Flupke, une certaine idée, triviale et ludique de la Belgique*» (p. 75). L'Atomium symbolise «*la richesse et la diversité d'un pays pas comme les autres*» (p. 88). On est en Belgique et non en France et «*la Belgique est une terre de surréalisme et d'imagination. Elle est également terre de solutions. Quand il est impossible de choisir entre deux solutions, la solution est de choisir en même temps les deux solutions*» (p. 108). A propos de la compétence universelle que s'est octroyée la Justice belge en matière de crimes contre l'humanité : «*Seul un pays humble pouvait devenir une sorte de village planétaire gaulois des droits de l'homme et donner espoir à tant de martyrs que nul sinon n'entendrait. La Belgique, en créant aujourd'hui une justice universelle est en avance sur le monde entier...*» (p. 119). «*Les conflits aussi sérieux soient-ils, ne font pas de morts. Ils empoisonnent, simplement, un temps, l'atmosphère. Ils sont une gêne, sans plus, et toujours le pays rebondit*» (p. 131). La modestie des Belges «*est légendaire*» (p. 139) : «*Ici l'auto-flagellation est un véritable sport national. Toujours, il faut rappeler les Belges à l'ordre et leur montrer qu'ils n'ont rien à envier aux grandes nations*» (p. 161). Ainsi, se prépare le grand contresens final du livre de Marc Uyttendaele qui aime à répéter le vers de Brel («*Avec un ciel si bas qu'il fait l'humilité*») : «*La Belgique avec sa rare capacité de concilier l'inconciliable, de faire primer la raison sur l'exaltation, de privilégier les réponses par rapport aux questions, de ne pas nier la dimension pacifi-*

catrice des compromis, et somme toute d'avoir fait de l'humilité un projet politique, peut être demain un modèle, en creux certes, pour les pays en conflit. En cassant la logique nationaliste, la Belgique est le laboratoire de l'Europe de demain» (p. 162)⁴⁵, parce que n'ayant pas de nationalité, ce qui est sans cesse répété, martelé comme le mot «roi» (à toutes les pages de la p. 17 à la p. 100), et le mot «surréalisme» avec le contresens signalé par Barthes (le surréalisme est confondu avec «réalité biscornue» comme Barthes l'a montré dans ses *Mythologies*, mais ce n'est pas ce qu'entend signifier le courant surréaliste).

Il s'agit donc d'une théorie finalement totalitaire, qui intellectuellement emprisonne, mais dont la violence éclate lorsque la réalité de la société «Wallonie» comme de la société «Flandre» se manifestent trop clairement et lorsque des citoyens de ces deux nations se décident à exister, à avoir une histoire contrairement à l'idée reçue.

Ou lorsque l'on souligne que cette manière de parler de soi serait clairement le fait d'un nationalisme exacerbé ! Voici par exemple quelques échantillons de réactions prélevés justement au moment de la parution du *Manifeste pour la culture wallonne*, affirmation wallonne assez forte. Le 10 février 1984, lors d'une confrontation à Ottignies entre François Martou (président du MOC) et Jean Louvet (dramaturge), j'avais relevé une série d'expressions utilisées à propos du *Manifeste* ou de ses signataires. J'en cite à nouveau quelques unes : «rester la tête dans la terre» (*La Cité*), «nationalistes» (*Le Soir*), «bas de plafond» (Pol Vandromme), «jobards» (*idem*), «primaires» (*idem*), «médiocres avides» (Pan), «moineaux» (Pan), «totalitaires» (*Le Soir* - carte blanche), «repli frileux» (*Le Soir* - carte blanche), «d'Annunzio de la Wallonie» (*Le Soir*), «rétrécissement culturel» (Philippe Moureaux), «des subsides pour le dialecte d'Ecaussines» (*La Libre Belgique*), «grotesques», «bouffons» (un collaborateur de *Critique Politique*), «si on ne peut plus rentrer dans le ventre de sa mère, on peut se resserrer dans un milieu où l'on est à l'aise» (Philippe Moureaux), «le chez-nous douillet exprime le besoin de rentrer dans le ventre maternel» (*La Flaque*), «corniauds frileux» (Pol Vandromme), etc.⁴⁶

En 1994, après sa réélection triomphale comme député européen, José Happort est successivement traité de «sous-Keynes de bistrot» (Guy Haarscher, *Le Vif*, de partie prenante «d'une logique pas fondamentale-

45. Marc UYTENDAELE, *La Belgique racontée à Noa*, éd. Le grand miroir, Bruxelles, 2002.

46. Pour l'ensemble de ces textes et d'autres voir José FONTAINE «Le discours antiwallon en Belgique francophone», in numéro spécial de *TOUDI*, n°13-14, septembre-octobre, 1998.

ment éloignée de l'extrême-droite» (Claude Demelenne in *Celsius*, septembre 1994), de «bonhomme sorti de sa glaise» (un lecteur du journal *Le Soir*), de fauteur de «populisme» et de «démagogie», de responsable d'un «double jeu grossier» (*La Libre Belgique*), avec des comparaisons explicites avec Degrelle, Mussolini et Hitler...⁴⁷

La polémique sur Happart et la Wallonie trouvera son point culminant quelques mois plus tard avec une interview de Philippe Moureaux préférant l'accusation d'antisémitisme, d'autant plus grave que dite dans un livre qui a eu le temps d'être lu, relu, corrigé, etc. Il déclare que Jules Destrée rejette les Bruxellois parce qu'ils ne sont pas «de pure race», ce dont seraient conscients les «wallingants» qui l'invoquent et, notamment, Jean-Maurice Dehousse, ferme partisan d'Happart alors au sein du PS, et, dès lors, en toute simplicité, accusé d'antisémitisme...⁴⁸

Plutôt que d'image négative de la Flandre dans le mouvement wallon, il faudrait plutôt parler d'une image négative de la Flandre dans le nationalisme belge, image négative dont les arguments, les logiques, les routines peuvent se retourner, à volonté, contre les Wallons ou les Flamands. La belgitude use de la méthode sophistique dénoncée par Platon : prendre pour position d'adopter en même temps les positions conceptuelles les plus contradictoires, à partir de la dualité belge empirique (les Flamands, les Wallons...), ces deux réalités empiriques étant élevées ensuite au rang d'une substance constituée de leur imbrication absolue ou indivisible. Ce qui permet d'échapper au dialogue non pas même par une position de surplomb, mais par une position qui voudrait vraiment n'avoir jamais à se définir car relevant de «l'indicible» dont Marc Uyttendaele parle ouvertement à propos de la Belgique. C'est au fond cette thèse que défend Renée Fox⁴⁹ : la Belgique n'existerait jamais autant que lorsqu'elle se nie, ce qui rend évidemment toute discussion impossible. Alors que, par ailleurs, les tenants de ces théories exhibent fièrement le compromis comme la quintessence belge. Mais quel est le compromis qui peut s'établir automatiquement ? Un dialogue démocratique n'a-t-il pas par définition une conclusion imprévisible ? Il y a reproduction indéfinie de l'être belge...

A fuir la théorie, on prend le risque d'adopter les théories les plus saugrenues comme celle de la belgitude. Nous ne disons pas que les historiens que nous qualifions de positivistes ont adopté ce concept de belgi-

47. *Ibidem*, particulièrement le chapitre IV.

48. Claude DEMELENNE et Bénédicte VAES, *Le cas Happart - La tentation nationaliste*, Luc Pire, Bruxelles, 1995.

49. Renée FOX, *In the Belgian Château*, Ivan R. Dee, Chicago, 1994.

tude. Mais le fait, par exemple, de présenter la Wallonie et la Flandre comme des sous-produits de la Belgique, tend à faire de celle-ci une essence de nature supérieure à ses composantes, toujours considérées comme des accidents à l'égard d'une sorte de substance intangible. Une substance qu'il devient dès lors moralement inadmissible de remettre en cause, car ce serait privilégier le conflit «nationaliste» sur une unité aussi réticente à la différence (et au mouvement, comme nous le rappelle Robert Devleeshouwer), que celle de l'Être chez Parménide, une unité plus métaphysique que métissée (métissage, que de crimes on commet en ton nom !). On en arrive à penser que l'opposition entre Flandre et Wallonie est en quelque sorte suscitée par l'une ou l'autre de ces entités, qui vivrait seulement de ce rejet, par exemple la Flandre qui ne réaliserait son unité que «*par l'opposition, l'exclusion et le rejet tant de fois renouvelé du sud du pays*»⁵⁰.

Le conflit entre la Flandre et Wallonie n'est-il pas plus simplement un conflit classique entre deux nations cherchant à supplanter l'Etat existant pour affirmer simplement leur existence et leur singularité ? Qu'elles prônent comme telles sans en faire la pierre de touche de l'universel ? Il y a dans l'adhésion sans fard aux particularismes, une acceptation de la singularité plus porteuse de modestie et d'éthique que l'orgueilleuse dénégation/autodérision du nationalisme belge. Et en même temps un plus grand respect empirique de la spécificité – justement et paradoxalement ! – des faits, des contextes, des événements, des histoires, des cultures et des nations. Il arrive, on voudrait le souligner cent fois, que cette approche belge dépasse l'entendement. Voici.

Lorsque Marc Quaghebeur écrit à propos de l'œuvre de Jean Louvet : elle «*s'est également tissée à partir de ce réel belge dépourvu de langue et d'histoire qui a contraint les plus originaux de ses dramaturges à élaborer une langue et une fantasmagorie capable d'exprimer cette anhistoricité obsédante*»⁵¹, il commet là un contresens matérialiste ou scientifique de toute première grandeur qu'un jeune sociologue démontre avec

50. Philippe GODTS, *Belgique 2002, la désintégration* (préface de Charles-Ferdinand Nothomb), Quorum, Bruxelles, 1994, p. 103. Philippe Godts abonde d'ailleurs dans le sens de Jean Stengers : «*Le pays n'est pas grand, de fait, mais les peuples qu'il unit, désunit ou mal-unit, n'existaient pas avant lui*» (p.105), ce qui nous semble assez inexact mais c'est une assertion dont Philippe Godts a besoin pour sa thèse qui substantialise aussi la Belgique.

51. Marc QUAGHEBEUR, *L'homme qui avait l'amour dans sa poche*, préface à Jean Louvet, *Théâtre, avec A bientôt Monsieur Lang et L'homme qui avait le soleil dans sa poche*, éd. Labor, Bruxelles, 1984, pp. 7-15.

éclat en reprenant la phrase et en la retournant pour en faire ressortir la non-pertinence : «*Les plus originaux de nos dramaturges ont élaboré une langue et une fantasmagorie dont les œuvres expriment une anhistori-cité obsédante qui a contraint la Belgique à se dépourvoir de langue et d'histoire*»⁵².

Pour les relations Flandre/Wallonie, il faudrait prolonger les études de Denise Van Dam. Mais à condition de rejeter la substantialisation des nations telle que l'opère la belgitude ou les théories nationalistes belges. La manière dont les nations existent n'a en effet rien de substantiel, elles n'existent qu'en fabriquant «*de l'identique, du continu qui ne repose pourtant pas sur le maintien d'une substance intacte à travers l'espace et le temps*» comme le dit si bien Bruno Latour. De l'humain sans cesse variable et à remettre en cause, vivant. La Belgique ? En tout cas pas celle qui se donne à voir dans les théories nationalistes belges explicites ou implicites telles qu'on en fabrique depuis un siècle, très probablement par peur que se disent la Flandre et la Wallonie en accord avec l'esprit le plus critique et le plus matérialiste.

52. Pierre FONTAINE, *Jean Louvet – Lois sociologiques et spécificité littéraire*, mémoire de licence en sociologie, UCL, 2001, p. 88.

Les CM – numéros parus ces dix dernières années

- Travail : nouveaux conflits, nouvelles solidarités 182, décembre 1991
- 24 novembre 1991 : les rouges dribblés par les verts 183, janvier-février 1992
- Ethique : au-delà de la mode 184, avril-mai 1992
- Démocratie, insurrection permanente (1) 185, juillet 1992
- Démocratie, insurrection permanente (2) 186, septembre 1992
- La Wallonie et ses intellectuels Co-édition *Toudi* n°7 187, novembre 1992
- Rejets/reconstructions du politique 188, janvier-février 1993
- Sport : jeux et enjeux 189, mars-avril 1993
- Dossier liégeois 190, juin-juillet 1993
- Femmes / histoire au tournant du siècle 191, août-sept. 1993
- Notre adieu au roi 192, nov.-décembre 1993
- Etre de gauche et maçon ? 193, février-mars 1994
- Positions matérialistes sur l'écrit 194, juin-juillet 1994
- Régions, régionalisme :
conjuré le crépuscule industriel ? 195, août-septembre 1994
- Y a-t-il un économiste (socialiste) dans l'avion ? 196, décembre 1994
- Parcours dans le monde catholique *réédition* 197, février-mars 1995
- La droite existe. Et la gauche ? 198, mai 1995
- Notes d'Amérique latine 199, juillet-août 1995
- Dérives sécuritaires 200, nov.-décembre 1995
- Luxembourg, un échantillon d'Europe 201, avril-mai 1996
- *Numerus clausus* et enseignement 202, juin-juillet 1996
- Néolibéralismes, renouvellements régressifs
et totalitarisme marchand 203, août-septembre 1996
- William Morris, un héritage rouge et vert
et centenaire 204, nov.-décembre 1996
- Services publics: on brade? 205, avril-mai 1997
- Ce qui ne peut plus durer en Belgique 206, juin-juillet 1997
- De la Yougoslavie à la Belgique 207, octobre-nov. 1997
- L'Afrique nouvelle est-elle arrivée? 208, janvier-février 1998
- Chiapas dialogue pour la dignité 209, juin-juillet 1998
- 150 ans (et ½) après le manifeste 210, sept.-octobre 1998
- Bruxelles : mixité sociale en théorie, ... 211, déc.- janv. 1998-99
- Des sciences et des hommes 212, juin-juillet 1999
- Albert Marteaux 1886-1949 213, nov.-décembre 1999
- A l'Est, dix ans de recyclage des nomenklaturas 214, décembre 1999
- Casino planétaire 215, avril-mai 2000
- La prostitution : un droit de l'homme ? 216, juin-juillet 2000
- Fédéralisme - stop ou encore ? 217, oct.-nov. 2000
- Mal-être au travail 218, déc.-janvier 2000-01
- Casino planétaire - suite : résister 219, juin -juillet 2001
- école@business.com 220, nov.-décembre 2001
- Lézards plastiques 221, mars-avril 2002
- Petites fleurs rouges de la grande grève - 1960-65 222, juin-juillet 2002
- L'Europe avant le Big-bang 223, octobre-nov. 2002
- Etre de gauche et flamand 224, avril-mai 2003

Les Cahiers Marxistes
sont déposés
dans les librairies suivantes :

- ABELARD Bouquinerie
Rue F. Dons, 5 (Quartier ULB) - 1050 Bruxelles
- AGORA Louvain-la-Neuve
Agora, 11 - 1348 Louvain-la-Neuve
- ALINEA
Rue Beaumont, 21 - L- 1536 Luxembourg
- A LIVRE OUVERT
Rue St Lambert, 116 - 1200 Bruxelles
- LA DERIVE
Grand'Place, 10 - 4500 Huy
- LE LIVRE INTERNATIONAL
Bd. Lemonnier, 171 - 1000 Bruxelles
- L'ILE AUX CHATS
Rue Faider, 121 - 1050 Bruxelles
- LIBRAIRIE ANDRE LETO
Rue d'Havré, 35 - 7000 Mons
- LIBRAIRIE ENTRE-TEMPS (Centre culturel Barricade)
Rue Pierreuse, 19/21 - 4000 Liège
- LIBRIS - TOISON D'OR Espace Louise
Av. de la Toison d'Or, 40/42 - 1060 Bruxelles
- POINT VIRGULE
Rue Lelièvre, 1 - 5000 Namur
- PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES
Av. Paul Héger, 42 - 1050 Bruxelles
- TROPISMES
Galerie des Princes, 11 - 1000 Bruxelles
- WALLONIE - BRUXELLES
Rue Quincampoix, 46 - F - 75004 Paris

REVUE BIMESTRIELLE ISSN: 0591-0633

Editeur responsable: Pierre Gillis
6, N-D Débonnaire
7000 - Mons

Production, propriété & copyright : FREE, mouvement
d'éducation permanente non reconnu par la Communauté française
Membre de l'Association des Revues scientifiques et culturelles

Dépôt: Bruxelles X

8 EUR